

GOVERNEURS DE PROVINCES

AU XVI^E SIÈCLE

On s'est beaucoup intéressé depuis un demi-siècle aux origines et au développement de l'institution des intendants. Les gouverneurs, qui furent dans l'administration des provinces les véritables prédécesseurs des intendants, n'ont pas, à beaucoup près, suscité même curiosité. La littérature historique est extrêmement pauvre en ce qui les concerne. Il n'existe aucune étude d'ensemble, du genre de la thèse de M. Dupont-Ferrier sur les baillis et sénéchaux à la fin du x^ve siècle, ou celle de M. Ch. Godard sur les intendants au temps de Louis XIV. Les monographies elles-mêmes sont rares. Aucune ne concerne la période antérieure au milieu du xvi^e siècle, celle dont nous allons avoir à nous occuper¹.

L'institution a eu plusieurs périodes de splendeur, d'abord pendant la guerre de Cent ans, puis au temps des guerres de Religion. C'est la faiblesse du pouvoir central qui, à deux reprises, a fait la puissance des gouverneurs : lorsque l'autorité royale s'est ressaisie, ils ont perdu la possibilité de jouer aux souverains. Quelle fut leur condition pendant la période intermédiaire, depuis la mort de Louis XI jusqu'au commencement des guerres civiles, c'est ce qu'il apparaît difficile de préciser. On sait en gros que Louis XII et François I^{er} ont essayé de mettre un terme à leurs excès de pouvoir. On attribue même à François I^{er} l'idée d'avoir voulu les supprimer. Mais, faute d'une documen-

1. À défaut de monographie proprement dite, nous citerons l'excellente introduction de L.-H. Labande à la *Correspondance de Joachim de Matignon*, 1914, ainsi que le chapitre consacré au gouvernement du Lyonnais par L. Romier dans *Jacques d'Albon de Saint-André, maréchal de France, 1512-1562*, 1909. Pour la seconde moitié du siècle : F. DESHOULIÈRES, *Un gouverneur de la province du Berry. Le maréchal de la Châtre, 1536-1614* (extrait des *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, t. XXX), 1907 ; Gebelin, *Le gouvernement du maréchal de Matignon en Guyenne, 1589-1593*, 1913 ; enfin, la thèse récente de H. Drouot, *Mayenne et la Bourgogne. Étude sur la Ligue, 1587-1596*, 2 vol., 1937.

tation suffisante, on ne peut dire quelle a été la mesure exacte de leur autorité.

Un sujet aussi étendu, dans l'espace et dans le temps, ne saurait être traité en quelques pages. Il exigerait une large enquête, conduite simultanément à travers toutes les provinces. Cette enquête, qui ne pourrait être rapidement menée à bien que par les méthodes de la recherche collective, je n'ai pas eu la possibilité de m'y livrer. Aussi me suis-je donné simplement pour tâche de préciser certaines notions essentielles, de mettre au point les questions qui se posent, et aussi de discréditer certaines idées toutes faites qui, depuis trop longtemps, gênent notre vue. Je n'ai pas eu recours à des sources manuscrites. Je ne me flatte même pas d'avoir épuisé les sources imprimées. Comment être assuré de trouver son bien, tout son bien, à travers l'œuvre de plus de cent sociétés savantes vouées à l'étude de l'histoire locale? Des érudits, familiers avec le passé de telle ou telle province, relèveront sans doute dans mon exposé des incertitudes ou des erreurs. J'y suis résigné. Qu'ils veuillent bien me les signaler, et peut-être donnerai-je une suite à ce travail.

Un gros progrès serait réalisé le jour où nous posséderions pour chaque province une liste exacte et complète des gouverneurs. A l'heure actuelle, il n'en est pas qui soit pleinement satisfaisante¹. Presque toutes souffrent d'un même défaut : elles ne tiennent pas compte de ce fait à peu près général que le gouverneur ne résidait pas, et qu'il était

1. Il ne sera pas sans utilité d'indiquer ici celles dont on peut se servir. Pour l'Anjou : d'Espinau, *La sénéchaussée d'Anjou* (extr. des *Mém. de la Soc. nat. d'agric., sciences et arts d'Angers*), 1892, p. 11 et suiv. Pour le Bourbonnais : Henry Faure, *Histoire de Moulins*, t. II, 1900, p. 546. Pour la Bourgogne, des indications dans H. Drouot, *op. cit.*, p. 74, note 1. Pour la Bretagne : La Borderie, *Histoire de Bretagne*, t. V, 1913, p. 23 et suiv. Pour la Champagne : Babeau, *Les rois de France à Troyes* (extr. de la *Revue de Champagne et de Brie*), 1880, p. 67 et suiv. Pour la Guyenne : Dast le Vacher de Boisville, *Liste des gouverneurs, lieutenants-généraux et lieutenants du roi en Guienne*. Auch, 1898. Pour l'Île-de-France : A. Longnon, *L'Île-de-France. Son origine, ses limites, ses gouverneurs* (Mém. de la Soc. de l'hist. de Paris et de l'Île-de-France, t. I, 1875), p. 20 et suiv. Pour le Lyonnais : A. Péricaud, *Les gouverneurs de Lyon*, 1841 ; Dupont-Ferrier, *État des officiers royaux des bailliages et sénéchaussées de 1461 à 1616. Sénéchaussée de Lyon* (*Bull. hist. et philol. du Comité des travaux histor.*, 1905). Pour Metz, voir l'appendice au tome II de notre *Réunion de Metz à la France, 1552-1648*, 1927, p. 308-311. Pour la Provence : Busquet, dans *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, t. III, 1921, p. 658 et suiv. Pour la Touraine : J.-L. Chalmel, *Histoire de Touraine*, t. III, 1828, p. 388 et suiv. — Ces différents travaux sont naturellement de valeur très inégale, et je ne prétends pas les donner tous pour des guides absolument sûrs. Signalons encore que les éditeurs du *Catalogue des actes de François I^{er}* ont publié au tome IX de l'œuvre (p. 223-229) une série de listes de gouverneurs, par province, pour l'époque du règne ; ces listes ne peuvent d'ailleurs être utilisées qu'avec précaution, car la distinction entre « lieutenants-généraux » et « gouverneurs et lieutenants-généraux » n'y est pas toujours observée ; mais les nombreuses références qu'elles contiennent les rendent très précieuses.

remplacé en permanence par un officier portant les mêmes titres que lui, jouissant des mêmes honneurs, exerçant la même autorité. Pour une période donnée, on ne nous fournit trop souvent qu'un nom, alors qu'il en faudrait presque toujours deux, parfois même trois, le lieutenant du gouverneur pouvant, lui aussi, se faire suppléer¹.

Une première observation qu'il importe de faire, c'est que l'appellation de « gouverneur » a longtemps constitué un titre, plutôt qu'elle ne désignait une charge. A l'époque où nous nous plaçons, les vestiges de cet ancien état de choses se laissent encore apercevoir. Jusque vers le milieu du XVI^e siècle, il est à peu près sans exemple qu'un document officiel n'accolle pas au titre de gouverneur d'une province celui de lieutenant-général. « Lieutenant-général et gouverneur », ou bien « gouverneur et lieutenant-général », on ne sépare plus guère les deux termes, que l'on a pris l'habitude d'unir depuis le début du XV^e siècle². Celui de lieutenant-général est plus ancien. La royauté, au temps des guerres anglaises, l'a conféré à de grands personnages qu'elle dotait de pouvoirs extraordinaires pour faire face à des circonstances exceptionnelles. Au XVI^e encore il lui arrive d'en créer, quoique plus rarement³. Le lieutenant-général est, par définition, le représentant de la personne royale. Sa mission est temporaire. En outre, il a autorité sur un groupe de provinces⁴. Il peut d'ailleurs arriver que, dans l'une ou l'autre des provinces qui lui sont momentanément confiées, il prenne à l'occasion le titre de gouverneur. Cela ne saurait passer pour une usurpation, car un lieutenant-général l'emporte en dignité sur tous les autres officiers, y compris les gouverneurs.

L'usage tend à réserver le titre de gouverneur aux lieutenants-géné-

1. Le premier suppléant doit en principe faire suivre ses titres de la mention « en l'absence de X » (le gouverneur titulaire), le second suppléant de la mention « en l'absence de X et d'Y ». Dans la pratique, cette mention est souvent omise ; d'où des erreurs possibles. On peut voir dans l'introduction plus haut citée du livre de L.-H. Labande combien il est parfois difficile d'établir la succession chronologique des différents lieutenants de gouverneurs.

2. Cf. Dognon, *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*, 1895, p. 346-347 bis.

3. Ainsi le cardinal de Tournon est chargé en 1536 d'une lieutenance générale dans les provinces du Centre et du Sud-Est (cf. J. Isaac, *Le cardinal de Tournon, lieutenant-général du roi, octobre 1536-octobre 1537*, in *Revue d'histoire de Lyon*, t. XII-XIII, 1913-1914) ; c'est à tort qu'on fait parfois figurer son nom sur la liste des gouverneurs du Lyonnais ou des gouverneurs d'Anvergne. En 1543, Henri d'Albret, roi de Navarre, est pareillement nommé lieutenant-général, à la fois en Guyenne dont il est gouverneur, en Poitou, en Languedoc et en Provence (*Catalogue des Actes*, t. IV, p. 397, 419, 427). Le dauphin Henri en 1544, le duc de Guise en 1557 et 1560 reçoivent les pouvoirs de lieutenant-général à travers tout le royaume (Pinard, *Chronologie historique militaire*, t. I, 1760, p. 188, 215, 218).

raux établis à poste fixe dans les provinces. Cependant, ce titre est revendiqué aussi par certains baillis. Jadis, vers le milieu du ^{xiv}^e siècle, les lieutenants-généraux ont émis la prétention d'être seuls à s'intituler gouverneurs. Et une ordonnance de 1342 est venue interdire aux baillis et sénéchaux de prendre le titre sans autorisation. Mais cet édit a dû, comme tant d'autres, rester lettre morte ; car une ordonnance de 1388 renouvelle l'interdiction. A cette époque, on constate qu'à Amiens, par exemple, le bailli s'intitule « gouverneur du bailliage d'Amiens », et se fait appeler « M. le Gouverneur ¹ ».

Un siècle plus tard, plusieurs baillis sont en possession, de fait et de droit, du titre de gouverneur : d'où il faut inférer que la royauté, dans certains cas, a accordé son autorisation. Le grand nombre paraissent avoir renoncé à ce titre, malgré qu'il leur apparût particulièrement flatteur. Certains privilégiés ont seuls réussi à le conserver.

C'est d'abord le bailli de Touraine. De 1383 à 1531, on a pu établir une série ininterrompue de baillis-gouverneurs en Touraine ². Le célèbre Semblançay et son fils figurent parmi les derniers de la liste ³. Pourquoi, à partir de 1531, le bailli cessa-t-il de revendiquer cette qualification, ou pourquoi lui fut-elle refusée, on ne nous le dit pas. Y aurait-il eu dès ce moment un lieutenant-général et gouverneur de Touraine ? Cela ne paraît pas établi ⁴. On n'en connaît avec certitude qu'à partir de 1543. Nous y reviendrons plus loin.

En Berry, messire Pierre du Puy, sieur de Vatan, est nommé par le roi bailli et gouverneur en 1505. Le Parlement de Paris, à qui il appartient d'enregistrer ses lettres de provision, déclare le recevoir en qualité de bailli seulement et non en qualité de bailli et gouverneur ⁵. Mais la royauté ne se laisse pas intimider par cette opposition des gens de loi :

1. Maugis, *Recherches sur les transformations du régime politique et social d'Amiens jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, 1906, p. 91.

2. Chalmel, *Histoire de Touraine*, t. III, p. 338-348. — Louis XI, dans les dernières semaines de son règne, aurait changé le titre de bailli de Touraine en celui de gouverneur (*Ordonnances des rois de la troisième race*, t. XIX, p. 104). Mais l'acte est-il authentique ?

3. Cf. Spont, *Semblançay*, 1895, p. 129, 193.

4. D'après les lettres de provision données au gouverneur de 1543, il aurait été pourvu sur résignation d'un certain Jacques de Clermont, gentilhomme ordinaire de la Chambre. Mais aucun document n'indique que ce personnage ait jamais exercé les fonctions de gouverneur (Chalmel, *op. cit.*, t. III, p. 348). Il se serait donc agi, dans le cas de Jacques de Clermont, d'une nomination pour ordre, comme on dit dans la langue administrative d'aujourd'hui. Le *Catalogue des Actes de François I^{er}* ne nous apprend rien sur le personnage, sinon qu'il était sieur de Dampierre et écuyer d'écurie.

5. Aubert, *Le Parlement de Paris, des origines à François I^{er}, 1250-1515*, t. I, 1894, p. 160, 294.

car un acte de 1519 fait encore mention de Pierre du Puy comme gouverneur et bailli¹. Et, en 1529, nous trouvons des lettres de provision de l'office de bailli et gouverneur de Berry, vacant par résignation, en faveur de René de Batarnay, sieur du Bouchage².

En Angoumois, on rencontre de même, au x^v^e siècle, des personnages qualifiés « sénéchal et gouverneur d'Angoumois³ ». Pour le xvi^e siècle, on ne peut affirmer que l'usage d'accoupler ces deux titres ait été constamment suivi. Du moins le sénéchal François de La Rochebeaucourt, dans les années 1517 à 1530, est-il lui aussi gouverneur. Il est vrai que ce titre a dû lui être conféré par la duchesse d'Angoulême — l'Angoumois est un apanage — et non par le roi⁴.

Mentionnons, enfin, le cas de Lyon. Il est un peu plus complexe. A la fin du x^v^e siècle, le sénéchal ne porte pas le titre de gouverneur du Lyonnais. Mais il est souvent « capitaine de Lyon », c'est-à-dire qu'il exerce dans la place le commandement militaire⁵. Or, l'officier qui commande dans une ville close se dit souvent « capitaine et gouverneur », ou même « gouverneur » tout court. C'est ainsi qu'au x^v^e siècle, on rencontre des sénéchaux qui s'intitulent en même temps gouverneurs de Lyon ; ce ne sont évidemment pas des gouverneurs au sens où nous l'entendons quand nous parlons de gouverneurs du Lyonnais. Dans le second quart du xvi^e, il en est autrement. Jean d'Albon, sieur de Saint-André, est sénéchal de Lyon depuis 1530 lorsqu'il est nommé en 1539 lieutenant-général et gouverneur dans la ville de Lyon et pays lyonnais⁶. Avec lui il s'agit bien d'un gouverneur de province. Et, à sa mort, en 1550, son fils, le maréchal de Saint-André, hérite des deux charges, celle de sénéchal et celle de lieutenant-général et gouverneur⁷. A la différence des autres provinces dont nous venons de parler, le Lyonnais n'est donc pas administré par un bailli-gouverneur. La charge de

1. *Actes de François I^{er}*, t. V, p. 494. — Un manuscrit du xvii^e siècle cite, comme « gouverneur et bailli de Berry » en 1507, Jean de Vendôme, prince de Chabonais, vidame de Chartres (Bibl. nat., Fonds français 21542, fol. 74).

2. *Actes de François I^{er}*, t. VI, p. 198.

3. D'après les indications contenues dans l'article de P. de Lacroix, *Les gouverneurs de l'Angoumois* (*Bull. de la Soc. archéol. et hist. de la Charente*, t. X, 1875). L'auteur s'en prend à ceux qui confondent sénéchal et gouverneur. Mais les textes qu'il cite lui donnent manifestement tort.

4. Cf. Dupont-Ferrier, *Quae fuerint tam a regibus quam a comitibus in Engolismensi apanato comitatu instituta, 1445-1515*, 1902, p. 59-60, 246-247 ; de Lacroix, *art. cité*, p. 182 ; *Actes de François I^{er}*, t. VII, p. 412.

5. Dupont-Ferrier, *art. cité du Bull. hist. et philol.*, 1905, p. 133.

6. *Actes de François I^{er}*, t. IX, p. 242 ; Romier, *Saint-André*, p. 401.

7. Romier, *Saint-André*, p. 61.

sénéchal et celle de gouverneur restent distinctes. Mais un même personnage les cumule, tout au moins pendant un certain temps. Il suffira qu'en 1554 Saint-André résigne son office de sénéchal pour que la situation redevienne la même que dans les autres gouvernements¹.

Les baillis-gouverneurs semblent bien en voie de disparition. Les lieutenants-généraux chargés du gouvernement d'une province étant désormais les seuls à porter le titre de gouverneur, on va prendre l'habitude de les appeler « gouverneurs » sans plus. Et, dès le milieu du xvi^e siècle, on emploiera de plus en plus souvent l'expression moderne de « gouverneurs de provinces² ».

Dans le langage courant, le mot gouverneur a longtemps gardé une signification imprécise, très générale. On le trouve employé dans des acceptions variées. Ainsi les membres de certaines municipalités, celle de Lyon en particulier, se faisaient appeler « conseillers et gouverneurs³ ». Par ailleurs, Henri II, partant en voyage en 1547, confie à la ville de Paris la garde de certains animaux qui lui ont été envoyés d'Afrique ; or, la municipalité désigne pour en prendre soin un « gouverneur du dromadaire du Roy », un « gouverneur de l'ours », un « gouverneur du lion dud. roy⁴ ». Et il n'est pas dit que, dans la pensée des échevins, les attributions de ces gouverneurs s'apparentent à celles d'un gouverneur du Dauphin, par exemple ; il s'agit plus simplement de gens à qui une autorité absolue est conférée sur leurs administrés. Un dernier exemple, plus tardif encore : en 1561, à l'assemblée de Pontoise, qui prolonge les États-Généraux d'Orléans, la noblesse déclare qu'elle n'accordera aucune subvention au roi mineur « que premièrement il ne soit arrêté d'un gouverneur et régent de France⁵ ». Le mot, accolé à « régent », constitue visiblement une simple redondance ; il n'a pas de valeur spéciale.

De même que « gouverneur » désigne souvent d'autres personnages que des gouverneurs de provinces ou de places fortes, de même « gouvernement » n'est pas exclusivement réservé à la circonscription où le

1. *Ibid.*, p. 230. — On lit cependant dans un acte de François II en 1560 : « ... nostre gouverneur et sénéchal de Lyon » (L. Paris, *Négociations relatives au règne de François II*, 1841, p. 151).

2. Voir les ordonnances de 1560, 1566, 1579, dont il sera question plus loin.

3. Cf., pour Lyon, Vaesen, *Lettres de Louis XI*, t. VIII, p. 151 ; Péricaud, *Les gouverneurs de Lyon*, p. 4, note. Autres exemples de suscriptions diverses où figure le mot « gouverneur » dans E. Griselle, *Formulaire de lettres de François I^{er} à Louis XIV*, 1919, p. 33, 34, 45, 54, etc...

4. Robiquet, *Histoire municipale de Paris*, t. I, 1880, p. 413.

5. E. Picot, *Histoire des États-Généraux*, t. II, 1872, p. 54.

gouverneur exerce ses fonctions. Au XIV^e siècle, le mot s'appliquait au ressort des généraux des finances¹. Au début du XVI^e encore, il n'est pas rare qu'on le trouve employé comme synonyme de bailliage ou de sénéchaussée².

* * *

C'est seulement des « lieutenants-généraux et gouverneurs » que nous avons l'intention de nous occuper ici. Dans l'état actuel de nos connaissances, ce que nous croyons savoir d'eux peut se résumer en deux propositions très généralement admises, et qui pourtant ne sauraient résister à un sérieux examen critique. 1^o Les gouverneurs de provinces étaient pourvus d'attributions essentiellement, sinon exclusivement militaires. 2^o Avant l'époque des guerres de religion, il n'y avait de gouverneurs que dans les provinces frontières.

La première de ces propositions a été surtout développée par Paul Viollet dans son *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*. D'après cet auteur, les pouvoirs des gouverneurs ont été créés par démembrement de ceux des baillis ; la royauté a retiré à ceux-ci la plupart de leurs attributions militaires pour les confier à de nouveaux officiers ; le gouverneur de province pourrait être défini un « doublet militaire des baillis » ; aussi doit-on penser qu'il y eut rivalité permanente entre baillis et gouverneurs³. Ces considérations sont présentées à propos des origines de l'institution. Mais elles valent pour les débuts de la période moderne aussi bien que pour le Moyen Age. Dans le dernier volume de l'œuvre, celui qui traite des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, c'est sous la rubrique « Armée » qu'il faut chercher le chapitre consacré aux gouverneurs.

Tous les historiens du droit et des institutions ne vont pas aussi loin. Tous, néanmoins, tiennent que l'autorité des gouverneurs s'exerçait principalement sur l'armée. « Même quand il lui arrivait de s'étendre aux choses civiles », écrit par exemple M. Dupont-Ferrier, « cette autorité restait militaire par essence⁴. »

1. Dupont-Ferrier, *Études sur les institutions financières de la France au Moyen Age*, t. I, 1930, p. 54-56.

2. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales à la fin du Moyen Age*, 1902, p. 13, 27.

3. T. III, 1903, p. 291-292.

4. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux*..., p. 234. — Notons, pour être exact que, dans un ouvrage récent, M. Dupont-Ferrier s'exprime de façon un peu différente : « Les fonctions mili-

Pareille opinion n'a jamais été formellement réfutée, à ma connaissance. Elle n'en est pas moins implicitement contredite par telle étude de détail comme celle de Dognon sur les institutions du Languedoc. Les pouvoirs des gouverneurs de Languedoc, d'après Dognon, sont extrêmement généraux. Ils touchent à tous les domaines dans lesquels l'autorité royale intervient, aux finances, à la justice, à la police, à l'administration générale, aussi bien qu'aux affaires militaires. En 1527 encore, le connétable de Montmorency, gouverneur de Languedoc, reçoit par acte spécial le droit de connaître de toutes les affaires judiciaires en dernier ressort le droit d'ouvrir ou de fermer la frontière au commerce des blés, etc.¹... Pour la première fois en 1542, nous verrons tout à l'heure en quelle occasion, les lettres de provision du gouverneur, le successeur de Montmorency, ne mentionnent que des attributions militaires. Mais on reviendra plus d'une fois aux précédents errements². Le livre de Dognon se termine sur le règne d'Henri II ; s'il poussait au delà de la date de 1560, on y verrait sans doute comment, à la faveur des guerres civiles, la compétence des gouverneurs s'est de nouveau élargie, considérablement.

M. Dupont-Ferrier, nous venons de le voir, accepte dans sa thèse l'idée courante. Et pourtant il montre que toutes les attributions militaires sont aux mains des baillis : contrôle de l'autorité des capitaines ou gouverneurs dans les villes closes, administration et commandement du ban et de l'arrière-ban, enrôlement des francs-archers ou des volontaires pour l'armée royale, organisation des étapes et du ravitaillement, etc.³... Aussi est-on amené à se demander quels pouvoirs particuliers pourraient bien avoir été réservés aux gouverneurs dans ce domaine. Et, par ailleurs, l'on cherche en vain la trace de ces conflits d'autorité que Paul Viollet jugeait avoir dû être fréquents entre les baillis et leur « doublet militaire ». En fait, il n'y avait pas place pour de semblables conflits, parce que l'activité des baillis et celle des gouverneurs ne s'exerçait pas sur le même plan, au même étage de la hiérarchie administrative. Les baillis étaient indiscutablement les subordonnés des « lieutenants-généraux et gouverneurs ». Rien ne serait plus inexact que

taires étaient principalement, mais non pas uniquement, dévolues aux gouverneurs. L'administration, la justice, les finances pouvaient leur être conférées, surtout dans les moments critiques où la guerre se prolongeait... » (*La formation de l'état français et l'unité française*, 1929, p. 178).

1. Dognon, *op. cit.*, p. 446.

2. *Ibid.*, p. 447.

3. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux...*, p. 441-533.

de nous représenter entre eux un antagonisme analogue à celui du siècle suivant entre gouverneurs et intendants. Ce qui devait amener gouverneurs et intendants à s'affronter, ce n'était pas seulement leur mutuelle prétention d'être les représentants par excellence de l'autorité royale, mais aussi leur différence de condition sociale : les uns étaient hommes d'épée et les autres hommes de robe. Les baillis, quant à eux, bien qu'une de leurs principales attributions fût la justice, étaient gens d'épée. Ils se recrutaient dans la même classe que les gouverneurs. Et certains d'entre eux accédaient par promotion à la dignité de « lieutenant-général et gouverneur ».

Que nous disent cependant les textes officiels, les rares textes où il est parlé des gouverneurs de provinces ? Voici d'abord les ordonnances royales. Celle de 1498, en son article 70, déclare que certains gouverneurs s'arrogent le pouvoir de donner grâces, rémissions et pardons, d'autoriser les foires et marchés, de procéder à des anoblissements et légitimations, de connaître souverainement d'affaires civiles ou criminelles, d'évoquer des causes tranchées par les baillis ou d'autres juges. Le roi le leur interdit purement et simplement¹. Puis, en 1507, une ordonnance de Louis XII renouvelle l'interdiction ; elle condamne pareillement les autorisations d'exportation accordées aux marchands de grains par dérogation aux dispositions en vigueur². Un demi-siècle plus tard, en 1560, défense est faite aux gouverneurs de lever des impôts sans le consentement exprès du roi³. Et, plus tard encore, la grande ordonnance de Moulins (1566), dans son article 23, l'ordonnance de Blois (1579), dans son article 274, reproduisent les principales dispositions de celles de 1498 et 1507⁴. Qu'en conclure, sinon que les abus qu'elles dénoncent sont de ceux qu'on ne peut réussir à déraciner ?

Toutes ces ordonnances disent ce qui est défendu, non ce qui est permis. Elles ne nous renseignent qu'indirectement sur les attributions des gouverneurs. Elles donnent toutefois lieu à une constatation dont on ne saurait exagérer l'importance : aucune ne limite explicitement l'activité des gouverneurs aux affaires militaires. Si tel avait été le droit, si telle avait été la doctrine, on ne s'expliquerait pas que, dans nulle d'entre elles, il n'y soit fait la moindre allusion.

Les lettres de provision paraissent, au premier abord, devoir nous

1. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XI, p. 363.

2. *Ibid.*, p. 515.

3. *Ibid.*, t. XIV, p. 39.

4. *Ibid.*, p. 195, 441.

apprendre davantage. On s'attend à y voir définir par la royauté le rôle qu'elle entend faire jouer à ses gouverneurs. En fait, la plupart sont assez décevantes. Elles se contentent d'attribuer au gouverneur nouvellement nommé les droits et pouvoirs dont ses prédécesseurs ont joui, « sans qu'il soit besoin autrement spécifier lesd. droits, autoritez, pouvoirs », etc¹... Si, par hasard, elles contiennent quelque mention plus précise, c'est qu'il s'agit d'un pouvoir particulier, conféré en sus des attributions courantes. Nous ne disposons d'ailleurs que d'un petit nombre de ces lettres². Il serait désirable qu'on les recherche et que l'on s'efforce de les classer³. Parmi celles qui ont été publiées, les plus explicites sont sans doute, pour le xvi^e siècle, celles qui furent données en 1551 à Coligny, nommé lieutenant-général et gouverneur à Paris et dans l'Ile-de-France. Elles énumèrent quelques-unes des attributions essentielles que le nouveau gouverneur aura à exercer : faire assembler quand il y aura lieu les prévôts des marchands et échevins de Paris, ou les maires et échevins des autres villes du gouvernement, et leur commander tout ce qu'il jugera nécessaire au service du roi ; s'occuper de l'établissement des garnisons, du logement des troupes de passage, faire vivre les gens de guerre en bon ordre. Énumération incomplète si l'on en juge par la formule finale : « Et généralement fera nostred. cousin... ce que un bon et diligent gouverneur de province et nostre lieutenant général représentant nostre personne doit et est tenu de faire, sans qu'autrement il soit besoin icy déclarer ni spécifier⁴... », etc.

En 1533, le gouverneur de Poitou et Saintonge rencontrant certaines difficultés à faire reconnaître son autorité, des lettres royales adressées au sénéchal et à tous les autres « justiciers et officiers » de la province

1. Voir, par exemple, les lettres de provision du connétable de Montmorency en 1526 et celles du comte d'Enghien en 1544 pour le Languedoc (Dognon, *op. cit.*, p. 446-447), ou celles de Jean d'Albon en 1539, pour le Lyonnais (Romier, *op. cit.*, p. 401).

2. Références pour la période antérieure à 1515 dans la thèse de M. Dupont-Ferrier. Les lettres des gouverneurs de Languedoc ont été pour la plupart publiées par Dom Vaissète (références dans le livre de Dognon), celles des gouverneurs de Bretagne par Dom Morice (références dans l'*Histoire de Bretagne* de La Borderie, t. V, p. 23 et suiv.). Pour la Normandie, on en trouvera plusieurs dans le recueil cité de Labande ; elles ne concernent, il est vrai, qu'un lieutenant en l'absence du gouverneur titulaire. Pour celles du gouverneur de l'Ile-de-France, voir le travail cité de Longnon.

3. On doit les trouver dans les archives des corps judiciaires ; car elles étaient soumises à l'enregistrement à la fois des Parlements et des cours de bailliage ou de sénéchaussée. Si l'on en juge par les dates que fournit la *Chronologie historique militaire* de Pinard, t. I, chap. des « Commandeurs d'armée », il se passait généralement plusieurs mois entre la rédaction des lettres et leur enregistrement.

4. Delaborde, *L'amiral de Coligny*, t. I, 1879, p. 593-594.

fournissent quelques précisions sur la nature et l'étendue de cette autorité. Le roi, y est-il dit, veut que le sieur de La Trémoille, gouverneur et lieutenant-général, jouisse pleinement et paisiblement des pouvoirs attachés à son état, « et mesmement en tant que touche le gouvernement et superintendance du faict pollitique, faire pugnir et corriger par nos sénéchaux, bailliz ou leurs lieutenans, les abus, séditions et monopoles, aussi le regard sur le faict des gensdarmes et garnisons estans esd. pais, conservation et entretenement de noz ordonnances, et aultres choses que peult et doit avoir et qui touchent et appartiennent à un gouverneur et nostre lieutenant général es lieux de nostre obéissance... ». Tous doivent donc obéir au gouverneur comme ils obéiraient au roi lui-même¹. Cette dernière formule est courante : elle se retrouve à peu près semblable dans toutes les lettres de provision².

Il est courant aussi que, parmi ceux qui doivent obéissance au gouverneur, à côté des baillis ou sénéchaux, des « capitaines, chefs et conducteurs des gens de guerre », soient nommés les « justiciers et officiers ». Si ce n'est pas soumettre la justice à l'autorité du gouverneur, c'est du moins lui subordonner le monde judiciaire. Or, le monde judiciaire ne se plie pas volontiers à cette subordination. Les Parlements, surtout, se cabrent. Très jaloux de leur autorité, il leur arrive de n'enregistrer certaines lettres de provision que sous réserve de leurs propres droits. Entre gouverneurs et baillis, il n'y a pas de conflits, nous venons de dire pourquoi. En revanche, les conflits qui opposent les gouverneurs aux cours souveraines sont fréquents. On en a signalé un certain nombre pour la période antérieure à 1515³. Nul doute que des recherches à travers le règne de François I^{er} en feraient apparaître d'autres, tout au moins jusqu'à 1542.

En cette année 1542, dans un édit sur lequel nous aurons à revenir, François I^{er} déclare que certains gouverneurs et lieutenants-généraux ont été pourvus de pouvoirs « plus amples » qu'il n'était accoutumé. Et il annule d'un seul coup tous ces pouvoirs⁴. Une enquête sur les gouverneurs devra retenir la date de mai 1542, et s'efforcer d'établir si les pouvoirs conférés après cette date ont été effectivement moins étendus qu'auparavant. Nous ne possédons jusqu'ici à ce sujet que d'insuffisantes indications. Nous savons qu'en Languedoc les lettres de provi-

1. *Les La Trémoille pendant dix siècles*, t. III, 1894, p. 76.

2. Cf. *Ibid.*, p. 19 (lettres de 1513), p. 62 (lettres de 1528), p. 156 (lettres de 1542).

3. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux...*, p. 239.

4. Ordonnance du 21 mai 1542 (Isambert, t. XII, p. 779).

sion du gouverneur nommé en 1542 ne mentionnent et n'énumèrent que des pouvoirs d'ordre militaire. Mais nous constatons aussi que la nouvelle formule ne s'est pas imposée du jour au lendemain et que, souvent encore par la suite, on est revenu à la précédente¹.

Sous le règne d'Henri II, en tout cas, il apparaît bien que rien n'est changé aux pratiques anciennes. Voici un gouverneur dont la correspondance a été publiée, cas exceptionnel. C'est le comte du Lude, gouverneur du Poitou à partir de 1543, et lieutenant du gouverneur de Guyenne à partir de 1549. En cette année 1549, le roi l'autorise à déroger aux prohibitions d'exportation des blés en faveur du roi de Portugal, qui a adressé requête à cet effet². La même année, il le charge de faire savoir aux présidents et conseillers du Parlement de Bordeaux qu'ils sont autorisés à se retirer à Libourne à cause de la peste : ils seront payés comme à l'ordinaire et devront tenir les audiences accoutumées au temps des vacations, etc.³. On ne saurait rien souhaiter de plus net : le gouverneur et son lieutenant ont autorité sur le Parlement. Sans doute, en la circonstance, le comte du Lude n'agit qu'en qualité de porte-parole du roi. Mais précisément les cours souveraines ont la prétention de ne recevoir d'ordres que du roi lui-même, sans intermédiaire.

Signalons encore qu'en 1549 le Parlement de Rouen rédige des remontrances contre les pouvoirs conférés par le roi au gouverneur de Normandie en matière de convocation des États de la province⁴. Et notons que l'autorité du gouverneur de l'Ile-de-France en 1551, d'après les lettres de provision de Coligny que nous avons utilisées plus haut, dépasse largement la sphère des choses de l'armée. Au temps des guerres civiles, en tout cas, nul ne peut s'y méprendre, la compétence des gouverneur est universelle, parce que leur puissance est pratiquement illimitée.

L'enquête, pour être concluante, devra tenir compte de certaines particularités locales. Il est notamment deux provinces, Dauphiné et Provence, que leur condition hors série oblige à distinguer nettement des autres⁵. Situées toutes deux au delà de l'antique frontière du

1. Dognon, *op. cit.*, p. 447. — En Provence, les lettres de provision du baron de Grignan, lieutenant-général en l'absence du comte de Tende, paraissent avoir été conçues dès 1541 suivant la nouvelle formule (cf. *Les Bouches-du-Rhône. Encyclop. départ.*, t. III, p. 296).

2. B. Ledain, *Lettres adressées à Jean et Guy de Daillon, comtes du Lude, gouverneurs de Poitou de 1543 à 1557 et de 1557 à 1585* (*Archives historiques du Poitou*, t. XII, 1882), p. 38.

3. *Ibid.*, p. 44-45.

4. Prentout, *Les États- Provinciaux de Normandie*, t. II, 1925, p. 421.

5. Cf. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux...*, p. 618-620, 672-680.

Rhône, elles ont été rattachées au royaume par des liens juridiques d'une nature particulière. Le roi y exerce la souveraineté en qualité de successeur des anciens princes, ici les comtes de Provence, là les dauphins de Viennois. Le personnage qu'il y délègue comme gouverneur est donc son fondé de pouvoirs dans tous les domaines, et il n'a de comptes à rendre qu'à sa personne. C'est un véritable vice-roi. Sans doute, la condition des deux pays tend à se rapprocher peu à peu de celle des autres provinces du royaume. Cependant, l'assimilation est loin d'être achevée, surtout pour le Dauphiné. « Encores aujourd'huy », écrit du Haillan en 1570, « le gouverneur du Dauphiné donne grâces et pourvoi à tous offices, hors mis à ceux de la Cour de Parlement¹. »

Le gouvernement de Metz appartient également à un type à part. D'abord c'est à la fois le gouvernement d'une place forte, une des places les plus exposées, et celui d'une province, cette très petite province qu'on appelle le « pays messin ». D'autre part, Metz n'est que ville de protection. L'autorité du roi, ici aussi, est toute personnelle. C'est celle d'un « protecteur », tout au moins en théorie. Elle ne s'exerce donc pas tout à fait dans les mêmes conditions qu'ailleurs. Et, comme il n'y a pas de cour souveraine dans la province, elle est plus libre dans ses rapports avec les officiers de toutes catégories, en particulier ceux de l'ordre judiciaire².

* * *

La seconde question que nous avons à envisager est indépendante de la première. Il serait admissible, somme toute, que les gouverneurs aient eu des attributions purement militaires, sans avoir été, pour autant, confinés dans les provinces frontalières. Mais, si, comme nous le pensons, leur rôle a vraiment été d'administrateurs au sens le plus général du mot, il faudrait s'étonner d'en trouver dans les seules provinces frontalières.

On chercherait en vain dans les Atlas historiques une carte des gouvernements au XVI^e siècle³. S'ils nous mettent en présence d'une « France divisée en gouvernements », c'est toujours soit à la veille de la Révolution, soit au XVII^e siècle. Tel récent manuel de géographie histo-

1. *De l'estat et succez des affaires de France*, p. 134.

2. Voir, à ce sujet, ma *Réunion de Metz à la France*, t. II, chap. III.

3. Le croquis joint à l'*Histoire générale du droit français* de E. Chénon, t. II, 1929 (planche VII hors texte : « La France en 1540, divisée en 12 gouvernements »), est sans valeur.

rique ne remonte pas plus haut¹. Incontestablement, il y a là une lacune à combler. Nous allons voir que la tâche n'est pas des plus simple, ni des plus aisée. Cependant, les difficultés ne sont pas insurmontables.

Deux excellents ouvrages, que nous avons déjà cités et utilisés, celui de Dognon et celui de M. Dupont-Ferrier, nous fournissent chacun une liste des gouvernements pour la fin du xv^e siècle. Nous nous en servons comme de point de départ. D'après Dognon, il existe treize circonscriptions qui, dès cette époque, sont administrées à peu près en permanence par des gouverneurs. Ce sont, d'une part, la Guyenne, la Picardie, le Dauphiné, la Bourgogne, la Provence, la Bretagne, toutes provinces récemment annexées, d'autre part le Languedoc, l'Île-de-France, la Normandie, la Champagne et la Brie, le Lyonnais, le Bourbonnais et l'Auvergne, enfin la Touraine². La liste de M. Dupont-Ferrier est à peu près identique. Cependant, elle ne comporte que onze noms au lieu de treize. La Touraine n'y est pas comprise, et non plus le groupe Bourbonnais-Auvergne³.

Je me suis expliqué plus haut sur le cas de la Touraine : dotée d'un bailli-gouverneur et non d'un lieutenant-général, elle ne doit pas figurer parmi les véritables gouvernements provinciaux. Le cas du Bourbonnais et de l'Auvergne va nous arrêter plus longuement. Il est pour nous spécialement intéressant. Car, s'il existe une province qui n'ait jamais pu passer pour frontière, c'est assurément celle-là. Même au temps où le royaume était limité à l'est par le Rhône et par la Saône, elle occupait une situation centrale. J'ai naguère mené une enquête particulière sur les gouverneurs d'Auvergne avant l'époque des guerres de religion. Il me suffira d'en reproduire ici les principales conclusions⁴.

Au cours de la guerre de Cent Ans, la royauté a eu souvent l'occasion d'envoyer des lieutenants-généraux dans les provinces centrales, en proie aux Anglais ou aux routiers. Parce que certains de ces lieutenants-généraux s'étaient attribué ça et là le titre de gouverneur, des érudits modernes les ont assimilés à des gouverneurs. Et l'un d'eux a établi une liste suivie de gouverneurs d'Auvergne qui commence à 1360 pour ne prendre fin qu'en 1789. La confusion est d'autant plus étrange que

1. L. Mirot, *Géographie historique de la France*, 1930.

2. *Les institutions... du Languedoc*, p. 403-404.

3. *Les officiers royaux...*, p. 55.

4. *Les premiers gouverneurs d'Auvergne* (*Revue d'Auvergne*, t. XLVII, 1933). Ce travail demanderait à être complété sur certains points de détail, notamment à l'aide de la thèse de R. Lacour, *Le gouvernement de l'apanage de Jean, duc de Berry, 1360-1416*, 1934.

Bourbonnais et Auvergne constituaient à l'époque un apanage. Et le propre de l'apanage était précisément de soustraire un pays à l'autorité immédiate du roi. En 1523, il est vrai, la condition des deux provinces changea. Le dernier apanagiste, le connétable de Bourbon, ayant trahi, ses biens furent mis sous séquestre, puis confisqués par sentence de justice. Alors, mais alors seulement, François I^{er} nomma un « gouverneur » résident : le maréchal de La Palice reçut autorité sur l'ensemble des domaines de la maison de Bourbon. C'est le premier des véritables gouverneurs d'Auvergne. Et, après lui, la série paraît à peu près ininterrompue.

Le chiffre de onze, fourni par M. Dupont-Ferrier pour les gouverneurs de la fin du xv^e siècle, est donc celui que nous retiendrons. Ces onze gouvernements, notons-le, ne recouvrent pas toute la superficie du royaume. Des régions étendues restent en dehors. D'abord, toute une partie de la façade océanique, entre la Guyenne au Sud et la Bretagne au Nord, en gros le Poitou et la Saintonge. Puis, plus à l'est, la région de la Loire, moyenne et basse : pas de gouverneurs en Orléanais, ni en Touraine, ni en Anjou. Sans doute sont-ce là des provinces non-frontières. Mais le Poitou, l'Aunis et la Saintonge?

Franchissons un quart de siècle. Arrivons au règne de François I^{er}. Nous allons voir plusieurs provinces nouvelles venir s'inscrire successivement sur la liste des gouvernements.

C'est d'abord, à partir de 1516, l'Anjou. Un familier du nouveau roi, René de Cossé, sieur de Brissac, premier panetier et grand fauconnier de France, reçoit à cette date le gouvernement de l'Anjou et du Maine, avec la capitainerie du château d'Angers. Et à sa mort, en 1540, la charge passera à son fils¹.

Puis, c'est, à partir de 1523, le Bourbonnais et l'Auvergne, nous venons de rappeler dans quelles circonstances.

En avril 1528, le roi, appréhendant une descente des Espagnols sur la côte de l'océan, nomme François de La Trémoille son lieutenant-général « ès ville de La Rochelle, pays d'environ, Saintonge, Poitou, et autres villes et lieux estans le long de la rivière de Charente² ». Quelques

1. Ch. Marchand, *Charles I^{er}, comte de Brissac et maréchal de France*, 1889, p. 7, 27, 77. — Des gouverneurs d'Anjou sont déjà signalés au xv^e siècle par d'Espinay, *op. cit.*, p. 9. Il faudrait savoir s'il ne s'agit pas plutôt de lieutenants-généraux en mission temporaire. En tous cas, aucun nom n'est cité pour la période 1474 à 1516. Et à partir de 1516 la liste est ininterrompue.

2. L. de La Trémoille, *Inventaire de François de La Trémoille*, 1887, p. viii ; *Actes de François I^{er}*, t. I, p. 559.

mois plus tard, un nouveau gouverneur est désigné pour la Guyenne : c'est Henri d'Albret, roi de Navarre. Or, son commandement s'étend sur la Rochelle et sur l'Aunis en même temps que sur la Guyenne¹. Et, le 12 janvier suivant, le roi de Navarre, gouverneur de Guyenne, institue La Trémoille son lieutenant-général en Saintonge, à la Rochelle, et aussi en Poitou, pour y exercer la charge en son absence². La Trémoille n'est donc pas un véritable gouverneur ; l'appellation ne lui a d'ailleurs pas été appliquée dans les lettres de provision de 1528. Cependant, en 1532, un mandement royal enjoint à tous les officiers de Poitou, Saintonge et Aunis, d'obéir à La Trémoille, « gouverneur et lieutenant-général ». Et l'acte ne fait pas mention du gouverneur de Guyenne³. François I^{er} a-t-il voulu dénier au roi de Navarre le droit de considérer La Trémoille comme son lieutenant ? Cela paraît assez probable. En tout cas, la subordination du gouverneur de Poitou au gouverneur de Guyenne, si elle reste douteuse à cette époque, ne l'est plus au temps de Jean de Daillon, sieur du Lude (1543-1557). Celui-ci n'agit dans son gouvernement qu'en qualité de lieutenant du roi de Navarre. En 1549, il devient en surplus lieutenant de celui-ci dans son gouvernement de Guyenne⁴. Après la mort de Jean de Daillon, le gouvernement de Poitou reste quelque temps sans titulaire. Puis, en 1560, François II le confère au roi de Navarre, Antoine de Bourbon, qui était déjà détenteur du gouvernement de Guyenne, comme l'avait été son beau-père, Henri d'Albret⁵. Cela paraît bien indiquer que le Poitou n'est pas considéré comme une dépendance nécessaire de la Guyenne. Trois mois plus tard, enfin, Guy de Daillon, fils de Jean, reçoit à son tour les pouvoirs de lieutenant-général en Poitou. Et il sera subordonné, comme son père, au roi de Navarre, mais au roi de Navarre gouverneur de Poitou et non plus seulement gouverneur de Guyenne. En fin de compte, il apparaît que l'autonomie du gouvernement de Poitou à cette époque est relative, contestée. On ne peut donc faire place à ce gouvernement que sous certaines réserves parmi les nouvelles créations du règne.

Le cas du Poitou et de la Guyenne pose la question de l'étendue des

1. *Actes de François I^{er}*, t. I, p. 595 ; t. III, p. 166. — On dit le plus souvent, à l'époque, gouverneur de la Rochelle, et non gouverneur d'Aunis ; on associe Poitou, Saintonge et la Rochelle. Ici les termes employés sont « ville et gouvernement de la Rochelle et pays d'Aunis ».

2. *Inventaire de François de La Trémoille*, p. x.

3. *Actes de François I^{er}*, t. VII, p. 187.

4. B. Ledain, *op. cit.*, p. 74, 33. — Il est aussi nommé en 1544 gouverneur de la Rochelle, Aunis et Saintonge.

5. *Ibid.*, p. 92, note ; cf. L. Romier, *La conjuration d'Amboise*, 1923, p. 28.

gouvernements. Peut-on leur assigner des limites définies et fixes? Le plus grand scepticisme est permis à cet égard. A la fin du XVIII^e siècle, d'après M. Brette, les limites des gouvernements étaient très mal définies, ou même ne l'étaient pas du tout¹. Il n'y a pas de raison de penser qu'elles aient été mieux établies au XVI^e qu'au XVIII^e. Celles des bailliages ou sénéchaussées sont tout aussi difficiles à connaître; et M. Dupont-Ferrier a dû renoncer à les indiquer, même approximativement, sur la carte. L'exemple qu'il a donné serait à suivre si l'on voulait, par des moyens graphiques, fournir une idée approximative de la répartition des gouvernements: s'abstenir de toute délimitation linéaire, mais, autour du chef-lieu pris comme centre, mener une série de traits rayonnants jusqu'aux diverses localités dont l'appartenance au gouvernement envisagé peut être considérée comme certaine. Le procédé a l'inconvénient de ne pas parler très clairement aux yeux; c'est du moins le seul qui soit honnête, le seul qui permette d'exprimer nos certitudes et nos incertitudes.

On pourrait d'ailleurs diminuer le nombre de nos incertitudes. Il n'est certainement pas impossible de suivre les variations d'étendue des différents gouvernements à travers les trois derniers siècles de l'Ancien Régime. Jusqu'ici un seul gouvernement, celui de l'Ile-de-France, a fait l'objet d'un travail de ce genre. Longnon a montré que, jusqu'à la fin du XV^e siècle, la Brie avait été unie à l'Ile-de-France; c'est en 1496 qu'elle fut rattachée définitivement à la Champagne; et, pendant deux siècles encore, jusqu'à 1693, certaines localités briardes restèrent contestées entre les gouverneurs de l'Ile-de-France et ceux de la Champagne². Certaines provinces, qui correspondaient à de grandes individualités historiques, Dauphiné, Provence, Bourgogne, eurent sans doute des frontières mieux déterminées et plus stables. Celles qui manquaient de racines dans le passé mirent plus de temps à se fixer dans un cadre territorial bien délimité³.

Même augmentée de l'Anjou-Maine, du Bourbonnais-Auvergne, et du Poitou-Saintonge, la liste des gouvernements, vers le milieu du règne

1. A. Brette, *Recueil de documents relatifs à la convocation des États-Généraux de 1789*, t. I, 1894, p. 373.

2. A. Longnon, *op. cit.*, p. 24. — De même la Thiérache, incorporée au gouvernement de l'Ile-de-France en 1477, et qui en faisait encore vraisemblablement partie en 1545, fut ultérieurement, à une date que l'on ne connaît pas, unie au gouvernement de Picardie (*Ibid.*, p. 25-26).

3. Quelques exemples de variations, pour le XV^e siècle, dans Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux...*, p. 28-30.

de François I^{er}, présente encore des lacunes. La tache blanche qui s'étalait naguère sur toute la France de l'Ouest et du Centre a diminué d'étendue. Elle n'en subsiste pas moins.

La persistance de cette tache, qui d'ailleurs ne tardera pas à être résorbée, s'explique aisément. La région de la Loire moyenne est, par excellence, la région des apanages. C'est là principalement qu'aux xiv^e et xv^e siècles ont été nantis les fils puînés et les frères des rois. Et, dans la mesure où la royauté du xvi^e continue à créer des apanages — pratique condamnée en principe — ce sont toujours les mêmes territoires qu'elle distrait provisoirement du domaine de la couronne. Le duché d'Orléans, notamment, a été l'apanage du futur Louis XII. Puis François I^{er} et Henri II l'ont donné l'un et l'autre à leur second fils. Louis XII, d'autre part, a attribué le duché de Berry à sa première femme, Jeanne de France, lorsqu'il l'a répudiée, François I^{er} à sa sœur Marguerite, future reine de Navarre. En 1576 encore, par l'édit de Beaulieu, le dernier fils de Catherine de Médicis, François, déjà pourvu du duché d'Alençon, recevra en accroissement d'apanage la Touraine, l'Anjou et le Berry. Or, l'apanagiste, quel qu'il fût, avait le légitime désir d'être maître chez lui. Il eût été singulier de le forcer à compter avec quelque grand seigneur, représentant direct et permanent du roi, qui, établi à ses côtés, dans sa capitale, y eût partagé avec lui l'autorité, sans parler des profits divers que, sous forme de gratifications ou de cadeaux, un « lieutenant-général et gouverneur » s'entendait à tirer des pays soumis à son autorité. Ce qui se passe en 1576 est tout à fait démonstratif à cet égard : dans les provinces qui sont adjointes à l'apanage de Monsieur, les gouverneurs en charge sont révoqués ; et ils ne sont rétablis qu'en 1584, après sa mort, c'est-à-dire après la dissolution de l'apanage¹.

Le Nivernais, autre pays de la Loire moyenne, n'est pas un apanage. Mais les comtes, puis ducs, de Nevers jouissent de la même indépendance relative que les apanagés. Et ils en jouiront jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Aussi n'y a-t-il pas à Nevers de gouverneur au nom du roi. Ou du moins c'est le duc lui-même qui, la plupart du temps, porte le titre de gouverneur ; comme certains princes apanagés des xiv^e et xv^e siècles, il trouve avantage à se le faire conférer par la royauté. On ne peut affirmer qu'au xvi^e siècle tous les souverains de la principauté se soient intitulés successivement gouverneurs. Mais il

1. E. Mourin, *La Réforme et la Ligue en Anjou*, 1856, p. 136-188 ; Deshoulières, *op. cit.*, p. 69, 84.

suffit qu'avant 1505 et après 1561 on en connaisse plusieurs exemples pour que la situation soit de ce côté parfaitement claire¹.

La Touraine avait momentanément cessé de servir d'apanage. C'était la province où, de plus en plus souvent, la royauté résidait. On comprend que le besoin d'un commandant supérieur représentant la personne du roi ne s'y soit pas fait sentir. Cependant, il en apparaît un en 1543, Antoine Bohier, baron de Saint-Ciergue². Membre d'une de ces familles de financiers qui aidaient à vivre le gouvernement besogneux de François I^{er}, Antoine Bohier avait exercé la charge de général des finances de Languedoil. Il venait de la résigner en faveur d'un cousin³ : sans doute était-ce afin d'accéder à une dignité plus flatteuse dont il avait la promesse⁴. Pour un personnage de sa qualité, ce devait être un honneur insigne que d'acquérir le titre de gouverneur et lieutenant-général. Semblançay n'avait été que bailli-gouverneur.

Il se pourrait bien que cette faveur sans précédent accordée à un financier ait fait naître certaines convoitises, et que le roi, dans les années suivantes, se soit vu pressé de créer d'autres gouverneurs dans des provinces qui n'en avaient pas encore. Ainsi s'expliquerait la décision qu'il prit en 1545 de limiter par mesure législative le nombre des gouverneurs-lieutenants-généraux.

L'ordonnance du 6 mai 1545 marque un moment important dans l'histoire de la politique royale à l'égard des gouverneurs de provinces. Elle mérite d'être étudiée avec soin. Auparavant, il faut s'arrêter à une ordonnance un peu antérieure, celle du 21 mai 1542, dont nous avons déjà eu l'occasion de dire quelques mots. Elle n'a pas une aussi large portée. Néanmoins, elle pose certaines questions que l'on ne peut éluder.

Ses considérants nous sont connus : les pouvoirs expédiés « ci-devant » aux gouverneurs et lieutenants-généraux dépassent la mesure ordinaire ; ils sont excessifs. En conséquence, tous sont révoqués et annulés. Nul de ceux qui les ont reçus ne pourra en faire usage à l'avenir, à moins d'avoir obtenu des « lettres de confirmation et autorisation ».

1. Despois, *Histoire de l'autorité royale dans le comté de Nivernais*, 1912, p. 250-251. — En 1549, Henri II déclare, sans doute à la requête du duc, que le Nivernais et ses enclaves ne sont aucunement sujets au gouvernement du Bourbonnais (p. 253).

2. *Actes de François I^{er}*, t. IV, p. 512 ; Chalmel, *op. cit.*, t. III, p. 348.

3. *Actes de François I^{er}*, t. IV, p. 418.

4. Créancier du roi dès 1530 (*Actes*, t. VII, p. 671), Antoine Bohier est continuellement employé, dans les années 1543, 1544 et 1545, à placer des emprunts pour le roi soit en Normandie (t. IV, p. 598), soit surtout à Lyon (t. IV, p. 531, 643, 722).

Les lettres de confirmation ne se font pas attendre. Elles sont expédiées deux jours plus tard. Tous les intéressés en reçoivent-ils? C'est là un point obscur. Nous connaissons seulement l'existence de celles qui concernent les gouvernements de Guyenne, Picardie, Dauphiné, Champagne et Brie, Piémont, Bourgogne, Languedoc, Provence, Normandie¹. L'absence des autres est-elle fortuite? Ou faut-il croire que François I^{er} ait eu l'intention de supprimer les gouvernements de Bretagne, d'Ile-de-France, du Lyonnais, d'Anjou, d'Auvergne et de Poitou? C'eût été une petite révolution; et il est vraisemblable que les contemporains en auraient parlé. Or, l'édit de 1542 ne paraît pas avoir fait grand bruit. Et, par ailleurs, on ne peut affirmer que l'un ou l'autre des gouvernements en question ait cessé d'exister, même momentanément.

Dans l'Ile-de-France, comme dans le Lyonnais, aucun changement: le gouverneur en fonctions, ici Jean d'Albon, là François de Montmorency, gardent leur charge jusqu'à leur mort, l'un jusqu'à 1550, l'autre jusqu'à 1551. En Bretagne, Jean de Laval, gouverneur depuis 1531, ne sera lui aussi remplacé qu'après décès, en 1543. Quant aux trois gouvernements de nouvelle création, Anjou, Auvergne et Poitou, nous sommes moins bien renseignés sur leur sort pendant les années 1542-1545. En Poitou, François de La Trémoille vient de mourir (janvier 1542). Sa charge a passé tout aussitôt à son fils². Celui-ci aurait-il été dépossédé la même année? C'est possible, mais rien ne permet d'en décider. Nous ne sommes pas davantage à même de nous prononcer sur le sort du duc d'Étampes, pourvu du gouvernement d'Auvergne en 1539; les documents ne nous parlent pas de lui pendant cette période. En Anjou, enfin, Charles de Cossé-Brissac a été nommé en 1540. Il ne fait enregistrer ses lettres de provision à la sénéchaussée d'Angers qu'en 1544³. On en pourrait inférer que sa nomination a été, entre temps, remise en question. Ici encore, nous sommes dans le domaine de l'hypothèse.

Il n'est pas impossible, au total, que ces trois nouveaux gouvernements aient été supprimés. Du moins aurait-ce été pour peu de temps; car, dès 1543, le Poitou avait un nouveau gouverneur, lieutenant, il est

1. *Actes de François I^{er}*, t. IV, p. 325. — Les gouvernements de Bourgogne et de Normandie sont l'objet d'un seul et même acte (publié dans Isambert, t. XII, p. 780), parce que Chabot de Brion, amiral de France, est à la fois gouverneur de Bourgogne et lieutenant-général en Normandie en l'absence du gouverneur titulaire. Le gouverneur titulaire de Normandie est à cette époque le Dauphin; il n'a sans doute pas paru nécessaire de le confirmer dans ses fonctions, des fonctions qu'il n'exerçait pas effectivement.

2. *Les La Trémoille pendant cinq siècles*, t. III, p. 156.

3. Ch. Marchand, *op. cit.*, p. 78.

vrai, du gouverneur de Guyenne¹ ; et, en février 1545, Charles de Cossé prenait solennellement possession de sa charge à Angers².

L'édit de 1542 a eu, en tout cas, un autre effet, qui a été depuis longtemps signalé : le gouvernement de Languedoc a changé de mains. Ce n'est pas au connétable de Montmorency, titulaire depuis 1526, que sont adressées les lettres de confirmation, mais au sieur de Montpezat, jusque-là son lieutenant. Il semble que le roi n'ait pas voulu prendre à l'égard de Montmorency une mesure trop voyante de révocation. Depuis un an déjà, il l'avait éloigné de la cour et des conseils. Restait à le priver de l'autorité qu'il continuait d'exercer en Languedoc³. L'atteindre par le détour d'une mesure d'ordre général, c'était à la fois échapper à l'accusation d'arbitraire et ménager l'amour-propre de la victime. Peut-être fut-ce en vue de ce seul résultat que l'idée vint à François I^{er} de révoquer tous les gouverneurs, quitte à les rétablir presque tous aussitôt après⁴. Ainsi une simple question de personnes serait à l'origine de l'édit de 1542.

Il en est, à coup sûr, autrement de l'édit de 1545⁵. Celui-là s'inspire d'intentions nettement réformatrices. L'institution des gouverneurs de provinces y reçoit un commencement de statut. Le droit à la qualification de lieutenant-général est réglementé. Et le nombre de ceux qui sont autorisés à la prendre est désormais limité. C'est ici qu'apparaît pour la première fois la distinction entre provinces « qui sont en frontière » et celles « non estant en frontière ». Les premières seules auront des « lieutenants-généraux et gouverneurs ». Et elles sont toutes nominalelement désignées. Pour la première fois aussi, une liste officielle des gouvernements nous est fournie.

Cette liste comprend treize noms⁶. Trois sont ceux de provinces conquises, qui cesseront d'appartenir au royaume en 1559, Bresse,

1. Ledain, *op. cit.*, p. XIII.

2. Ch. Marchand, p. 79.

3. Decrue, *Anne de Montmorency, grand maître et connétable de France*, 1885, p. 404.

4. Pour la Provence, les lettres de confirmation sont adressées au sieur de Grignan, et non au comte de Tende, gouverneur titulaire (*Actes de François I^{er}*, t. IV, p. 325). Il semble donc que le cas soit le même que pour le Languedoc : le comte de Tende aurait été révoqué, comme Montmorency. Bien que les historiens de la Provence fassent durer le gouvernement du comte de Tende de 1525 à 1566 sans interruption (*Les Bouches-du-Rhône*, t. III, p. 296), il n'en faut pas moins poser un point d'interrogation.

5. Isambert, t. XII, p. 892-894.

6. Quatorze dans le texte publié par Isambert. Mais c'est parce que Champagne et Brie y sont séparées. Sur le texte du document enregistré au Parlement de Paris, Longnon (*art. cité*, p. 25) a lu « Champagne et Brie » et non « Champagne, Brie, Picardie », etc... Il est, en effet, constant depuis 1496, nous l'avons dit, que ces deux provinces soient unies sous un même gouverneur.

Savoie et Piémont. Des onze gouvernements de la fin du x^ve siècle, dix seulement se retrouvent ici. Le Lyonnais a disparu. Et l'on voit bien ce qui l'a fait rayer de la liste : du fait de l'occupation de la Bresse et de la Savoie, il n'est plus frontière. Par ailleurs, aucun des gouvernements nés sous le règne de François I^{er} n'est maintenu. Aussi doit-on se poser la même question que pour l'édit de 1542 : aurait-on supprimé d'un seul coup, outre le gouvernement du Lyonnais, ceux d'Anjou et de Touraine, sans parler de celui d'Auvergne, dont nous ne savons rien depuis 1542, ni de celui de Poitou, décidément subordonné à celui de Guyenne à partir de 1543 ? La question ne comporte pas une réponse aussi simple que tout à l'heure. Car le nombre des « lieutenants-généraux et gouverneurs » est réduit, non celui des « gouverneurs ». C'est seulement le titre de lieutenant-général que la royauté proclame sa volonté de n'attribuer qu'à bon escient. Le titre de gouverneur n'a pas à ses yeux la même importance. Ceux qui le détiennent « d'ancienneté » — déclare-t-elle — pourront continuer à en jouir et user « en la même autorité et prééminence » que par le passé.

A qui cette disposition va-t-elle s'appliquer ? D'abord à ceux d'entre les baillis qui s'intitulent gouverneurs, s'il en reste. En outre, vraisemblablement, à ceux des gouverneurs de la veille qui ne figurent pas sur la liste donnée par l'édit, c'est-à-dire à Jean d'Albon en Lyonnais, à Charles de Cossé-Brissac en Anjou¹, sans doute aussi à Antoine Bohier en Touraine, bien que celui-ci puisse difficilement faire état de son « ancienneté ». Ce sont apparemment ceux-là que le roi s'accuse d'avoir « par inadvertance » gratifiés du nom et titre de lieutenant-général.

L'idée que les provinces frontières devaient être seules gouvernées par des lieutenants-généraux constituait une heureuse trouvaille. Née sans doute dans l'esprit de quelque légiste, elle était de nature à plaire au roi qui, comme ses Parlements, éprouvait quelque ombrage des pouvoirs discrétionnaires exercés par ses lieutenants-généraux, et qui se trouvait en butte aux sollicitations de trop de candidats. Elle permettait, d'une part, de mettre l'accent sur les attributions militaires des gouverneurs et, d'autre part, de soustraire à leur autorité, sans discussion possible, toute une part du royaume, une part plus importante encore que par le passé : car telle province non-frontière comme l'Auvergne n'appartenait plus à la zone des apanages.

En fait, le principe inscrit dans l'édit de 1545 ne fut pas longtemps

1. Nommé gouverneur du Piémont en 1550, Brissac garde son titre de gouverneur d'Anjou jusqu'à 1560, date à laquelle il échangea l'Anjou contre la Picardie (Ch. Marchand, *op. cit.*, p. 77).

respecté. La fragile barrière dressée par François I^{er} devant les ambitions des grands personnages friands de gouvernements provinciaux fut rapidement emportée. Moins de deux ans après, un nouveau règne commençait, et Henri II s'empressait de restituer à Jean d'Albon de Saint-André, père d'un de ses favoris, le titre de lieutenant-général en Lyonnais¹. Nul n'ignorait l'intérêt que le Parlement attachait au maintien des dispositions prises en cette matière par le roi défunt ; aussi fallait-il s'attendre à ce qu'il n'enregistrât pas de bonne grâce les lettres en faveur de Saint-André. Plutôt que d'aller au-devant d'un refus, celui-ci sollicita et obtint des lettres de jussion, par lesquelles le roi déclarait expressément vouloir déroger aux stipulations de l'acte de 1545 et enjoignait au Parlement de Paris de recevoir le nouveau lieutenant-général².

Puis, Henri II disparu, c'est une minorité, une régence, donc un gouvernement faible. Comme les Beaujeu en 1483, les Guise, en 1560, ont à satisfaire de nombreux appétits. Comme eux, ils distribuent des charges de gouverneurs ; ils en créent de nouvelles. « Ceux de Guise », raconte Régnier de La Planche, « ayant vu le mescontentement de ce que toutes les charges, dignités et offices avoyent esté départies entre eux sans en bailler aucunes aux princes du sang, pour aucunement les contenter avoyent advisé de faire ériger deux gouvernemens au milieu du royaume, et d'en bailler un au duc de Montpensier et l'autre au prince de La Roche-sur-Yon, sachant qu'ils ne pourroient aucunement nuire à leurs desseings comme s'ils estoient en frontière. Et toutes fois ils leur bailloient des lieutenans avec telle autorité que les princes n'avoyent que le tiltre³... » Le gouvernement du duc de Montpensier comprit la Touraine, l'Anjou, le Maine, le comté de Laval, le Perche, le Vendômois, le comté de Blois, le bailliage d'Amboise et le Loudunois⁴. Celui du prince de la Roche-sur-Yon eut pour noyau l'Orléanais, auquel furent adjoints le Berry, le pays chartrain, la Beauce, Montargis et d'autres pays contigus⁵.

1. Le gouvernement était en même temps agrandi. Jusque-là il ne comprenait que Lyonnais, Beaujolais et Dombes. Il s'étendit désormais sur tout l'ancien gouvernement d'Auvergne : Forez, Haute et Basse-Auvergne, Bourbonnais, Haute et Basse-Marche, pays de Combrailles (L. Romier, *Saint-André*, p. 405-407).

2. *Ibid.*, p. 409-411. — Touchant le règne d'Henri II, notons encore qu'en 1555 un gouverneur et lieutenant-général est nommé dans l'île de Corse, que le roi vient de prendre sous sa protection (G. Hanotaux, *Origines de l'institution des intendants*, 1884, p. 18).

3. *Histoire de l'Etat de France sous le règne de François II*, éd. Buchon, 1836, p. 378.

4. Pinard, *Chronologie historique militaire*, t. I, p. 197 ; cf. d'Espinay, *op. cit.*, p. 12.

5. *Sommaire mémorial de Jules Gassot, secrétaire du roi, 1555-1623*, publié par P. Champion pour la Soc. de l'hist. de France, 1934, p. 63. — Étienne Pasquier, dans une lettre de 1595,

A partir de 1560, un réseau complet de gouvernements provinciaux s'étend sur le royaume. La tache blanche qui depuis longtemps signalait la partie centrale de la carte a définitivement disparu. Et, dès cette date, les gouvernements prennent leur place parmi les divisions administratives courantes, à côté des bailliages ou sénéchaussées, des ressorts de Parlements et des généralités.

Les plus récents gouvernements sont vieux de quelques mois à peine lorsque la nouvelle division du royaume est appelée à jouer un rôle utile. Des États-Généraux ont été réunis en décembre 1560, qui sont congédiés dès janvier suivant parce qu'ils refusent de consentir aucun impôt nouveau. Comme les députés ont allégué n'avoir pas reçu de mandat à cet effet, on les renvoie devant leurs électeurs ; après quoi les délibérations financières pourront être utilement reprises. Or, cette fois, la réunion se fera par gouvernements. Dans chaque gouvernement, les trois ordres désigneront chacun un député ; et les nouveaux élus devront se trouver à Melun le 1^{er} mai 1561. Quelque temps après, l'assemblée est reportée au 1^{er} août et son siège fixé à Pontoise¹.

Cette assemblée réduite, qu'on appelle parfois les États-Généraux de Pontoise, est donc constituée dans le cadre des gouvernements, et non plus, comme toutes les autres assemblées d'États, dans le cadre des bailliages et sénéchaussées. Circonstance toute nouvelle, et qui d'ailleurs ne se reproduira plus. Il arrivera, à d'autres moments, que, dans chacun des ordres, l'on se réunisse par gouvernements, que l'on rédige des cahiers de gouvernement, même que l'on vote par gouvernements². Mais les élections auront toujours lieu, jusqu'à 1789 inclusivement, par bailliages et sénéchaussées.

Le mode inusité d'élection adopté pour l'assemblée de 1561 supposait que l'ensemble des gouvernements englobait la totalité des bailliages ou sénéchaussées. Avait-on donc réussi, dans un si bref délai, à se mettre d'accord sur leurs limites à tous ? Cela paraît assez improbable. Un auteur de la fin du XVIII^e siècle, dans un écrit relatif à la convocation

revenant sur l'origine des guerres civiles, écrit à propos des Guise : « Ils créent un nouveau régime d'harquebusiers français, ... établissent nouveaux gouverneurs au milieu de la France contre l'ancien ordre, celui d'Orléans qu'ils font donner à Cipierre, brave cavalier et leur confident, l'autre de Touraine, Anjou et le Maine, dont ils firent pourvoir le duc de Montpensier... » (*Les Œuvres d'Étienne Pasquier*, Amsterdam, 1723, t. II, p. 451). Pasquier n'a pas emprunté son renseignement à Régnier de la Planche, car il fait erreur sur la personne des nouveaux gouverneurs ; il confond l'un d'eux, le prince de la Roche-sur-Yon, avec son lieutenant.

1. G. Picot, *Histoire des États-Généraux*, t. II, 1872, p. 52-58.

2. Par exemple en 1576 : cf. Charleville, *Les États-Généraux de 1576*, 1901, p. 113-114. Déjà en décembre 1560 on avait fondu les cahiers de bailliages en cahiers de gouvernements, avant de procéder à la rédaction d'un cahier unique par ordre (Picot, t. II, p. 44).

des États-Généraux, après avoir indiqué qu'il y avait alors douze gouvernements, ajoute ceci : « On y en avait ajouté un treizième, formé des bailliages qui n'étaient point encore classés dans aucun des douze autres¹. » Assertion vraisemblable, mais qui, en réalité, n'a pas le moindre fondement. Il est exact — nous le savons par ailleurs — que treize gouvernements aient été représentés ; l'assemblée devait comprendre trente-neuf membres, c'est-à-dire treize par ordre. Mais chacun des députés était l'élu d'un gouvernement particulier. Et l'on reconstitue sans peine la liste des treize gouvernements de 1561 : aux dix noms que nous fournit l'édit de 1545, il suffit d'ajouter ceux des circonscriptions créées ou ressuscitées après cette date, à savoir, dans l'ordre chronologique, Lyonnais, Touraine-Anjou, et Orléanais-Berry. L'existence d'un treizième gouvernement composé de restes est donc une supposition gratuite.

Si, au xviii^e siècle, on a pu éprouver le besoin de faire cette supposition, c'est parce qu'on se représentait la France des Valois comme divisée en douze gouvernements, ceux qu'on avait coutume d'appeler « les douze anciens gouvernements ». Il est vrai que, lors de l'assemblée des États-Généraux de 1576, on rencontre déjà la liste des « anciens gouvernements » ; et elle ne comprend, en effet, que douze noms. Mais c'est que, entre temps, entre 1561 et 1576, deux gouvernements ont fusionné, celui de Touraine-Anjou et celui d'Orléanais-Berry. Ce dernier, le plus jeune de tous comme il ressort de l'ordre de préséance observé aux États, comprend à la fois l'Orléanais, le Berry, le Blésois, l'Anjou, le Maine, le pays chartrain, le Perche, et même le Poitou, séparé maintenant de la Guyenne². « Le grand gouvernement orléanais », dira-t-on au siècle suivant³.

Vers la fin du xvi^e siècle la France est donc officiellement divisée en douze gouvernements. Chiffre fictif qui n'a correspondu qu'un moment à l'état réel des choses, et qui sera constamment dépassé — il y aura en fait vingt-cinq ou vingt-six gouvernements au milieu du xvii^e siècle — mais auquel on ne cessera de se référer jusqu'à la fin de l'Ancien Régime⁴.

1. *Forme générale et particulière de la convocation et de la tenue des Assemblées nationales ou États-Généraux...* par Lalourcé et Duval, 1789, p. 3.

2. Charleville, *op. cit.*, p. 125. — Nous ne poursuivrons pas au delà l'étude des modifications subies par la carte des gouvernements. Elles sont, au reste, mieux connues, et plus faciles à connaître, désormais, grâce à l'abondance des travaux consacrés dans la plupart des provinces à l'époque des guerres civiles.

3. Cf. P. Lelong, *Bibliothèque historique de la France*, t. III, p. 411.

4. Pour le xvii^e siècle, on trouvera des listes dans d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*,

Avant l'avènement de François I^{er}, nous l'avons vu, le royaume ne comprenait que onze gouvernements. Ce chiffre n'a jamais eu même caractère officiel que celui de douze¹. Il n'est cependant pas impossible qu'on l'ait aussi considéré pendant un temps comme le chiffre normal, quitte à le dépasser lorsque le royaume s'accroissait de quelque province nouvellement conquise. Sans doute la liste fournie par l'édit de mai 1545 comporte treize noms. Mais voici un édit de peu postérieur, un édit du 19 février 1546 concernant le personnel de l'artillerie². On y voit figurer seulement onze gouvernements. Chacun doit avoir un « commissaire de l'artillerie », représentant le grand-maitre ; et dans la ville principale de chacun seront établis des « granges et magasins » pour abriter le matériel³. Pourquoi la Bresse et la Savoie ont-elles disparu de la liste ? Ne serait-ce pas précisément afin que l'on pût revenir au chiffre de onze ? Et ne pourrait-on être amené à en induire qu'il existait à cette époque un préjugé en faveur de la division du royaume en onze gouvernements ?

L'empereur Auguste avait partagé l'Italie entre onze grandes « régions », qui vécurent plusieurs siècles⁴. Ne se serait-on pas complu, dans la France de Charles VIII et de Louis XII, dans les milieux de gouvernement, tout imprégnés de l'humanisme à la mode, à se représenter le royaume comme divisé, lui aussi, à l'instar de l'Italie impériale, en onze circonscriptions ? M. Dupont-Ferrier a montré jusqu'où les Français de la Renaissance poussaient la manie de chercher dans les institutions romaines des équivalents à celles de leur temps⁵. Il n'y en aurait là qu'un exemple de plus. Ajoutons qu'on pourrait trouver argument en

t. IV, 1890, p. 427-431, et dans *l'Etat de la France en 1642*, publié par E. Griseille (*Formulaire de lettres...*, p. 250-251). Des cartes sont répertoriées par Bourgeois et André, *Les sources de l'histoire de France. XVII^e siècle*, t. I, p. 17 et suiv.

1. En 1561, l'ambassadeur vénitien Suriano dit le royaume divisé en onze grandes provinces (Tommaseo, *Relations des ambassadeurs vénitiens*, t. I, p. 473). Mais, trois années plus tôt, son prédécesseur, Soranzo, énumérait quatorze provinces, chacune pourvue d'un gouverneur (Alberi, *Relazioni...*, t. II, p. 403-404). Et, en 1563, l'ambassadeur Marc-Antoine Barbaro parle de dix provinces seulement (Tommaseo, *op. cit.*, t. II, p. 18).

2. Bibl. nat., Fonds français 16695, fol. 37-42 ; copie du xvi^e siècle. — Le texte imprimé de cette ordonnance porte la date fautive de 1536 : cf. *Actes de François I^{er}*, t. V, p. 173.

3. Voici la liste des onze magasins et des provinces correspondantes : Paris pour l'Île-de-France, Amiens pour la Picardie, Troyes pour la Champagne, Dijon pour la Bourgogne, Lyon pour le Dauphiné, Pignerol pour le Piémont, Aix pour la Provence, Toulouse pour le Languedoc, Bordeaux pour la Guyenne, Tours pour la Bretagne et la Touraine, Rouen pour la Normandie. On notera l'attribution de Lyon au gouvernement du Dauphiné.

4. Cf. C. Jullian, *Les transformations politiques de l'Italie sous les empereurs romains*, 1883, p. 78-79.

5. *Les institutions françaises du Moyen Âge vues à travers les institutions de l'antiquité romaine* (Revue historique, t. LXXI, 1933).

faveur de notre hypothèse dans le fait que le chiffre de onze gouvernements se rencontre aussi aux Pays-Bas, à l'époque de Philippe le Beau et de Charles-Quint. Les provinces dont se composaient les Pays-Bas bourguignons étaient au nombre de dix-sept. Pour obtenir onze gouvernements — ou, plus exactement, « gouvernances » — il avait donc fallu grouper deux à deux plusieurs de ces provinces¹. On n'a donné de cette singularité aucune raison péremptoire. Et il est bien permis de rappeler que l'organisation administrative des Pays-Bas avait été, dans une très large mesure, au temps des ducs de Bourgogne, calquée sur celle de la France voisine.

* * *

Demandons-nous, en terminant, d'où viennent les idées qui ont cours de nos jours sur les gouverneurs de province et dont nous pensons avoir démontré l'inexactitude.

Elles remontent jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Celui qui les a mises en circulation est Jean du Tillet, greffier en chef du Parlement de Paris sous Henri II, auteur d'un ouvrage sur l'histoire de France paru en 1577². Voici les lignes qu'il consacre à la question dans un chapitre intitulé : *Des gouverneurs pour le Roy ès provinces et des lieutenans-généraux*. « Il ne souloit avoir gouverneurs ou lieutenans-généraux qu'ès provinces limitrophes, pour veiller sur les ennemis voisins et garder la frontière en bon estat et deffense. En celles qui n'estoient limitrophes les officiers ordinaires suffisoient. Et parce que, par faveur, en aucunes avoient esté ordonnez gouverneurs, le roy François premier les révoqua le sixiesme jour du mois de may mil cinq cent quarante et six... Depuis ont esté instituez autres gouverneurs ès provinces non limitrophes. Et appert par l'admission de religion survenue qu'il estoit nécessaire, puisqu'en temps de division toutes provinces sont limitrophes... Quand Dieu sera appaisé à la France, et que sa paix et union y sera retournée, la révocation y sera très bien venue³... » Il faut voir là une simple paraphrase de l'édit de 1545. L'auteur tient cet édit pour excellent et souhaite le voir remettre en vigueur. C'est qu'il appartient au monde du Parlement, dont la défiance à l'égard des gouverneurs de province ne perd aucune occasion de se manifester. Dans sa façon de

1. E. Pouillet, *Les institutions des anciens Pays-Bas*, t. II, 1892, p. 294.

2. *Mémoires et recherches touchant plusieurs choses mémorables*. Rouen, 1577 ; plus connu sous le titre de l'édition de 1580 : *Recueil des roys de France*.

3. P. 257-258.

parler des gouverneurs, on discerne sans peine le souci primordial de soustraire la justice à leur autorité : leurs charges « ont plus été ordonnées contre les voisins que contre les sujets » ; ils ont été créés « pour les guerres et defenses du pays », etc...¹.

Les idées de du Tillet paraissent s'être vite répandues. Un de ses contemporains, Bernard de Girard du Haillan, historiographe de France sous Charles IX, avait écrit en 1570 un traité *De l'estat et succez des affaires de France*, dans lequel il consacrait aux gouverneurs de provinces quelques lignes insignifiantes ; il y comparait les gouverneurs aux comtes et ducs de l'époque carolingienne, notait cependant que, depuis Louis XII, leur autorité avait subi quelques limitations. Vingt ans plus tard, à la fin des guerres civiles, il donne une nouvelle édition, considérablement augmentée, de son livre. Le développement relatif aux gouverneurs, qui compte maintenant cinq pages au lieu d'une, est sans aucun doute inspiré de du Tillet. Telle formule lui est directement empruntée : « Les gouverneurs ont esté plutôt instituez contre les ennemis que contre les subjects. » Du Haillan adopte sans réserves le point de vue des parlementaires. Il l'expose en termes plus catégoriques encore que du Tillet. Les gouverneurs, d'après lui, n'ont puissance que « sur les armes » ; « leur pouvoir est distinct de la justice, laquelle ils n'ont souveraine, ains ressortissante en la cour de Parlement de leur gouvernement, et ne peuvent rien juger ny condamner à mort par sentence... Quand un gouverneur de province vient présenter ses lettres à la cour de Parlement à laquelle son gouvernement va ressortir, il est receu à la charge qu'il n'entreprendra aucune chose contre l'autorité dudit Parlement ny de la justice ordinaire ». Il sait d'ailleurs fort bien que tout cela n'est que théorique. « Depuis que nos guerres civiles ont commencé de troubler tout l'ordre politique de la France, les gouverneurs se sont licentiés d'outrepasser leur pouvoir, ont faict les rois en leurs gouvernements, ont méprisé, voire foulé, la justice, et se sont mal accordez avec les Parlements². »

Charles Loyseau, le célèbre juriconsulte de la fin du siècle, est lui aussi un théoricien. Il a donné un tour systématique aux idées de du

1. On trouve déjà certaines idées analogues dans un petit traité des *Dignitez et offices du royaume de France*, paru en 1551, œuvre d'un lieutenant-criminel de bailliage nommé Vincent de La Loupe. Les « gouverneurs des pays » y sont soigneusement distingués des lieutenants-généraux (l'édit de 1545 est encore récent). Ceux-ci ont pour rôle de remplacer le roi à la tête des armées. Les autres « ont esté instituez pour espier que les ennemis n'entreprissent rien dont le Roy ne fust incontinent averty pour y mettre ordre » (réimpr. dans les *Archives curieuses de Cimper et Danjou*, 2^e série, t. IV, 1838 ; cf. p. 411-413).

2. Éd. 1594, p. 329-331.

Haillan. Et l'autorité considérable dont son œuvre a joui sous l'Ancien Régime n'a pas peu contribué à les imposer.

Loyseau, dans son traité *Des offices*¹, range les gouverneurs parmi ceux qu'il appelle les « officiers militaires ». Et, sans doute, l'appellation convient aux « capitaines et gouverneurs » des places fortes, qu'il étudie parallèlement comme s'ils représentaient une simple variété de l'espèce. Mais les « lieutenants-généraux et gouverneurs » sont bien autre chose, on a pu s'en rendre compte. N'avons-nous pas vu un financier, un Bohier, qui n'avait vraisemblablement aucun grade dans l'armée, obtenir le titre et la charge sous François I^{er}? Admettons qu'une nomination de ce genre ne soit plus possible au temps où Loyseau écrit, sous le règne d'Henri IV. Il n'est pas encore exact, néanmoins, que le rôle militaire des gouverneurs ait relégué à l'arrière-plan leur rôle d'administrateurs.

L'évolution est en cours, c'est tout ce que l'on est en droit de dire. Avec le rétablissement de l'ordre, les attributions administratives des gouverneurs vont s'amenuiser peu à peu, jusqu'au jour peu éloigné où elles disparaîtront complètement. Le moment décisif dans cette évolution sera celui où, dans le second quart du XVII^e siècle, l'institution des intendants se généralisera. Parmi tant de pouvoirs divers que l'intendant « de justice, police et finances » se verra attribuer par Richelieu, un seul restera incontestablement hors de ses prises, le commandement des troupes. Le gouverneur n'aura pas à le défendre; on ne le lui disputera même pas. Ce sera, pendant l'ère des intendants, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, tout ce qui lui sera laissé, avec quelques privilèges honorifiques. Aussi bien, à partir du milieu du XVII^e siècle, entend-on parler de « gouverneurs militaires » et de « gouvernements militaires »², expressions qui n'auraient pas eu de sens au siècle précédent.

Loyseau ne devance pas seulement les temps lorsqu'il classe la charge de gouverneur de province parmi les « charges militaires ». Il fait quelque peu violence à la vérité en l'inscrivant dans la catégorie des « offices non vénaux »³. Dans quelle mesure la vénalité envahissante s'est-elle insinuée jusque dans ces charges si recherchées qui avaient

1. Livre IV, ch. iv; éd. Lyon, 1701, p. 235-242.

2. Le plus ancien exemple de « gouvernement militaire », nous l'avons rencontré dans un mémoire de Colbert en 1654 (cité par Chéruel, *Histoire de l'administration monarchique en France*, t. II, p. 458). Ainsi il se pourrait que Colbert, ce grand commis « civil », fût l'inventeur du terme.

3. Titre du livre IV; le chapitre iv est intitulé *Des charges militaires*.

été longtemps le prix de la faveur? C'est là une importante question, qu'il faut joindre à toutes celles dont nous attendons la solution d'une enquête approfondie. Sans doute, les charges de gouverneurs de provinces n'ont-elles jamais été mises publiquement à l'encan, comme celles de juges ou d'agents des finances. Mais la vénalité a revêtu plus d'une forme. Écoutons M^e Jacques Leschassier, avocat au Parlement de Paris, qui, en 1602, dans un écrit intitulé *La Maladie de la France*, dénonce « l'inféodation des gouvernements » comme le danger le plus redoutable qui menace la monarchie. « De toutes les charges publiques », dit-il, « les unes se vendent par le Roy et sont en ses parties casuelles. Les autres, qui n'y sont pas, ne laissent pas d'estre vendues des uns aux autres avec le consentement ou la connivence du Roy... » Et l'auteur nous fournit cette précieuse indication sur l'aspect particulier de la vénalité dans ce domaine : « Encore que le Roy entende que les gouverneurs se baillent de l'un à l'autre seulement le prix de la garde de leurs gouvernements, si est-ce qu'il faut s'asseurer que l'acheteur entend acheter non la garde, mais la vive espérance de la propriété¹. »

Survivance et résignation sont devenues, ici comme ailleurs, pratiques courantes. Nous en pourrions citer plus d'un exemple dès le second quart du xvi^e siècle². Si le roi veut révoquer un gouverneur, il faut négocier avec l'intéressé, obtenir de lui qu'il accepte de résigner sa charge. Et l'on n'y parvient qu'à condition de le dédommager pécuniairement, ou de le faire dédommager par son successeur³. En 1579, l'ordonnance de Blois (art. 274) déclare que le roi n'acceptera plus désormais les résignations des gouverneurs. Mais on sait assez que des déclarations de ce genre sont impuissantes à modifier l'état des mœurs.

Que Loyseau en vienne à se demander si la charge de gouverneur n'est pas une commission plutôt qu'un office, cela peut paraître surprenant au premier abord. Du Tillet, du Haillan ont beau se prononcer pour l'affirmative, et Loyseau lui-même déclarer « qu'il n'y a rien de si certain selon droit et raison », nous ne sommes pas tentés de les suivre. Ils parlent, encore une fois, en théoriciens. A l'origine, assurément,

1. *La maladie de la France. Discours présenté l'an 1602 au Roy Henry le Grand (Les Œuvres de M^e Jacques Leschassier, 1652)*, p. 194-195.

2. En 1531, Pomponio Trivulce trouve le gouvernement du Lyonnais dans l'héritage de son oncle. Charles de Cossé hérite de l'Anjou en 1540 à la mort de son père. Louis de La Trémoille succède à François de La Trémoille en Poitou en 1542. Des membres de la maison de Guise-Lorraine détiennent la Bourgogne de père en fils de 1523 à 1596, etc. — Les exemples se multiplient, naturellement, à l'époque des guerres civiles.

3. Ainsi en 1582 le marquis de Piennes se fait grassement payer pour résigner Metz au marquis de Rambouillet (*La réunion de Metz à la France*, t. II, p. 87).

lorsque les gouverneurs n'étaient chargés que de missions temporaires, leur rôle était bien celui de « commissaires ». Mais, depuis un certain temps, depuis que leurs fonctions sont devenues permanentes, la nature de leur pouvoir a changé : les « commissaires » se sont mués en « officiers ».

La transformation a été lente, insensible. Il n'est guère possible de la dater¹. La forme des lettres royales nommant les gouverneurs, ni la terminologie qu'on y emploie ne peuvent nous être d'aucun secours. Car elles apparaissent immuables. La charge de gouverneur est considérée comme un office, il n'y a aucun doute à ce sujet : « charge, estat et office », disent chacune de ces lettres. D'autre part, le document a les caractères extérieurs des lettres de provision, et non des lettres de commission. La formule initiale « A tous ceux qui ces présentes verront... » avertit qu'il s'agit de lettres patentes. Or, le propre des lettres de commission est d'être adressées exclusivement à la personne intéressée².

Loyseau, d'ailleurs, à le bien lire, ne nie pas que les charges de gouverneurs soient des offices. Nous avons dit plus haut qu'elles appartiennent, selon lui, à la catégorie des « offices non vénaux ». Doit-on, cependant, voir en elles « de vrais offices formez, et partant irrévocables ». A la question ainsi posée, il répond par la négative. Et on ne peut que lui donner raison ; car le roi se réserve et se réservera toujours le droit de révocation. Mais que signifie cette distinction entre plusieurs sortes d'offices ? Jadis, vers la fin du xv^e siècle encore, le mot « office » s'appliquait d'une façon très générale à toute charge publique. Depuis lors, il a évolué. Une idée de propriété, de patrimonialité, s'y est en quelque sorte incorporée. Et c'est avec cette signification particulière que nous l'employons couramment. L'État monarchique semble ignorer cette évolution. Il tend à demeurer fidèle à l'ancienne conception ; et, lorsqu'il parle de « charge, estat et office », il emploie le mot dans son acception traditionnelle. Mais les juristes, eux, doivent tenir compte d'un état de fait qui modifie singulièrement le droit. De là la définition d'une

1. M. Dupont-Ferrier s'y est cependant essayé à propos du Lyonnais. Dressant la liste des gouverneurs entre 1461 et 1515, il note que Jean-Jacques Trivulce paraît avoir été le premier de la série dont la charge fût un office (art. du *Bull. histor. et philol.*, 1905, p. 89).

2. Cf. Giry, *Manuel de diplomatique*, 1894, p. 778-779. — Il faut noter que, dans l'ordonnance de 1579 (art. 271), le mot de « commissions » est prononcé à propos des gouverneurs. Mais il ne s'agit pas, très probablement, des lettres de nomination. Il arrivait que des lettres particulières conférassent aux gouverneurs certains pouvoirs en sus de ceux qui leur avaient été attribués lors de leur nomination ; ces lettres-là pouvaient avoir la forme de lettres de commission.

espèce particulière d'offices, « vrais offices formés », à laquelle appartenaient dès ce moment l'immense majorité des charges publiques, mais qui ne comprend pas les gouvernements provinciaux.

La discussion des idées de Loyseau risquerait, en se prolongeant, de nous faire perdre de vue la question que nous avons posée : comment et pourquoi s'est-on si longtemps mépris sur le rôle des gouverneurs de provinces au XVI^e siècle? Revenons-y pour conclure sans plus tarder.

L'opinion courante est, en somme, très exactement celle que nous ont fournie les écrivains de la seconde moitié du siècle. Ces écrivains étaient tous des juristes. Ils ont décrit l'institution telle qu'ils auraient voulu la voir fonctionner, plutôt que telle qu'elle fonctionnait en réalité. Et ils ont fait un sort immérité à l'édit de 1545. Ils ont été tentés d'y chercher l'expression de la vérité politique, découverte par François I^{er}, puis remise en question au temps des guerres civiles. Leurs commentaires reflètent l'état d'esprit du monde parlementaire, qui supportait malaisément l'omnipotence des gouverneurs et s'efforçait de la saper par tous les moyens. Les gouverneurs confinés dans les provinces frontières, leur autorité limitée à la sphère des choses de l'armée, cela formait un système bien lié, qui permettait d'exclure toute intervention de leur part dans le cours de la justice, et donc qui avait la faveur des gens de robe.

Que ce système ait été conçu par François I^{er} ou son entourage, ce n'est pas certain. Bien loin qu'il ait inspiré l'édit de 1545, acte de circonstance, c'est probablement cet édit qui a dû en suggérer l'idée à des légistes ingénieux, habiles à interpréter les textes. Au reste, les intentions manifestées dans l'édit de 1545 n'ont pas commandé longtemps la politique royale à l'égard des gouverneurs. Henri II, nous l'avons vu, manifesta dès son avènement qu'il était peu enclin à y persévérer. Elles appartenaient déjà au passé lorsque les premiers commentateurs s'en emparèrent pour leur faire le sort que nous venons de dire. Ceux qui vinrent ensuite eurent d'autant moins de scrupules à leur emboîter le pas qu'ils pouvaient, avec quelque apparence de raison, mettre au compte du désordre engendré par les guerres civiles l'abandon des principes dont ils se plaisaient à faire ressortir les mérites.

Gaston ZELLER,
Professeur à l'Université de Strasbourg.

UNE NOUVELLE INTERPRÉTATION

DU

TRAITÉ FRANCO-ANGLAIS DE 1786-1787

Je n'ai point ici le dessein de reprendre à pied d'œuvre les pourparlers diplomatiques qui, menés d'abord entre Londres et Versailles, puis directement, à Versailles, entre les ministres de Louis XVI et M. Eden, ont abouti aux fameux accords de 1786-1787. L'étude a été faite — et bien conduite — par M. Dumas en une thèse dont la brièveté indique suffisamment la date éloignée. En notre temps de vie chère, nul ne songe à se restreindre, même pas les futurs docteurs ès lettres, et l'on préfère économiser le temps qu'exige la concentration de l'exposé, plutôt que l'argent de l'impression. M. Dumas a vu l'essentiel des documents conservés soit à Paris, soit — surtout — à Londres. Nos archives sont, en effet, pauvres. Au quai d'Orsay, on trouve seulement les minutes de Rayneval, quelques notes de Vergennes, des lettres de Calonne, du maréchal de Castries, de M. Eden, les dépêches du poste de Londres. Nous ignorons si les négociateurs français ont gardé par devers eux des papiers et, dans l'affirmative, où ils sont. Au contraire, Londres possède des « files » complètes et complexes : correspondance entre les ministres et de ceux-ci avec l'ambassade de France, les personnalités du Parlement et des affaires, délibérations des Comités, etc. Je n'ai donc rien à joindre au dossier, et je me bornerai à signaler qu'on aurait pu, en l'utilisant, éviter de relier à une place incorrecte certaines pièces non datées.

Mais, en lisant les documents, un doute a grandi en moi : a-t-on justement apprécié et compris soit les buts, soit les effets du traité d'Eden ? J'ai été amené à penser le contraire. A mes yeux, Vergennes et son collaborateur Rayneval (car il est presque impossible de séparer les deux hommes : les pièces sont écrites par le second, mais elles ont été acceptées ou inspirées par le premier) ont voulu tenter un effort beaucoup plus large qu'une simple entente commerciale (sans méconnaître,

d'ailleurs, l'importance de celle-ci) ; ils ont voulu faire une politique de *clearing* à la Briand, en réglant les différends qui séparaient les deux peuples voisins. L'heure était d'ailleurs grave du point de vue financier ; une guerre nouvelle risquait de provoquer, même au dedans, un effondrement. Une longue paix était nécessaire au redressement du trône, comme de l'économie nationale. Et, d'autre part, on a tort, me semble-t-il, d'attribuer à ces instruments de 1786-1787 la grave crise qui précède la convocation des États généraux. Ce sont ces deux thèses — selon les anciennes formules — que je voudrais soutenir ici : très heureux si mes arguments font considérer aux lecteurs les leçons reçues comme une autre légende.

I. — LE CÔTÉ POLITIQUE DU TRAITÉ

Un point est acquis. La négociation est due à l'insistance française. Sans doute, on a très souvent attribué (et M. Dumas reprend à son compte l'hypothèse) à ce fou génial de lord Shelburne la suggestion de tourner décidément le dos au passé et de clore, par un accord raisonnable l'antagonisme séculaire des deux nations. Le regretté Cl. Alvord a présenté du personnage un portrait tel qu'une idée aussi paradoxale semble naturelle chez lui. Le visionnaire, qui a conçu vraiment pour la première fois le plan d'un Empire britannique, devait s'attrister des luttes continentales et rêver, pour son pays, d'une paix et d'une sécurité qui lui permettraient d'assurer son emprise sur le commerce maritime et les trésors des Indes. Seulement, l'homme, en lui, était l'ennemi de l'homme d'État : ambitieux, jaloux, taquin, querelleur, égoïste, il était un isolé et s'entourait organiquement de froideur et de résistance. Il suffisait qu'une idée, même géniale, vint de lui pour n'avoir aucune chance d'aboutir. Et, s'il prêcha la réconciliation, ce fut surtout aux Français. Le cabinet de Londres, obligé de reviser sa législation commerciale, négociait avec tous et biaisait, pour ne pas s'engager prématurément. Il voulait surtout traiter avec le Portugal, l'Espagne, la Russie : il était convaincu que le traité d'Utrecht serait *ipso facto* remis en vigueur et que la Grande-Bretagne ne pouvait espérer beaucoup mieux.

A Versailles, comme à Londres, les représentants de Louis XVI constatent la carence et s'en plaignent dans les termes les plus formels : le 17 janvier 1785, le secrétariat d'État des Affaires étrangères écrit à l'ambassadeur Adhémar de Grignan : « On garde le silence le plus absolu [sur] notre traité de commerce. Il y a plus de trois mois que

M. Crawford a dû transmettre à sa Cour la base que nous avons proposée et nous sommes encore aujourd'hui sans la moindre réponse. Si l'intention du ministère anglais est de filer le temps prescrit par le dernier traité de paix, nous n'avons ni moyen ni raison de nous y opposer. Mais, lorsque les deux années seront écoulées, nous regarderons le traité d'Utrecht comme caduc, ainsi que nous l'avons constamment annoncé, et nous réglerons notre commerce avec la Grande-Bretagne selon que cela conviendra à nos intérêts¹. » Adhémar de Grignan répond, le 25 janvier : « Je me suis plaint de ce qu'on gardait le silence sur nos premières données. Lord Caermarthen m'a répondu ces propres paroles : M. Crawford est à votre cour pour entendre jusqu'au bout les propositions que vous avez à nous faire ; car, comme c'est la France qui désire des changements, il faut qu'elle les fasse connaître. — Il faut au moins, ai-je dit, que vous vous donniez la peine de répondre et que vous expliquiez vos intentions. Car, les arrangements ayant pour base la réciprocité et une convenance mutuelle, ils intéressent également la France et l'Angleterre. — Non, m'a dit fort ingénuement Mylord Caermarthen, ils ne nous intéressent pas beaucoup parce que nous nous en tiendrons au traité d'Utrecht. — Pour le coup, lui ai-je dit, Mylord, vous vous trompez absolument ; et, sans entrer en discussion, j'ai l'ordre formel de vous déclarer que, si les arrangements de commerce ne sont pas terminés dans le délai convenu, nous regarderons le traité d'Utrecht comme caduc et nous réglerons notre commerce avec la Grande-Bretagne d'après ce qui nous conviendra le mieux. Je ne puis vous dire à quel point lord C... a paru frappé de mon assertion. Il m'a dit : Pourquoi serait-il donc caduc ? On a stipulé, au contraire, que les traités auxquels on n'aurait pas dérogé subsisteraient dans toute leur force. — Tenez, Mylord, lui ai-je répondu, nous disputerions longtemps sans convenir, parce qu'à cet égard l'Angleterre n'est pas de bonne foi. On a stipulé qu'il se ferait des arrangements : donc, il faut qu'il s'en fasse. Cet article était inutile, si le traité d'Utrecht était bon ; s'il est vicieux, il faut le changer. La France s'en est expliquée toujours de la même manière. Je vous supplie de lire les mémoires que j'ai donnés à vos prédécesseurs sur cette matière qui, dans ce moment, nous entraînerait trop loin. Lord C. n'a rien répliqué, et je crois... qu'il faut laisser tomber la chose jusqu'à ce que nos affaires continentales soient arrangées². »

1. Aff. étr., *Corresp. politique, Angleterre*, t. 552, fol. 55.

2. *Ibid.*, fol. 85 et 86.

On sait que la menace de considérer comme caduques les stipulations de 1713 fut d'un grand poids. L'édit du 17 juillet 1785 est représenté par Barthélémy comme ayant jeté la consternation dans les milieux d'affaires : « ... L'ensemble de ces édits », déclara¹ le 5 août lord Caermarthen, « a une apparence si hostile qu'ils feront un mauvais effet sur l'opinion publique. Si l'on a cru par là avancer le traité de commerce, on se trompe ; il me semble plutôt qu'on l'a reculé plus que jamais. » Barthélémy proteste amicalement que « les nouveaux arrangements n'arrêteraient en aucune manière la marche de notre négociation... quand le ministère britannique voudra y donner suite et qu'il peut compter sur nos sincères dispositions à cet égard. — J'ai répondu... que nous étions prêts à entendre ou à proposer toutes les modifications dont elle serait jugée susceptible et que la réciprocité serait notre unique règle ». En fait, Pitt hésite encore longtemps, sans que ses collègues paraissent avoir beaucoup fait pour vaincre son inertie. C'est seulement lorsque les tractations avec l'Espagne, la Russie semblent accrochées, lorsque sa situation politique se consolide que le chef du cabinet britannique se décide à aller de l'avant ; et encore, dans le résultat, faut-il faire une large place à l'action du missionnaire que l'on décide d'envoyer à Versailles, M. Eden.

L'histoire de cette évolution politique et du choix qui fut fait mériterait une assez longue étude ; elle permettrait de jeter de la clarté sur cette vie politique si intense, où les intrigues parlementaires se nouent aux revendications des grands industriels comme Wedgwood, Boulton, de la Cité, des coloniaux. En chargeant M. Eden d'aller conférer avec les délégués du Roi T. C., Pitt élaborait une manœuvre à double détente, comme il les aimait. Il écartait temporairement de Westminster un homme dont il redoutait l'opposition, privait ses adversaires d'un de leurs espoirs ; Eden, sensible à cette marque de confiance, pouvait se rapprocher du cabinet. Il assumait, d'autre part, en ce qui concernait les pourparlers de Versailles, une responsabilité qui allégerait dans tous les cas celle des conseillers de la couronne. Parti sans enthousiasme, avec le désir de se montrer intransigeant sur tous les points qui importaient à ses compatriotes, Eden, peu à peu, se laissa gagner par ses interlocuteurs au rêve de jouer un rôle historique et de devenir l'instrument d'une entente qui ouvrirait une nouvelle ère au destin du monde.

En cherchant ainsi à imposer à l'Angleterre un vaste règlement éco-

1. Angleterre, *Corresp. politique*, t. 552, fol. 9 v° et 10 v° et 11 r°.

nomique et politique, Vergennes et son entourage ne se dissimulaient certainement pas que leur tentative se heurterait à de sérieux obstacles. Rien ne permet, il est vrai, de parler ici de révolte « nationale ». Ici encore, il faut se méfier des mots, et même des faits. Il est incontestable que le Français du XVIII^e siècle, surtout les populations riveraines de la mer du Nord, de la Manche, de l'Océan, n'avaient pas de tendresse à l'égard des Britanniques. Le passé, même un passé si proche qu'il se confondait avec le présent, ne le permettait pas. Après la première guerre de Cent ans, dont le souvenir restait si vivace, une seconde venait de se clore par la perte des colonies, du prestige militaire, par des dettes énormes et la banqueroute. On pouvait redouter des prétentions plus grandes de la part de nos voisins, et de nouveaux conflits. Mais ce que nos ancêtres détestaient alors — comme nous — c'était la guerre, et une négociation qui assurerait les mers et les rivages contre de nouveaux risques ne pouvait provoquer de révolte, du moment qu'elle n'était pas payée de nouveaux sacrifices. En dépouillant les journaux de cette période, j'ai pu constater que, vers 1783-1785, les esprits étaient assez calmes pour discuter de sang-froid les chances et la valeur d'une opération de cette sorte. La guerre a coûté si cher qu'on se demande rétrospectivement si elle n'eût pu être évitée, et les chroniqueurs, les journalistes expriment le vœu que les deux plus grandes nations du monde apprennent à se connaître, à se comprendre, sinon à s'aimer. Il laisse de côté la vogue pour les modes, même intellectuelles, de l'Angleterre, l'importation ou la traduction d'ouvrages anglais, l'impression de livres français — bien peu connus aujourd'hui — traitant des choses d'Angleterre, l'importance attribuée dans les gazettes aux bulletins et lettres de Londres. Trois extraits suffiront à donner le ton. L'auteur d'un compte-rendu des voyages de Mackintosh écrit : « Pour les voyages, ceux des Anglais doivent tenir le premier rang. Ils sont en général de bons observateurs : c'est une tournure d'esprit qui leur est particulière. Ils ont, il est vrai, des préjugés contre les catholiques, et surtout contre les Français ; on peut même dire que la haine qu'ils portent à ces derniers les rend très suspects du côté de la vérité, quand ils parlent d'eux. — Il faut espérer que le traité de navigation... par les rapprochements qu'il va nécessairement établir entre les deux nations, effacera peu à peu ces sentiments de jalousie et de rivalité qui, depuis plusieurs siècles, les ont divisées et ont causé des guerres si funestes à l'une et à l'autre¹. » Ainsi, les Anglais haïssent

1. *Journal général de France*, 1786, p. 51.

plus les Français que la réciproque n'est vraie. Un autre journaliste, appréciant les mérites de l'*Histoire des progrès de la puissance navale de l'Angleterre*, déclare que l'auteur, Sainte-Croix, « rend toujours justice à nos ennemis et leur donne souvent des éloges mérités. Peut-être les Anglais [lui] reprocheront... d'avoir jugé le fameux Pitt trop sévèrement. Si le Baron... a accusé le ministre d'avoir été animé des sentiments d'une haine farouche et de porter l'amour de la patrie jusqu'au fanatisme, au moins n'a-t-il pas manqué de montrer que les succès des armées britanniques étaient dus à son habileté et à la sagesse de ses mesures. A propos de l'*Acte de navigation*, il y fait voir de quelle utilité ce règlement a été pour les Anglais, dont il justifie la conduite à cet égard... ». L'on fait écho à la suggestion curieuse que les deux gouvernements soumettent leurs querelles anciennes au jugement de l'opinion publique, en publiant les documents de leurs archives relatifs soit aux déclarations de guerre, soit aux négociations de paix. Et, si l'on lisait les lettres de Linguet (1770), on y trouverait des déclamations contre l'anglomanie française qui s'est réveillée dès la paix.

Un autre fait à relever est que l'inauguration du nouveau port de Cherbourg, survenue au moment même des négociations, ne s'est accompagnée d'aucune manifestation hostile à l'égard du royaume des Hanovre. Sans doute, les discours officiels devaient être réservés, prudents. Mais les travaux de Cherbourg, remarquables de tous les points de vue, modifiaient profondément la situation militaire dans la Manche et semblaient rendre impossible une menace permanente contre les côtes de Normandie et de Bretagne. Or, dans les pièces de circonstance, dans les commentaires de la presse, on ne trouve presque point d'allusions belliqueuses. Fierté pour l'œuvre accomplie, éloge de la France, du roi, et c'est tout. Même dans les volumes du quai d'Orsay, aucun document qui supplie le gouvernement, par principe et par point d'honneur, de ne pas se prêter à une œuvre de rapprochement.

Le péril était ailleurs, dans les cercles militaires, surtout dans les sphères diplomatiques, et certains éléments de l'administration royale. Pour beaucoup de nos représentants à l'étranger, c'est un dogme que la sécurité, la grandeur de la France sont inconciliables avec la prospérité de l'Angleterre. On ne sert bien l'une que si l'on combat l'autre. La besogne essentielle du moment consiste à empêcher que les Indes ne tombent au pouvoir de l'ambitieuse Albion. L'échec signifierait la ruine de la France, enfermée désormais dans la ligne de ses côtes comme dans une prison. Chose curieuse, ce n'est pas sous la plume des mili-

taires qu'on trouve l'esprit impérialiste et belliqueux, mais bien dans les dépêches de ceux dont l'office est de sauvegarder la paix. Plelo a laissé incontestablement des héritiers.

Le titulaire du poste, Adhémar de Grignan, est, à vrai dire, un médiocre, on serait tenté de dire une vieille culotte de peau, dont la correspondance est sans substance comme sans agrément. Il est, de plus, malade, souffre d'accès de rhumatisme ou de goutte qui l'obligent à prendre les eaux de Bath, ou à se faire soigner ailleurs. Peut-être ce déséquilibre humoral est-il pour quelque chose dans son humeur quinqueteuse et sa susceptibilité. Mais il est bien permis de juger celles-ci excessives et le sang-froid insuffisant. Quand, après la conclusion du traité, le débat s'ouvre au Parlement britannique et que l'opposition se donne carrière, voici l'étrange passage que l'ambassadeur écrit pour son chef : « Dès la première séance, contrairement à l'usage, Fox et Pitt ont eu un combat violent. M. Fox a fait contre la France une diatribe aussi grossière qu'injuste et calomnieuse. M. de Langeron, qui s'est trouvé à la Chambre basse, m'a dit qu'il avait été embarrassé de sa contenance, tant... la sortie avait été vive et indécente. Je vous assure, M. le comte [Rayneval], que, si je pouvais espérer faire chose agréable au Roi, je *me retrouverais militaire* et me chargerais volontiers d'imposer silence à ce déclamateur insolent... *Si j'étais sûr de n'y pas risquer mon ambassade*, j'y risquerais bien tout le reste. L'on peut, sans se constituer don Quichotte, réprimer une bonne fois l'abus de la liberté anglaise¹. » Mais, dès le début, il s'était montré pessimiste : « On doit attendre peu de gens avides, accoutumés à être injustes, et poussés dans l'insolence à la faveur du fossé qui entoure leur île. »

Plus intelligent, plus observateur, mais tout aussi partial, est le chargé d'affaires qui, souvent, le remplace, Barthélemy. Il a l'esprit curieux, vif et, quand le préjugé ne joue pas, juste. Il voyage, connaît le pays où il est accrédité. Il en admire la prospérité, dont il discerne avec perspicacité les causes. A ses yeux, la grandeur britannique est fondée avant tout sur la puissance du crédit. La Cité a, en propre, de gros capitaux, que les affaires augmentent incessamment ; mais elle est aussi, pour le dehors, une place de refuge, et c'est là que les placements semblent le mieux garantis. Ces transferts énormes permettent au Trésor de suffire à ses besoins sans priver le commerce et l'industrie des moyens indispensables à leur essor. L'escompte y est plus bas

1. *Corresp. politique*, t. 559, n° 42 (1787), fol. 77. Les passages en italiques ont été naturellement soulignés par nous.

qu'ailleurs, et l'Europe entière est l'artisan de sa servitude. La technique progresse, de façon à compenser les frais qui résultent d'une main-d'œuvre relativement chère. Manchester, Birmingham lui paraissent les témoignages éclatants de cette prospérité prodigieuse.

Mais Barthélemy voit précisément dans cette prospérité le plus grand péril qui menace la France. Il fait de son mieux pour être informé des nouveautés et pour saisir Versailles des moyens de les introduire dans le royaume. Il pousse à une politique d'immigration plus facile en faveur des spécialistes étrangers ; il presse Rayneval — avec succès — de faire abolir le droit d'aubaine ; il demande à Boulton de venir faire en France une tournée pour dresser un plan d'extension de la métallurgie. Mais toutes ces initiatives, même acceptées, soutenues par sa cour, ne peuvent avoir qu'un effet limité et tardif. En attendant, la puissance britannique aura forcé son avance. Il faut donc freiner celle-ci, en usant de tous les moyens que le gouvernement de Louis XVI peut mettre en jeu, empêcher le succès des accords de commerce, afin que l'excès de la production tourne au désastre, empêcher surtout l'installation de l'Angleterre aux Indes, qui serait la catastrophe. Car, pour l'envoyé, les Anglais ne se serviront de leur richesse et de leur force que pour nous abaisser. Leur humilité apparente est pure hypocrisie puritaine. Qui les connaît ne peut se fier à eux. Et, du premier au dernier jour de la négociation, il critique la politique ministérielle, se plaît à en signaler les difficultés et les risques.

Ainsi les deux interprètes de la pensée pacifique de Vergennes sont-ils d'accord pour s'en effrayer. C'est leur commune pensée qui s'exprime en ces termes : « Il en est une [vérité] non moins évidente, c'est que les Anglais sont des ennemis irréconciliables. Rivalité, concurrence, jalousie, haine nationale, esprit de vengeance, tout s'oppose à un rapprochement quelconque avec cette nation à la fois perfide, avide et vindicative. C'est contre un ennemi si redoutable que la France doit toujours diriger ses efforts. La paix n'aura de durée que celle de son impuissance : on ne saurait trop se le dire et se le répéter. Ses dispositions connues ne dépendent que de ses moyens. Otons-lui donc ses moyens pour nous assurer de ses dispositions¹. » « L'Angleterre est une puissance qu'il nous faut combattre corps à corps ; c'est... la seule Angleterre qui peut tout contre nous, et c'est notre premier intérêt de tout entreprendre contre elle. Cette vérité fondamentale étant une fois posée, il est aisé de sentir combien nous importe un pays dont elle va

1. *Corresp. politique*, 26 février 1785, t. 552, fol. 252 vo.

tirer toute sa richesse. Dépouillée de l'Inde, l'Angleterre tombe au rang des puissances de second ordre, et la France est à jamais le premier empire de l'Europe. Maîtresse de l'Inde, l'Angleterre s'élève au-dessus de tout ; elle fait mouvoir à son gré les armées du continent, et la France est entourée d'ennemis¹. »

Obligés de suivre leurs instructions, les diplomates n'auront garde d'oublier le moindre indice contraire ; ils insistent sur l'opposition de la Cité, des planteurs, de Wedgwood ; lorsque, finalement, un mouvement se dessinera parmi les manufacturiers en faveur d'un accord et que le cabinet britannique évoluera en ce sens, ils insisteront sur l'effet qu'ont produit les mesures de fermeté arrêtées à Versailles : « ... Si je (Barthélemy) dis (29 août 1786) que sa haine et son envie de nous nuire sont diminuées, je me garderai bien de lui faire honneur de ce retour à une modération raisonnable... Heureusement, ses moyens de nous manifester, comme par le passé, sa mauvaise volonté sont soumis à de puissants obstacles². » D'ailleurs, si les Anglais inclinent à signer le traité, c'est qu'ils comptent envahir le marché français et obtenir des avantages de beaucoup supérieurs à ceux qui seront la part de leurs concurrents. Le 9 janvier 1787, même note d'animosité. Le Parlement va se réunir : « Ce ne sera pas un spectacle médiocrement curieux pour le monde entier et médiocrement intéressant pour nous en particulier que de voir l'orgueil britannique forcé de plier sous la règle de la réciprocité universelle et de la pratiquer surtout envers une puissance voisine qui a été, de tous les temps, l'objet principal de sa jalousie et de sa haine. L'idée de concourir à l'augmentation de la navigation française excitera, je crois, Mgr, bien des clameurs contre le traité de commerce³. »

A côté de ce personnel, redoutable surtout en raison des intelligences qu'il avait à la Cour, toute une cabale était, par principe ou par intérêt, hostile à un accord de cette sorte. Les partis sont déjà aux prises en 1785, quand les pourparlers s'engagent, et ils le sont encore bien plus quand ils se terminent. Calonne, comme Vergennes, est d'appartenance physiocratique, et il a fait de Dupont de Nemours une sorte de secrétaire général de son département. Dupont cherchera à « placer » le plus possible d'affidés de l'école ; et cela suffit pour que le ministère ait à redouter l'opposition des anciens adversaires de Turgot, Necker

1. *Corresp. politique*, fol. 253 v^o.

2. *Ibid.*, vol. 557, fol. 225 r^o.

3. *Ibid.*, t. 559, n^o 9, fol. 16.

en tête. D'ailleurs, l'époque est pleine d'intrigues de toutes sortes, et la brève étude consacrée récemment à la Compagnie nouvelle des Indes orientales montre qu'il faut être très prudent en parlant d'une époque dont nous ignorons, en somme, les remous et les profondeurs.

Mais ce que nous savons, même ce que nous avons exposé ici, suffit à prouver que le chemin où s'engageaient Vergennes et Rayneval était glissant ; et, s'ils s'y sont aventurés, c'était en connaissance de cause et pour des raisons majeures. Le désir de conclure un nouvel accord commercial répond-il aux exigences du problème ? Il ne le paraît pas. Le cabinet de Versailles offrait au début à celui de Londres la liberté complète des échanges ; or, c'était là une éventualité grave et dont les dirigeants connaissaient le danger, puisqu'ils ont consulté le fameux Hoolker, le spécialiste du tissage à l'anglaise, et qu'ils se réservaient d'instituer une sorte de palier, d'étape, comme on le verra plus loin. Mais la liberté fut rejetée catégoriquement par le gouvernement de Pitt, et l'on dut s'acheminer vers un système étriqué de concessions et de compensations. Le texte intervenu valait-il beaucoup mieux que l'instrument d'Utrecht ? On semble naturellement l'avoir pensé au secrétariat des Affaires étrangères : ce que l'on savait fort bien, c'est que le risque existait, pour un profit aléatoire. Vergennes avait un très haut sentiment de sa dignité ; et jamais, dans ses actes, ses écrits ou ses paroles, il n'a rien toléré qui fût contraire à celle de son maître. Aurait-il ainsi multiplié les rappels à l'adresse de Caermarthen, Crawford et C^{ie}, aurait-il accepté les défaites, les dérobadés du gouvernement britannique si, à ses yeux, l'intérêt supérieur du royaume n'avait pas commandé de passer outre à ces petites choses comme aux remontrances de ses subordonnés ?

Les textes qui nous sont parvenus nous autorisent à le croire et à penser que, derrière la tractation commerciale, s'abritait un dessein plus ample. Sans doute, nous ne savons rien des délibérations du Conseil royal, des entretiens du ministre avec son premier commis. Comme il arrive aujourd'hui, les décisions interviennent sans que leurs motifs et leurs circonstances aient laissé de trace perceptible. Pourtant, dans les volumes du quai d'Orsay, certains documents ne peuvent pas ne pas attirer l'attention. Le 3 juin 1785, Vergennes fait savoir à Barthélemy que, « pour donner à la Cour de Londres une nouvelle preuve de l'esprit de conciliation qui dirige toutes ses démarches et pour détruire jusqu'au plus léger germe de discussion entre lui et S. M. Br., s'est déterminé à offrir à la Compagnie anglaise (dont certains intérêts avaient été lésés) pour solde de comptes une somme ronde de 2 mil-

lions de livres tournois¹... ». Or, il ressort des textes que les dommages réels étaient loin de monter aussi haut, et cette décision de facilité ne fut pas sans émouvoir l'entourage du ministre de la Marine. Le 15 septembre suivant, Rayneval objecte à Crawford que, si ce dernier était libre de rejeter les propositions françaises, c'était à lui d'en suggérer d'autres. Le gouvernement de Versailles est disposé à montrer « l'esprit de conciliation qui doit présider à une besogne de [cette] nature² ». Il offre tout ; si les Anglais n'acceptent pas, c'est à eux de faire des réserves et des exceptions. L'attitude des conseillers de Louis XVI contraste donc étrangement avec celle de l'ambassade royale à Londres, et l'opposition éclate encore davantage quand, à bout de patience, le chef de la diplomatie française se laisse aller à réprimander ses correspondants. Voici le « poulet » qui, le 13 mars 1785, est envoyé à Grignan : « Le Conseil du Roi, Monsieur, est certainement aussi pénétré que vous pouvez l'être d'avoir un œil attentif sur ce qui se passe dans l'Inde, et il sent de même que l'Inde peut devenir, pour l'Angleterre, la source d'une grande prospérité. Mais ces vérités, quelque importantes qu'elles soient, ne le sont pas assez pour que nous nous livrions aux risques et aux hasards d'une nouvelle guerre. La position de la France l'assujettit à des combinaisons dont elle ne saurait s'écarter sans se jeter dans des inconvénients et des embarras qu'il est de la sagesse du Roi de prévenir. Je veux admettre, M., que nous pourrions, dans les conjonctures... où se trouve la G^de-Bretagne, lui faire beaucoup de mal dans l'Inde ; mais il serait démontré aux yeux de toute l'Europe que nous ne ferions qu'une guerre de jalousie et d'ambition ; et il résulterait de cette opinion que le roi détruirait en un clin d'œil tout son système politique qui est fondé sur la modération, que l'envie, mal amortie, se réveillerait, et que l'Angleterre, au milieu de sa détresse, trouverait des ressources plus que suffisantes pour faire tête à l'orage. Je ne dis rien de l'état de nos propres finances et du besoin urgent que nous avons... d'un long repos, pour reprendre haleine... Si le système de M. Pitt prévaut, l'Angleterre sera incessamment entraînée vers un nouveau système de navigation et de commerce, et nous ne pourrions que gagner à ce changement... Quand lord Caermarthen aura mis M. Crawford en état d'entrer en matière, il sera bientôt convaincu que nous ne demandons pas des choses impossibles ni des faveurs particulières³. » Un an plus tard, Barthélemy, qui a envoyé à Versailles des

1. *Corresp. politique*, vol. 553, fol. 235 v^o.

2. *Ibid.*, t. 554, fol. 153 v^o.

3. *Ibid.*, t. 552, fol. 351 r^o.

Papiers anglais concluant à une grande marge de profit pour la Grande-Bretagne, s'attire une nouvelle rebuffade de Rayneval (29 octobre 1786) : « J'ai reçu, M., les dépêches que vous m'avez écrites... Comme je ne suis pas inspiré... je ne saurais prédire de quel côté penchera dorénavant la balance du commerce entre la France et l'Angleterre... Nous savons très bien que, dans l'intérieur des provinces anglaises, le vin n'est pas plus la boisson ordinaire qu'il ne l'est en Bretagne et en Normandie. Aussi n'avons-nous jamais eu l'intention d'abreuver toute l'Angleterre¹. » Le chargé d'affaires est invité, le 23 décembre, à garder la plus grande réserve : « Votre rôle, dans cette circonstance, est de ne point entrer en lice pour défendre le traité, à moins qu'on n'attaquât l'esprit pacifique dans lequel il a été rédigé. Encore ne devriez-vous pas nous faire fort de faire changer d'avis des gens qui sont toujours opposés aux opérations du ministère, quelles qu'elles soient². » Mais voici le traité signé et Rayneval en informe son agent dans des termes qui, pour la première fois, révèlent à celui-ci les desseins de sa cour : le roi en a éprouvé un grand plaisir, dit-il, car il « ne désire rien tant que de consolider la bonne harmonie qui subsiste entre lui et le roi d'Angleterre... S. M. est persuadée que le plus sûr moyen de remplir cet objet est d'unir les deux nations par des liens de commerce. Je suis personnellement charmé d'avoir concouru à un aussi important ouvrage. Je vous prie de prendre ce que je viens de vous dire pour votre texte, lorsque les ministres anglais vous parleront de notre traité... La balance qui pourra [en] résulter est incertaine ; l'expérience seule prononcera en faveur de ce qui aura été... ; mais, quoi qu'il puisse arriver, nous avons du moins acquis l'avantage inappréciable de diminuer insensiblement la haine nationale qui a séparé jusqu'ici la France et l'Angleterre, de substituer un commerce légitime à un commerce frauduleux³. »

C'est la paraphrase des expressions du préambule proposé pour le second traité (précisant les tarifications, formalités, etc.) : « Le Roi T. C. et le Roi de la G^{de}-Bretagne... toujours disposés à resserrer plus particulièrement l'heureuse intelligence qui les unit⁴. » Et, de son côté, le négociateur anglais Eden nous confirme, dans sa correspondance, ce que nous venons d'avancer. Arrivé à Versailles sans hâte, assez embarrassé de son rôle, résolu à défendre énergiquement les intérêts

1. *Corresp. politique*, t. 558, n° 48, fol. 86.

2. *Ibid.*, t. 558, n° 166, fol. 311.

3. *Ibid.*, t. 558, n° 175, fol. 345 (27 décembre).

4. *Ibid.*, n° 198, fol. 378.

et les droits de ses nationaux, il a été vite séduit par le charme, la cordialité de l'accueil qui lui est réservé. Il s'excuse de son insistance, de ses démarches ; il traite les affaires non point par de longues dépêches protocolaires, mais par des billets, des lettres, qu'il écrit lui-même, de son écriture fine, serrée, et de son encre très noire. Il prend en pitié la fatigue de Rayneval et, malgré sa hâte de finir, renvoie de lui-même au lendemain la discussion des derniers articles. Mais ce ne sont point seulement les prévenances qui le touchent. Visiblement, il se laisse conquérir par l'œuvre de rapprochement à laquelle on le convie, et il emploie avec succès son crédit à conquérir ses ministres. Ce Pitt, qui, au début de la négociation, se réservait, se dérobaît, qui écrivait encore, le 10 juin 1786 : « Bien que, dans les affaires de commerce, il y ait des raisons de penser, selon moi, que les Français *peuvent* être sincères, je ne peux pas me fier sans suspicion à leurs protestations d'amitié politique¹ », est représenté en août comme prêt à faire tout ce qui dépend de lui pour assurer l'accord. Il n'y a pas « lieu de douter », écrit Eden le 25, « que nos ministres ont surpassé votre attente, et j'ose vous assurer que rien n'a pu produire cette révolution dans leurs sentiments que la manière d'agir franche et amicale dont j'ai fait l'expérience dans tout le cours de ma négociation et dont j'ai fait un fidèle rapport... Pour consolider cet ouvrage, les ministres d'Angleterre ont risqué beaucoup dans le relâchement qu'ils ont accordé sur vos vins, et beaucoup encore dans les avantages qu'ils m'ont permis de vous offrir pour vos eaux-de-vie². » Le 19 septembre, à la veille de la signature, il jette un coup d'œil sur l'ensemble du problème : « Les additions qui ont été le résultat de vos instances sont assurément d'une grande importance, non seulement pour assoupir des inquiétudes qui, dans une affaire de cette étendue, auront toujours lieu, soit par le peu de candeur, soit par l'indiscrétion des individus des deux nations, mais aussi pour correspondre aux désirs les plus respectables de votre ministère. Je ne regrette pas d'avoir fait ces concessions, quoique en grand nombre, si ce n'est par rapport aux glaces et aux cotons... J'ai risqué aussi d'ajouter un article pour l'admission des modes qui sera très agréable à votre ministère. Je me suis cru autorisé à le faire en vertu des principes établis ; et, quoiqu'on ne s'y attende pas en Angleterre, j'ai lieu d'espérer que j'aurai l'aveu du Roi et du Parlement. » Et il conclut : « En insistant sur ces avantages que vous retireriez du traité,

1. *Corresp. politique*, 10 juin. Cf. lord Caermarthen. : Si la France « can ever be sincere. » — 25 avril 1786.

2. *Ibid.*, t. 557, n° 112, fol. 208.

je ne ferme pas les yeux sur ce que ma nation doit en espérer. Je méritai peu la confiance dont on m'a honoré si je ne croyais pas que les avantages sont mutuels. Mais je vous assure de la meilleure foi du monde que, depuis le commencement de la négociation jusqu'à cette heure, j'ai travaillé uniquement à établir une réciprocité dans la conviction qu'une telle conduite contribuerait le mieux à effectuer ce que nous désirons tous, un commerce florissant pour les deux royaumes et une longue paix entre nos souverains. J'ai manifesté ces sentiments dans ma première conférence avec M. le comte de Vergennes. Je ne doute point que la conduite des ministres de S. M. T. C. n'ait eu le même principe. L'expérience que j'en ai faite ne me permet pas de penser autrement. Nous devons nous attendre, tant d'un côté que de l'autre, à des criaileries et à des mécontentements passagers. De tels désagréments se rencontrent toujours à la suite des grandes entreprises, mais ils durent peu et les heureux effets qui en résultent sont permanents¹. » Jusqu'au bout, le ton du négociateur anglais ne se dément pas. Protestations de fierté d'avoir participé à une entente « si avantageuse pour nos deux nations et si glorieuse pour les ministres des deux souverains qui, en la dirigeant, nous ont accordé leurs lumières et leur concours² ». Assurances qu'à Londres on s'effortait de raccourcir les délais, faciliter les règlements, accentuer le libéralisme des textes.

Hélas ! tant de peine devait être perdue. La tentative de Vergennes fut un premier Locarno manqué. La mort du ministre, qui eut lieu presque aussitôt après la conclusion des accords, semble avoir amené l'inertie, peut-être même le discrédit de Rayneval. Les instruments diplomatiques furent considérés uniquement comme des contrats de commerce, dont on éplucha le texte, et les interprétations littérales des agents de la ferme, avalisées par le gouvernement, conduisirent à une application étriquée, tatillonne des actes, plus faite pour brouiller que pour rapprocher les deux peuples. Puis surgit l'affaire de Hollande et des « volontaires » français. Pitt revint tout d'un coup à ses anciennes suspicions ; à Versailles, on protesta contre des allégations ou des insinuations malveillantes. La négociation de 1785-1787 apparaît dans l'histoire comme un de ces germes condamnés par le hasard à demeurer stériles ; et les deux peuples, qui se rapprochaient l'un de l'autre, vont bientôt renouveler leur conflit séculaire.

1. *Corresp. politique*, n° 158, fol. 296.

2. *Ibid.*, n° 43, fol. 77 v° (daté de l'hôtel d'Elbeuf).

II. — LES EFFETS ÉCONOMIQUES DU TRAITÉ

Ce traité Eden, si pauvre en résultats politiques, est réputé, d'autre part, un des actes les plus graves de notre histoire du point de vue économique. A en croire les cahiers des États Généraux, dont les auteurs contemporains suivent la leçon, il aurait déclenché une crise ruineuse pour l'industrie française. J'ai longtemps partagé l'opinion ; l'étude des textes m'incline aujourd'hui vers la version contraire.

A vrai dire, l'interprétation traditionnelle paraît logique et répond bien aux conditions du problème. La supériorité technique de l'Angleterre paraissait si évidente que toute brèche au système prohibitif devait signifier l'invasion du royaume par les produits britanniques. Nous avons vu l'admiration de Barthélémy pour l'essor de Birmingham, la puissance de Manchester : « Ces villes sont la preuve que la simplification des machines n'a pas les inconvénients qu'on croit en général qui en résultent. En multipliant et variant les objets d'industrie, tous les bras se trouvent occupés¹. » Les Anglais, selon lui, ne faisaient pas mystère de leur confiance en cette supériorité, sauf pour quelques catégories d'articles. Le ministère n'avait pas besoin d'être éclairé du dehors pour mesurer exactement l'aléa du projet. D'un côté, on pouvait espérer stimuler l'agriculture en ouvrant à nos vins du Sud-Ouest, à nos alcools la clientèle des hautes classes britanniques, jusque-là condamnées à s'abreuver de porto, de porter et de gin ; on pouvait espérer vendre également outre-Manche plus de tissus délicats, gaze, baptiste, soieries, des modes. Mais le profit ne serait-il pas surpassé par les pertes qu'auraient à supporter d'autres spécialités comme la draperie ? Le mieux à espérer était une compensation exacte des profits et des dommages, par suite du point de vue de la balance du commerce et des champs, une opération blanche. Elle apporterait au royaume le bienfait d'une vie économique plus active, d'une régression du chômage, d'un accroissement des salaires, des ventes, c'est-à-dire à la fois d'un progrès de la production que de la consommation. Un dommage léger pourrait évidemment être toléré sans péril. La France a pour elle le bas prix des vivres et de la main-d'œuvre, si elle a contre elle le défaut de combustibles et de bonnes voies navigables. Elle ne tarderait pas à s'adapter aux nécessités de la situation. Holker a « pertinemment établi » que, si elles avaient des machines nouvelles, les

¹ *Corresp. politique*, t. 557, fol. 7 (4 juillet 1786).

manufactures du royaume pourraient exporter des tissus en Grande-Bretagne. Le mal présent vient surtout du maintien de quelques privilèges scandaleusement abusifs et du traitement maladroit et inhumain appliqué aux ouvriers étrangers venus dans le royaume. Toutefois, si le choc est trop violent, il est à craindre que l'économie nationale n'en subisse un trop grand ébranlement pour réagir vite et convenablement.

Ainsi, dans tous les documents ministériels, sent-on percer une crainte qui va parfois jusqu'à l'angoisse. Dès le début, le gouvernement avait envisagé de ménager une sorte de palier dans l'établissement d'un futur régime. Pendant un délai de six à douze mois, on se contenterait d'abaisser les droits, ou de faire bénéficier d'une exception les fabrications les plus menacées. L'idée ne paraît pas avoir été retenue. Raison de plus pour s'avancer pas à pas. Calonne est constamment invité à documenter les Affaires étrangères sur la conduite à tenir. D'accord avec lui, Vergennes songeait à confier l'examen des détails techniques à un comité d'experts, dont Dupont de Nemours serait l'animateur, entouré de Fourqueux, Lenoir, Rayneval, Boyetet, Grouvelle, Montauran, Blondel, Laporte, etc. Par là s'explique aussi la façon pressante dont le ministre français soutient tels ou tels intérêts, notamment ceux des soyeux, à la demande expresse du contrôle général. Mais, comme nous l'avons déjà vu, le désir de conclure ne permet pas d'opposer à Eden un *non possumus* catégorique. « Le Conseil du Roi [m]a chargé de vous observer qu'en cédant [sur les soieries et sur les modes] il serait en droit de restreindre de son côté les concessions qu'il a déjà faites, parce qu'il lui importe autant qu'au ministère anglais de ne pas exciter de murmures contre ses opérations ; que, cependant, il est très éloigné de vouloir faire dépendre le sort du traité des deux objets dont il est question ; mais qu'il est d'avis que, pour cheminer avec suite, pour éviter de part et d'autre tout reproche de précipitation, et pour proportionner exactement les droits à la nature de la marchandise, nous pourrions donner une nouvelle tournure à notre art. 6... En adoptant l'article..., il sera possible de modifier les droits à imposer sur quelques parties de quincaillerie et nous éviterons les murmures qui s'élèvent déjà contre la modicité des droits dont seront chargés les cotons et les lainages. Nous ne perdrons jamais de vue le principe déjà convenu que le commerce entre les deux pays doit devenir concurrent par des droits combinés de manière à ne pas nuire à l'industrie nationale. Cette concurrence bien établie aura un avantage énorme pour l'Angleterre : il résultera de la différence de la popula-

tion qui est de 24 à 8. Si vous vous croyez, Monsieur, autorisé à signer ces articles, on pourra aller de l'avant¹. »

Cette incertitude du bilan de l'opération et du ressentiment qu'en concevra l'opinion explique peut-être l'impatience dont Vergennes et Rayneval usent envers Grignan et Barthélemy, ces Jérémies éconómistes ; elle justifie, en tout cas, la présomption d'après laquelle l'instrument diplomatique de 1786 a constitué un fiasco, même d'avantage, une catastrophe. Et, pourtant, que de difficultés soulève l'assertion ? Si l'idée du palier n'a pas été suivie d'effet, les circonstances se sont chargées d'imposer une formule équivalente. Après le premier accord, qui fixe les principes et les grandes lignes du futur régime (septembre 1786), il a fallu remettre à une date ultérieure la spécification du détail ; et, quand ce second texte a été acquis, approuvé par les souverains, l'application en a dû être ajournée encore de quelques mois pour permettre d'en faire connaître la lettre et les alentours aux agents de la ferme et aux autres personnes intéressées. Le système Eden n'a guère joué, en réalité, avant le 1^{er} juillet 1787, et c'est seulement dans le cours de l'été que l'invasion britannique a pu se prononcer. Si l'on songe au temps nécessité par les transports fluviaux ou routiers, on voit que les responsabilités des négociateurs français ont été singulièrement différées et que l'industrie a eu devant elle un répit de quelques mois pour s'organiser et se défendre. Toute l'argumentation qui se fonde sur des faits antérieurs à cette date de juillet-août 1787 ne saurait donc être retenue.

D'autre part, les réclamations précises qui ont été transmises à l'office des Affaires étrangères sont beaucoup moins nombreuses qu'on ne s'y attendrait. Certaines sont de simples demandes de renseignements ; d'autres tombent tout à fait à faux ; elles émanent de gens mal informés : les documents à retenir, soit par la justesse de leur critique, soit par l'importance des individus ou des groupements dont ils émanent, sont singulièrement peu nombreux ; et, pourtant, toute requête a été étudiée, répondue. La protestation la plus vive est celle de la Picardie : la Chambre de commerce de cette région a fait rédiger des représentations contre le traité et voulait les imprimer. L'intendant a pris des mesures pour s'y opposer, mais les têtes sont échauffées et il craint que le factum ne s'imprime à Paris². Ils déclarent que les différences de prix et de qualité des laines qu'on offre à Londres et à Amiens rend

1. *Corresp. politique*, t. 558, n° 183, fol. 345.

2. *Ibid.*, t. 558, n° 173, fol. 324 (26 décembre).

toute concurrence impossible ; ils ajoutent que l'effet des dispositions nouvelles sera de favoriser les tissus de coton aux dépens des lainages. Un droit de 100 % est, à leurs yeux, une nécessité de salut public¹. Les États d'Artois se plaignent qu'on ait sacrifié délibérément les intérêts de la dentelle. Le droit de 36 sols à l'aune qui frappera les importations françaises est prohibitif pour les sortes communes, qui ne dépassent pas la valeur de 30 à 40 sous et souvent coûtent seulement quelques sous l'aune. La taxation au poids, et non *ad valorem*, paraît, en outre, une absurdité². Rayneval transmet à Eden la revendication le 28 janvier, trois jours après l'avoir reçue : c'est donc qu'il n'a pas son siège fait. La Normandie s'émeut aussi, mais son cas est particulier et nous le retrouverons. Les Verreries royales de Bordeaux s'élèvent contre l'insuffisance du droit d'importation de 12 % ; car les bouteilles françaises reviennent au double de ce que coûte leur fabrication en Grande-Bretagne. Les intéressés ne doutent pas que leur industrie pût être menacée, et ils en prévoient la ruine, d'autant plus qu'elle n'existait pas à Bordeaux avant 1723³.

Somme toute, peu de chose. Lyon n'est représenté au dossier que par le mémoire d'un certain Papillon de Latapy. Et, si l'on passe le détroit, on trouve des protestations analogues. L'ambassade de France en a signalé et même copié quelques-unes. C'est un fait bien connu que Wedgwood a pris la tête de l'opposition au nom des céramistes, que les planteurs et les brasseurs ont « canvassé ». Le *Morning Herald* du 4 décembre 1786 insiste sur le bon marché relatif des serges et baies françaises. Plusieurs des ingrédients qui servent à la teinture des laines sont de provenance française ; la France pourra, grâce au Pacte de famille, introduire en franchise la laine espagnole ; et, grâce au taux réduit des salaires, elle vendra à bien meilleur prix les plus belles qualités anglaises. Qu'on ne se fie pas à la médiocrité de l'outillage : le royaume des Bourbons s'équipe rapidement, et le renversement des positions acquises pourrait être prochain. Conclusion : *Caveant Consules* ! Deux jours plus tard, la même gazette revient à la charge et se lamente sur le sort du contribuable britannique, que la réduction des droits sur les eaux-de-vie obligera sous peu à payer de plus lourds impôts. Bien plus, les pamphlets et les sermons attestent que l'annonce des pourparlers a déclanché à Londres un mouvement de gallophobie. Un nommé Wilkins Aldermarthen vend un factum contre le traité, et

1. *Corresp. politique*, t. 559, fol. 56.

2. *Ibid.*, fol. 84 et 86.

3. *Ibid.*, t. 558, n° 181, fol. 339.

une note informe le lecteur que le Rev. M. Towers prêchera dans la Cité contre la *popery*. Le titre choisi est *Guy Faux's Treaty*, suivi de *The Law of God*¹. Et voici le résumé d'un tract de novembre 1786 : la Lettre d'un Drapier en lainages à ses amis et confrères de toute l'Angleterre, sur le Traité français (prix : 1 sh.)... Il est certain que votre train de vie, votre bien-être et celui de vos familles est en danger. L'auteur se présente comme un *Factor of British Cloth*. Il a réussi convenablement et, s'il continue les affaires, ce n'est point par nécessité : il songe à sa famille, pour laquelle il a travaillé dur, et par passion pour la lainerie. « Vous avez entendu parler du nouveau projet de paix (*new indeed to every wellwisher to Old England*), qui donne à la France la faculté et la licence de porter tous ses lainages sur notre marché », en échange de quoi des facilités analogues sont consenties à Manchester pour ses cotons, à Birmingham et Sheffield pour leurs produits. Les vins, les alcools français seront peu taxés. L'auteur a lu, il a fait lire « ce dangereux traité ». Partout la même impression : c'est la ruine générale. Mais il n'est pas encore fait, il faut l'empêcher de l'être. « Sans quoi le commerce britannique ne tarderait pas à être expulsé de la Méditerranée, de l'Allemagne et, sur son territoire même, se heurterait à une concurrence redoutable². »

Mais, alors, de quoi les Français se plaignaient-ils ? On comprend l'attitude mélancolique de Rayneval et d'Eden. Ayant fait de leur mieux, ils attendent que le temps récompense leur effort d'équité, leur espoir d'un temps meilleur. S'ils sont partout desservis, c'est qu'ils ont été impartiaux.

La vérité est que, chez nous, les pourparlers de 1785-1787 coïncidaient avec une crise économique très grave, dont, par confusion, on imputa au traité la responsabilité intégrale. Si je me fie à un relevé rapide et imparfait des faillites parisiennes, c'est dans le second semestre de 1786 qu'elle aurait atteint son maximum d'acuité, et des symptômes d'amélioration se manifestent dès le milieu de 1787. En tout cas, le redressement est certain en 1788. Donc, il y a impossibilité matérielle à mêler les clauses d'Eden à l'affaire. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le mauvais état économique du royaume rendait peut-être la tractation imprudente.

Cette crise a des causes multiples, que je n'ai pas ici l'intention d'étudier en détail. Il faudrait remonter trop loin et perdre de vue mon sujet. Certainement, la banqueroute de Teray a eu des effets prolongés. Le

1. *Corresp. politique*, t. 558, fol. 121.

2. *Ibid.*, n° 161, fol. 275 et suiv. (envoi, 19 novembre 1786).

deuil de la Cour, en 1774, a empêché beaucoup de ceux qui vivaient de commerce ou de fabrications de luxe d'honorer leurs échéances : les spéculations sur les terrains ont abouti à des pertes élevées. Mais, parmi les éléments qui ont affaibli l'industrie nationale, il en est sur lesquels il convient de s'arrêter quelque peu.

Le premier est que l'invasion des produits britanniques en France, dénoncée comme à redouter par les adversaires du traité, était depuis longtemps, en 1786, un fait accompli. Barthélemy y insiste et donne à diverses reprises des détails précis, que corroborent les propos des hommes politiques anglais et les renseignements recueillis directement à Versailles. L'engouement pour tout ce qui vient de Londres est indicible. On connaît la diatribe de Longuet : « *L'esprit des Lois*, les ouvrages encore plus universellement admirés ont fait naître parmi nous un enthousiasme épidémique pour les Anglais et tout ce qui sort de leur île. Les progrès de cette contagion ont été d'une rapidité effrayante. C'était d'abord leurs vers, leur Philosophie et leurs chapeaux que nous adoptions ; mais bientôt leurs mœurs, leur licence, leur esprit de murmure et de sarcasme, leurs usages mêmes se sont transplantés parmi nous. D'une admiration folle pour le plus absurde, le plus inconsistant, le plus orageux de tous les gouvernements, nous avons passé à l'envie forcenée d'imiter en tout les individus qui ont l'impudence orgueilleuse de s'en applaudir... Tout a été à l'Anglaise ; nous avons consacré un Temple dans notre capitale au directeur des tristes voluptés de Londres. M. Hall a eu un sanctuaire dédié sous son nom, comme s'il convenait, surtout à des Français, d'aller danser sous des auspices étrangers. » Écrite en 1770, elle garde sa valeur quinze ans plus tard. « J'entends vanter », écrit au *Journal de Genève*, en 1785, un professeur, Grenet, « de toutes parts l'habileté des artistes anglais et de leurs ouvrages : ce n'est qu'à Londres qu'on trouve des instruments de mathématiques bien faits, bien divisés. Je soutiens, moi, que nous avons en France des artistes aussi habiles et que la plupart des objets qu'on vend en France pour être de Londres sont, en effet, français... Tous les artistes, sachant que, sans examen, nous trouvons mauvais tout instrument sur lequel se trouve un nom français, préfèrent-ils de mettre sur tout ce qu'ils font London ou Ramsden... Il en est de même de tout, lunettes, télescopes. — Tous se font à Paris ; et, pour les vendre plus cher, on les baptise de Londres¹. »

Barthélemy se plaint du même excès. Pour lui, le roi a tort de ne

1. *Journal de Genève*, 1785, t. II, p. 505.

pas écarter cette foule de jockey qui osent s'approcher du trône. « Ce n'est pas en gilet et en culotte de peau que nous conserverons dans l'Europe notre ancienne prééminence... L'anglomanie avilit et détériore la nation française. Non seulement elle fait sortir beaucoup d'argent du royaume ; mais, comme les Français sont encore en possession d'inspirer à l'Europe entière leurs goûts, leur mode et leur opinion, il en résulte que, lorsqu'ils sont anglomanes, ils répandent partout l'anglomanie ; ils portent toutes les nations à rejeter nos productions pour rechercher celles de l'Angleterre¹. »

A la vérité, l'anglomanie n'explique pas tout : elle n'explique pas pourquoi, selon la lettre de Barthélemy datée du 9 août 1785, « à la dernière vente de la C^{ie} des Indes, les Français ont acheté près des 3/4 de toutes les mousselines qui y sont exposées² », ni pourquoi les sujets du Roi T. C. passent des ordres massifs pour avoir des laines, des fourrures, du fer, du charbon. Les importations en France ne portent point sur tous les articles. J'ai examiné une grande quantité d'inventaires de marchands parisiens, appartenant à la draperie et à la mercerie, sans rencontrer beaucoup d'étoffes réellement anglaises. Elles étaient trop chères pour être d'une vente facile. Ce que nos ancêtres demandaient à leurs voisins, c'étaient surtout des matières premières et des objets de luxe, destinés à la noblesse et à la haute bourgeoisie.

L'introduction des marchandises dans le royaume n'était pas, malgré les règlements prohibitifs et la surveillance de la douane, chose difficile. La contrebande était organisée avec une ampleur et une sécurité qui ne permettent pas de s'étonner des « fuites » du Blocus continental. On le savait à Londres comme à Versailles, et le Contrôle général, la Marine ne dissimulaient pas leur impuissance. Il ne servait à rien d'exiger des marques de fabrique : elles étaient apposées en beaucoup d'endroits comme Liège, Anvers. Si l'indication Leyde, Amsterdam ne prouve pas qu'un livre n'ait pas été imprimé à Paris, inversement, l'estampille d'une fabrique française n'empêchait pas un article d'être de provenance étrangère, et ce sera un des gros soucis des négociateurs de 1786 de formuler un système souple et efficace de garanties. Nul mieux que Barthélemy n'a dépeint la gravité de la situation dans un de ses entretiens avec Caermarthen : « Je lui ai demandé s'il était supportable que nous fussions inondés, à Paris et dans toute

1. *Aff. étr., Corresp. politique, Angleterre*, t. 556, fol. 242 et suiv. Voir aussi fol. 148 r^o.

2. *Ibid.*, t. 554, n^o 31, fol. 19.

l'étendue du royaume, de marchandises anglaises de toute espèce, au point de ruiner nos manufactures et notre commerce, d'épuiser notre numéraire, tandis qu'en échange nous ne vendions rien à l'Angleterre... Il m'a marqué sa surprise que les choses fussent au point que je le disais. Je lui ai répondu qu'il ne tenait qu'à lui de s'en assurer, et qu'il reconnaîtrait que, sans compter la contrebande directe qui se faisait d'ici en France, surtout par Dunkerque, la Flandre, la Hollande, l'Allemagne et la Suisse étaient d'immenses entrepôts de marchandises anglaises qui se répandaient par mille canaux jusque dans le cœur du royaume. Je lui ai cité avec détail. » Et encore : « On ne peut qu'être effrayé du degré auquel nous étions devenus les tributaires de cette nation. Des vaisseaux anglais, chargés des productions de son industrie, sortaient de la Tamise sous connaissements et pavillon étrangers et étaient admis avec une déplorable facilité ¹. » Rayneval, de son côté, s'exprime en ces termes : « Ce que je sais est que, dans l'ancien état de choses, la contrebande anglaise inondait la France, et qu'il n'existe aucun moyen coercitif de la repousser ². » A ses yeux, un des avantages du traité sera de substituer le commerce légitime à la fraude et d'accroître les rentrées du Trésor.

Le cas le plus connu est celui des voitures anglaises. L'ambassade de France à Londres est vite informée qu'une commande importante vient d'arriver. Caermarthen de lui-même précise que « son sellier lui avait appris, il y a quelque temps, qu'il avait eu commission de faire faire ici plusieurs centaines de fiacres pour Paris ³ ». L'exactitude du fait ressort d'une enquête, et la suite de celle-ci est l'arrêt du Conseil du 13 novembre 1785, interdisant à nouveau l'importation. Le préambule énonce que « le droit d'entrée sur les voitures est continuellement éludé, soit qu'on masque leur véritable origine en les faisant arriver par la frontière de Flandre, soit qu'on les introduise à la faveur de fausses déclarations de propriété, données par de prétendus voyageurs qui ne sont que les prête-noms de ceux auxquels elles sont destinées, soit enfin que le payement du droit de 30 % de la valeur et 10 sols par l. en sus soient rendus sans effet par des évaluations dérisoires... ».

Si la contrebande atteint à ce degré, ce n'est point seulement par anglomanie, mais par l'incapacité des clients à trouver en France la marchandise qu'ils désirent. N'oublions pas que les fabriques du royaume, à cette époque, vivaient surtout de l'exportation et que les

1. *Corresp. politique*, t. 554, n° 4, fol. 9 v° et sq. (5 avril).

2. *Ibid.*, t. 558, n° 48, fol. 86 (29 octobre).

3. *Ibid.*, t. 554, n° 4, fol. 10 r°.

sortes chères étaient destinées principalement à l'étranger. Or, les besoins, les goûts se modifient au XVIII^e siècle. Le coton progresse au détriment de la laine ; les étoffes d'ameublement prennent un rôle de plus en plus important, mais l'on tend à employer des lés de largeur moindre, et la qualité est moins recherchée que l'éclat des coloris ou la qualité des apprêts. Il ressort de beaucoup de témoignages que l'industrie française ne s'est pas adaptée aux exigences du temps, qu'elle est affaiblie par les excès de la concurrence, le manque de capitaux, et aussi des pratiques regrettables. Cette situation fâcheuse est due en partie au maintien de la réglementation colbertiste, qui plaçait au-dessus de tout la spécification des produits et la garantie des qualités. Roland et Barthélemy s'accordent à déclarer que les acheteurs d'Espagne et de Portugal désertent le marché de Picardie, dont les articles sont trop larges, trop beaux, trop chers, tandis que l'Angleterre s'adonne de plus en plus aux sortes communes et de grosse vente. Il est certain, de l'aveu des intéressés eux-mêmes, que l'état critique de la région du Nord vient de la faveur croissante accordée aux cotonnades, qu'on ne produit pas encore convenablement. Les interprètes des verreries de Bordeaux ne cachent pas que la mévente est déjà fort ancienne en 1786 : ce qui l'a déterminée, c'est le nombre croissant des verreries qui se sont fondées tout autour de Bordeaux, et dont la puissance excède de beaucoup les besoins : car, si l'on vend beaucoup de vins du vignoble, l'expédition, pour des raisons faciles à comprendre, s'en fait surtout en fûts, et, d'autre part, la fabrication de bouteilles « à l'anglaise », telles qu'on les préfère pour les vins de liqueur ou les Bourgogne, reviennent trop cher pour trouver sur place des débouchés suffisants.

Mais la politique gouvernementale, qu'elle soit de rigueur ou de facilité, n'est pas seule en cause. Les industriels, par désir d'un gain supérieur, ont pris de fâcheuses habitudes et consenti de coupables négligences¹. Dans les archives du quai d'Orsay figure la pièce qu'on va lire et dont le signataire, Delys, est bien informé : « Amiens semble être la seule ville que ce traité déconcerta : son commerce *était ralenti plus d'un an avant*. La liberté qu'on accorde aux étrangers d'introduire leurs étoffes en France fait augurer à ceux-ci un avenir malheureux ; mais les fabricants d'Amiens n'observent peut-être point que leur décadence serait fomentée par un vice qui s'est introduit dans leur manière de fabriquer et par la mauvaise foi de certains fabricants à faire teindre

1. Cf. BONASSIEUX, *Conseil de Commerce*, 464 a et passim.

et apprêter leurs étoffes. Quelques années de calamité, qui furent propères pour ces fabricants, les rendirent arrogants et de mauvaise foi... chacun trompa le plus qu'il put. [Pour] les pannes sur laine ciselées et unies et les pannes sur poil de chef, enfin toutes les pannes en général, dont les chaines étaient composées d'un nombre de fils limité selon le genre et la qualité par un ancien statut, on négligea toutes ces règles. Les fils, qui forment le velours des dites pannes, qu'on doit doubler pour employer dans toute panne..., furent employés simples; puis, dans les pannes sur poil de chef, où l'on ne doit employer que du poil de chef double pour en former le velours, on doubla un fil de laine avec un fil en poil de chef. Les étrangers qui avaient fait force emplette de ces étoffes s'en trouvèrent surchargés, à cause de leur cherté et de leur mauvaise qualité : de là sont résultées des faillites qui jetaient la consternation dans plus d'une province...

« Il se fabrique aussi dans les environs d'Amiens, de Breteuil, de Beauvais, plusieurs genres d'étoffes qui se vendent à la pièce comme blicourt, ou double croisé, ou serge de Rome, ou barracan, dont les aulnages avaient été statués à 21 aulnes par les anciens règlements, pour être réduits à 20 au retour des apprêts... ; il ne s'y trouve souvent que 17, 18, ou 19 aulnes.

« ... Il serait aussi très urgent d'interdire aux teinturiers l'usage de teindre en noir aucune étoffe, sans qu'au préalable elle ait été guédée(?), proscrire... tout faux teint de cramoi, de mordoré et de violet¹. »

Le dernier trait est intéressant à relever et nous servira d'épreuve pour la véracité du document. Il existe, en effet, aux Archives de la Seine, dans les cartons de la Juridiction consulaire, des inventaires de marchands d'étoffe. On y voit, sous le règne de Louis XVI, apparaître de plus en plus fréquemment la mention « bon teint ou grand teint » ; d'autre part, les prix des sortes varient selon les couleurs et les tons cramoi et violet sont en général plus chers que les autres. Enfin, une drapière parisienne donne comme cause principale à la cessation de son commerce le fait que son mari a été acheter pour elle des tissus à Amiens et en Picardie, qu'on lui a fait payer les prix des premières qualités qu'il demandait ; mais il y a eu tromperie sur la qualité des étoffes, et surtout sur la stabilité des teintures : d'où obligation de baisser les prix et perte d'une partie de la clientèle¹.

Il était fatal, dans ces conditions, que l'instrument de 1786-1787 pâtît de l'ambiance et fût impliqué dans les responsabilités de la crise.

1. *Corresp. politique*, t. 559, n° 4 (janvier 1787).

L'imagination populaire a, même de nos jours, besoin de totems pour concrétiser ses espoirs et ses peurs. Le traité Eden devint un de ces fétiches sinistres, véritables croque-mitaines, et, en 1859, il n'avait pas encore dégagé toute sa vertu maléfique.

Mais sa réputation détestable ne s'est pas faite toute seule. Certains ont aidé à l'accréditer ; et il est surprenant que personne (à notre connaissance, du moins) n'ait signalé de ces manœuvres. Il existe, à la Bibliothèque du quai d'Orsay, deux volumes, que G. Girard a bien voulu nous signaler. Le premier, marqué Rouen, 1788 (in-12), est, en réalité, la réunion sous une même reliure de deux recueils différents. Le premier comprend, avec un avertissement, les *Observations de la Chambre du Commerce de Normandie sur le Traité... entre la France et l'Angleterre*. Celles-ci, de beaucoup le factum le plus étendu que nous possédions sur la question et qui sont bien connues, sont la refonte et l'amplification de représentations plus courtes et plus sobres, rédigées quatre mois auparavant. La rédaction du mémoire n'a été faite qu'après envoi en Grande-Bretagne d'une délégation, dont la *Revue d'histoire moderne* a publié tout dernièrement le rapport. On s'est également beaucoup servi du travail de Roland de la Platière. C'est donc un document complexe, à la fois théorique et de circonstance, mais qui a été publié (ceci est essentiel) près d'un an après la conclusion du traité, alors que celui-ci (la Chambre de Commerce de Rouen semble l'ignorer) battait à très petite mesure. On n'y veut pas blâmer le roi, dont on loue, au contraire, « l'espoir d'en faire le gage d'une paix durable ». Pourtant on relève que, contrairement à ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, les intéressés de France n'ont été instruits du traité que lorsqu'il a été consommé, et c'est par déférence que les Rouennais ont différé l'impression de leurs doléances jusqu'à plus ample informé. Ils avaient même décidé d'attendre l'enquête que devait mener en Normandie l'un de leurs commissaires ; mais l'aggravation de la crise ne leur a pas permis une plus grande inertie. Un des méfaits qu'ils relèvent est l'introduction dans la province de semi-fabrics anglais qu'il suffit de finir sur place, ce qui prive de leur occupation une assez grande quantité de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, et malgré le ton pessimiste du pamphlet, la situation ne paraît pas si dramatique. On reconnaît que Louviers, Sedan, Abbeville sont en pleine prospérité : le premier centre ne peut même suffire à la demande nationale. L'Angleterre, il est vrai, emploie

1. La question des teintures appellerait une étude. L'importance du problème est marquée par l'attention avec laquelle le Conseil de Commerce suit les travaux de Berthollet.

maintenant, comme la France, des laines d'Écosse et, quand elle voudra... Mais il n'apparaît pas qu'elle veuille encore. Évreux a trois fabriques, dont deux en pleine activité ; la troisième périclité, mais par manque de capitaux : « Les fabriques [d'Elbeuf] offrent, au premier aspect, un état de prospérité qui séduit ; mais elles n'ont pas la ressource de trouver, comme les fabriques anglaises du même genre, d'excellentes laines nationales à bon compte... Nous estimons que, dans les draps ordinaires..., les fabriques d'Elbeuf ne *pourront* soutenir la concurrence des draps de Leeds... Les fabricants d'Elbeuf ont plus de confiance dans leurs draperies plus fines ; mais, pour peu qu'ils négligent les moyens d'en modérer les prix, celles des Anglais les *supplanteront*¹. » Darnétal a subi de grosses pertes ; mais la raison en est l'abandon du Canada. Les Andelys ne vendent plus leurs casimirs ; mais les ratines gardent leur vogue. La production de Vire a passé de 26,000 à 8,000 pièces par an ; mais la faute en est, d'une part, à la ruine de notre empire colonial, et aussi aux progrès du luxe, qui font dédaigner les sortes trop communes. On pourrait multiplier les exemples : on n'ajouterait rien à cette impression, qui ressort des textes cités, que la Chambre présente un tableau très noir de la situation, mais qu'elle ne prouve nullement l'influence exclusive du traité sur la gravité de cet état de choses. La conclusion, toute naturelle, c'est que le commerce et l'industrie du royaume ont besoin pour se relever à la fois de secours en argent et de réformes législatives dans le sens de la liberté ; les intéressés — on est à la veille de la convocation des États généraux — demandent à être consultés désormais par le gouvernement sur tous les points qui touchent à leurs affaires.

A ces observations succède une lettre anonyme, datée du 12 février 1788, à la dite Chambre de Commerce pour la féliciter de son étude et lui faire espérer satisfaction. L'auteur ajoute que des mesures conformes avaient été présentées par lui au ministère avant la conclusion du traité. « On lui avait dit, écrit, répété avec force *qu'il fallait oser rendre soutenable et même avantageuse la concurrence qu'il croyait devoir permettre*. Il en avait reconnu la nécessité... et ces mesures que vous rappelez... avaient été adoptées comme indispensables. » « La suspension que l'Assemblée des Notables a portée dans toutes les affaires et

1. *Lettres*, p. 8. Il y a entre les deux un *Plan d'une Banque Nationale*. Celui-ci est également joint aux *Observations de la Chambre de Commerce* dans la brochure in-8° V 48244, de la Bibliothèque nationale ; il manque dans la brochure in-4° Vz 626, et il est imprimé à part. Les *Observations* de la Chambre ont donné lieu à diverses critiques, notamment de Leture, pour les blondes de Caen (Cf. BONNASSIEUX, *Conseil de Commerce*, 464 a).

les fréquents changements dans le ministère en ont malheureusement retardé l'exécution. Véritable plaidoyer pour l'œuvre de 1786-1787, le document a été écrit par Dupont de Nemours¹. De ton très modéré, très objectif, il constitue une source historique de premier ordre ; il nous précise l'anarchie administrative qui règne en France dès le début de 1787 et nous révèle notamment que les services de la Ferme ont, délibérément, abaissé les droits d'entrée prévus et facilité, par suite, l'invasion des produits britanniques. Il dégage également comme capitaux ces deux faits que Vergennes est mort, que Calonne est parti au moment où tout un plan de redressement économique allait être mis en action et où un Comité restreint, présidé par Fourqueux, allait prendre en mains cette offensive.

Mais ce que Dupont ne nous révèle pas, c'est que les *Observations* de la Chambre de Normandie ont été en grande partie provoquées par un de ses collègues et ennemis, le conseiller d'État Boyetet, inspecteur général, directeur du commerce. Lui aussi a réuni en volume et fait paraître ultérieurement (1789) un *Recueil de divers mémoires relatifs au traité de commerce avec l'Angleterre*, faits avant, pendant et après cette négociation². L'auteur a été commissaire général du commerce, avant d'être inspecteur général-directeur. Une grave maladie lui interdit longtemps toute activité, et il ne put guère intervenir avant la réunion des États généraux. C'est à un des députés nouvellement élus qu'il adresse son factum, et pour n'être pas compromis avec les hommes du traité Eden. C'est surtout d'avec Dupont qu'il entend se désolidariser. Dans les premières pages, il se pose en adversaire de celui-ci, en pur qui n'a jamais incliné vers l'Angleterre. M. de Calonne ayant chargé les deux hommes d'étudier les questions relatives au projet de traité, « Boyetet prit la parole et... dit : Monsieur, vous nous avez chargés de travailler sur le Traité de Commerce... et de le faire, chacun de notre côté, sans nous communiquer nos idées. Nous vous apportons notre travail, vous verrez que nous nous sommes exactement conformés à vos ordres, car nous avons exactement pris le contrepied l'un de l'autre... Au reste, dans une matière de cette importance, je ne crois pas que l'Administration ose prendre sur elle d'aller en avant et de rien décider sans consulter la Nation, c'est-à-dire les

1. Le nom est ajouté à la main sur l'exemplaire du quai d'Orsay ; le Catalogue imprimé de la Bibliothèque nationale fait figurer l'opuscule parmi les œuvres certaines de Du Pont.

2. Versailles, Baudouin, 1789, in-12. Le nom de Boyetet, n'apparaît ensuite ni dans les almanachs, ni dans les biographies, ni dans les tables ou index que nous avons consultés.

Places et Chambres de Commerce et les Provinces qui... peuvent y avoir plus d'intérêt¹ ».

Langage qui sent à plein nez son 1789, et dont l'exactitude est suspecte. Mais, ce qu'il faut en retenir, c'est que Boyetet se pose, agit en chef de la résistance. Avec lui, c'est l'opposition installée dans les bureaux du Contrôle général. Calonne, qui, visiblement, ne l'aime pas, use avec lui de propos polis, lui demande des rapports qu'il ne lit pas, l'écarte des Comités et des débats. Boyetet conçoit de ce traitement une irritation profonde, qui aggrave sa jalousie à l'égard de Dupont; il n'en continue pas moins son travail de sape, et, dès la chute de Calonne, cherche à conquérir l'esprit de l'archevêque de Sens, de Villedeuil et de Lambert, les contrôleurs généraux successifs. Il compare² « la position de la Nation à celle d'un homme qu'on aurait saigné des quatre membres, auquel on administrerait des remèdes soporifiques qui produiraient l'effet de le laisser épuiser et s'éteindre sans s'en apercevoir. Tel a été exactement l'effet de ce funeste traité que le Gouvernement a contracté sans daigner consulter la Nation... Non contents d'avoir sacrifié et livré la Nation à l'Angleterre, ils (les auteurs) ont fait tous leurs efforts pour lui en imposer et l'induire en erreur sur les véritables effets de cette funeste opération ». Puisqu'on ne veut pas l'entendre, il s'est tu et « pouvait le faire sans inconvénient parce que, *ayant pris ou m'étant fait donner* la commission de présenter à l'Administration toutes les réclamations des Provinces sur les effets affreux de ce traité, j'étais bien assuré de le faire de façon à lui en faire sentir toutes les conséquences et la nécessité de venir à leur secours³ ». Il répète un peu plus loin qu'il s'est chargé « de faire valoir et appuyer » toutes les plaintes et s'est formé un département séparé et indépendant⁴. Dès le premier jour, il réclame la consultation des Chambres de commerce et entre en rapports avec elle. Il écrit à l'intendant de Rouen de s'aboucher avec les compétences les plus averties, afin de recueillir leurs observations, et cette lettre devait servir de prototype aux questionnaires qui seraient envoyés dans les autres généralités⁵. Le traité signé, il agit derechef, « en présentant à l'administration tout ce qu'on a trouvé d'intéressant dans le travail des Administra-

1. P. 15. Cf. A.F. étr., *Corresp. politique*, vol. 555, n° 35, fol. 63 (lettre de Du Pont du 23 janvier 1786).

2. P. 1.

3. P. 2.

4. P. 6 et 7.

5. P. 94-96.

tions provinciales de Normandie, Picardie et autres¹ ». C'est sur son initiative qu'on a décidé d'établir un Bureau d'encouragement à Rouen, de lui faire un don de cent mille écus, de faire la même chose à Amiens en lui donnant 180,000 l. Grâce à Boyetet, il suffisait de crier pour recevoir. On laisse à penser s'il se trouva des crieurs. Il est vrai que la détresse du Trésor et le changement de ministère vinrent interrompre ces largesses. Mais les quémandeurs ne le surent pas tout de suite ou ne voulurent pas y croire.

Boyetet avait une autre idée en tête : celle d'organiser une sorte de vaste pétitionnement des Chambres de commerce pour demander au gouvernement de participer à l'étude et à la solution des problèmes qui les touchent. On provoquerait des discours, des motions, l'invitation à tous « de s'imposer la loi de n'acheter, ni consommer, ni de faire de commerce direct ni indirect de marchandises anglaises et de regarder comme mauvais citoyen et de ne pas souffrir dans leur corps quiconque, sans exception, n'embrasserait pas le même parti¹ ». « La Chambre de commerce de Lyon serait la plus propre à donner cet exemple », qui « sera suivi avec rapidité par les Chambres de commerce de Normandie et de Picardie » ; « il sera aisé de (les) faire agir sous main ». « Ces vues... finiront par être embrassées avec enthousiasme par tout le Royaume. Quand la fermentation occasionnée par les Chambres de commerce de Lyon et de Rouen aura commencé à ébaucher les esprits dans le Commerce, il sera aisé de se concerter avec les meilleures têtes de chaque corps de Marchands de Paris, de celles qui ont le plus d'influence sur l'esprit de leurs confrères. On les mettra bien au fait..., on se mettra d'accord avec eux sur la marche qu'ils doivent tenir pour assurer le succès³. »

Nous voici en présence d'une conception singulièrement moderne, syndicaliste et révolutionnaire, des devoirs d'un directeur de ministère. L'idée d'une sorte de Conseil national économique, qui s'exprime, d'ailleurs, en plusieurs ouvrages, est intéressante. Mais nous sortirions de notre tâche en allant dans cette direction. Nous en avons assez dit pour permettre à nos lecteurs de comprendre et d'apprécier les véritables effets du traité Eden.

LÉON CAHEN.

1. II, 29-34.

2. *Ibid.*, p. 72.

3. *Ibid.*, p. 76.

LA DOCTRINE
ET
LA CONDUITE D'UN ÉVÊQUE CONCORDATAIRE
CI-DEVANT ASSERMENTÉ
SAURINE

Dans la longue et délicate négociation d'un nouveau Concordat¹, le pape avait fini par accepter, au bout d'un an de résistance², cet article capital : qu'il consentirait à instituer des constitutionnels et, par voie de conséquence sinon par principe, à abandonner la distinction entre « bons prêtres » et « intrus ». La concession du souverain pontife était un gage du rétablissement de la paix. Elle s'accompagnait de conditions : il allait de soi que les candidats éventuellement proposés par le Premier Consul devraient se « réconcilier » avec l'Église dans son chef avant de recevoir l'institution canonique³. Mais la forme même de cette réconciliation demeura le secret de Caprara jusqu'au mois d'avril 1802⁴. Le 19 germinal an X (9 avril 1802), Bonaparte signait les premières nominations épiscopales et archiépiscopales⁵.

I

Parmi les dix constitutionnels de la première « fournée » figurait

1. Deux études viennent d'apporter aux renseignements groupés par Boulay de La Meurthe (*Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège en 1800 et 1801*, 6 tomes. Paris, 1891-1905), ou interprétés par le même auteur (*Histoire de la négociation du Concordat*. Paris, 1920), à la fois un complément de documentation et un point de vue nouveau. Ce sont les thèses de André Latreille, *Napoléon et le Saint-Siège, 1801-1808, l'ambassade du cardinal Fesch à Rome*. Paris, 1935, et de Jean Leflon, *Étienne-Alexandre Bernier, évêque d'Orléans, 1762-1806*. Paris, 1938, 2 vol., auxquelles nous recourons souvent.

2. Boulay de La Meurthe, *Documents*, t. IV, p. 305-306. Consalvi aux Nonces, Rome, 28 novembre 1801.

3. Entretien de Caprara et de Bonaparte, 30 mars 1802 (Leflon, t. I, p. 268-269).

4. Le texte des instructions pour Caprara relatives aux constitutionnels (Rome, 1^{er} décembre 1801) se trouve dans Boulay de La Meurthe, *Documents*, t. IV, p. 328-335.

5. Boulay de La Meurthe, *Documents*, t. V, p. 461-463.

Saurine, ci-devant évêque de Dax, ou plus exactement des Landes, démissionnaire. Nommé à Strasbourg, il figurait à une place modeste, au milieu de la liste : à cette place modeste, l'histoire, depuis, a cru devoir le maintenir. Les documents officiels, il est vrai, ne renseignent guère sur les raisons de ce choix : « De l'esprit et des connaissances », écrit le rédacteur des propositions de l'an X¹, en notant que ce candidat réside alors à Paris. Envoyer un constitutionnel dans l'Alsace fidèle aux « bons prêtres », très longtemps soumise à l'autorité de Rohan, le cardinal-collier², et de Neveu, l'évêque de Bâle, était-ce une inadvertance dangereuse, le fruit de l'indifférence administrative? On nous accordera que toute l'histoire du Concordat proteste contre cette explication mesquine, mieux, toute l'histoire du Consulat. Il doit s'agir de l'application particulière de deux règles politiques du nouveau régime : 1^o celle du dépaysement des fonctionnaires ; 2^o celle de l'oubli officiel. Le ci-devant assermenté du sud-ouest devait prendre la première place dans un diocèse du nord-est où les ci-devant réfractaires l'avaient emporté, non sans éclat, même sous le régime de nivôse an VIII³. Et vice-versa⁴.

Bernier, d'autre part, avait sans doute remarqué l'attitude de cet évêque constitutionnel qui soutenait si franchement la politique religieuse de Bonaparte. D'Oloron⁵, Saurine avait écrit⁶, le 5 juin 1801 : « La chose la plus essentielle, celle qui doit nous occuper avant tout autre, est la paix de l'Église, la réunion des esprits. Le moyen sans lequel il est impossible d'y parvenir, c'est notre réconciliation avec le pape, et cette réconciliation sera encore plus éloignée, beaucoup plus entravée par un concile tenu sans son agrément préalable et bien ex-

1. Arch. nat., AF IV, 1044. Cultes, ans VIII-XI, Candidats à l'épiscopat, première liste an X.

2. Les archives du Vatican nous révèlent que Rohan tint secrète le plus longtemps possible la démission qu'il avait donnée pour la rive gauche : sa lettre du 28 novembre 1801 à Consalvi nous apprend que Caprara approuva cette tactique (Epoca Napoleonica, Francia, III, f. 3).

3. Nos conclusions générales sur ce point sont encore manuscrites. Félix Schaedelin ne fait qu'effleurer la question (*L'émigration révolutionnaire du Haut-Rhin*, première partie. Colmar, 1937, p. 62 et suiv.).

4. Montaut des Isles, ancien évêque constitutionnel de la Vienne, allait passer à Angers ! Et Falloux devait plus tard évoquer son souvenir avec une considération pleine de respect (*Mémoires d'un royaliste*. Paris, t. I, 1925, p. 7-8).

5. Saurine avait été transféré au siège d'Oloron en 1798. Il n'avait jamais été « installé », mais avait résidé à Oloron à partir de 1800 (*Annales de la religion*, t. XII : semestre de novembre 1800).

6. A qui? Pisani, *Répertoire de l'épiscopat constitutionnel*, p. 438-439, ne le dit pas. Saurine s'abstiendra de paraître aux conférences de Notre-Dame (*Ann. de la religion*, t. XIII).

près¹. » Enrôler Saurine, qui passait tantôt pour le confident, tantôt pour le rival de Grégoire, c'était s'assurer des bonnes dispositions de nombre de constitutionnels. Enfin, Saurine avait appartenu à cette fraction modérée des assemblées révolutionnaires vers laquelle penchaient les préférences consulaires². Quelques amitiés réchauffées jouèrent sans doute de ces arguments, celle du général Lefebvre, par exemple³.

Dans l'épisode de la « réconciliation » (15 et 16 avril 1802), aujourd'hui bien connu⁴, le nouvel évêque de Strasbourg adopte la même attitude que Le Coz, Reymond, Lacombe, Primat et Belmas. Il se refuse aux conditions posées par le légat, car elles ne signifient pas autre chose qu'une rétractation du passé. Il signe bien la lettre rédigée par Portalis⁵, mais il décline toute rétractation orale et refuse le décret d'absolution préparé pour lui : dans sa déposition du 22 avril, Bernier, qui s'est déjà singulièrement avancé en garantissant par sa signature la résipiscence des cinq⁶, n'ose pas parler de ce décret personnel d'absolution, — preuve négative, mais suffisante.

Quand une polémique inopportune dévoile le subterfuge de Bernier⁷, Le Coz (Besançon) et Lacombe (Angoulême) ne sont pas les seuls à protester contre une pseudo-rétractation. J'en trouve la preuve dans un fait jusqu'ici inédit, la divulgation⁸ dans le Haut-Rhin d'un « pamphlet allemand » qui joint, à la traduction de la lettre bien connue adressée par Le Coz à Codet, celle d'une sorte de communiqué du chef du diocèse : « M. Saurine, y lit-on, notre évêque de Strasbourg, n'a aucune connaissance d'une abjuration ni d'une pénitence. Aucun prêtre fidèle ne se laisserait imposer chose semblable par une autorité ter-

1. Saurine figure bien entendu sur la première liste d'évêques constitutionnels démissionnaires communiquée par Bernier à Talleyrand, le 20 vendémiaire an X, 12 octobre 1801 (Boulay de La Meurthe, *Doc.*, t. IV, p. 151-152).

2. Aug. Kuscinski, *Dictionnaire des Conventionnels*. Paris, 1920.

3. Nous en retrouverons les témoignages. Elle devait dater de 1799 (nomination de Lefebvre au commandement de la garde directoriale). — Duvoisin, grand vicaire de Laon, prévu à Strasbourg par Bernier en février, avait cédé la place à Saurine, dans une note du Premier Consul, dès le 15 mars. Boulay, t. V, p. 200-208.

4. Lire le récit de Leflon, t. I, p. 260-291.

5. « ... sincero corde profiteor me constitutionem, ut aiunt, civilem cleri gallicani ultro deserere, novae conventionis inter sanctitatem vestram et gubernium gallicanum initae me dispositiones et articulos admittere et admissurum, profiteri et professurum, veramque sanctitati vestrae ac successoribus ejus obedientiam servaturum... »

6. Primat, Leblanc-Beaulieu, Perier, Le Coz, Saurine (Leflon, t. I, p. 287).

7. Après le discours du Pape en consistoire, 24 mai.

8. Très restreinte, par suite de l'intervention de la police.

restre quelconque. Ceux-ci restent fermes comme ils l'ont toujours été, et les autres voudraient bien aussi dans ce moment être de leur côté, pour partager la victoire avec eux. Sans doute, l'une des parties devrait abjurer ses principes et faire pénitence, parce que, sans contredit, ils contiennent un schisme. Comme M. Saurine et ses semblables n'ont pas été obligés de s'y soumettre, il s'ensuit que leur cause est juste, il s'ensuit... Caprara lui-même, le légat pontifical, célébra le jour de Pâques, à Paris, la messe avec les jureurs et lui aussi a prêté serment à la Constitution, aux lois et aux usages de France, il s'ensuit... Vive le triomphe de la vérité sur tous ses ennemis¹ ! »

Saurine, comme Le Coz et quelques autres, fait dès lors figure d'intrus aux yeux du Pape, dont la bonne foi a été surprise. Pas plus qu'eux il ne demande, il ne reçoit ses bulles. La réconciliation n'a pas eu lieu : situation sans précédent !

II

Saurine n'a pas joué, dans la courte crise de 1802, un rôle de premier plan. Dès le lendemain de l'installation, au contraire, les péripéties administratives de son diocèse font émerger de l'ombre une figure des plus originales. Elles illustrent les principes auxquels un évêque concordataire, ci-devant constitutionnel, janséniste sans doute, légiste de formation, gallican à coup sûr, s'est fermement tenu en leur donnant l'expression la plus nette. Que tel prélat constitutionnel ait été l'objet d'une étude monographique, nous le savons². Mais ceux qui ont abordé le personnage ou qui ont résumé le système des anciens assermentés l'ont fait avec une partialité plus ou moins involontaire qui ôte toute valeur à leur analyse³. Pour eux, en somme, le constitutionnel professait encore après 1802, comme avant, des doctrines anticatholiques ; il n'était, d'autre part, qu'un valet du gouvernement⁴. Nous

1. Arch. du Haut-Rhin, série V, liasse 24. Personnel des desservants, plaintes, 1801-1813. La dénonciation du commissaire de police, datée du 14 prairial an X (3 juin 1802), incrimine Tessier, prêtre à Ammerschwihr.

2. Pour Le Coz, voir A. Roussel, *Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine et archevêque de Besançon*. Paris, 1898. — Pour Périer, Albert Durand, *Un prélat constitutionnel, Jean-François Périer*. Paris, 1902. — Pour Primat, J. Birot, *Claude-François-Marie Primat*. Lyon, 1909. — Pour Belmas, L. Mahieu, *Mgr Belmas*. Paris, 1934, 2 vol. — Pisani a donné en 1907 un utile *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel*.

3. Exemple le gros ouvrage de XIX-669 p. in-8° sur Périer, qui simplifie le portrait : avant la rétractation, un esprit détestable, — après, un homme respectable ; « le triste Gobel », etc. — Il faut noter que les auteurs en question sont pour la plupart des prêtres du XX^e siècle.

4. Sur le premier point, voir encore Leflon, II, p. 163 ; sur le second, L. Pfleger, *Lexikon für Phologie und Kirche*, article Strassburg : les deux à propos de Saurine précisément.

croions avoir trouvé de tout autres conclusions à tirer des documents d'archives, particulièrement de ceux de l'évêché de Strasbourg¹, de ceux du Vatican², de ceux de la Société des Amis de Port-Royal³.

Saurine prit possession de son évêché le 4 juin 1802. Pourvu de l'institution canonique le 29 avril, il s'était empressé, dès le même jour, d'avertir le préfet du Bas-Rhin et le maire de Strasbourg de sa prochaine arrivée⁴ : « Les dispositions que j'apporte, avait-il écrit, sont le sincère amour de la paix, une parfaite impartialité, un grand désir d'opérer le bien, de remplir les intentions du chef de l'Église et celles de notre gouvernement..., la volonté bien constante de réunir les esprits trop longtemps divisés », d'employer « tous les hommes de mérite, quelles qu'aient été leurs opinions, dès qu'ils seront véritablement soumis aux lois, à la nouvelle convention, au Concordat qui doit ensevelir dans le plus profond oubli les dissensions passées, pour l'avantage de la religion et de l'État et pour le bonheur du peuple... ». Programme orthodoxe, démarqué, pour ainsi dire, de la fameuse circulaire adressée naguère par Lucien Bonaparte aux préfets. L'évêque, cependant, avait reçu deux réponses assez différentes, non de ton, mais de contenu : « Venez promptement parmi nous, avait répliqué Laumond (le 14 floréal, 4 mai)... En général, les habitants sont bons, francs, observateurs des lois, religieux sans fanatisme et je peux vous assurer que, malgré la diversité de leurs opinions, ils n'ont jamais eu d'éloignement réel que pour ce qui est essentiellement pervers et immoral. » Évoquant leur collégialité au Conseil des Cinq-Cents, Hermann avait affirmé, le 15 floréal : « Vous ne douterez pas, citoyen évêque, du plaisir que m'a fait votre nomination, quoique je ne me dissimule pas les difficultés que vous rencontrerez d'abord dans l'exercice de vos fonctions. Mais vous les surmonterez par la sagesse qui vous a fait toujours respecter de tous les partis... » Vers le même temps, Oberlin — un des notables intellectuels du Strasbourg protestant, avec Hermann — confiait à Grégoire : « Tout le monde, excepté les ultramontains, sont ré-

1. Consultés grâce à l'autorisation bienveillante de Mgr Ruch et à l'obligeance de M. le chanoine Fritz.

2. Arch. du Vatican (Archivio segreto della Santa Sede), Epoca napoleonica Francia, I (Notizia Intrusi), II (Affaires religieuses de France), III (Démission des évêques), IV (Evêques constitutionnels), XIII (Id., Memoria sopra la condotta di alcuni Vescovi costituzionali) et XVIII (Réconciliation des évêques constitutionnels en 1804-1805). En cours de reclassement.

3. Papiers laissés par Grégoire et dont l'accès nous a été aimablement facilité par M^{lle} et MM. Gazier.

4. Arch. de l'évêché de Strasbourg, dossier personnel de Saurine.

jouis de la nomination de M. Saurine et de M. l'archevêque de Besançon¹... »

L'installation. — L'accueil de Strasbourg annonça l'union tant souhaitée. Rendant compte à Portalis de toutes les cérémonies, le préfet résumait, le 19 prairial an X (8 juin), le discours prononcé par l'évêque et ajoutait qu'il avait obtenu « tous les suffrages » et qu'on l'avait écouté avec d'autant plus d'intérêt que, depuis plus de deux siècles, on n'avait vu aucun évêque monter en chaire² dans cette cathédrale³. S'adressant particulièrement aux autorités, Saurine avait rappelé quelques « réflexions sages sur les immuables décrets de la Providence qui, en permettant les révolutions politiques, font naître, croître et tomber successivement les empires », — la dette de la République envers « le nouveau Cyrus » qui ramène la paix, — les commandements de l'Évangile sur la charité chrétienne, la nécessité pour les prêtres catholiques de se montrer tolérants envers les sectateurs des différentes religions. Tout cela dans le style le plus général. La seule phrase un peu directe (p. 12) mettait en garde contre les excès de zèle : « Dieu vous ordonne de rejeter et de maudire celui qui vous prêcherait un autre évangile que celui de la charité et de la fraternité, serait-il un apôtre, serait-il un ange descendu du ciel⁴... » Portalis mettait sous les yeux du Premier Consul les détails de l'installation et « l'excellent discours » de l'évêque⁵, il voyait avec plaisir « l'heureux concert » établi dès la première heure entre Saurine et les autorités locales.

Euphorie de courte durée. Saurine héritait d'une situation difficile sur laquelle il n'avait presque aucune information préliminaire. Transplanté de Béarn en Alsace, il n'avait aucune connaissance de l'allemand, *a fortiori* du dialecte, aucune connaissance du pays. Successeur officiel du célèbre cardinal de Rohan — d'un évêque qui peut encore porter le titre d'évêque de Strasbourg, puisqu'il conserve la juridiction sur la portion de l'ancien diocèse située sur la rive droite du Rhin —

1. Bibliothèque de la Société des Amis de Port-Royal, 3 floréal an X, 17 mai 1802.

2. Laumond aurait même pu parler de trois siècles. On sait en tout cas que les Fürstenberg et les Rohan se désintéressent du diocèse. S'orienter avec Rodolphe Reuss, *Histoire de Strasbourg*. Paris, 1922, p. 256 et suiv. et 426-427.

3. Arch. Év. Strasbourg, dossier personnel, lettre de Laumond à Portalis (copie).

4. Arch. Év. Strasbourg. Un exemplaire en français et en allemand. *Discours d'installation tenu par M. l'Évêque de Strasbourg à la cathédrale, en présence des autorités civiles et militaires, le 27 prairial an X (16 juin 1802)*. Strasbourg, in-8°, 18 p.

5. Arch. Év. Strasbourg. Registre des écrits du Gouvernement, an X-1811. Lettre de Portalis à Saurine, 3 messidor an X, 22 juin 1802.

d'un évêque qui réside à quelques lieues du Rhin depuis le début même de la Révolution et qui y résidera jusqu'à sa mort (17 février 1803), Saurine rencontre l'hostilité des fidèles du cardinal. Dans un long mémoire non daté¹, Laumond avouait naguère que le ci-devant cardinal de Rohan influait encore sur la conduite du clergé : « *il règle par agents intermédiaires tous les points de discipline*, nomme les curés, décide les cas de conscience et jouit par conséquent d'une autorité réelle... et l'on a dû jeter un voile d'indulgence sur l'irrégularité de ces communications spirituelles² ». L'effacement, puis la démission (1796) de l'évêque constitutionnel Brendel, les possibilités ouvertes sur les frontières par chaque retour à une politique « modérantiste » avaient affermi les « bons prêtres » dans le Bas-Rhin. Bref, les années 1800 et 1801 avaient été marquées, sous le patronage de Laumond à Strasbourg et surtout de Harmand à Colmar, par une véritable offensive des ci-devant réfractaires ; à dire vrai, comment n'auraient-ils pas eu l'impression de triompher dans le régime de nivôse ? La portion française du « ci-devant diocèse de Strasbourg » ne comptait, depuis 1801, qu'une douzaine de constitutionnels. Le Haut-Rhin, dans lequel une hiérarchie nouvelle s'était maintenue, et même réorganisée en 1798, en comptait, lui, environ 150³. En résumé, plus de lutte religieuse dans le Bas-Rhin, où les anciens insermentés ont leurs coudées franches, une atmosphère de bataille dans le Haut-Rhin, et des positions plus agressives adoptées par suite, de part et d'autre.

Tout s'était bien passé, le 4 juin 1802, pour deux raisons. D'abord l'abbé Colmar, le chef le plus écouté des réfractaires strasbourgeois, avait prêché la soumission au nouvel évêque⁴. Ensuite, et nous croyons

1. Arch. nat., F19 349, dossier n° 4. « Prêtres. Opinion religieuse. » De rédaction antérieure à l'ouverture officielle des pourparlers entre Paris et Rome.

2. *La grande fuite de décembre 1793 et la situation politique et religieuse du Bas-Rhin de 1794 à 1799*, de Rodolphe Reuss. Strasbourg, 1924, fournit les éléments d'un historique de ces « communications ».

3. Arch. nat., F19 866. « État nominatif des ministres du culte catholique du Bas-Rhin les plus distingués par leurs qualités personnelles. Ministres du culte qui ont prêté le serment de 1790, dits constitutionnels », par Laumond, 14 thermidor an X, 2 août 1802. — *Documents pour servir à l'histoire religieuse en Alsace pendant la Révolution*. Mulhouse, 1859.

4. Arch. nat., AF IV 1044, Cultes, ans VIII-XII. Colmar « a été nommé évêque [à Mayence] en considération de la conduite qu'il avait tenue à Strasbourg lorsque l'évêque constitutionnel Saurine y fut installé. Les prêtres non assermentés qui sont dans ce pays le plus grand nombre refusaient de reconnaître Saurine. L'abbé Colmar, qui avait une grande influence, monta en chaire, prêcha la soumission et rétablit la paix ». — Laumond, dans une lettre à Portalis, s'explique plus longuement sur cet épisode, qu'il place au 5 floréal an X, 26 avril 1802 (Arch. nat., F19 349, dossier n° 2). — Le départ de l'abbé Colmar pour Mayence a suscité

que ceci explique cela, à considérer l'âge, la nomination du constitutionnel Saurine masquait une retraite, honorable, sinon confortable : il avait soixante-neuf ans sonnés¹, il régnerait, mais ne gouvernerait pas, il ne générerait pas. Mais le quasi-septuagénaire devait, malgré ses plaintes et ses accrocs de santé, conserver le goût d'administrer, la force aussi — d'où les orages qui vont l'assaillir périodiquement jusqu'en 1807 et même jusqu'en 1810-1811.

Les attaques contre la nouvelle organisation. — Entre thermidor X et thermidor XI (juillet 1802-juillet 1803), une opposition radicale, je ne dis pas à l'évêque ci-devant constitutionnel, mais au Concordat et même à l'ensemble des lois constitutionnelles de la République, persiste dans une partie du clergé. Le desservant de Boersch (B.-R.) se refuse à faire entonner le *Domine, salvam fac rempublicam* et « affiche un mépris pour les lois et le gouvernement en toute occasion, etc.² » Celui de Wittelsheim (H.-R.) déclare à tout venant que le Concordat n'a pas été un acte libre de la part du Pape. Des prêtres du canton d'Altkirch se réjouissent du retour de la guerre, en 1803³. Deux ecclésiastiques de l'arrondissement de Belfort prêchent contre les acquéreurs de biens nationaux⁴. Un ancien capucin rejette la hiérarchie nouvelle⁵. Mais voici les deux attitudes les plus caractéristiques. Celle d'Ernst à Watwiller et de Heymann à Sainte-Croix-en-Plaine (H.-R.), d'abord : ils n'ont aucun pouvoir de Saurine, ils n'en voudraient d'ailleurs pas. « Ils n'admettent point le Concordat ; ils ne se sont jamais présentés pour prêter le serment ni même pour être reconnus prêtres du diocèse... Ils nous traitent, le Pape et moi, d'intrus, ils ne nous reconnaissent en rien ni pour rien » ; ils se disent eux-mêmes chefs de l'Église⁶. Quant au curé de Landser (H.-R.), il poussera l'opposition si loin que son évêque lui adressera, le 29 juillet 1803, un ques-

toute une littérature panégyrique, collections alsatiques Heitz, bibliothèque universitaire et régionale de Strasbourg.

1. Pisani place par erreur sa naissance en 1735.

2. Arch. Év. Strasbourg. Registre de correspondance de l'Évêché, 27 prairial an X-2 messidor an XI. Lettre du 8 pluviôse, p. 250.

3. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance avec le gouvernement, 1803-1805, p. 29-31.

4. Arch. dép. Haut-Rhin, V, 4. Culte catholique. Personnel avant le Concordat. Le préfet à Fouché, 12 thermidor an X.

5. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance (27 prairial an X et suiv.). 12 fructidor an X, p. 103-104.

6. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance de M. l'Évêque avec le préfet du Haut-Rhin, 1806-1813. Lettre du 7 novembre 1807 (avec historique), p. 49-50. — Arch. dép. Haut-Rhin, série V, 24.

tionnaire précis en quinze points, qui englobe tout le système des « fanatiques », comme les appelle Saurine. Isolons quelques-unes des interrogations : (la 8^e) « regardez-vous le Concordat comme une loi de l'Église et de l'État qui mérite toute notre soumission? » — (la 12^e) « qui est celui que la Providence et l'Église ont envoyé dans ce diocèse pour le gouverner? » — (la 13^e) « à qui devez-vous vous adresser d'abord quand vous avez des doutes en matière de foi ou de discipline? » etc.¹ Le *Lama du parti*² répondra si peu clairement que Saurine l'interdira « de toute fonction pastorale pendant six mois », en attendant les ordres du gouvernement (an XII, avant thermidor).

Le pays de Cernay, le pays du Sundgau, celui de Colmar enfin, voilà les centres d'opposition, tous dans le Haut-Rhin, avec lesquels Saurine doit surtout compter³.

La « rétractation » et l'instruction de Saurine. — Hostilité au Concordat et à la République restée fidèle aux principes révolutionnaires, méfiance instinctive vis-à-vis d'un ancien « schismatique », colère devant un libéralisme confessionnel jugé excessif — tels sont les mobiles très généraux de ces fanatiques⁴. Mais l'histoire même du Concordat alimente cette opposition ; elle lui fournit un motif extrêmement précis et fort, celui de la *rétractation*. Le 18 juin déjà, un certain Beck écrit à un personnage important de l'Église⁵ : « Nous ne savons pas si, avant de lui donner l'institution canonique, on lui a fait faire quelque répara-

1. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance avec le gouvernement, 1803-1805. Copie d'une lettre du 10 thermidor an XI, 29 juillet 1803, p. 32-33.

2. Mot de Saurine. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance avec le gouvernement, 1803-1805, p. 50-53.

3. Son voyage à Colmar du 9 messidor an X, 28 juin 1802, lui a fâcheusement démontré que la révolution a réveillé l'ancienne aigreur entre catholiques et protestants : on l'a blâmé de recevoir les visites des luthériens, comme de ne pas dissimuler son amitié avec Reubell et Rapinat. « On alla jusqu'à me traiter d'hérétique, jusqu'à dire que j'étais l'évêque des protestants ! » (Arch. Év. Strasbourg. Correspondance avec S. Exc. le ministre des Cultes pour l'an 1806, p. 35-54, 21 avril.)

4. Les constitutionnels, écrit un prêtre le 18 juin 1802, s'ils ne peuvent être considérés comme des schismatiques ou des intrus, restent « des profanateurs habituels de nos saints mystères, des sacrilèges justement suspects d'athéisme, des ennemis jurés de l'Église, etc. » Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., IV, f. 4.

5. Fr.-Henri Beck, né à Villé (1740), professeur de philosophie au Collège royal de Strasbourg (1765), puis à Metz, Trèves, Augsburg, prébendier de la cathédrale à Strasbourg (1783) ; ce fut lui qui s'occupa de la translation du chapitre de Strasbourg à Offenbourg (voir *l'Histoire du clergé catholique d'Alsace avant, pendant et après la Grande Révolution*, par l'abbé C.-A. Frayhier. Colmar, 1876, p. 8, 215 et 378). C'est d'Offenbourg que Beck écrit au nonce ou au ci-devant nonce d'Allemagne. D'après le contexte, il s'agit de Della Gengua. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., IV, f. 4.

tion de ses scandales. » Le 30 août (1802), le même Beck analyse l'instruction pastorale de Saurine (dont nous reparlerons tout à l'heure) et rédige une véritable consultation qui semble très bien informée : « Peut-on le considérer comme l'évêque régulier de Strasbourg? Voici les raisons qui en font douter. Il ne pourrait l'être qu'en vertu d'une mission canonique qui, selon la discipline actuelle de l'Église, n'est conférée que par le moyen d'une institution du Pape. Or, Saurine possède-t-il cette institution? Il est probable que non. Car il semble que le cardinal-légat ne l'a lui a accordée que sur une fausse supposition, c'est-à-dire sur l'assurance qu'on lui a donnée que Saurine a(vait) satisfait à ses devoirs à l'égard de l'Église, rétractant et condamnant sa conduite passée... *L'institution obtenue par Saurine est donc subreptice et nulle.* Et telle serait-elle encore en supposant que le légat ait connu les dispositions de ce méchant, car, en ce cas, il aurait outrepassé les termes prescrits par ses instructions et agi en conséquence sans les facultés nécessaires. On se demande, en outre, si un homme qui a été notoirement schismatique et solennellement déclaré tel par Pie VI d'immortelle mémoire cesse de l'être au moment où Pie VII lui offre de le recevoir dans sa communion, bien que celui-ci ne rétracte en aucune manière ses principes schismatiques... et se glorifie de les avoir suivis comme de l'action la plus louable de sa vie. Ainsi on se demande si le Pape peut retirer de l'état de schismatique celui qui à toute force veut continuer à l'être. »

C'est à Saurine lui-même que le curé Weisrock¹ écrit de Landsers, en septembre 1802, cette singulière déclaration d'obédience : « Je vous reconnais pour mon évêque. Ni moi ni aucun de mes frères ne fait difficulté de vous reconnaître depuis que vous vous êtes réconcilié avec le Saint-Siège et que vous avez payé à l'Église la dette que vous aviez contractée envers elle. Cette démarche de votre part nous a rempli de consolation. Ah ! qu'il est beau, qu'il est grand de connaître ses torts et de les réparer ! L'immortel Fénelon, que dis-je, le Prince des Apôtres vous ont servi de modèles. En conséquence, nous exhortons les fidèles confiés à nos soins de vous reconnaître et, comme il en est toujours qui ont je ne sais quelle répugnance à le faire, nous les rassurons par ce que le Pape a dit en plein consistoire, etc. ². » Plus loin, Weisrock feint de

1. En relations directes avec le légat. Voir plus loin, p. 304.

2. La copie ne se trouve pas dans les registres de correspondance de l'évêché de Strasbourg. L'original dans Arch. Vat., Ep. Nap. Fr., II, 2 f. (antérieur au 27 fructidor, 14 septembre 1802).

tenir pour assuré que Saurine a fait, en présence du légat, une adhésion à tous les brefs du Saint-Siège et revient sur la question critique du bref de 1791...

A ces questions directes ou détournées, assez insolentes, l'évêque ne pouvait répondre de façon à satisfaire ses subordonnés s'érigeant en juges ! Très vite, d'ailleurs, le conflit s'élargissait. Dès juillet peut-être, dans la première moitié d'août au plus tard, Saurine se voyait obligé de publier une *Instruction adressée par l'évêque de Strasbourg aux curés, vicaires, desservants et autres prêtres de son diocèse*. Instruction complète, puisqu'il s'agit d'une brochure de 38 pages¹ ! L'évêque invoquait dès les premières lignes le but à réaliser : « la paix, l'union, la concorde », « compagnes inséparables de cette charité » que le Christ prêcha inlassablement (p. 1). Or, maint prêtre montre trop qu'il a oublié le mot de l'apôtre : rien de ce qui trouble n'est la religion (p. 3). D'où viennent les dissensions, « véritable fléau et pour la religion et pour la société » (p. 2) ? De l'ultramontanisme — que Saurine définit d'abord sans le nommer : certains prêtres « auront été imbus de fausses maximes dès leur jeunesse ; ils auront épousé dans les écoles des systèmes mal conçus, mal approfondis ; ils auront pris de simples opinions théologiques, tolérées dans l'Église à côté d'autres opinions contraires, pour des vérités incontestables » (p. 4). Suivait en contre-partie un long exposé du gallicanisme, « la religion de nos pères, la doctrine qu'ils ont soutenue dans tous les temps » (p. 5-14) — avec la reproduction littérale de la *Déclaration du clergé de France* du 19 mars 1682 et de l'*édit royal* consécutif. Les « dissensions, les troubles, les orages, les malheurs » de ces dernières années n'auraient pas accablé la France si « cette salutaire doctrine », présentée comme « les anciens canons et les vrais principes, mieux conservés en France que dans d'autres Églises » (p. 5), eût été « fidèlement et constamment enseignée dans toute la France » (p. 15). Ne souligne-t-elle pas, en effet, que « les rois ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu, dans les choses qui concernent le temporel » ? (p. 9), que le jugement du Pape en matière de foi « n'est pas irréformable, si le consentement de l'Église n'intervient » ? (p. 11).

En tout cas, pour regarder le présent, le gouvernement de la République veut effacer les suites du schisme. Ici, Saurine s'efface derrière

1. Exemplaires français et allemand dans un recueil factice de mandements, Arch. Év. Strasbourg. Textes identiques. L'édition allemande porte en plus, à la p. 30, les termes (imprimés en caractères gras) de *jureurs* et de *non-jureurs*, dont Saurine condamne l'emploi.

ses correspondants, traducteurs de la pensée consulaire et de la pensée pontificale. Portalis, dans une circulaire du 19 prairial, 8 juin (p. 16-24), entend que l'on exige simplement des prêtres « qu'ils adhèrent au Concordat et qu'ils soient dans la communion de leur évêque, nommé par le Premier Consul et institué par le Pape » ; il entend qu'on oublie les noms de constitutionnels et de réfractaires ; surtout, qu'on ne revienne jamais sur le passé. Fouché, par circulaire du 18 prairial (p. 24-26), s'exprime plus nettement encore : « Je vous recommande de veiller attentivement à ce qu'on n'exige des prêtres aucune déclaration contraire aux principes de l'Eglise gallicane et au serment qui lie le citoyen à l'État. Vous devez porter une égale attention à ce qu'aucun des partis qui ont divisé l'Eglise n'exige aucune espèce de *rétractation*. » Quant au cardinal Caprara, légat *a latere*, il a réglé, le 30 juin, la question des biens nationaux (p. 26-28), dont les possesseurs ne doivent pas être troublés.

Tels sont les fondements de la paix religieuse. Faisant face aux insinuations dont il était l'objet, Saurine confronte le Concordat, les lois organiques, les lettres ci-dessus rapportées et conclut : « Tout le monde voit que l'Eglise de France est parfaitement unie au Saint-Siège ; les évêques, comme ci-devant, sont nommés par le chef de la nation et institués par le chef visible de l'Eglisé. Ainsi nous tenons tous au centre de l'Eglise universelle par une chaîne non interrompue » (p. 28-29). « Ceux qui refuseraient de tenir à cette chaîne, qui la rompraient en ne voulant pas reconnaître les pasteurs légitimement nommés et institués, reconnus par les deux puissances » et qui prêcheraient la désobéissance seraient « évidemment schismatiques et perturbateurs du repos public, exposés par conséquent à toute l'animadversion des lois » (p. 29). « Rien n'est aussi opposé à la paix, rien n'est si propre à rallumer le feu de la discorde que de remuer encore le passé » (p. 30) « Si un parti prétend triompher, l'autre parti prétendra triompher aussi... La guerre recommencera plus que jamais. Il est donc absolument indispensable que chacun consente à céder : que chacun laisse donc de côté ses idées, ses prétentions, ses opinions — que le passé soit couvert du plus profond oubli » (ibid.). Saurine précise (p. 32) : « Ceux qui se sont avancés jusqu'à prêcher l'obéissance aveugle au pape Pie VI et aux premiers brefs qui lui furent attribués, sans qu'ils fussent revêtus de l'autorisation requise, doivent à plus forte raison, s'ils sont conséquents et de bonne foi, prêcher la même obéissance au pape Pie VII et au Concordat passé entre Sa Sainteté et notre Gouvernement. » « Nous voudrions mettre, s'il était possible, nos frères égarés à portée d'ouvrir les yeux

sur le précipice qu'ils creusent à eux-mêmes, en pensant le creuser aux autres » (p. 34). En tout cas, « nous défendons en conséquence toute fonction ecclésiastique, même de dire la messe, à tout prêtre qui, dans l'espace de quinze jours après la publication de la présente, ne se sera pas présenté soit personnellement, soit par écrit, pour faire sa déclaration relativement au Concordat et à la soumission due aux lois ». Ils doivent savoir que, par adhésion au Concordat, il faut entendre « la volonté sincère et franche d'oublier entièrement le passé et de concourir, autant qu'il est en soi, à la réunion de tous... ».

Au lieu de « réunir », l'*Instruction* de l'évêque fit éclater la division jusqu'ici latente. Un anonyme fit circuler une brochure intitulée *Réponse à M. Saurine, évêque de Strasbourg*¹. Était-ce Weisrock, Jaeglé ou Beck²? Saurine avait parlé, dès la première phrase, de paix, d'union, de concorde. Son correspondant et contradicteur, dès la première page, se déclarait sensible à « tout ce qui peut blesser les bons principes, retarder le rétablissement de la vraie religion en France et compromettre l'honneur de ce respectable clergé d'Alsace ». On voit la différence de ton et les sous-entendus de cet exorde. Sur un mode souvent ironique, toujours âpre, l'anonyme dénonçait l'entourage de l'évêque, la partialité de son administration (p. 2-9). Puis il passait à l'*Instruction* (p. 10 et suiv.). Très habilement, il commençait par affirmer que l'on n'avait jamais enseigné « dans l'Université de Strasbourg les opinions outrées de quelques théologiens ultramontains » (p. 11). Ensuite, il s'emparait du long exposé de Saurine sur les libertés de l'Église anglicane. 1^o « De tout cet étalage de la déclaration du Clergé de France et de l'ordonnance de Louis XIV, quelle conséquence tirez-vous... nous n'aurions pas été témoins des dissensions, etc. » (p. 12-13). « On vous entend » : les prêtres, selon vous, n'auraient pas manifesté « cette aveugle soumission aux bulles de Pie VI », ils auraient fait « tous les serments possibles ». Puisque « le Pape n'est pas infaillible dans ses décisions », puisqu'il n'a pas « le droit de s'ingérer dans les affaires civiles des gouvernements », la constitution du clergé était « un chef-d'œuvre » ; tout le monde devait s'y soumettre, la maintenir de toutes ses forces. Mais, concluait le pamphlétaire, « cette église gallicane, comment reçut-elle votre constitution civile? » (p. 15). 2^o Remuant

1. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II. Brochure de 28 pages.

2. Jaeglé devait apparaître en l'an XII comme un opposant politique, en 1810 (et avant) comme un ennemi de l'évêque. Cependant, la seconde phrase de la brochure (« quoique fixée par le cours des événements en pays étrangers... ») milite en faveur de l'hypothèse Beck.

toujours le passé, l'ancien réfractaire se sert de la déclaration de Saurine d'après laquelle les nouveaux évêques « tiennent au centre de l'Église universelle, etc. », pour rappeler, conciliant Pie VI et Pie VII, que les évêques constitutionnels n'étaient pas, avant le Concordat, dans « cette union générale que forme la communion de l'Église universelle » (p. 17-18). Cette analyse critique se termine par (3^o) un aperçu du vrai gallicanisme : « le droit que le gouvernement civil peut avoir à l'égard des bulles du Pape, de même qu'à l'égard des décisions des conciles, n'est qu'une mesure de sûreté, un droit de surveiller l'exercice du pouvoir spirituel, pour qu'il ne s'étende pas sur des objets qui lui sont étrangers et qu'il n'abuse pas de son influence pour porter atteinte à l'autorité temporelle ». Mais « dire que l'on ne doit pas se soumettre aux bulles des Papes à moins qu'elles ne soient revêtues de l'autorisation du gouvernement, c'est être bien aveugle... » (p. 20-21).

Puis les attaques personnelles reprenaient, toujours orientées vers le passé révolutionnaire. A vrai dire, elles n'avaient jamais cessé. Que représentaient, en matière de vérité, les jureurs ? s'était écrié le réfractaire tout à l'heure (p. 10). « Trois ou quatre prélats philosophes, quelques curés ambitieux ou corrompus, (des) moines apostats et dissolus, cette fange que le jansénisme, la franc-maçonnerie et l'irréligion avait déposée sur le sol français » (p. 16). Maintenant il exhume les phrases du bref d'avril 1791 qui nomment Saurine (p. 21), il va ressusciter les affres révolutionnaires. « Je me crois tout d'un coup rejeté dans le temps de la plus cruelle tyrannie... Le siège épiscopal devient un tribunal de terreur. » Schecker¹ est « un accusateur public » (p. 24).

Pour finir, en guise de carmagnole des temps nouveaux, l'appel « au héros de la France », auquel on demande d'éloigner des « rives paisibles du Rhin » ces hommes dangereux que « la cabale des jacobins a su encore mettre en avant » (p. 26-28).

Ainsi, l'ancien évêque constitutionnel ne s'était tourné vers le passé que pour en demander l'oubli ; il n'avait cependant pas résisté à la tentation de dire en passant que les réfractaires avaient déclenché la crise en oubliant les principes de l'Église gallicane. Son contradicteur, lui, s'était complu dans la justification passionnée de l'attitude des réfractaires et, du gallicanisme, il n'avait donné qu'une définition tirée vers l'ultramontanisme. Weisrock, de Landser, faisait écho : « Dans

1. Prêtre constitutionnel. (Avant la Révolution chanoine à Épinal). Curé de Wolxheim sous Brendel. Économe de l'évêché sous Saurine, puis à nouveau curé. Sa carrière est jalonnée d'incidents (Arch. Év. de Strasbourg et Arch. dép. du Bas-Rhin, série V).

cette brochure », reprochait-il à Saurine, « vous dites que la doctrine des quatre articles est la doctrine constante de toute l'Église ; vous êtes trop éclairé, Monsieur, pour avancer une pareille proposition démentie par toutes les Églises des autres pays et par l'Église gallicane elle-même, qui n'a jamais prétendu que les quatre articles fussent de la doctrine de l'Église universelle. » L'anonyme de la *Réponse* avait déjà invectivé contre le jansénisme. Weisrock dénonçait les esprits assez « mutins et infectés de jansénisme » pour travestir en doctrine ultramontaine cette « vérité de foi » : que « le Pape a la primauté d'honneur et de juridiction dans toute l'Église¹ ».

Obtenir l'oubli complet du passé, voilà ce que voulait Bonaparte, dans le domaine religieux comme dans les autres. Ce programme, Saurine allait en poursuivre l'application avec une netteté et une persévérance qui font de lui un type achevé d'évêque concordataire. Il prend la peine d'expliquer directement ses intentions, dans de longues lettres, pour la plupart tracées de sa main, adressées à des curés et à des maires, inlassablement, et qui se succèdent jusqu'en 1808, fidèlement transcrites dans les registres de correspondance de l'évêché. Voici une lettre de trois grandes pages au maire de Senthem (30 messidor an X, 19 juillet 1802) : « Les uns doivent oublier les brefs du pape Pie VI qui paraissent favoriser la cause qu'ils ont soutenue, les autres doivent oublier d'autres brefs qui paraissent aussi favoriser la leur... » Voici surtout la lettre de six pages au curé Juif, de Blotzheim (19 fructidor an X, 6 septembre 1802) : « Posons des principes, commence l'évêque... 1^o Le Concordat a été fait pour rétablir la paix et l'union dans l'Église de France. Si vous admettez sincèrement ce Concordat, vous voulez véritablement la paix et l'union et vice-versa. » 2^o Ce but ne peut être rempli que si les deux partis consentent « à oublier le passé et tout le passé ». Qu'est-ce que cela signifie ? « Mettre de côté tout ce qui a été dit, tout ce qui a été fait avant le Concordat, regarder le tout comme non avenu : l'effacer du souvenir, ou du moins n'en plus parler, n'en tirer aucune conséquence qui tende à blâmer, à juger quelqu'un, par conséquent n'exiger de personne ni aveu de ses torts ni rétractation, etc. Il faut donc ne plus parler ni de la Constitution civile du clergé, ni des brefs de Pie VI, ni de censure, ni de discipline ancienne, ni de discipline nouvelle... Vous avez cru avoir raison, les autres ont cru avoir raison aussi ; vous avez cru être toujours dans la bonne voie et

1. Il est certain que le gallicanisme du clergé d'Alsace à la veille de la Révolution n'existait que théoriquement.

dans le giron de l'Église : les autres ont cru n'en être point sortis... Vous me demandez quel est le bref de Pie VI que l'on prétend être favorable à l'autre parti? Il est du mois de juillet 1796, il fut envoyé officiellement de Rome à Charles Delacroix, ministre des Relations extérieures... »

Mais, si l'Alsace eut une peine particulière à reconquérir son unité et sa paix, après tout il ne s'agit là que d'un aspect régional, particulièrement coloré sans doute¹, du problème général posé par le Concordat.

Par contre, les difficultés en matière sacramentelle allaient révéler une doctrine originale de Saurine — les plus nettes se référant au mariage. Pour couper court à certains abus trop nombreux, en France notamment, le concile de Trente avait stipulé que le mariage — simple consentement mutuel à l'origine — comporterait *obligatoirement* la bénédiction du curé des conjoints (ou de l'un d'eux) et la présence de deux témoins quelconques. Sur cette base, les gallicans avaient bâti une interprétation complexe : ils considéraient dans le mariage 1^o la *matière* du sacrement, à savoir le consentement mutuel des futurs époux et 2^o la *forme*, à savoir la bénédiction religieuse. En 1792, l'autorité laïque le mariage, devant la répugnance de nombreux citoyens à utiliser les services d'un assermenté : il crée une nouvelle cérémonie, antérieure à l'autre, parallèle en quelque sorte, *obligatoire*, le consentement mutuel déclaré en présence d'un officier de l'administration dit officier de l'état-civil.

Pour les gallicans comme pour la plupart des catholiques en général, le mariage — sacrement unit indissolublement deux êtres. Par conséquent un second mariage ne peut être envisagé par l'Église, les conjoints vivant encore — si ce n'est dans le cas d'un empêchement dirimant qui entraînerait la nullité de l'union.

Or, Saurine expose avec fermeté une conception tout opposée, qui soulève aussitôt une nouvelle tempête. Il tire en quelque sorte la cérémonie civile dans la sphère religieuse. Il affirme que la cérémonie civile ou contrat représente la matière du mariage, et la cérémonie religieuse, la *forme* : si la cérémonie civile ne s'est pas déroulée conformément à la loi, la bénédiction pastorale est sans effet, *nulle*. Jamais on n'avait été aussi loin dans le sens gallican !

Il n'agit nullement pour plaire au gouvernement, qui ne semble pas s'intéresser à la question. Il agit d'après les principes que sa formation

1. Nous nous proposons de l'étudier à part.

et son passé ont enracinés en lui¹. Il avait couronné par le droit de fortes études commencées jadis par le latin, le grec et l'hébreu. Avocat admis au Parlement de Paris, il s'était jeté dans la querelle toujours renaissante du jansénisme — il avait même été l'objet d'une lettre de cachet. Voilà le légiste qui s'était formé à travers plusieurs crises, entre 1767 et 1789 — qui s'était révélé à la Constituante d'abord en 1790-1791, à l'époque thermidorienne et directoriale ensuite, à travers les *Annales de la Religion*². Disciple lointain d'un Nogaret (que l'histoire méconnaît parfois), il reconnaît la souveraineté de la loi civile dans l'État et conçoit la loi religieuse comme une forme appliquée à la législation royale. Que Saurine soit janséniste, il importe peu ici, mais bien qu'il soit légiste et gallican.

Le 6 vendémiaire an XI, 28 septembre 1802, l'évêque prie le curé de Landser (Weisrock) de ne point refuser son ministère pour « bénir sacramentellement » le mariage civil contracté le 26 juillet par George Michel Wendeling et Marie Anne Wittersbach. Sans doute on a parlé d'un « prétendu mariage antérieur » de Wendeling avec Anne Sutter, encore vivante. Mais un tel acte fait « à l'insu et contre la disposition formelle de la loi civile, et uniquement par le ministère et l'autorité d'un prêtre, n'a jamais été ni contrat civil ni sacrement » : par conséquent, point de mariage. Ce prêtre argue de son ancienne mission spirituelle « même quasi épiscopale » : mais ces pouvoirs ne l'ont « jamais autorisé ni qualifié à exercer aucun acte de juridiction civile, surtout lorsque ces mêmes actes sont attribués à un officier public par une loi solennelle et mise en exécution avec défense expresse de la part du gouvernement d'y contrevenir. Car l'Église n'a pas le droit de créer ou d'instituer des officiers ou fonctionnaires publics en matière civile..., et ce n'a été que par la volonté et par pure concession du gouvernement et nullement par aucun droit inhérent au sacerdoce ou à notre ministère que sous la monarchie nous avons été les fonctionnaires ou officiers publics de l'état civil de nos concitoyens ». L'acte de mariage de Wendeling et d'Anne Sutter est « tellement nul » que ni la bonne foi du prêtre

1. Nous sommes mal renseignés sur la vie de Saurine, comme sur celle de maint personnage ayant traversé la Révolution. Prêtre en 1763 seulement, vicaire à la cathédrale d'Oloron de 1763 à 1767. Interdit à cette dernière date (pourquoi?), il passe en Espagne, s'installe à Saragosse au moment même où se développe la politique de D'Aranda contre les Jésuites — coïncidence qui a sa valeur, croyons-nous.

2. Ou *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, par une Société d'Amis de la religion et de la patrie. Voir, par exemple, le t. X, p. 49-96. Avis motivé sur les lettres pastorales du citoyen Clément, évêque du diocèse de Seine-et-Oise, des 7 et 17 vendémiaire an VIII, rédigé par le cit. J.-P. Saurine.

ni celle des parties ni leur ignorance ne peut entrer en ligne de compte. « Si, comme il n'est pas douteux, le contrat civil ou le consentement réciproque *légalement donné et accepté* est la *matière* du sacrement de mariage, comment y appliquer la *bénédiction sacramentelle qui n'en est que la forme*, au cas que la matière manque? » De la matière, de la forme et de l'intention, l'une est aussi essentielle que l'autre pour l'Église. Wendeling et Anne Sutter n'étaient donc ni unis civilement ni bénis : « Ils sont donc libres et en droit d'user de cette liberté » ; le contrat civil de thermidor n'est qu'une suite de cette liberté et la demande des conjoints apparaît « juste et raisonnable ». Consultation si purement juridique qu'elle ne s'accompagne d'aucun blâme à l'égard de Wendeling¹ ! Weisrock, le 1^{er} octobre, oppose la « doctrine de Trente » à la « doctrine du légiste » : Wendeling s'est marié pendant la révolution « avec toutes les formalités prescrites par le concile », mais sans se présenter devant la municipalité, parce qu'il était conscrit et vivait en cachette. Sa femme vit encore : donc impossible de donner la bénédiction nuptiale, à moins qu'on ne prouve la nullité du premier mariage². Saurine bénira lui-même les époux, à Colmar³...

Presque simultanément, un prêtre soumet à l'évêque le cas d'un certain Jean-Pierre Monier, qui aurait épousé sa parente au troisième degré, avec la bénédiction pastorale, en 1793 ; il aurait ensuite divorcé. Et aujourd'hui Monier, « se prétendant libre aux yeux de la religion comme il l'est aux yeux de la loi civile », veut se remarier avec une parente au quatrième degré. Le curé demande si l'évêque juge que le premier mariage est nul, et dans l'affirmative sollicite une dispense pour le second⁴. Le point essentiel, répond Saurine, « c'est de savoir si vos paroissiens ont été mariés civilement ou non..., s'ils ont contracté mariage ensemble en présence de l'officier civil, conformément à la loi du 20 septembre 1792, ou non ». Dans le dernier cas, il y a nullité, « quelque bénédiction sacerdotale qui puisse exister ». Dans le premier cas, et si les publications civiles et autres formalités requises ont été observées, « il n'est plus douteux que leur contrat civil ne soit un mariage licite et valide, nonobstant qu'il aurait été contracté *Stante et non sublato impedimento canonico consanguinitatis*. La validité du mariage dépend non de la bénédiction du prêtre, qui n'est que comme la

1. Arch. Év. Strasbourg et Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II.

2. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II. Lettre de Weisrock à Caprara.

3. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance (27 prairial an X et suiv.).

4. Arch. Év. Strasbourg et Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II. Lettre de Gérard (Suarce) à Saurine et réponse de l'évêque le 11 octobre 1802.

forme de sacrement, mais elle dépend de la réalité et de la validité du contrat civil... ». Il ne faudrait pas moins qu'une sentence officielle du juge qui prononcerait la non-observance *in re gravi* des formalités requises par la loi « pour décider M. l'Évêque à examiner une demande de dispense ou permission quelconque relativement à un second mariage ».

Cette doctrine fut dénoncée, directement ou par intermédiaire, à Caprara. La légation à son tour transmet le dossier à Rome. On peut tenir pour probable que l'intervention personnelle du légat dans les affaires religieuses d'Alsace se rattache étroitement à cet épisode¹.

La lettre du légat et le jugement de la légation sur Saurine (1803-1804). — Déjà Weisrock s'était adressé plusieurs fois à Caprara (une lettre du 21 septembre, qui n'était pas la première, avait mis le légat au courant de la controverse de l'instruction pastorale). Le 1^{er} octobre, à propos du mariage Wendeling-Wittersbach, rappelant l'éternelle histoire des bulles (*sic*) de Pie VI, il conclut par un appel pathétique : « Il faut nécessairement que le Saint-Père prenne un parti et qu'il parle, Monseigneur² ! » Déjà Colmar a écrit, de Mayence, pour apitoyer Caprara sur « le pauvre, le malheureux diocèse de Strasbourg³ », pour dénoncer au Saint-Siège l'attitude de Saurine disant « à qui veut l'entendre qu'en présence de M. Bernier il a jeté au feu tous les papiers que Mgr le légat lui avait envoyés concernant sa réconciliation⁴ ».

Caprara n'avait aucune sympathie pour Saurine et sa doctrine. Les plaintes qu'on lui adressait trouvaient un terrain favorable. Sur une nouvelle démarche (du prêtre Schweitzer à Landser), il écrivit deux lettres fixant sa position devant le problème des sacrements⁵. A Schweitzer, le légat aurait déclaré « nuls les mariages et les confessions, tous les sacrements conférés par les prêtres constitutionnels ». A Saurine, « à travers un style obscur et tortueux » révélateur de l'astuce italienne, il aurait laissé entendre « que les prêtres soumis ont eu tort », que leurs sacrements n'étaient pas valables, et même, sur un plan plus

1. Saurine n'était pas toujours bien compris. Des divorcés de Thann insistent pour recevoir la bénédiction de leur second mariage ! L'évêque à Voisard (desservant à Thann), 24 décembre 1802, Arch. Év. Strasbourg. Correspondance (24 prairial an X et suiv.).

2. Weisrock à Caprara, Landser, 1^{er} octobre 1802. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II.

3. Colmar à Caprara, Mayence, sans date [1802]. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II.

4. « Notes sur Monsieur Saurine, Evêque de Strasbourg. » Arch. Vatican, Ep. Nap., Fr., II.

5. L'une à Schweitzer, l'autre à Saurine. Nous n'en avons ni les originaux ni les copies, mais l'analyse par Saurine. Arch. Évêché. Correspondance (27 prairial an X-2 messidor an XI). Notamment lettre à Félix Desportes, 8 prairial an XI, 28 mai 1803, p. 330-332.

général, « que personne ne doit obéir au gouvernement et aux lois qu'autant que le pape le permettra ». Si Saurine exagérait quand il dénonçait ainsi un ultramontanisme, dont il rappelait, à travers l'histoire, les crimes — s'il projetait dans le présent et l'avenir une politique du passé — c'est avec raison qu'il soupçonnait « nos fanatiques (d'être) en correspondance journalière avec la cour du cardinal-légat ».

La lutte reprenait de plus belle entre anciens constitutionnels et anciens réfractaires. Les « bons prêtres » multipliaient les copies de la lettre du légat, ajoutant souvent ces « mots incendiaires » : « Monsieur le curé, d'après cette décision du cardinal..., combien de mariages à revalider ! combien de confessions à répéter¹ ! » S'adressant à Portalis, Saurine confirmait, le 2 messidor, 21 juin 1803, le réveil des troubles. On devine, à travers son rapport², que Caprara avait recommandé la discrétion dans le renouvellement des sacrements qui eût dû suivre un aveu, sans doute provoqué, dans le secret du confessionnal. Mais les « fanatiques » avaient publié la doctrine « orthodoxe » des sacrements constitutionnels, par leur conversation particulière et leurs sermons. Schweitzer, mandé à l'évêché³, a soutenu avec entêtement son parti : « Il ne veut pas admettre de distinction entre le contrat et le sacrement du mariage » ; est nul à ses yeux « tout mariage qui n'a pas été fait suivant les formes prescrites du concile de Trente », et le Concordat n'a pas « tout revalidé ».

Peu à peu, le dossier de Saurine se constituait à la légation pontificale et au Vatican. Un billet joint à l'envoi (à Rome) des lettres Weisrock s'exprime ainsi : « L'évêque de Strasbourg ne relâche pas son attitude à l'égard de ses anciens frères constitutionnels... Le sort de ce diocèse est d'autant plus à plaindre que généralement il y règne beaucoup de piété et de religion. Un mauvais pasteur au lieu d'édifier ne fait que détruire⁴. » Plus explicite est le *Mémoire sur la conduite de quelques*

5. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance de l'Évêché (27 prairial an X-2 messidor an XI). Saurine à Félix Desportes, 16 prairial an XII, 5 juin 1803, p. 336.

6. *Ibid.*, p. 349-352.

1. *Ibid.* — Nous avons laissé de côté d'autres épisodes de ce chapitre sacramental. « Deux prêtres », écrit Saurine à Desportes le 3 messidor an XI, 22 juin 1803, « ... font tout au monde pour troubler jusqu'à l'intérieur des familles. Il se fait une espèce d'information ou bien on la demande. Il y a une liste de nombre de personnes à entendre comme témoins à qui ils ont refusé l'absolution parce qu'ils n'ont pas voulu rétracter leurs confessions faites ci-devant aux constitutionnels. Ils engagent aussi à rebaptiser, à remarier, rebaptisent et remarient en chambre... William a arrêté en pleine rue un boulanger... et lui a dit que sa fille ayant été mariée par un constitutionnel, ... il fallait qu'elle se remariât devant lui... » *Ibid.*, p. 352.

2. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II, p. 2, fasc. F.

évêques constitutionnels nommés successivement, également émané de la légation — de Mazio ou de Sala¹ — et qui se termine précisément par l'examen de Saurine : « Cet homme sans principes, sans esprit... et peut-être sans religion semble être entré dans ce diocèse pour détruire la douce paix dont jouissaient les deux départements... et pour persécuter les prêtres qui, pendant la révolution, sont toujours demeurés fidèles à leurs devoirs... » Par son instruction, il a tenté, « la charité sur les lèvres et le fiel dans le cœur », de rejeter sur les non-constitutionnels la faute des troubles suscités par sa propre conduite et celle de ses agents.

Très mal vu par les autorités romaines, Saurine pouvait du moins compter sur le gouvernement consulaire qui l'avait compris dans ses premières nominations et l'avait félicité sur ses débuts. D'ailleurs, « gallican » n'est-il pas synonyme de « serviteur dévoué de l'État »². C'est là l'opinion courante. Il faut l'abandonner.

Saurine avait un caractère difficile, au dire de certains contemporains : oui, dans la mesure où la fermeté aux principes peut gêner les autres. Avec les préfets, l'évêque a entretenu des rapports de nature très variable. A Strasbourg, il semble en confiance avec Laumond (lettres des 25 prairial X et 15 pluviôse XI)³ et le choix des prêtres ne soulève aucune difficulté. A Colmar, Noël ne collabore guère avec Saurine, qui en touchera deux mots à Portalis : son arrêté maintenant le *statu quo* personnel du clergé jusqu'à l'organisation définitive du culte favorise par trop la résistance des fanatiques (lettre du 14 thermidor X)⁴. Félix Desportes soulève coup sur coup deux protestations vigoureuses de Saurine : d'abord, à l'occasion des menées anticoncordataires, et Saurine ne mâche pas ses mots les 3, 6 et 12 messidor an XI⁵, il lui écrit *vous n'êtes entouré que d'intrigants* ; ensuite, lors de la prestation du serment par le clergé et du discours préfectoral (7 floréal), parce que Félix Desportes a déclaré que « tous les cultes sont agréables

1. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., XIII. Mazio passe ordinairement pour le conseiller « autoritaire » de Caprara. Mais Sala, secrétaire de Caprara, correspondait avec certains prêtres des diocèses : il était tout désigné pour ce travail de rédaction.

2. Voir la note 4, p. 4.

3. Arch. dép. Bas-Rhin, série V. Culte catholique. Organisation. An IX-1845.

4. Arch. Év. Strasbourg. Correspondance (27 prairial an X et suiv.). Saurine à Portalis (copie), 14 thermidor an X, 2 août 1802, p. 79-81.

5. Arch. Év. Strasbourg, *Ibid.*, p. 352-354, et Correspondance avec le gouvernement, 1803-1805, p. 1-11. — Weisrock écrit à Caprara, le 21 septembre 1802 : « Les deux préfets... travaillent à le faire sauter et l'on m'assure que, sans le général Lefebvre, grand protecteur de M. Saurine, la chose eût été faite » (Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., II, 2, fasc. F).

à la Divinité », vous avez attaqué publiquement la religion chrétienne en présence de ses prêtres et d'un peuple tout chrétien ». Puis la confiance s'établit, très solide, jusqu'au terme même de la collaboration des deux fonctionnaires (1813).

On connaît l'évolution rapide du conseiller d'État Portalis, chargé des affaires des cultes. Dès prairial an X se nouent entre lui et l'évêque de Strasbourg un petit conflit au sujet de la composition du conseil épiscopal (circulaire du 19 prairial). Tout se termine, le 7 thermidor, par une lettre de Saurine dont les termes quelque peu secs et désinvoltes méritent une mention : « Dans ce conseil administratif composé de l'évêque et de ses deux grands vicaires, vous mettez toujours deux d'un côté et un de l'autre, deux non assermentés et un seul assermenté. Il est donc évident que l'un des ci-devant partis est constamment plus favorisé que l'autre... Quoi qu'il en soit, dès que le gouvernement le veut, je suivrai ses ordres, je n'aurai donc dans mon conseil aucun constitutionnel, c'est-à-dire aucun de ces hommes qui furent toujours soumis aux lois et dévoués au gouvernement... » D'ailleurs, « je serai toujours le maître de faire ce qui me paraîtra le plus expédient et le plus utile¹... ».

C'est sur ces entrefaites que Portalis présente au Premier Consul son rapport du 24 thermidor an X. On y lit que « l'évêque a de la bonhomie. On l'accuse d'être mal entouré et de se laisser conduire par des hommes qui n'ont point la confiance publique et qui n'inspirent que des craintes²... ». Peu de temps après, Portalis prend connaissance de l'*Instruction* : il la juge « rédigée d'une manière peu convenable », « cette instruction qui n'instruit pas », cet écrit « si peu pastoral ». Pourquoi, en effet, menace-t-il les prêtres ? « Il oublie qu'il n'est point un agent de l'autorité, mais un ministre de l'Évangile... Il serait bien à désirer que l'on se guérit de la maladie de tant imprimer..., que l'on se persuadât qu'en matière de théologie le silence est l'arbitre le plus conciliant³. » Dès lors, les rapports se tendent entre Portalis et Saurine. Avec prudence, Le Coz attire l'attention de son ami strasbourgeois sur l'attitude de Portalis : « Vous avez bien fait de signaler cette lettre incendiaire (celle du légat) à M. Portalis ; puisse-t-il enfin ouvrir les yeux⁴... »

1. Arch. Év. Strasbourg. Dossier personnel de Saurine.

2. Arch. nat., F19 5596. « Rapport présenté au Premier Consul », p. 9.

3. Arch. dép. Haut-Rhin, série V, 69. Portalis au préfet du Haut-Rhin, 13 fructidor an X, 31 août 1802.

4. *Correspondance de Le Coz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine*, par le P. Roussel. Paris, 1900. Lettre du 19 prairial an XI, 8 juin 1803, p. 126-128.

Dans une lettre à Le Coz, précisément, Saurine répète qu'il a été dénoncé au gouvernement comme favorisant de préférence les constitutionnels et rebutant les autres, « ce qui est absolument faux » ; il ajoute, sans insister, que, suivant Portalis, le gouvernement serait content de lui¹. Mais il fait, sans doute à l'occasion de l'avènement de l'Empire, une démarche dont il attend, en réponse, une approbation explicite de sa conduite, et dont nous ne possédons que l'épilogue assez décourageant : « Sa Majesté l'Empereur », écrit Fouché lui-même le 5 fructidor an XIII, « reconnaîtra que vous avez justifié sa confiance, lorsque, sous l'influence de vos prédications, il verra les dissensions et les haines se dissiper dans votre diocèse². »

III

La « rétractation » de 1804. — On sait la situation paradoxale des constitutionnels nommés, institués, mais non pourvus de leurs bulles. Le Pape voulut profiter de son voyage de 1804 à Paris pour réaliser enfin la réconciliation. D'après l'exemple du diocèse de Strasbourg, comme d'après celui de Besançon, il faut reconnaître que le temps n'avait guère préparé les voies à cette négociation nouvelle !

Les dernières recherches³ affirment « la soumission » finale des six constitutionnels « irréductibles⁴ ». Fidèles à l'historiographie classique, elles font à Saurine la petite part ; il appartient au groupe des « moins recommandables par leur tenue et leur doctrine⁵ » ; il est le seul à « oser nier ensuite publiquement s'être rétracté⁶ ». L'épisode d'avril 1802 montre cependant qu'il y aurait imprudence à ne faire l'histoire de semblables tractations qu'à l'aide des documents officiels ! Nous avons donc recherché les témoignages privés ou ceux qui n'étaient pas destinés à la publication. Les archives de l'évêché de Strasbourg, celles du Vatican et de la Société des Amis de Port-Royal, confrontées avec les données antérieurement acquises, font surgir une version nouvelle des événements de novembre-décembre 1804 et, dans cette version, Sau-

1. Bibl. municipale de Besançon, ms. 643, fol. 165. Saurine à Le Coz, 14 novembre 1803.

2. Arch. Év. Strasbourg. Registre des écrits du gouvernement, an X-1811, p. 104-107 (23 août 1804).

3. Celle de Latreille, essentiellement, p. 352-359.

4. Le Coz (Besançon), Lacombe (Angoulême), Reymond (Dijon), Saurine (Strasbourg), Belmas (Cambrai), Périer (Avignon).

5. Latreille, p. 357.

6. *Ibid.*, p. 359.

rine joue un rôle des plus actifs¹. Aussi notre souci de maintenir le point de vue biographique de notre étude ne gêne-t-il que très peu notre désir de peindre l'épisode entier...

Le 29 novembre, dans le cabinet de Portalis où se trouvent réunis Pancemont, Fesch, l'abbé de Pradt², Saurine et les cinq autres constitutionnels prennent connaissance de la formule élaborée par les Romains et Portalis à la fois, ce dernier « vendu aux Jésuites », disent certains³ : « Je n'hésite pas à déclarer à Sa Sainteté que, depuis l'institution canonique donnée par le cardinal-légat, j'ai constamment été attaché de cœur et d'esprit au grand principe de l'unité catholique et que tout ce que l'on suppose et qui pourrait m'être échappé de contraire à ce principe n'a jamais été dans mes intentions, ayant toujours eu pour maxime de vivre et mourir catholique et par là de professer les principes de cette sainte religion. J'atteste que je donnerais ma vie pour l'enseigner et l'inspirer à tous les catholiques. Ainsi je déclare devant Dieu que je professe adhésion et soumission aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France⁴. » Un refus unanime. Le lendemain 30, Portalis convoque individuellement les évêques. Il leur affirme que la dernière phrase de la formule ne se réfère pas à des jugements personnels⁵, puis il les adresse au légat. Le langage de Portalis⁶, celui de Fesch⁷, celui de Fouché peut-être (c'est la vulgate)⁸ ont donné l'impression que le gouvernement exigeait l'adhésion (Debertier). Vis-à-vis de Le Coz, entrepris le premier, Portalis aurait usé d'un petit chantage : après lui avoir présenté comme modèles MM. de Soissons et de Toulouse⁹, il aurait averti que la signature seule donne-

1. Arch. Év. Strasbourg. Dossier personnel de Saurine, — Varia (Personalia). — Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., XVIII. — Bibliothèque de la Société des Amis de Port-Royal : mémoires rédigés par Grappin, Rondeau, Debertier.

2. Latreille, p. 354, et Grappin, *Vie de Mgr Le Coz, archevêque de Besançon*, extraite de sa vie manuscrite, 1815 (manuscrit de 49 pages).

3. Rondeau, *Nouvelles ecclésiastiques sur ce qui s'est passé à Paris, lors de l'époque du sacre de l'Empereur, entre la cour romaine et les ci-devant évêques constitutionnels*, 22 janvier 1805, 18 pages manuscrites.

4. Dans Rondeau, p. 5.

5. Voir un peu plus loin la lettre de Saurine à l'Empereur, qui contient cette indication.

6. Pour les premières journées de la négociation, on peut utiliser — non sans critique — la note en forme de journal rédigée par Debertier, évêque démissionnaire de Rodez, sous ce titre : *Pour M. Ilyès, mes anciens vicaires et tous nos amis* (t. V de ses manuscrits), entre le 29 novembre et le 27 décembre. Elle donne un précieux canevas. Debertier était alors à Paris.

7. Latreille, p. 354. Fesch a dû jouer un autre rôle que celui de la présence, chez Portalis.

8. *Ibid.*

9. Leblanc de Beaulieu et Primat. Il faudrait ajouter Lacombe « dont la tête est affaiblie par l'attaque qu'il a eue » (Debertier).

rait droit à une invitation au sacre (Debertier). Lacombe aurait signé, puis Le Coz, puis Reymond¹ et Belmas.

Saurine seul se montra récalcitrant : à la formule qui, dans ses premiers termes comme dans ses derniers, semblait sous-entendre, par prétérition, une condamnation du passé, il proposa « des restrictions et des explications » (Rondeau). Des explications, ou plutôt des précisions : « Je n'hésite pas à déclarer à Sa Sainteté », écrivait-il, « que, *avant et depuis l'institution...* », et plus loin il biffait l'insinuation déplaisante : *et qui pourrait m'être échappé*. Des restrictions, ou plutôt des conditions : « Je déclare devant Dieu que je professe adhésion et soumission aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France, *ce que dans l'occasion présente je ne puis entendre que du Concordat* ». Évidemment, Saurine fait semblant de ne pas comprendre. Fouché lui conseille le lendemain (1^{er} décembre) d'assouplir la dernière addition ; l'évêque de Strasbourg y consent : il se soumet donc aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France, *jugements*, précise-t-il, *qui n'ont rien de contraire au Concordat et à la fidélité que je dois à la personne de l'empereur Napoléon I^{er}* (Rondeau et Debertier). Invoquant le Concordat et l'Empereur, il met hors du débat la période révolutionnaire et affirme un gallicanisme qui ne peut que lui concilier la protection gouvernementale. Le légat, cependant, repousse les prétentions de cet isolé, l'archichancelier Cambacérès appelle Saurine, le presse : en vain. Saurine ne recevra donc pas de billet pour le sacre... (Rondeau).

De cette première passe d'armes, à l'humiliant épilogue, l'évêque de Strasbourg sortit assez désarmé. La nuit du 1^{er} au 2 — ou du 2 au 3 — la fièvre le terrasse. Convoqué pour le 3 décembre à huit heures du matin chez le ministre de la Police générale, il ne peut se rendre quai Voltaire que « fort tard » (Debertier). Pourquoi trouve-t-il dans le cabinet de Fouché et Le Coz et Reymond et Belmas²? La formule souscrite le 30 novembre par ceux-ci différerait légèrement de la formule pontificale, Fesch avait reçu mission de la faire rectifier³. Saurine, sentant l'hésitation, le regret et même le remords de ses confrères, reprend l'offensive. Il lit sa déclaration — avec des retouches insigni-

1. Ces deux derniers en substituant *affaires canoniques* à *affaires ecclésiastiques*.

2. Ici, légères erreurs de Rondeau et Debertier sur les assistants. Nous reprenons Latreille et Leflon.

3. Latreille, p. 356. Cette démarche a donné naissance à la légende d'une résistance absolue de Le Coz, qui n'aurait jamais rien signé.

fiantes¹. Il annonce qu'il va écrire à l'Empereur. Il représente « que la cour de Rome abuserait infailliblement de sa condescendance » et demande la permission de faire imprimer sa lettre à Napoléon, dans le cas où l'on voudrait « le faire passer pour rétracté ». Cette lettre, il en fait la lecture : « Sire, on m'a présenté à signer une déclaration qui m'a d'abord paru contraire aux libertés de l'Église gallicane, à cette doctrine que nos pères ont constamment soutenue comme nécessaire à la sûreté du souverain, du chef de l'Empire et à la tranquillité de l'État. Elle parle de jugements du Saint-Siège dont je n'ai nulle connaissance certaine et sur lesquels elle ne s'explique point : mais, comme Son Éminence le cardinal Fesch et Son Excellence le ministre des Cultes m'ont assuré que, par *jugements du Saint-Siège*, on doit entendre *des jugements réguliers et canoniques, des jugements approuvés par l'Église universelle...*, ce qui me persuade que ces jugements ne regardent que le Concordat..., je me suis déterminé à souscrire à cette déclaration dans ce sens seulement, pour donner à V. M. I. une nouvelle preuve de l'attachement inviolable que je lui ai voué et à Sa Sainteté une autre preuve de déférence et de respect... Je n'entends faire aucune espèce de rétractation, ni condamner des principes qui nous ont menés à un résultat aussi heureux, ni reconnaître en aucune manière les bulles ou brefs attribués à Pie VI qui les condamnent, n'ayant jamais eu d'autre intention que... de maintenir la religion avec l'unité catholique et la soumission due au gouvernement². » Saurine termine par « la nécessité d'oublier le passé ». Fouché approuve la déclaration, la lettre — « excellente » à son avis — dont il permet la publication éventuelle (?) tout en assurant qu'il saurait empêcher toute campagne contre les anciens assermentés. Belle occasion pour les trois autres évêques de réparer leur signature du 30 novembre ! Le ministre n'eût certainement pas besoin de le leur proposer³. Ils signèrent donc la même formule que l'évêque de Strasbourg, au terme de cette journée du 4 qui avait fait de Saurine le docteur des constitutionnels.

Saurine venait de remettre en question le succès obtenu par le légat. Averti, Pancemont, qui pourrait bien avoir conduit toute cette affaire avec le cardinal Fesch et Caprara, en véritable agent de la cour de

1. « ... été avant et depuis mon institution par le légat dans l'unité catholique..., je me soumettais aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France, en tout ce qui n'est pas contraire au Concordat et à la fidélité due à Sa Majesté l'Empereur » (Debertier).

2. Arch. nat., AF IV 1045. Texte reproduit par Latreille, p. 357.

3. Cela contre Rondeau.

Rome, mande chez lui l'évêque de Strasbourg et révèle que le Pape n'a consenti au voyage de France que contre l'approbation impériale à ses vues sur le clergé constitutionnel : que dans ces conditions toute résistance est superflue.

Le chef des constitutionnels s'attire des représailles. Portalis veut l'écarter de l'audience impériale du 4, à laquelle tout l'épiscopat devra figurer. Mais l'épisode du 2 ne se reproduit pas. M. J.¹, « ami de M. Saurine », va trouver aussitôt le maréchal Lefebvre, « ami intime de M. Saurine », et celui-ci, rude et franc : « Dites à M. l'Évêque de Strasbourg qu'il se rende sur-le-champ chez moi et je le conduis moi-même, dans ma voiture, à l'audience de l'Empereur » (Rondeau)². Panceмонт, le premier, s'approche de Saurine, le prend par la main, le comble de civilités. L'Empereur fait à Saurine l'accueil le plus honorable. Il ne parle qu'à ces deux évêques et à Belmas et Lacombe. Il les a ignorés la veille du sacre, par politique ; il les soutiendrait plutôt maintenant : quoi de plus naturel ? On comprend, en tout cas, que l'affaire traîne désormais.

Pour donner une certaine satisfaction au Pape et — croyons-nous — sur le conseil de l'Empereur lui-même, l'évêque de Strasbourg élabore à partir du 7 une formule latine qui lui donne bien du mal, car il veut lui faire traduire le plus exactement sa position. Il écrit d'abord *Ego subscriptus, constitutionem dictam civilem de clero sincero corde rejicio et ut mens mea magis ac magis pateat, me judiciis s. sedis subjectum profiteor, quando omnium episcoporum seu totius ecclesiae accessit consensus*. Puis il remplace *rejicio* par *ultra desero*, *accessit* par *accesserit*. Le Coz l'imite.

Convoqué (avec ce dernier) dans le bureau de Portalis, le 15, vers cinq heures du soir (Debertier), Saurine rentre en possession de sa formule du 3, qui n'a pas été agréée. Il est pressé de donner son approbation à la formule romaine (remaniée). Il refuse de souscrire à des termes pouvant impliquer une rétractation. Dans la nuit (avant dix heures), on lui réclame alors la formule du 3 (Debertier). « On ? » sans doute Panceмонт. Saurine la rend sans difficulté. A nouveau convoqué le 19, et toujours avec Le Coz, mais dans le bureau de Fouché cette fois, Saurine reste inébranlable. Le 20, il refuse de reprendre à son compte les

1. Nous n'avons pu l'identifier.

2. Le *Moniteur universel* du 14 frimaire an XIII confirme que la veille (4 décembre) Napoléon s'est fait présenter par le grand aumônier les évêques et les archevêques, puis, « rentré dans son cabinet, a reçu le serment des maréchaux... ».

termes de la lettre de Périer (Debertier)¹. Portalis, alerté par Pance-
mont, court à la légation, le soir même. Caprara prend la responsabilité
de ménager une audience pontificale — dernier moyen ! — pour le len-
demain dans la matinée². Le 21, Saurine signe sa troisième déclaration :
« J'ai abandonné sincèrement la constitution civile du clergé. Si l'on
m'a calomnié sur cet objet auprès de Votre Sainteté, je la prie de vou-
loir bien entendre ma justification. Elle verra que nul évêque n'est plus
profondément que moi attaché à la religion catholique pour laquelle
j'ai eu le bonheur de braver plusieurs fois la mort, ni plus sincèrement
dévoté à l'auguste chef de cette religion divine. Je suis soumis de cœur
et d'esprit aux jugements du Saint-Siège et de l'Église catholique, apos-
tolique et romaine, de la même manière dont l'Église de France l'a tou-
jours entendu. »

Saurine renouvelle ses sentiments de respect et d'attachement à la
personne du Saint-Père comme au Saint-Siège, centre de l'unité catho-
lique. Mais il affirme qu'il ne sacrifiera jamais les libertés de l'Église de
France que l'immortel Bossuet a si solidement exposées³. Pie VII se
contente de répondre : *Opinione, opinione*, et admet Saurine au baiser
de paix.

La pseudo-rétractation de Saurine n'existe donc pas — pas plus, sans
doute, que celle de Le Coz. L'évêque de Strasbourg a rédigé et peut-
être signé coup sur coup trois formules, dont aucune n'est ensuite ren-
trée dans ses mains (que lui importait, puisque, des deux premières du
moins, les Romains ne s'étaient pas déclarés satisfaits : quel usage en
pouvait-on faire contre lui?). La troisième se présente, à notre avis, à
la fois comme une déclaration écrite et comme une demande d'explica-
tion verbale. Dans l'audience du 22 décembre, le Pape en a pris con-
naissance officiellement, puis d'un signe il a permis à l'évêque de
prendre la parole ; enfin, sans approuver le commentaire de Saurine, il
a agi comme s'il eût reçu la satisfaction tant attendue. Bref, la récon-
ciliation, ajournée depuis avril 1802, est réalisée en décembre 1804.

La Papauté, cependant, n'a pas obtenu un désaveu du passé, mais
simplement une démarche écrite — variable d'ailleurs avec les person-

1. Ainsi conçue : « J'ai sincèrement abandonné la constitution civile du clergé. Si l'on m'a
calomnié à ce sujet auprès de Votre Sainteté, je la prie de m'entendre pour ma justification.
Je suis soumis de cœur et d'esprit aux jugements du Saint-Siège et de l'Église romaine » —
formule en français, que Debertier a vue le 17 décembre au plus tard.

2. Arch. nat., AF IV 1045. Cultes, an XII-1806. Portalis à Napoléon, 1^{er} nivôse an XIII.

3. Il se serait « expliqué contre le principe ultramontain de l'infaillibilité du Saint-Siège »
(Debertier).

nalités — qui lui permet, le cas échéant, de parler d'une adhésion aux jugements du Saint-Siège. On conçoit dès lors son ralliement à la doctrine de l'oubli. Tout le monde est désormais d'accord pour faire le silence sur le passé, qui s'enfonce peu à peu dans des brumes impénétrables... Le Coz et Saurine recevront leurs bulles en juin 1805 et c'est Saurine qui remettra le *pallium* à son ami l'archevêque.

Un texte semble infirmer notre version : « Je soussigné, ancien secrétaire de confiance de feu Mgr Saurine, déclare qu'étant un jour seul avec lui après le souper, il me dit que lors du sacre de Napoléon il avait signé, dans le cabinet du Pape, la rétractation de son serment à la constitution civile du clergé, que Mgr Le Coz, archevêque de Besançon, Berdolet, évêque d'Aix-la-Chapelle, Maudru, évêque démissionnaire de Saint-Dié, Francin, évêque démissionnaire de Metz, et autres avaient signé la même rétractation, mais en la dissimulant dans leurs diocèses respectifs. Voilà ce que je puis déclarer et attester avec la plus exacte vérité¹. » Signé Joseph Schecker. Mais ce papier n'a vraiment aucune valeur. D'abord, il date du 22 novembre 1828 : postérieur de près d'un quart de siècle aux événements relatés, quelle garantie peut-il offrir ? Et, de fait, il mentionne Maudru et Francin, qui n'avaient rien à faire dans la négociation, surtout Francin, décédé en 1802² ! Ensuite, il constitue une affirmation très intéressée, Schecker cherchant alors à regagner la confiance du nouvel évêque, et, grâce à celle-ci, une cure... Un doute subsiste encore. Voici pourquoi.

Le *Courrier de Strasbourg* insérait, le 13 nivôse an XIII, 3 janvier 1805 (publié le 4), une lettre adressée de Paris au préfet Shée : « M. l'Évêque de Strasbourg », y lisait-on, « a eu une audience particulière du Souverain Pontife, en présence du cardinal-légat. Je vous annonce avec joie qu'il a été reçu avec le plus grand intérêt. Non seulement le S. P. ne lui a parlé d'aucune rétractation comme on en a répandu le bruit ; il l'a félicité, au contraire, sur la solidité et la droiture de ses principes. Après une longue conversation dans laquelle M. Saurine soutint avec force ses opinions, S. S. l'embrassa tendrement, lui serra les mains et lui promit une protection particulière, etc. » Évidemment, c'était une version un peu faussée de l'entrevue du 22 décembre ! Cris et protestations ! Sous la date du 4 janvier, deux lettres partent de Strasbourg à l'adresse de la légation. Un certain Blessig dénonce à la fois l'absence de Saurine au sacre, l'article du journal et l'arrivée de Labey-

1. Arch. Év. Strasbourg. Varia (Personalia).

2. *Annales de la religion*, t. XV, p. 463. Francin est mort le 6 fructidor an X, 24 août 1802.

rie (ancien constitutionnel), qui vient soutenir la thèse du *Courrier de Strasbourg*¹. « Il y a sûrement du Fouché de Nantes dans cette manœuvre », conclut-il. Metz, vicaire général, demande ce qu'il faut croire : Saurine reviendra-t-il à Strasbourg? N'est-il pas puni de deux mois de pénitence? Ou, au contraire, n'a-t-il pas triomphé, « second Bossuet »?

Version pontificale du 21 décembre : « Ne voulant rien prendre sur moi dans une affaire aussi délicate », répond Sala le 9 janvier au nom de Caprara, « j'ai pensé qu'il était indispensable de la mettre sous les yeux du Souverain Pontife. Sa Sainteté m'a ordonné de répondre que l'évêque de Strasbourg a signé l'adhésion pure et simple aux jugements portés par le Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France. Dès que le Saint-Père a été satisfait de M. l'Évêque, personne ne doit se permettre des censures et des chicanes²... »

Version gouvernementale : celle du *Moniteur* du 15 janvier : « Tous les évêques de France ont manifesté par leur conduite à l'égard du Saint-Père un respect profond pour le Saint-Siège, centre de l'unité catholique, et une entière soumission à ses décisions comme principe de foi dans toute la chrétienté. Ainsi donc, parler encore aujourd'hui de la constitution civile du clergé et de toutes ces idées qui ont disparu avec les circonstances qui les avaient vu naître, c'est manifester une malveillance qui ne peut avoir d'autre but que de susciter de nouveaux troubles... Les évêques sont institués par le Saint-Siège et le Saint-Siège ne donne assurément l'institution qu'à ceux qui vivent dans l'unité de sa foi. Or, tous les évêques de France ont reçu l'institution canonique. On ne pourrait donc que par une insigne calomnie prétendre qu'il en est parmi eux qui suivent encore des principes contraires à la foi du Saint-Siège³. » En bref, Saurine ne peut se prévaloir d'une autre doctrine que celle du Saint-Siège, pour l'excellente raison qu'il est dans la communion du Pape depuis 1802...

La version épiscopale ressort de deux lettres, l'une du 14 janvier, l'autre du 29. La première semble inspirée par la connaissance de l'article sous presse du *Moniteur*⁴ : elle prémunit les fidèles contre une interprétation erronée de l'*Avis officiel* (cependant, elle répond à une lettre

1. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., XVIII. Le chanoine Leflon, à qui nous devons l'idée de cette recherche, avait lu Flessig.

2. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., XVIII. Minute de la réponse de Caprara. On remarquera la différence de résonance entre la première et la seconde phrase.

3. *Moniteur universel* du 25 nivôse an XIII, p. 420.

du 8 : il peut donc y avoir simple coïncidence). « La vérité est qu'on a d'abord voulu me faire signer certaine déclaration qui m'a paru ne pouvoir pas s'accorder avec les libertés de l'Église gallicane, quoiqu'il ne fût question ni de rétractation ni de serment ni de brefs de Pie VI. La discussion s'est terminée par admettre mon adhésion et soumission aux jugements émanés du Saint-Siège et de l'Église catholique, apostolique et romaine, ce qui a été toujours dans nos principes. Le Pape m'a parfaitement bien accueilli, m'a comblé de bontés et de caresses et m'a embrassé ainsi que les cardinaux¹... » Avant le 29 du même mois, il s'est expliqué à plusieurs reprises, par lettre, vis-à-vis de Maimbourg, son secrétaire² : ému d'un « procédé aussi impolitique », il a demandé la traduction de l'article, il en a témoigné « beaucoup d'humeur », il a parlé de la déclaration qu'il a faite entre les mains de Sa Sainteté et de l'accueil qu'il a reçu la veille du nouvel an, etc.

Impossible de ne pas croire à un échange de vues entre Maimbourg et Metz, dans cette petite tempête. Maimbourg se tient pour satisfait, le 29 janvier, d'une très vague explication donnée par Saurine, quand il doit connaître depuis quinze jours, sinon la lettre, du moins l'esprit de la réponse de Caprara à Metz. La réponse pontificale n'allait pas au delà de l'ordre de ne pas se montrer plus difficile que Rome... La meilleure preuve, en définitive, que Saurine a bien signé la seule déclaration transcrite par Debortier, c'est que les vicaires généraux, en 1816, ne pourront pas produire une rétractation et ne songeront pas à utiliser une formule aussi gallicane — une formule déjà détruite peut-être, d'ailleurs, par précaution³.

Notre étude n'a pas voulu retracer la figure de l'ancien janséniste, qui avait vu dans la constitution civile la grande réforme catholique si longtemps attendue et avait été parmi les premiers à défendre l'Église constitutionnelle, aux côtés de Grégoire. Elle s'est bornée à caractériser

1. Arch. Év. Strasbourg. Varia (Personalia). Lettre autographe de Saurine à Butsch (J.-B. Jos.), curé dans le Haut-Rhin. — Saurine ajoute : « Je fus le voir encore avec M. l'archevêque de Besançon la veille du premier de l'an. Il nous reçut à bras ouverts et nous témoigna combien il avait de plaisir à nous voir. Quelques jours après, le ministre des Cultes me dit que S. S. venait de lui demander de mes nouvelles, ajoutant qu'Elle avait pour moi une affection particulière... J'ai été invité à dîner chez le cardinal-légat où j'ai reçu toutes sortes d'honnêtetés. Aujourd'hui, je vais dîner chez S. E. le cardinal Fesch... »

2. Arch. Vatican, Ep. Nap. Fr., XVIII. Lettre de Maimbourg (sans doute à Sala). Strasbourg, 29 janvier 1805.

3. Nous avons retrouvé la copie, collationnée sur l'original de la déclaration de 1802, mais pas celle d'une rétractation ou formule quelconque de 1804.

l'attitude de l'évêque légiste et gallican, appuyé sur une doctrine solide, ferme devant le ministre des Cultes¹ (et même l'Empereur peut-être) comme devant le Légat ou le Pape : dernier anneau d'une tradition expirante qui plonge à travers plusieurs siècles d'histoire religieuse.

Fernand L'HUILLIER.

1. Saurine ira jusqu'à écrire à Portalis des phrases du genre de celles-ci : « ... Si V. Exc. avait daigné consulter les évêques conformément à leurs droits et à l'usage immémorial avant de faire imprimer ce catéchisme... » (18 octobre 1806), — « vos lecteurs se plaisent donc à vous lire mes lettres tout de travers, à y mettre ce qui n'y est pas?... » Arch. Ev. Strasbourg. Correspondance avec S. Exc. le ministre des Cultes en 1806, p. 92-95 et p. 108-112.

MÉLANGES

CE QU'ON TROUVE SANS LE CHERCHER DANS LES VIEILLES ARCHIVES NOTARIALES

Les archives anciennes des notaires de la Seine qui ont décidé leur dépôt au minutier central des Archives nationales arrivent à l'hôtel Rohan toutes sous la même forme, celle de liasses et de registres, les premières empaquetées sous ruban en croix, les seconds simplement enrubannés, tous portant une étiquette où sont inscrits le numéro de classement de l'« article », liasse ou registre, le nom du notaire signataire des minutes contenues dans l'« article » et les dates extrêmes de celles-ci ; il ne reste plus qu'à les ranger sur les tablettes qui leur sont réservées. Tel est l'aboutissement du travail de classement auquel nous procédons, mon secrétaire, M. Cavasse, et moi, dans le minutier même de l'étude, travail de classement, exclusif de toute préoccupation et d'ailleurs de toute possibilité pratique de recherche et d'examen de documents plus ou moins intéressants. Quand les documents se présentent en apparence bien classés, nous nous assurons de la réalité de cette apparence et, dans l'affirmative, nous constituons nos paquets de grosseur sensiblement égale. Mais nous nous trouvons souvent devant des documents déclassés, minutes émanant de divers notaires et portant des dates différentes ; il nous les faut reclasser, former des lots distincts par notaire et par année, en recherchant rapidement ces deux éléments de remise en ordre à leur place habituelle qui est généralement la fin de l'acte. Or, au cours de ce travail et malgré notre volonté de ne pas nous laisser détourner de notre tâche essentielle, qui est exclusivement de classement, un fait à la fois physiologique et psychologique se produit ; l'œil aperçoit certains mots, certains noms qui provoquent et retiennent l'attention ; on ne peut s'empêcher de regarder la pièce de plus près et de lui consacrer une note analytique.

Et ce sont quelques-unes de ces notes que j'apporte ici, dans un double but ; d'abord, présenter quelques documents sur certaines personnes, certains monuments, certaines professions, etc., puis saper une erreur encore trop répandue dans le grand public et dans le monde notarial, où l'on nous

attribue volontiers la préoccupation de rechercher des documents généalogiques, des actes concernant des personnages plus ou moins notoires et aussi des autographes ou des pièces portant des signatures royales ou princières. Sans contester l'intérêt de ces différentes catégories de papiers, il faut rappeler que les archives publiques, Archives nationales, archives des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, des Colonies, archives départementales, Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale, fonds manuscrits des bibliothèques de province, etc., nous documentent déjà abondamment sur ce que j'appellerai le personnel public ; mais les archives privées que sont les archives notariales constituent, et c'est ce qui fait leur originalité et leur valeur documentaire, la source essentielle de nos informations touchant la vie privée, vie familiale, professionnelle, économique et sociale, de toute la collectivité, du plus grand au plus petit ; et le fait s'explique par le rôle que jouait jadis le notaire dans la société d'autrefois ; aujourd'hui, son intervention, que les petites gens généralement ignorent, est dans la majorité des familles un accident limité à un contrat de mariage, une liquidation de succession, quelque opération immobilière ; jadis, au contraire, le notaire apparaissait dès que deux personnes, physiques ou morales, avaient à traiter une affaire, de quelque nature qu'elle fût ; c'est ce qui explique le nombre, la variété et l'intérêt des actes contenus dans les anciens minutiers.

Et ce qui suit est susceptible d'en donner une idée.

Approvisionnement général. — Marchés pour fournitures de toutes sortes, viande, volaille, poisson, etc., avec indication des prix, pour la maison des personnages suivants : Charles, comte de Mansfeld, colonel des reîtres du Roi, et sa femme, pour un an (1577) ; — Louis de Lorraine, archevêque-duc de Reims, pour trois ans (1613) ; — Henri de Gondî, cardinal de Retz, évêque de Paris, pour quatre ans (1618) ; — Charles de Valois, duc d'Angoulême, pour trois ans (1646). — En application d'un marché du sommelier ordinaire de l'échansonnerie, transport de la Seine au Louvre et à l'hôtel de Bourbon, et descente en cave de 346 poinçons de vin de Bourgogne, des crus d'Arbois et du Roi (1542).

Architectes. — Androuet du Cerceau (Jacques), architecte et superintendant des Bâtiments, fils de Jacques, architecte du Roi, et oncle de Salomon de Brosse, architecte et surintendant des Bâtiments du Roi et de la Reine : inventaire après décès (1614). — Boccador (Dominique) : marché pour la construction d'un hôtel, rue des Bourdonnais (1538). — Métezeau (Louis), architecte des Bâtiments du Roi et de la Reine, concierge des Tuileries : inventaire après décès (1615).

Armée et marine. — Élection de six pelletiers pour fixer la cotisation de chaque membre de la corporation dans l'imposition « accordée » au Roi par les Parisiens pour la solde de mille hommes d'armes à pied (1522). — Rôle de la montre et revue des huit hommes, prévôt des maréchaux, lieutenant et six archers, chargés de « garder la pillerie et faire la pugnition... des delinquans... » dans le gouvernement de l'Île-de-France, pour le paiement de leur solde du premier semestre 1546 ; solde mensuelle respective : 25, 12 et 10 l. t. (1546). — Convention pour le paiement de reîtres venus en France ; le cardinal de Guise se porte caution du Roi pour

1,200,000 florins et le cardinal de Lorraine pour 250,000 livres (1576). — Marché pour la fourniture, pendant trois ans, au magasin de Châlons, de trente milliers de poudre à canon, pour 3,250 écus par an (1587). — Autre pour fourniture de 1,300 chevaux avec leurs charretiers et 156 charrettes (1587). — Procuration d'un soldat, naguères prisonnier sur les galères du roi d'Espagne, pour recouvrer la rançon de trente écus d'or soleil qu'a exigée pour son rachat le capitaine de *La Lopiane*, au mépris du traité franco-espagnol (1561).

Bibliothèques. — Inventaires contenus dans les inventaires après décès des personnes suivantes :

« Convan » (François de), maître des Requêtes (1563). — Lecharron (Claude), avocat en Parlement (1551). — Le Meignan, docteur régent en la Faculté de médecine, classement méthodique (1556). — Pinel de la Salle, oratorien (1776). — Robertet (Florimond) : livres en français, latin, italien et espagnol (1567). — Sarde (Nicole), avocat en Parlement : livres « de vieille impression, fort anciens » (1536). — Silvestre (Antoine), principal des artiens au collège de Navarre (1528). — Thierry (Jean), prêtre habitué en l'église Saint-Séverin (1533).

Brodeurs. — Georges (Honoré) : procuration pour toucher deux mille écus d'or soleil à lui dus par le Roi pour fourniture, à Châtellerault, d'une chapelle de velours cramoisi (1541). — Groult (Marc) : marché pour « faire huit histoires figures des douze moys... » (1572). — Lahure (Noël) : marché pour la broderie d'une robe d'homme (1559).

Commerce. — Autorisation de François I^{er} aux Gênois d'exercer en toute liberté le commerce d'importation et d'exportation, sous réserve de ne pas exporter, sans permission spéciale, les marchandises interdites, comme grains, vin, etc. ; en latin (1527). — Office de contrôleur parapheur des livres de commerce en blanc, pour prévenir et découvrir les banqueroutes frauduleuses (1624). — Capture en mer par des Hollandais et Zélandais d'une cargaison de vin embarquée à Rouen à destination du Crottoy ou de Calais (1576). — Commerce aux Indes, en Guinée et aux Iles, traite des nègres : renseignements dans l'inventaire après décès du fermier général Dangé (1777). — Compagnie de la Nouvelle-France : concession à l'un de ses associés des habitations du Port-Royal et de la Hève et, pour dix ans, de la moitié de la traite des pelleteries de la côte d'Acadie ; vente du *Saint-Jean-du-Port* au Canada et de la cargaison à bord ; prise de pelleteries sur un vaisseau basque (1684).

Édifices civils. — Collège de Séez (devis et marché pour un bâtiment rue de la Harpe, 1729). — Hôtel de Sens (location à l'ambassadeur de Venise, 1599). — Maison rue du Pourtour-Saint-Gervais, coin de la rue des Barres (plans de Gabriel, architecte du Roi, 1735). — Pont aux changeurs (élection d'un receveur de la contribution annuelle de 2,000 livres due par les propriétaires pour son entretien ; signatures des votants et indication de leur vote, 1590). — Château de Chaville (devis et marché, avec plans, 1764). — Hôtel du cardinal de Ferrare, à Fontainebleau (devis et marché, 1542). — Château de Maisons (mobilier, 1736). — Château de Poissy (devis et marché, Claude Dublet, juré du Roiès œuvres de charpenterie, 1645).

Édifices religieux. — Abbaye de Sainte-Geneviève (travaux de menuiserie à la chapelle de la Miséricorde, 1572). — Église Saint-Étienne-du-Mont (travaux de charpente à la lanterne du clocher « en péril éminent », 1711). — Église Saint-

Germain-l'Auxerrois (travaux de maçonnerie, 1517 ; construction du jubé, 1541 ; substitution de vitres blanches armoriées aux vitraux de couleurs à la chapelle des Trépassés, 1624). — Église Saint-Médard (construction de charniers, 1691 ; règlement des droits curiaux et paroissiaux sur la communauté des prêtres de Saint-François-de-Sales, 1704 ; inventaire du mobilier de la fabrique, 1705).

Garde urbaine. — État nominatif des habitants de huit rues du quartier de l'Université et des armes dont ils doivent être pourvus (1621).

Industrie et commerce du livre : tailleur et fondeur de caractères, imprimeurs, enlumineur, libraires, relieurs, doreurs. — Adeline (Pierre), enlumineur en taille-douce (1712). — Amacon (Hubert), libraire-relieur (1622). — Béchet (Denis) et Billaine (Louis), libraires associés : marché avec l'évêque et le clergé d'Angers pour une nouvelle édition du *Bréviaire d'Anjou* (1660). — Boyet (Antoine), relieur ordinaire pour le Roi : prise de du matériel professionnel par Louis Guillebert, relieur-doreur ; état des livres appartenant au Roi envoyés au relieur « du vivant de Louis 14 » (1722). — Bulot (Joseph), imprimeur-libraire (1744). — David (Pierre), libraire-imprimeur (1660). — Giffart (René), imprimeur-libraire : prise par François Juliot et Antoine Vitray, imprimeurs et libraires en l'Université (1622). — La Vigne (Nicolas de), imprimeur : marché avec François Pélican, libraire, pour l'impression d'*Horace commenté* (1640). — Métayer (Pierre), imprimeur ordinaire du Roi et libraire : prise de livres par Thomas Blaise, libraire juré, et Jean Orry, libraire ; inventaire de l'imprimerie par Rolin Thierry, imprimeur et libraire, et Jacques Duclou, fondeur de lettres (1611 et 1612). — Nyon (Michel), doreur de livres (1587). — Pascal (Pierre), libraire, décédé de maladie contagieuse en 1596 (1602). — Petit (Étienne), libraire en l'Université (vers 1540). — Pique (Claude de), libraire de la Reine et relieur des livres du Roi (vers 1540). — Roffet (Pierre) et ses enfants, Étienne, André et Ponce, marchands libraires : prise de la librairie par Ponce Le Preux et Jean Roigny, libraires jurés en l'Université, et de l'imprimerie par Simon Hardrot, libraire (1537). — Roze (François), libraire, et Jacques Roze, libraire-imprimeur du Roi à La Flèche (1613). — Saint-Aubin (Jean de), imprimeur et libraire (1702). — Varade (Jean-Pierre de), libraire : règlement de comptes de ses veuve et héritiers avec Jean-Francois de Asula, libraire vénitien, Frédéric de Torresanis de Asula, son frère, et Antoine et Paule Manutius, enfants de feu Alde Manutius, imprimeur à Venise, pour envoi de livres à la veuve (1540). — Vascosan (Michel de), libraire : versement audit Jean-Francois de Asula de 43 l. t. en une cédule d'Alexandre Auricula, libraire à Venise (1540). — Villiers (Nicolas de), tailleur de caractères à imprimer : prise de l'outillage par Michel Aumont, fondeur de lettres servant à l'imprimerie (1560).

Médecine et chirurgie. — Opération césarienne pratiquée par un barbier aussitôt la mort de la mère et mise au monde d'une fille vivante (1527). — Maladie vénérienne. Marché par Pierre Boullot, barbier et chirurgien, pour traitement à forfait, jusqu'à guérison, d'un laboureur d'Ivry-sur-Seine, avec fourniture de tous médicaments, nourriture et logement chez lui, moyennant 100 l. payables à la guérison (1639). — Maladie vénérienne. Marché par Jacques Mahieu, « opérateur », pour traitement à forfait d'un jardinier du faubourg Saint-Marcel, sa femme et ses deux enfants, à raison d'une visite par jour et fourniture des médicaments, sauf les décoctions ; prix : 30 l. t. dont 8 l. payables dans trois jours et le solde après complète

guérison des quatre malades (1644). — Règlement de compte de Jeanne d'Amont, mariée en premières nocés à Gaspard de Vienne, comte de Listenois, dont 2,304 l. 5 s. 8 d. t. pour vacations des médecins et apothicaires qui l'ont soignée pendant plusieurs maladies et ordonnances dont ils ont fait l'avance (vers 1550). — Gontier (Jean), dit d'Orléans, chirurgien et inciseur juré (1537). — Hébert (Philippe), chirurgien ordinaire de la maison de la Reine et chirurgien juré en l'Université (1627). — La Maison (Pierre de), chirurgien et valet de chambre ordinaire du Roi (1540).

Menuisier ordinaire du Roi et de la Reine. — Baudouin (Jean) : inventaire de ses biens exclus de la communauté ; mention d'Antoine de Mesvilliers, tapissier ordinaire du Roi et de la Reine, de Henri Gaboury, tapissier ordinaire du Roi, de Pierre Roussel, menuisier ordinaire de la Chambre du Roi à Alençon, et de Gilles Peneur, menuisier du Roi (1606).

Meurs, coutumes, faits divers. — Jeu de paume à l'enseigne du Fort-le-Roi en face de la prison du For-Lévêque, rue Saint-Germain-l'Auxerrois (1522). — Au bas de son testament, Paule de Canobio, gentilhomme de Milan, atteste (autographe, en italien), en même temps que les deux notaires, l'exactitude du document, instituant pour son héritier universel l'évêque de Lodève, Laurent Tuscan, à charge de nourrir et marier sa fille naturelle, Lyvia (1529). — Coutumes locales de la ville et baronnie de Sainte-Sévère en Berri (manuscrit du xvi^e siècle). — Versements au trésorier de l'Épargne, de 1535 à 1538, de plus de 800,000 livres recueillis dans la recette générale d'Outre Seine et Yonne et transportées au Louvre, à Amiens, Fontainebleau, Lyon et Aignes-Mortes, avec le concours, sur certains itinéraires, d'un ou deux hommes de pied « pour doubte des mauvais garçons et gens de guerre estans sur les chemins » (1542). — Famille nombreuse du notaire Gognier : dix enfants, dont quatre garçons d'un premier lit et trois filles et trois garçons d'un second (1548). — Pendaïson et exposition aux Halles d'un faussaire en écritures (1550). — Meurtre d'un paysan qui avait tué un lièvre par trois membres de la famille de Lonvilliers (1554). — Bail, pour quatre ans, d'une chambre au deuxième étage d'une maison rue des Lombards, pour 20 l. t. par an (1560). — Tirage au sort par un aveugle des Quinze-Vingt des deux lots de meubles d'une succession (1583). — Notes, dans un registre de notaire de 1588, de la naissance du Dauphin, à Fontainebleau, le jeudi 27 septembre 1601, à minuit, et de la mort de son père, le 14 mai 1610, « au grand regret et perte des Francois et notamment des Parisiens ». — Reçu du procureur syndic du tiers-état de Bresse de fonds provenant des communautés du pays, « pour subvenir aux affaires du tiers-état » (1608). — Élargissement du For-Lévêque de prisonniers pour dettes (1608-1621). — Protestation des habitants de Villejuif contre un mode d'élection des marguilliers, liste des présents et signatures de certains (1643). — Procès-verbaux d'enquêtes de noblesse pour l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (1656).

Musiciens et fabricants. — Bellami (Sulpice), joueur d'instruments : inventaire après décès, mentionnant ses trois fils, Guillaume, joueur d'instruments de musique à Angers, Jean, joueur d'épinette, et feu Conrad, joueur d'instruments (1581). — Binart (Martin), dit La Porte, violon ordinaire de la Chambre du Roi, frère de Michel, même qualité : inventaire après décès, mentionnant Nicolas de la Mare, hautbois du Roi (1611). — Buisson (Jean), La Bonde (Léon), joueurs de tambourins à suisse, et Le Blanc (Jean), joueur de fifre : association (1547). — Charles

(Jean), musicien et imprimeur de musique (1756). — Gaigneron (Jacques), maître joueur d'instruments : engagement pour apprendre l'art d'imager (1607). — Le Maire (Marin) et son fils, Claude, faiseurs d'instruments de musique : inventaire après décès du père (1587). — Pellecerf (Guillaume), joueur d'instruments (1622). — Sauvage (Jean-Baptiste et Pierre) et Bignon (Claude), joueurs d'instruments et à danser : association (1693). — Turquet (Jacques), tambourin du Roi : inventaire après décès de sa femme (1588).

Navigation fluviale et maritime. — Marché pour la fourniture d'un bateau tout neuf, à livrer au port de l'École Saint-Germain-l'Auxerrois (1527). — Canal de Loire en Seine : attribution à Gaspard de Coligny d'un trentième dans les affaires de la Compagnie (1643). — Constitution d'une société de six personnes, dont Samuel Bernard et Alexandre Goubert, inspecteur des constructions de la marine de France, pour l'exploitation d'une découverte de Goubert pour le relèvement des vaisseaux coulés à fond et pour la pêche des perles : relèvement de Vigo (navrages de 1704) ; autorisation pour un des vaisseaux coulés sur les côtes de Provence, avec prélèvement de six pour cent du produit net pour le Roi et autant pour l'Amiral ; autre du roi d'Espagne pour les mers de sa domination en Europe, avec prélèvement de six pour cent et les droits ordinaires d'entrée ; projet à Messine (1729).

Facteurs d'orgues et organiste. — Argillières (Antoine d'), faiseur d'orgues du Roi : marché pour la réparation des orgues de la chapelle Sainte-Marie-l'Égyptienne (1565). — Argillières (Gabriel d'), faiseur d'orgues : marché pour la réparation des orgues de l'église de la Madeleine en la Cité (1566). — Grillon (Michel), organiste et maître de musique (1761).

Peintres. — Chastelain (Charles), inspecteur de la manufacture royale des Gobelins et peintre de l'Académie royale : compte entre sa veuve et sa fille, épouse séparée de biens de Simon-Jean Flamand, peintre du Roi aux Gobelins, de la vente des biens de la communauté ; deux tableaux et un Christ vendus à la marquise de Pompadour (1756). — Feugueret (Pierre), maître peintre, gendre de Jean Guillet, fondeur en sable (1562). — Fortin (Jean), peintre et graveur : reconnaissance de 80 l. t. pour prêt « à son grand besoing et nécessité de maladie » (1559). — Jeanrat (Étienne), peintre ordinaire du Roi, professeur de l'Académie royale de peinture et sculpture, rue des Fossés-Saint-Victor, exécuteur testamentaire de Alexandre Desputeaux, commis marqueur de bois, dont inventaire (1747). — Laisné (Nicolas-Gabriel), étudiant en peinture, fils d'un sellier-carrossier (1762). — Langeolle (Guillaume), maître peintre (1614 et 1619). — Testelin (Pasquier), peintre ordinaire du Roi et maître peintre, père de Gilles, peintre ordinaire du Roi : inventaire après son décès ; les « outillz et marchandises de l'art de peintures » prisés par Nicolas Moillon et Simon Chéretz, maîtres peintres ; quarante et un articles de tableaux, dessins, etc. (1613). — Yvart (Joseph), peintre ordinaire du Roi en son Académie, en l'hôtel royal de la manufacture des Gobelins (1691).

Personnages notables. — Amyot (Jacques), évêque d'Auxerre : inventaire de papiers (1594). — Estienne (Robert), interprète du Roi en langue grecque et latine : son inventaire après décès ; pas de bibliothèque ; collection d'instruments de musique, prise par Antoine Godart, faiseur d'instruments (1614). — Nostradamus (Antoine-Crespin), médecin et astrologue ordinaire du Roi et de la duchesse de Savoie : marché pour une nouvelle édition de ses *Prophéties* (1572). — Pisseleu

guérison des quatre malades (1644). — Règlement de compte de Jeanne d'Aumont, mariée en premières nocés à Gaspard de Vienne, comte de Listenois, dont 2,304 l. 5 s. 8 d. t. pour vacations des médecins et apothicaires qui l'ont soignée pendant plusieurs maladies et ordonnances dont ils ont fait l'avance (vers 1550). — Gontier (Jean), dit d'Orléans, chirurgien et inciseur juré (1537). — Hébert (Philippe), chirurgien ordinaire de la maison de la Reine et chirurgien juré en l'Université (1627). — La Maison (Pierre de), chirurgien et valet de chambre ordinaire du Roi (1540).

Menuisier ordinaire du Roi et de la Reine. — Baudouin (Jean) : inventaire de ses biens exclus de la communauté ; mention d'Antoine de Mesvilliers, tapissier ordinaire du Roi et de la Reine, de Henri Gaboury, tapissier ordinaire du Roi, de Pierre Roussel, menuisier ordinaire de la Chambre du Roi à Alençon, et de Gilles Peneur, menuisier du Roi (1606).

Mœurs, coutumes, faits divers. — Jeu de paume à l'enseigne du Fort-le-Roi en face de la prison du For-Lévêque, rue Saint-Germain-l'Auxerrois (1522). — Au bas de son testament, Paule de Canobio, gentilhomme de Milan, atteste (autographe, en italien), en même temps que les deux notaires, l'exactitude du document, instituant pour son héritier universel l'évêque de Lodève, Laurent Tuscan, à charge de nourrir et marier sa fille naturelle, Lyvia (1529). — Coutumes locales de la ville et baronnie de Sainte-Sévère en Berri (manuscrit du xvi^e siècle). — Versements au trésorier de l'Épargne, de 1535 à 1538, de plus de 800,000 livres recueillies dans la recette générale d'Outre Seine et Yonne et transportées au Louvre, à Amiens, Fontainebleau, Lyon et Aigues-Mortes, avec le concours, sur certains itinéraires, d'un ou deux hommes de pied « pour doubte des mauvais garçons et gens de guerre estans sur les chemins » (1542). — Famille nombreuse du notaire Gognier : dix enfants, dont quatre garçons d'un premier lit et trois filles et trois garçons d'un second (1548). — Pendaïson et exposition aux Halles d'un faussaire en écritures (1550). — Meurtre d'un paysan qui avait tué un lièvre par trois membres de la famille de Lonvilliers (1554). — Bail, pour quatre ans, d'une chambre au deuxième étage d'une maison rue des Lombards, pour 20 l. t. par an (1560). — Tirage au sort par un aveugle des Quinze-Vingt des deux lots de meubles d'une succession (1583). — Notes, dans un registre de notaire de 1588, de la naissance du Dauphin, à Fontainebleau, le jeudi 27 septembre 1601, à minuit, et de la mort de son père, le 14 mai 1610, « au grand regret et perte des Francois et notamment des Parisiens ». — Reçu du procureur syndic du tiers-état de Bresse de fonds provenant des communautés du pays, « pour subvenir aux affaires du tiers-état » (1608). — Élargissement du For-Lévêque de prisonniers pour dettes (1608-1621). — Protestation des habitants de Villejuif contre un mode d'élection des marguilliers, liste des présents et signatures de certains (1643). — Procès-verbaux d'enquêtes de noblesse pour l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (1656).

Musiciens et fabricants. — Bellami (Sulpice), joueur d'instruments : inventaire après décès, mentionnant ses trois fils, Guillaume, joueur d'instruments de musique à Angers, Jean, joueur d'épinette, et feu Conrad, joueur d'instruments (1581). — Binart (Martin), dit La Porte, violon ordinaire de la Chambre du Roi, frère de Michel, même qualité : inventaire après décès, mentionnant Nicolas de la Mare, hautbois du Roi (1611). — Buisson (Jean), La Bonde (Léon), joueurs de tambourins à suisse, et Le Blanc (Jean), joueur de fifre : association (1547). — Charles

(Jean), musicien et imprimeur de musique (1756). — Gaigneron (Jacques), maître joueur d'instruments : engagement pour apprendre l'art d'imager (1607). — Le Maire (Marin) et son fils, Claude, faiseurs d'instruments de musique : inventaire après décès du père (1587). — Pellecerf (Guillaume), joueur d'instruments (1622). — Sauvage (Jean-Baptiste et Pierre) et Bignon (Claude), joueurs d'instruments et à danser : association (1693). — Turquet (Jacques), tambourin du Roi : inventaire après décès de sa femme (1588).

Navigation fluviale et maritime. — Marché pour la fourniture d'un bateau tout neuf, à livrer au port de l'École Saint-Germain-l'Auxerrois (1527). — Canal de Loire en Seine : attribution à Gaspard de Coligny d'un trentième dans les affaires de la Compagnie (1643). — Constitution d'une société de six personnes, dont Samuel Bernard et Alexandre Goubert, inspecteur des constructions de la marine de France, pour l'exploitation d'une découverte de Goubert pour le relèvement des vaisseaux coulés à fond et pour la pêche des perles : relèvement de Vigo (naufrages de 1704) ; autorisation pour un des vaisseaux coulés sur les côtes de Provence, avec prélèvement de six pour cent du produit net pour le Roi et autant pour l'Amiral ; autre du roi d'Espagne pour les mers de sa domination en Europe, avec prélèvement de six pour cent et les droits ordinaires d'entrée ; projet à Messine (1729).

Facteurs d'orgues et organiste. — Argillières (Antoine d'), faiseur d'orgues du Roi : marché pour la réparation des orgues de la chapelle Sainte-Marie-l'Égyptienne (1565). — Argillières (Gabriel d'), faiseur d'orgues : marché pour la réparation des orgues de l'église de la Madeleine en la Cité (1566). — Grillon (Michel), organiste et maître de musique (1761).

Peintres. — Chastelain (Charles), inspecteur de la manufacture royale des Gobelins et peintre de l'Académie royale : compte entre sa veuve et sa fille, épouse séparée de biens de Simon-Jean Flamand, peintre du Roi aux Gobelins, de la vente des biens de la communauté ; deux tableaux et un Christ vendus à la marquise de Pompadour (1756). — Feugueret (Pierre), maître peintre, gendre de Jean Guillet, fondeur en sable (1562). — Fortin (Jean), peintre et graveur : reconnaissance de 80 l. t. pour prêt « à son grand besoin et nécessité de maladie » (1559). — Jeanrat (Étienne), peintre ordinaire du Roi, professeur de l'Académie royale de peinture et sculpture, rue des Fossés-Saint-Victor, exécuteur testamentaire de Alexandre Desputeaux, commis marqueur de bois, dont inventaire (1747). — Laisné (Nicolas-Gabriel), étudiant en peinture, fils d'un sellier-carrossier (1762). — Langeolle (Guillaume), maître peintre (1614 et 1619). — Testelin (Pasquier), peintre ordinaire du Roi et maître peintre, père de Gilles, peintre ordinaire du Roi : inventaire après son décès ; les « outillz et marchandises de l'art de peintures » prisés par Nicolas Moillon et Simon Chéretz, maîtres peintres ; quarante et un articles de tableaux, dessins, etc. (1613). — Yvart (Joseph), peintre ordinaire du Roi en son Académie, en l'hôtel royal de la manufacture des Gobelins (1691).

Personnages notables. — Amyot (Jacques), évêque d'Auxerre : inventaire de papiers (1594). — Estienne (Robert), interprète du Roi en langue grecque et latine : son inventaire après décès ; pas de bibliothèque ; collection d'instruments de musique, prise par Antoine Godart, faiseur d'instruments (1614). — Nostradamus (Antoine-Crespin), médecin et astrologue ordinaire du Roi et de la duchesse de Savoie : marché pour une nouvelle édition de ses *Prophéties* (1572). — Pisseleu

(Anne^e de), l'une des dames d'honneur de la Reine-Mère : signature autographe : « Anne de Pisseleu. Pour servir de procuracy » (1585). — Richelieu (cardinal de) : procès-verbal de vente aux enchères de son mobilier (1653). — Sade (comte de), ministre plénipotentiaire auprès de l'électeur de Cologne : inventaire après décès ; unique héritier, son fils, marquis de Sade, lieutenant général de Bresse, etc. (1767). — Vatable (François), lecteur ordinaire du Roi en langue hébraïque : bail de sa cure de Brumetz ; procuracy à Jacques Touzart et Jean Stradelle, lecteurs ordinaires du Roi en l'Université, pour toucher les deux cents écus d'or soleil à lui dus par le Roi pour ses gages de 1539 (1540).

Sculpteurs. — Aubert (Jean), peintre-tailleur d'images : prise à son service de Gilles Gruel, compagnon peintre (1559). — Du Val (Jean), maître peintre et tailleur d'images, et son fils, Du Val (Claude), tailleur d'images : marché et transaction pour un « tableau de pierre » à personnages avec épitaphe, à placer sous les charniers du cimetière des Innocents (1542 et 1543). — Gaultier (Michel), sculpteur, marié à Noémie Pilon, père de Romain Gaultier, sculpteur : inventaire après décès, la sculpture prisee par François Lheureux, sculpteur et peintre (1600). — Grévin (Guillaume), tailleur d'antiques et porteur de blé aux Halles : constitution de rente à Grévin par Jean Mansart, maître sculpteur (1588) ; inventaire après décès de sa femme, mentionnant Antoine Bessault, tailleur d'antiques, comme neveu de Grévin (1590). — Lérambert, sculpteur : prisee autographe d'une statue et de six têtes antiques du château de Nantouillet, avec signature accompagnée d'une tête (1606). — Legeret, sculpteur ordinaire du Roi : testament d'une femme qu'il avait recueillie chez lui (1680). — Le Jeune (Jean), peintre et tailleur d'images : mise en apprentissage de sa fille (1572). — Le Moine (Mathieu), tombier et tailleur de pierre : marché pour faire trois perrons de pierre à Leuville près Montilhéry, propriété du chancelier d'Alençon (1541). — L'Isle (Hélie de), maçon et sculpteur (1619). — Pellegrin (François), peintre et imagier du Roi : passe procuracy, détenu au Châtelet (1540). — Pilon (Germain), sculpteur du Roi : marché avec les orfèvres de Paris pour la fourniture de treize « images », soit le Christ et les douze apôtres, en terre cuite blanchie, moyennant 75 l. t. dont reçu d'un tiers, le second tiers payable à la livraison de la moitié et le solde à la fin (1567). Procuracy générale des créanciers de la Reine, mère de Henri II, dont sa veuve, Germaine Durand (1596). — Van Opstal (Gérard), sculpteur ordinaire du Roi : marché avec Louis Bascou, menuisier, pour la construction d'un autel à poser en un lieu non dénommé, comportant le transport par la Seine jusqu'à environ quatre lieues au-delà de Saint-Germain-en-Laye ; prix : 500 l. t. (1652).

Séduction. — Règlement entre un compagnon menuisier et une veuve ; celle-ci reçoit 11 l. 10 s. t. pour dommages et intérêts et prend la fille à sa charge, sauf substitution du père en cas de décès de la mère (1542). — Transaction entre un verrier et une fille à marier, le père prenant à sa charge le garçon, âgé de six semaines, et versant une indemnité de 10 l. t. à la mère, qui gardera la provision de 8 l. ordonnée par le prévôt de Paris (1542). — Autre entre le séducteur et la mère de la jeune fille : 1,000 l. à la mère pour acquitter ses dettes ; à la fille une rente de 62 l. 10 s., rachetable pour 1,000 l. à la volonté du séducteur et obligatoirement au mariage de la fille ; le père prenant l'enfant à sa charge (1630).

Tapissiers. — Bacor (Gilles), tapissier du Chancelier : inventaire après décès de

sa femme, aïeule maternelle de Philippe Bacor, tapissier ; tableaux estimés par Claude-Charles Delaplace, peintre, dont la *Rencontre des Suisses avec les Français*, par Duret, la *Ville de Namur* et plusieurs cavaliers, par le même, et des tapisseries, dont certaines en cours d'exécution (1710). — Clouet (Jean), maître tapissier et tapissier du cardinal de Guise : engagement de Pierre Georget, maître tapissier, de le suppléer au service du cardinal partout où celui-ci se rendra (1564). — Lainé (Étienne), tapissier du Roi en la manufacture royale des Gobelins et pensionnaire de Sa Majesté (1779). — La Planche (François de), l'un des directeurs des manufactures des tapisseries façon de Flandres qui se font en France pour le service du Roi, décédé en la maison des Canaye, au faubourg Saint-Marcel (1627). — La Planche (Raphaël de) et Comans (Charles de) : transaction (1634). — Lelièvre (Jean), Lelièvre (Jean-Jacques) et Laurent (François), tapissiers aux Gobelins : inventaire après décès du premier (1685). — Litche (Claude), tapissier travaillant en la manufacture royale des Gobelins, y demeurant (1682). — Mortaigne (Pasquier de), tapissier de haute lisse : marché avec un boulanger du faubourg Saint-Honoré, pour une pièce de tapisserie de haute lisse, début de la *Vie de saint Roch*, comme celle faite par le tapissier pour l'église Saint-Germain-l'Auxerrois ; obligation de fournir la suite (1547). — Moynier (Guillaume) l'aîné, tapissier ordinaire du Roi et garde de ses meubles à Fontainebleau : inventaire des meubles et riches tapisseries du Roi confiés à sa garde (1551-1552). — Stamp (André), tapissier travaillant en la manufacture royale des Gobelins : inventaire après décès (1684).

Verriers. — Brochet (Claude), maître vitrier : inventaire après décès ; prise du matériel professionnel par Robert Le Vavas seur, même profession (1626). — Cousin (Guillaume), maître vitrier ou verrier : son inventaire après décès ; prise du matériel professionnel par Antoine Goussart, même profession, dont l'*Annonciation*, les *Neuf muses*, l'*Histoire de Daniel*, la *Passion*, etc. ; son contrat de mariage avec Marie Adet, fille de feu Nicolas Adet, vitrier, 1558 ; vente à Cousin par Denis de Beaurains, vitrier, d'une rente de 10 l. t. représentant le prix du bail du septième par indivis de la maison de *L'Épinette* consenti par le vendeur à Guillaume Sauce, imprimeur d'histoires, 1562 ; créance sur la fabrique de l'église Saint-Paul « pour ouvrages de vitryer » (1563). — Du Bois (Nicolas), verrier : marché avec la veuve de Jean Hotman pour sept croisées et demie de verrières à légendes : *Crainte de Dieu sur tous* et *Jesus Maria* (1547). — Fleury (Olivier), maître vitrier ou verrier : inventaire après décès de sa femme ; prise du matériel commercial par Nicolas Benet, maître vitrier (1565). — Johannet (Jean), vitrier : inventaire après son décès ; inventaire du matériel commercial par César Boette et Guillaume du Parc, maîtres vitriers et bacheliers (1601). — La Hamée (Jean de), vitrier du Roi : récolement de l'inventaire après son décès, à la requête, entre autres, de Jean de la Hamée, Laurent Marchand et Thomas Mignot, maîtres vitriers (1563).

Ernest COYECQUE.

LA FAMILLE BENS DE CAVOUR ET LE RÉGIME NAPOLEONNIEN

La *Revue historique* a publié en 1912 (t. CXI) un excellent article sur *Les origines des Cavour*, par Paul Matter, qui en reprit l'essentiel au début de son grand ouvrage *Cavour et l'unité italienne*¹. Traitant de l'attitude des Cavour envers le régime napoléonien, P. Matter semblait admettre que la grand'mère du futur homme d'État avait été la première à accepter une fonction, bien malgré elle d'ailleurs, celle de dame d'honneur de la princesse Pauline Borghèse. Nous avons déjà essayé de montrer, en confrontant des documents connus², que la marquise Philippine de Cavour ne fut que la seconde de sa famille à accepter de servir l'empereur des Français et que Francesco Ruffini avait encore plus raison qu'il ne le pensait lorsqu'il disait que l'époque napoléonienne fut l'âge d'or des Cavour³. Qui se fit donc l'artisan de cette fortune? Des documents inédits, conservés aux Archives nationales, nous permettent d'affirmer que ce fut un grand-oncle de Cavour, un beau-frère de la marquise Philippine, Matteo Bartolomeo Benso de Cavour.

* * *

On sait comment le Premier Consul reprit l'Italie du Nord après sa victoire à Marengo, le 14 juin 1800. Le Piémont, eut pendant quelques mois, un gouvernement provisoire. Le 12 avril 1801, Bonaparte fit de ce territoire la vingt-septième Division militaire avec le général Jourdan pour administrateur général et y introduisit un système administratif, financier et judiciaire imité de celui de la France⁴. Dans ces nouveaux cadres, les Cavour n'apparaissent pas. Était-ce répulsion pour le régime nouveau? Nous ne le croyons pas. Michel de Cavour, plus tard père du grand ministre, entra dans l'armée de la France pendant la première campagne d'Italie, devenu aide de camp du général Berthier, promu capitaine à dix-sept ans et grièvement blessé à

1. Cf. t. I : *Avant 1848*. Paris, 1922, p. 8 à 24.

2. Cf. F. Boyer, *Les Bens de Cavour et Napoléon*, dans la *Revue des Études italiennes*, janvier-mars 1936.

3. Cf. F. Ruffini, *I Giansenisti Piemontesi e la Conversione della Madre di Cavour*. Torino, Bocca, 1929, 148 p. in-8° (extrait des *Atti della Regia Accademia delle scienze di Torino*, vol. LXIII-LXIV, 1928-1929).

4. Cf. E. Driault, *Napoléon et l'Italie*. Paris, 1906, p. 99 à 109, et N. Bianchi, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 al 1861*. Turin, 1877-1885. T. III, p. 429 à 524.

Vérone, devait avoir conservé des amis parmi ses compagnons d'armes français et il eût été bien accueilli s'il avait offert ses services. En fait, Michel, alors âgé de vingt ans, préféra, tout comme son père qui vécut jusqu'en avril 1807, s'occuper de sa propre fortune, mais, en le faisant, il montra qu'il n'avait aucun préjugé contre les nouveaux dirigeants, car, dit P. Matter¹, il spécula sur les biens nationaux en 1801. Bien qu'aucun document ne soit fourni à l'appui de cette affirmation et qu'il s'agisse sans doute d'une tradition orale, nous la tenons pour bonne. C'est, en effet, dans le même ordre d'activité que certains cartons des Archives nationales nous ont révélé le rôle de Matteo Bartolomeo Benso de Cavour.

Ce que les historiens du grand ministre italien disent de ce parent est peu de chose². Né à Turin le 19 mai 1751, il fut un des seize enfants de Michel-Antoine de Cavour, un frère cadet de Joseph-Philippe, grand-père du ministre. Nommé lieutenant-colonel de cavalerie au Royal Piémont le 25 mars 1793, il devint colonel d'état-major le 11 février 1796, peu de temps avant l'irruption de Bonaparte en Italie. Il fut aussi premier écuyer du roi de Sardaigne, directeur des haras et inspecteur de cavalerie. Nous ignorons ce qu'il fit avant et après l'armistice de Cherasco. Il écrivit, dit P. Matter, une intéressante relation de la bataille de Marengo ; y fut-il acteur ou témoin ? on ne le sait. Peut-être était-il déjà franc-maçon³ ? De toute façon, cet homme de quarante-neuf ans ne songeait pas à une retraite oisive ; comme son petit-neveu plus tard, il se tourna vers l'agriculture.

De beaux domaines devenus biens nationaux s'offraient aux exploitants ; le nombre des acheteurs croissait ou diminuait selon ce qu'ils pensaient de la politique de Bonaparte : ainsi, en automne 1800, les achats cessèrent lors du mécontentement causé par le rattachement à la République cisalpine des pays à l'est de la Sesia⁴. Cependant, la vaste propriété de la *Mandria*, ancien domaine royal dont les terres et les bâtiments se trouvaient dispersés dans les territoires de Chivasso, Marzé et Rondizzone, fut affermée par contrat du 3 frimaire IX (24 novembre 1800) aux nommés Jean Clarotti et François Stoper ; leur exploitation ne dura même pas un trimestre. En effet, le 20 ventôse IX (11 mars 1801), la *Mandria* passait en d'autres mains, Clarotti et Stoper étant sans doute désintéressés par les nouveaux fermiers.

1. Cf. *Cavour et l'unité italienne*, t. I, p. 14.

2. Il n'y a rien à prendre dans les ouvrages de W. de La Rive, *Le comte de Cavour. Récits et souvenirs*. Paris, 1863 ; de Berti, *Il conte di Cavour avanti il 1848*. Roma, 1886 ; de Ruffini, *La giovinezza di Cavour*. Torino, 1912. De sèches données biographiques se trouvent dans A. Manno, *Il Patriziato Subalpino*. Vol. II : *Dizionario Genealogico*. A. B. Firenze, 1906, p. 243 à 245 ; Bianchi, *op. cit.*, n'en dit rien.

3. Cf. F. Ruffini, *I Giansenisti Piemontesi...*, p. 118. Son père, Michel-Antoine de Cavour, avait été inscrit à la loge la *Mystérieuse*, patronnée par Victor-Amédée III. Matteo Bartolomeo est lui-même noté comme franc-maçon dans une liste de 1815.

4. Cf. E. Driault, *Napoléon et l'Italie*, p. 94.

Il s'agissait, cette fois, des « citoyens Barthélemi Bens Cavour et Charles Lodi ». Peut-être s'engageaient-ils ainsi parce que la fortune de Bonaparte semblait consolidée par la signature du traité de Lunéville (9 février 1801), dans lequel l'Autriche reconnaissait les républiques cisalpine et ligurienne et semblait accepter par son silence la chute de la dynastie de Savoie. La Commission exécutive¹, agissant « au nom du Peuple français », donnait à bail pour vingt ans le domaine sous la condition d'y introduire une bergerie de laine fine, c'est-à-dire des moutons mérinos d'Espagne ; le contrat prenait effet du 11 novembre précédent et devait durer, même si l'État vendait le domaine². Le loyer annuel était fixé à 28,000 livres, mais, vu les grandes dépenses à effectuer, les fermiers ne paieraient rien pendant les trois premières années ; par contre, ils verseraient pendant les dix-sept autres un supplément de 4,941 livres par an. Ce contrat fut approuvé par un décret de la Commission exécutive du 25 ventôse IX (16 mars 1801) signé par Carlo Botta et Marochetti. Il fut complété par un autre acte notarié conclu entre les mêmes hommes, fait le 19 floréal IX (9 mai 1801) pour la location à Benso et Lodi du canal dit de Calusso, « unique moyen reconnu pour avoir les eaux nécessaires à l'établissement de Chivas ». La location était faite pour vingt ans à partir du 11 novembre 1800 contre un loyer annuel de 8,000 livres. Par le seul fait des loyers à verser, l'entreprise s'avérait importante. Bartolomeo Benso et Carlo Lodi n'étaient pas les seuls actionnaires de ce qu'on s'habitua à nommer la Société pastorale de la Mandria de Chivas ; en ventôse de l'an XII, les principaux intéressés étaient, avec Bens de Cavour et Lodi, le comte Faletti de Barolo, Thomas de Seyssel d'Aix, Octave Provana Collegno, l'architecte Joseph Cardon, le notaire Joseph Pariolo, le comte Alexandre Valperga Albarey, Hubert Bens de Cavour, frère du premier, Pierre Vegezzi, Louis Elia ; une lettre de Gaudin, ministre des finances, en floréal XI, citait aussi le comte Salmatoris parmi les actionnaires.

Du printemps 1801 au début de 1803, les cartons des Archives nationales ne contiennent rien qui révèle l'activité de la Société pastorale. Elle avait pourtant obtenu déjà un appui officiel important ; un document d'avril 1803

1. Le bail (cf. Arch. nat., F¹⁰ 251) fut signé à Turin en présence de Constantin Chiabrera, membre du Conseil du gouvernement et inspecteur général des finances, de Casimir Antoine Sciandra, substitut-procureur général de la nation et de François Valperga Marzè de Marzè, qui cautionnait les fermiers ; ce dernier était un beau-frère de Matteo Bartolomeo de Cavour dont il avait épousé la sœur Irène en 1763 (cf. A. Manno, *loc. cit.*).

2. Vingt-sept articles définissaient les droits et les devoirs des locataires ; retenons l'autorisation de changer les cultures, à condition qu'en fin de bail les prés aient au moins la même étendue qu'à l'entrée en possession ; notons aussi l'obligation de rassembler aussitôt 2,000 bêtes à laine fine et, dans quatre ans, 6,000, ainsi que de mettre en vente au printemps 1802 200 béliers « au juste prix fixé par la Société Agraire ». Les fermiers pouvaient faire des plantations, des bâtiments propres à la fabrication des draps dont la valeur en fin de bail leur serait remise.

rappelle sans autre précision qu'en 1802 la Société reçut du Trésor, à titre de prêt pour cinq ans, 100,000 francs à 6 %.

Le 11 septembre 1802, le Piémont fut réuni à la France¹ et découpé en départements ; celui du Pô avait Turin pour chef-lieu ; Chivas et la Mandria se trouvaient dans celui de la Doire. C'est à leurs préfets que Chaptal, ministre de l'Intérieur, demanda en pluviôse XI des renseignements sur la Société pastorale qui désirait recevoir le titre d'Établissement national et voulait être maintenue dans la jouissance du bail. Ce fut le début d'un échange de lettres et de notes² qui nous renseignent pleinement sur la vie de la Société dirigée par Bartolomeo Benso. L'un de ses associés, Thomas de Seyssel, vint à Paris au ministère : le 3 ventôse XI, il rappela les efforts heureux de la Société, propriétaire de 4,000 moutons à laine fine, les espoirs pour l'avenir, les dépenses faites et à faire. Il demanda plusieurs choses : le titre d'Établissement national, les moyens de construire les bâtiments nécessaires pour loger 8,000 moutons, le droit de montrer les laines obtenues à l'exposition des produits de l'industrie française, enfin la permission de tirer d'Espagne des brebis et des béliers suivant la convention précédemment signée par le roi de Sardaigne. De Turin, le citoyen Charbonnières, administrateur général par intérim, adressait des requêtes semblables. Une intervention moins attendue fut celle du citoyen Cubières l'ainé, commissaire pour la récupération des Arts en Italie : « Six particuliers », disait-il, « se sont réunis pour former une bergerie de moutons d'Espagne. Ils ont commencé il y a neuf ans avec 120 bêtes ; ils en ont aujourd'hui 3,000... » Cubières transmettait au gouvernement l'offre que faisait la Société pastorale d'envoyer 2 béliers et 6 brebis à Rambouillet pour être comparés aux produits de la Bergerie nationale. A la suggestion du Bureau d'agriculture, le ministre réclama des précisions : copie des baux, plans de l'établissement, échantillons des laines, historique de l'entreprise. Thomas de Seyssel répondit en envoyant la copie du bail, en rappelant les rapports de Cubières, du général Jourdan (qui manque au dossier), de Charbonnières et, ajoutait-il, « de Pictet, possesseur d'un troupeau, dans son *Journal britannique* ». Il ajouta à ses précédentes demandes la sollicitation d'une prime d'encouragement et l'inspection d'un berger de Rambouillet. Le 1^{er} germinal an XI, il proposa l'achat du domaine de la Mandria par la Société pastorale pour 300,000 francs ; la somme était faible, mais Seyssel la justifiait en arguant que le loyer, fixé à

1. Nous ignorons la pensée de Matteo Bartolomeo Benso de Cavour sur cette annexion. Carlo Botta, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*. Paris, 1824, ne cite pas les Cavour dans son tome IV, mais affirme (p. 132) que l'annexion fut bien accueillie par les nobles piémontais qui voyaient revenir dans leurs mains la domination interrompue par les intempérances démocratiques. Par contre, Bianchi, *Monarchia piemontese...*, t. III, p. 467-469, raconte comment des notables appelés à Paris au printemps 1801, le marquis Alfieri, les comtes Serra, d'Harcourt et Della Rovere, se prononcèrent résolument contre l'annexion.

2. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 251.

28,000 francs, n'était que de 23,000 du fait des remises consenties et que l'État aurait en fin de bail de fortes indemnités à payer pour restaurations et améliorations.

Le document le plus important fut adressé à Chaptal par Bartolomeo Benso ; c'était une histoire de la Société. Les mérinos importés d'Espagne¹ avaient été distribués à divers propriétaires ; on en comptait 2,000 têtes en l'an IX. Alors fut décidée leur réunion à la Mandria de Chivasso, ancien haras abandonné comme trop coûteux, par les soins de la Société pastorale dont les efforts ont été appréciés par Cubières, Ourier-Elloy et le conseiller d'État Laumont. C'était un ensemble unique en Europe avec 1,200 arpents de prairies capables de nourrir 6,000 brebis ou bœufs, 100 vaches, 45 couples de bœufs ou de chevaux ; 600 autres arpents étaient cultivés en blé, avoine, maïs, pommes de terre ; 200 arpents restaient seuls en friche. A côté des bêtes de race pure soigneusement conservées telles s'étaient formés des métis par le croisement avec des brebis choisies de la région de Padoue, de la Romagne et de Naples. Le total formait un troupeau de 4,000 têtes en germinal XI. Les laines des ségovien d'origine restaient fines, élastiques et fortes, et leur chair délicate ; les métis offraient une amélioration remarquable sur le type ordinaire de la région : pour le prouver, le rapport de Bartolomeo Benso renfermait quelques échantillons de laine². Les vues de la Société pastorale, disait son directeur, allaient plus loin : une manufacture de draps avait été fondée, mais son exploitation commençait à peine : à Rivoli, situé à 13 kilomètres de Turin, 60 fileuses préparaient les laines né-

1. L'idée semble née dans le groupe de nobles et de savants qui fonda à Turin en 1785 la *Società Agraria Oltremontana e Piemontese*, qui obtint en 1788 le titre de *Reale* et fut fort active. En 1805, ce groupe, devenu *Société d'agriculture*, demanda la protection de Napoléon ; un mémoire résuma ses mérites : l'introduction des mérinos en Piémont était due, d'après ce texte, à M. Graneri, ministre du roi de Sardaigne à Madrid ; 16 bœufs et 119 brebis arrivèrent à la Mandria le 18 août 1792 pour y être confiés à M. Brugnion, professeur en art vétérinaire à l'Athénée et directeur des Haras, puis à la Société d'agriculture. De ce troupeau furent tirés 6 mérinos que l'on présenta à Napoléon ; il y avait 143 mâles et 172 femelles au pâturage du printemps à Pianezza, à trois lieues de Turin, lors du passage de l'Empereur en Piémont. La Société se vantait d'avoir procuré au Piémont 20,000 têtes, soit de race pure, soit de race croisée ; elle nommait comme ses principaux acheteurs MM. Collegno en Savoie et à Genève, Dandolo à Varese, Bossi, commissaire du royaume d'Italie, et la Société pastorale de la Mandria. Le mémoire sollicitait de Napoléon une aide spéciale. Que faire avec une dotation de 4,800 francs, qui dépendait d'ailleurs des biens-fonds de l'Athénée ? La Société demandait aussi le domaine du Valentin pour la retraite du troupeau en hiver, une partie de son pâturage au printemps et en automne, et celui des bastions de la ville de Turin du côté du Valentin.

2. Le croisement des bœufs espagnols avec les brebis piémontaises devait se faire, d'après les lettres échangées, suivant les procédés de Daubenton. Dans l'ancienne France, en ces mêmes années 1802 et 1803, la Société d'agriculture prit l'initiative d'acheter en Espagne des bœufs qu'elle revendait au prix coûtant. A ces achats au dehors, Chaptal préféra l'amélioration des laines des mérinos « naturalisés » en France. Il devait donc prêter une oreille favorable aux requêtes de Bartolomeo Benso. Cf. F. Évrard, *Le commerce des laines d'Espagne sous le Premier Empire*, dans la *Revue d'histoire moderne*, juillet-août 1937.

cessaires au fonctionnement de 12 métiers avec 150 ouvriers ; à Turin se faisaient la teinture, le foulage, l'apprêt.

La relation de cette activité multiple fut envoyée également par Bartolomeo Benso au sénateur De Gregori de Marcorengo, d'origine piémontaise¹. Le dossier entre les mains de Chaptal se grossit encore en germinal XI d'une lettre du préfet de la Doire louant l'œuvre accomplie et, en prairial, des lignes suivantes du général Menou, qui avait succédé à Jourdan : « J'ose assurer à Votre Excellence que cet établissement, un des plus beaux dans ce genre qui existent en Europe, mérite l'attention et la bienveillance du gouvernement. Le troupeau actuel est composé d'environ 5,000 animaux qui offrent la laine la plus magnifique. La manufacture peut fabriquer des draps superfins et de toutes les qualités inférieures, notamment de celles propres à habiller les troupes. Les actionnaires de la Mandria se sont déterminés à entreprendre des bâtimens considérables dans l'espérance que le gouvernement verrait leurs travaux avec bienveillance. J'ai l'honneur de les recommander à Votre Excellence. Citoyen Ministre, vous êtes le soutien et le propagateur des sciences et des arts en France. Le Piémont mérite d'attirer vos regards. »

Au ministère de l'Intérieur, le Bureau d'agriculture, passant sous silence la question du qualificatif d'Établissement national, se montrait favorable aux autres demandes de la Société pastorale : prime d'encouragement et vente du domaine. Mais ici intervenait le ministère des Finances ; le dossier fut donc transmis à Gaudin dès le 15 germinal XI ; aucune conclusion ne fut alors donnée à cette affaire. Une proposition inattendue parut, en effet, menacer l'existence même de la Société : à la fin du printemps 1803, le sénateur Cornudet choisit le domaine de la Mandria pour être réuni aux biens affectés en Piémont à la dotation du Sénat. Bartolomeo Benso protesta aussitôt auprès du ministre de l'Intérieur et le général Jourdan l'appuya ; leurs lettres furent transmises à Gaudin le 26 fructidor XI. Une démarche parallèle fut faite auprès de Bonaparte avec succès. Le même dossier² contient les remerciements adressés au Premier Consul de Turin, le 15 vendémiaire XII, par « Barthélemy Bens de Cavour pour la Direction ». En marge de cette lettre toute protocolaire, Bonaparte signa cette note : *Renvoyé au ministre de l'Intérieur pour protéger cet établissement qui paraît très utile à l'agriculture et aux fabriques. S^t Cloud le 22 vendémiaire XII.*

L'homme qui accordait ainsi sa protection à la Société pastorale³ devint,

1. Lorenzo de Gregori de Marcorengo fit partie du Sénat Conservateur à dater du 11 fructidor XI ; en 1804, il devint commandant de la Légion d'honneur et fut fait comte de l'Empire le 26 avril 1808.

2. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 251.

3. Obéissant sans doute à ces vues du Premier Consul, le général Menou accorda, le 6 germinal an XII, à la Société de la Mandria de Chivas la faculté de prendre à bail et sans enchères publiques tous les terrains qui composaient les talus des fortifications de Turin (cf. Arch. nat., F¹⁰ 1640). De plus, un des premiers actionnaires de la Société, Salmatoris, fut appelé, en

on le sait, empereur des Français dans la même année ; en l'an XIII, il vint coiffer la couronne du royaume d'Italie. Dans son voyage au sud des Alpes, Napoléon eut à étudier de multiples questions ; parmi les dossiers emportés par le nouveau ministre de l'Intérieur Champagny, l'un concernait une nouvelle demande d'achat de la Mandria par la Société pastorale. En Italie même s'y ajoutèrent d'autres documents comme la délibération spéciale du Conseil général du département du Pô¹, votée le 6 germinal XIII (27 mars 1805). Napoléon, ayant franchi le col du mont Cenis le 18 avril 1805, s'installa le soir même dans le château de Stupinigi, près de Turin, et y demeura une dizaine de jours. Ce fut là qu'il accorda audience à Bartolomeo Benso, porteur d'une pétition signée de tous les actionnaires ; ils demandaient que leur fût permise l'acquisition du domaine de la Mandria et de l'ancien couvent de la Visitation qui abritait à Turin leur manufacture de drap. L'Empereur s'y montra disposé ; son décret du 4 prairial XIII (24 mai 1805) consentit à la vente de gré à gré de certains bâtiments comme le couvent de la Visitation. Le préfet du Pô et le directeur des Domaines, une fois faite l'estimation, devaient s'en entretenir avec un représentant de la Société pastorale et faire un rapport. Cette pièce manque au dossier². En revanche, nous possédons

l'an XII, à faire partie de la Maison de l'Empereur comme introducteur des ambassadeurs et maître des cérémonies (cf. *Almanach pour l'an XIII*). Le 12 ventôse an XII, il fit parvenir au Premier Consul une adresse de la Société pastorale le félicitant d'avoir échappé à la conspiration de Cadoudal.

1. « Le Conseil général du Département du Pô,

« Vu la pétition que la Société Pastorale de la Mandria veut avoir l'honneur de présenter à S. M. I. et R. tendante (*sic*) à établir la vente au prix d'estimation et sans enchères du domaine de la Mandria, qu'elle a à ferme, et où elle a établi un troupeau de mérinos qui fournit les laines que cette société manufacture dans les villes de Rivoli et de Turin,

« Considérant que les ateliers de cette société entretiennent près de mille ouvriers dans ces deux communes,

« Que ses premiers essais annoncent des améliorations progressives et promettent une manufacture de premier ordre,

« Que, malgré que le domaine de la Mandria soit situé dans le département de la Doire et hors des attributions du Conseil Général du Pô, la possession de ce dernier tient si essentiellement à son existence qu'il ne peut être enlevé à la société sans entraîner sa dissolution,

« Délibère :

« De prier S. M. de prendre en considération la demande de la Société pastorale puisqu'Elle tient à son existence et que l'existence de cette Société est utile au département. »

2. Il y a, par contre, datée du 11 prairial, une nouvelle lettre à Champagny du général Menou, qui insistait particulièrement sur les draperies faites à Turin : « Leur établissement de la Mandria contient actuellement plus de 6,000 mérinos. Les laines que produisent ces animaux sont toutes mises en œuvre dans une manufacture de drap formée dans un ancien couvent de Turin. Une filature est établie par les mêmes sociétaires à Rivoli et ces trois ateliers entretiennent ensemble plus de 3,000 individus, qui auparavant mouraient de faim. Les draps fabriqués à la manufacture de Turin approchent déjà beaucoup de nos beaux draps de l'intérieur de la France. Ils se consomment dans le Piémont ; on en fait des demandes considérables en Italie et la réunion de Gênes va ouvrir une nouvelle route à cette branche si précieuse d'industrie. » Et Menou concluait par ces mots grandiloquents : « Oui, Monseigneur, je pose

l'avis de Napoléon sur la vente de la Mandria exprimé à Champagny le 13 mai 1805 : « Je ne trouverai point de difficulté à vendre à une compagnie la Mandria à deux conditions : la première, c'est qu'on me payera en argent, la seconde qu'on me donnera un [prix à] peu près équivalent à sa valeur. Ce domaine ne peut pas valoir moins de six cent mille francs. Il me semble d'après cela que M^r de Champagny doit écrire au directeur des Domaines pour savoir ce que vaut ce domaine et, quand il aura une réponse, il pourra appeler le chef de cette société et lui vendre si le prix se rapproche de 600,000 francs auquel je l'évalue. » Nous ne savons si le directeur des Domaines eut l'audace d'infirmer le chiffre fixé par l'impérial propriétaire... En vendémiaire XIV (octobre 1805), un bureaucrate notait en marge de l'extrait ci-dessus : « L'affaire est entamée. » Le ministère des Finances dut se saisir des négociations dont la conclusion nous est connue : le couvent de la Visitation à Turin fut vendu pour 48,000 francs à la Société pastorale, mais la Mandria demeura propriété de l'État.

Ces lettres, délibération et décret disent assez clairement la considération que s'était attirée la Société pastorale de la Mandria. Il y eut une phrase pour elle dans le rapport sur la situation de l'Empire français que Champagny fit le 5 mars 1806 au Corps législatif : « Le vaste établissement de la Mandria au pied des Alpes a été consolidé par la munificence du gouvernement. » Le mérite en revenait assurément, pour une grande part, à Bartolomeo Benso de Cavour. Une lettre anonyme chercha à l'atteindre, lui seul et non les autres ; cette attaque est une preuve de l'importance de celui qu'elle visait. Peut-être pensera-t-on que ce texte, utilisé avec toutes les précautions nécessaires, nous donne quelques lueurs sur le caractère d'un homme aussi mal connu. Voici cette dénonciation savoureuse, de l'été 1805 sans doute :

Au Régent le Ministère de l'Intérieure

Excellence

Le citoyen Benso Cavour s'est rendu à Paris pour induire et séduire les autorités

en fait que l'établissement de la Mandria est un coup fatal porté au commerce anglais en Italie. »

D'ailleurs, Menou, suivant son penchant personnel aussi bien que les ordres de Napoléon, faisait sa société habituelle des nobles piémontais. Le commissaire général de police à Turin J. Charron le déplorait dans une lettre du 9 ventôse an XII (Arch. nat., F⁷ 6404, n° 7982) ; il tirait du passé des raisons de méfiance pour l'avenir et écrivait sur la maison de Cavour : « En l'an 6, le citoyen Ginguené, ambassadeur de la République Française près la cour de Sardaigne, dénonça au Ministre des Affaires Étrangères M^r Cavour et demanda formellement qu'il fût exilé de la capitale. L'attachement prononcé de M^r Cavour au parti autrichien et la crainte que ses intrigues ne nuisissent au gouvernement français motivèrent la dénonciation de l'ambassadeur. » Avec les Cavour, Menou voyait le marquis du Bourg, le chevalier de None, le prince de la Cisterna, le comte d'Hauteville, le chevalier Tonso, le baron de La Turbie, le comte de La Tour, le comte de Balbo, le marquis de Brème, le marquis de La Trinité.

du gouvernement à persuader l'empereur de vendre à la Société pastorale de la Mazadria les biens fonds dont elle est locataire.

Je dois en deux mots vous prévenir Excellence que cet homme est un grand coquin qui s'est enrichi aux dépens de la nation. Sous l'ancien Régime il a volé le Roy et cela est connu de tout le monde. Depuis les français il s'est associé avec les coquins de la Commission exécutive et bientôt à force de persuasions il se rend maître de un effet qui pourrait être l'appannage d'un prince. Les associés ne comptent plus rien et lui, son frère et Lodi sont bientôt les maîtres des biens fonds, de la manufacture et des fonds. Proposez aux négociants de la 27^e Division la location avec toutes les charges annexes et le gouvernement aura un million de gain tout compris. Voilà un bon avertissement, mais je suis sûr que Benso en imposera à tous et qu'il obtiendra tout ce qu'il veut car on voit tous les jours que les coquins furent et sont les seuls protégés et les hommes honnêtes et de bien oubliés, réduits à la misère.

Le 27 fructidor.

* * *

Le voyage de Bartolomeo Benso de Cavour à Paris pendant l'été 1805 lui permit assurément de renforcer les relations nouées à Turin en avril avec les collaborateurs de Napoléon. Au Piémont comme ailleurs, l'Empereur cherchait à associer les grandes familles à son œuvre ; pour mieux agir sur place, il avait, par décret du 14 mai 1805, nommé son frère Louis gouverneur général des départements au delà des Alpes, mais celui-ci ne prit jamais possession de sa charge et Menou continua à diriger ces territoires, flattant et favorisant ouvertement prêtres et nobles. Des Piémontais acceptaient en 1805 de hautes fonctions à Turin même : Salmatoris devenait intendant des biens de la Couronne, De Saluces gouverneur du Palais à Turin et De Luzerne à Stupinigi. D'autres s'installaient à Paris : Thomas de Seyssel d'Aix comme introducteur des ambassadeurs et maître des cérémonies, Ottavio Alessandro Falletti di Barol comme sénateur (20 mai 1806) et son fils unique comme chambellan de l'Empereur. Il s'agissait des amis¹ de Bartolomeo Benso ; rien d'étonnant que celui-ci se vit à son tour appelé à servir le vainqueur d'Austerlitz ; ce ne fut point d'abord dans une charge de cour, mais dans une administration qu'il connaissait fort bien, celle des haras.

La production chevaline était insuffisante dans l'Empire tant pour l'armée que pour l'agriculture et les transports ; on y remédiait par des achats à l'étranger. Chaptal adopta un autre système et voulut, grâce à des primes

1. Il y aurait à citer sans doute d'autres noms que nous révélera l'historien qui étudiera enfin le Piémont sous Napoléon d'une manière plus approfondie que Bianchi. Il en est un que les stendhaliens connaissent bien, celui d'Apollinaire-Louis-Adolphe de Mareste, né le 12 septembre 1784 au château de Montfleury en Savoie, d'abord élève de l'Académie de Turin, puis de l'École centrale de l'Isère à Grenoble (ans IX, X et XI). Il fut officier de la première légion du Midi et entra en 1809 dans l'administration napoléonienne. Cf. A. Lelarge, *Deux amis de Stendhal*, dans *Le Divan* juillet-août 1938, p. 207-215.

d'encouragement, améliorer le nombre et la qualité des chevaux de race française. En 1805, Napoléon décida de créer des haras et des dépôts d'établissements. Au cours de son passage en Piémont, il envisagea de rétablir le haras de la Vénérie, près de l'ancien château royal de ce nom, à deux lieues au nord-ouest de Turin. Peut-être ne fit-il qu'agréer les suggestions de Bartolomeo lorsqu'il le reçut en audience à Stupinigi. Le Piémontais était compétent, on le sait. Le 21 janvier 1806, il adressa au grand écuyer de France une note pour l'établissement d'un haras de chevaux à la Vénérie¹ : il rappelait qu'on avait édifié à cet effet, quarante ans auparavant, sur une colline à l'est du parc royal, un grand bâtiment avec des écuries pour 400 chevaux et trois vastes cours dont les deux premières entouraient des manèges couverts et la troisième des hangars à fourrages ; les prairies s'étendaient sur 500 arpents de terrains arrosés. Cependant, depuis huit ans, le domaine loué chaque année perdait de sa valeur faute d'entretien et ne rapportait que 8 ou 9,000 francs à la Légion d'honneur. Benso complétait sa note par un état numérique de la situation du haras entre 1787 et 1797. Deux mois plus tard, le 15 mars, il communiquait au ministère de l'Intérieur son mémoire, avec une lettre où se retrouvent les menues habiletés de ceux qui désirent une place². ... Champagny reçut en même temps une lettre de Thomas de Seyssel qui recommandait Bartolomeo pour la direction du haras à établir en Piémont. De Milan, Caffarelli, ministre de la Guerre du royaume d'Italie, adressait à son collègue un éloge de l'honnêteté et des aptitudes de Bens qu'il disait connaître depuis sa jeunesse.

Quatre mois après, Bartolomeo obtenait beaucoup plus qu'il n'avait fait demander par Thomas de Seyssel. Le décret du 24 juillet 1806 le plaça, en effet, parmi les six inspecteurs généraux des Haras³. Le dut-il à Napoléon ou à Champagny ? Nous opterions pour une manifestation de la faveur impériale, car le ministre, dans son rapport du 12 juillet, ne proposait que trois noms : De Croix-Mare, Solanet et Beaufranchet ; il disait ce nombre suffisant pour le moment, affirmait que ces trois candidats étaient les meilleurs tout en suggérant que l'Empereur avait peut-être d'autres personnes à récompenser. Une liste supplémentaire de trente-six noms énumérait les aspirants ; Benso n'y était pas. Or, lorsque Napoléon eut à décider, cinq noms furent écrits, peut-être par l'Empereur lui-même : Croix-Mare, Dupont, Beaufranchet,

1. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 647. A cette époque, sans doute, furent envoyés à Paris les registres des comptes des haras de la Vénérie royale de Piémont entre 1678 à 1796, aujourd'hui aux Arch. nat., F¹⁰ 77* à 89*.

2. L'organisation d'un haras dans le Piémont, à la Vénérie, fut décidée en principe à la séance du Conseil d'Administration de l'Intérieur du 15 ventôse XIV. Le décret du 4 juillet 1806 régularisa les mesures précédentes en les complétant.

3. Arch. nat., AF^{VI} 215. Bien qu'il n'ait pas inscrit Bens de Cavour dans ses états de proposition, Champagny écrivit le 29 juillet au général Menou : « Je n'ai pas perdu de vue dans cette occasion l'intérêt que vous preniez à cet ancien officier. »

Wimpfen, Ligniville ; à ces cinq Français, une autre main ajouta, sous les yeux du souverain sans doute, Bens de Cavour. Pour la première fois, un Cavour entraît au service de la France impériale.

Le nouvel inspecteur prit ses fonctions à partir du 1^{er} août 1806 ; son traitement était de 8,000 francs, avec 4,000 francs pour les frais de voyage. Il garda sa résidence normale à Turin. En 1806, il ne fit aucune tournée d'inspection, mais, en mars 1807, il écrivait de Turin qu'il était prêt à partir. Il fut chargé par instructions ministérielles du 7 avril de l'arrondissement du Midi, s'étendant du Bas-Rhône jusqu'à Pau. Cela l'éloignait beaucoup du Piémont ; aussi, venu à Paris dans l'été 1807, il demanda¹ au ministre de lui confier l'arrondissement de l'Est (Doubs, Mont-Blanc, Isère, Bouches-du-Rhône et départements au delà des Alpes) ; ses raisons étaient convaincantes et l'intérêt de ses collègues n'en devait pas souffrir. Le ministre acquiesça. En septembre, Bens de Cavour était autorisé, sur sa requête, à aller attendre à Turin les ordres de ses chefs pour l'inspection de 1808 ; il n'avait pas craint de mettre en avant, pour se libérer, « la Société pastorale que je représente », suivant son expression. Or, Napoléon revint pour quelques semaines en Italie du Nord à la fin de 1807 ; il passa à Turin, appelant à son service les familles nobles demeurées à l'écart et récompensant les premières ralliées à son gouvernement : par décret du 28 décembre, Bens de Cavour devint membre de la Légion d'honneur.

En 1808, Bens, ayant reçu de son ministre les instructions nécessaires à la fin mars, quitta Turin le 19 avril et parcourut le sud-est de la France de Besançon à Arles. L'usage était de changer chaque année l'arrondissement dévolu à chaque inspecteur général ; on fit, en 1809, une exception en faveur de Benso de Cavour parce que, disait un rapport² fait au ministre le 4 février, « il est en Piémont, il connaît le pays, il peut avoir beaucoup d'influence sur les propriétaires et il a pris l'engagement envers Votre Excellence de trouver les moyens de tirer parti cette année du haras de la Venerie pour l'amélioration et la multiplication des chevaux dans la 27^e Division Militaire ». Bartolomeo Benso visita d'abord les centres piémontais d'Aoste, Ivree, Coni, Alexandrie, Verceil, Casal, Pignerol, puis il franchit le col du mont Cenis, passa à Chambéry, Annecy, Genève, Besançon, Pontarlier, Dôle, Vesoul, Lons-le-Saunier, Bourg, Mâcon, Lyon, Grenoble, Valence, Avignon,

1. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 995-996. Le ministre de l'Intérieur était alors Cretet.

2. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 997. Ces faveurs, comme la décoration de la Légion d'honneur, montrent bien qu'il ne resta rien d'une curieuse note de la police secrète d'octobre 1807 (Arch. nat., F⁷ 6498, n° 726, série 2) où le vétérinaire Toggia était accusé d'avoir annoncé à Turin en juillet l'arrivée prochaine de Russes qui rétabliraient le roi de Sardaigne. Toggia était un protégé de Bartolomeo Bens ; les bureaux de la police à Paris préparèrent une lettre au préfet du Pô ordonnant l'arrestation immédiate et le transfert au château de Ham des deux hommes. Nous ignorons qui mit Bartolomeo Bens hors d'affaire, les documents ayant disparu de leur dossier (Arch. nat., F⁷ 8585, n° 3702).

Tarascon, Arles, Marseille, Nice, et rentra à Turin. C'était, sans qu'il s'en doutât, sa dernière inspection. L'extension de l'Empire en Italie centrale avait agrandi la zone de surveillance confiée à Benso des territoires de Parme et de Toscane¹. Le 9 octobre 1808, il se disait prêt à s'y rendre ; du 25 novembre 1808 au 7 janvier 1809, il vint voir sur place ce qui pourrait être fait à Parme, Florence, Pise, Livourne, Sienne, pour créer un haras et des dépôts d'étalons. Son activité ne se démentait point. Sans le savoir, ses anciens collègues lui rendirent après son départ un sincère hommage ; en effet, le 12 mars 1811, les inspecteurs généraux des haras sollicitèrent du ministre pour celui d'entre eux qui visiterait l'arrondissement de l'Est « un dédommagement et une avance proportionnée à l'énormité des dépenses que cette inspection occasionne, sans parler des fatigues qui y sont attachées et exigent une santé peu commune et des soins indispensables pour ne pas succomber dans cette tournée extraordinaire ».

Les excellents services de Bartolomeo Benso confirmèrent donc les lettres où Menou avait promis son dévouement ; ils furent assurément pour quelque chose dans la brusque accession des Cavour à d'importantes fonctions en 1808. La mort de Joseph-Philippe de Cavour en avril 1807 avait fait de Bartolomeo, son frère, le chef de la famille, d'une famille à qui le général Menou, dans une liste remise à Napoléon en décembre 1807, attribuait 900,000 francs de fortune. Le même document indiquait l'âge des « individus mâles » chez les Cavour : 50 ans (Bartolomeo en avait en réalité 56), 48 (Hubert), 26 (Michel), 2 (Gustave) ; il suggérait de nommer Michel chambellan. Napoléon en fit prendre note ; c'était chose faite trois mois plus tard². Ayant créé, en février 1808, la dignité de gouverneur général des départements au delà des

1. Ce ne fut pas le seul exemple de l'utilisation des Piémontais dans les départements toscans ; nous espérons le montrer dans une thèse sur *La Toscane sous Napoléon*.

2. Le 29 février 1808, Menou fit des propositions formelles (Arch. nat., AF^{IV} 296, pl. 2103), qui furent quasi toutes acceptées ; tous les Cavour figuraient dans les états dressés spécialement ; Menou leur consacrait un important paragraphe de sa lettre de présentation à Maret. Hubert Bens était un des trois candidats aux fonctions de préfet du palais. Un seul nom était fourni pour la place de premier chambellan avec 8,000 francs de traitement : « M. Michel-Antoine Bens de Cavour, 27-28 ans, fortune considérable, jeune homme très aimable, bien élevé, instruit, de bonne tournure, marié avec M^{lle} de Sellon d'Allaman, sœur de Mad^e de la Turbye, fils de M. de Bens Cavour, qui fut capitaine au régiment des Gardes, et de M^{lle} de Sales, petite nièce du fameux évêque S^t François de Sales. » Comme dame d'honneur, Menou avançait deux noms, ceux de M^{me} de Cavour-Sales et de M^{me} de Saint-Marsan, mais il préférait la première : « M^{me} de Cavour, née de Sales, âgée de 44 ans, demeurant avec toute sa famille, le revenu est confondu entre tous les individus. Si l'on désire une dame connaissant parfaitement la cour, ayant beaucoup d'esprit, d'instruction, d'une honnêteté et moralité parfaite, ayant l'usage du grand monde, M^{me} de Cavour réunit toutes ces qualités. Elle jouit d'une grande considération personnelle. » Parmi les « dames pour accompagner » proposées se trouvait « M^{me} de la Turbie, née Sellon d'Allaman, 29-30 ans, fortune honnête, femme parfaite à tous égards ». Enfin, disait Menou, « je n'ai point porté Madame de Bens Cavour belle-fille espérant sur les bontés de S. M. pour être dame du palais ».

Alpes pour Camille Borghèse, mari de Pauline Bonaparte, l'Empereur voulut que Leurs Altesses fussent entourées de Piémontais. Un décret, qui manque aux Archives nationales, mais dont le *Moniteur universel* du 5 avril 1808 donne l'essentiel, fit de Michel de Cavour le premier chambellan du prince, de la marquise Philippine, sa mère, la dame d'honneur de la princesse et de la marquise de La Turbie, sa belle-sœur, une des « dames pour accompagner » ; c'étaient le père, la grand'mère et la tante du futur homme d'État.

La fortune des Cavour ne s'arrêta pas là. Un autre grand-oncle de Camille de Cavour obtint également, en 1808, une place importante grâce à son frère, l'inspecteur général des Haras. Hubert-Jean-Marie Bens de Cavour était le douzième des enfants de Michel-Antoine ; sa naissance, en juin 1759, valut à son père la franchise d'impôt et à lui-même le surnom de *Franchino*. Il avait servi dans la cavalerie et atteint le grade de chef d'escadron ; le duc d'Aoste le compta pendant plusieurs années parmi ses gentilshommes ; le roi de Sardaigne l'avait enfin chargé de quatre remontes pour la cavalerie dans l'électorat de Hanovre, le Holstein, le Jutland, Fionie, Seeland et autres pays danois. Mis à la retraite en brumaire XII, il était, aux côtés de son frère Bartolomeo, un des actionnaires de la Société pastorale de la Mandria de Chivas. Il fut nommé, nous l'avons déjà dit ailleurs¹, directeur du haras de la Vénérie le 16 septembre 1808. L'affaire mérite qu'on y revienne. Le premier directeur du haras fut le Français Duhaussay ; la mésintelligence ne tarda pas à régner entre lui et ses collaborateurs français ou piémontais. Loysel, préfet du Pô, écrivait, le 23 juillet 1808, qu'il craignait des voies de fait nécessitant l'envoi des gendarmes ; les résultats de la gestion étaient pitoyables. Duhaussay fut rappelé par Cretet au début de septembre ; il semble que, dès le mois de mars, le ministre songeait à confier la direction du haras à une personne du pays. « Je lui proposai alors », disait Loysel dans sa lettre du 23 juillet, « M. de Lodi, l'un des directeurs de la Société Pastorale de la Mandria, ancien officier de cavalerie, homme très estimable et fort verse dans tout ce qui est relatif à l'agriculture. Je pourrais aujourd'hui ajouter à cette note le nom de M. de Cavour, frère de M. l'Inspecteur Général des Haras, dont M. le Sénateur de Barol et plusieurs autres personnes auront probablement parlé à Votre Excellence. M. de Cavour paraît fort en état de suivre cette administration et, si la présence de son frère dans la même partie n'est pas un obstacle, le choix de Votre Excellence pourrait se fixer sur lui. Je me permettrai de lui présenter aussi M. de Biandra, colonel en retraite, homme instruit, considéré, fort attaché à Sa Majesté. » Bartolomeo Benso se trouvait alors à Paris ; le 8 septembre, il crut pouvoir intervenir auprès du ministre : « J'ose me flatter, Monseigneur, que vous dégnerez avoir égard à la demande que j'ai eu l'honneur de vous faire en faveur de mon frère Hubert Bens de Cavour. Je sçai qu'il est favorablement porté par S. A. I. le

1. Cf. F. Boyer, *Les Bens de Cavour et Napoléon*.

Gouverneur Général et par M. le Préfet du département ; il réunit toutes les qualités requises pour bien remplir la place ; je puis répondre de son zèle ; je me suis fait une délicatesse de le proposer à S. M. l'Empereur, lors de son séjour à Turin, qui m'a fait la grâce de m'interroger sur le haras de la Vénétie, la place n'étant pas encore vacante dans ce moment. Aujourd'hui que Votre Excellence a raplé (*sic*) M. Duhaussay et que M. Charles de la Ville qui paraissait désigné pour y succéder est autrement pourvu, je puis sans faire de tort à personne recourir à vos bontés, Monseigneur, dans lesquelles je mets toute ma confiance. » Bartolomeo Benso, on le voit, n'avait pas pour les emplois officiels cet éloignement que les historiens précédents ont attribué aux Cavour ; il semblait oublier en la circonstance que M. de Lodi, son associé de la première heure dans la Société de la Mandria de Chivas, était aussi sur les rangs... Dans un rapport à l'Empereur¹, le 14 septembre 1808, Cretet proposa en première ligne Hubert Benso de Cavour, qui fut nommé par décret du 16. Le ministre voulut en informer lui-même Bartolomeo, en lui redisant sa satisfaction « pour l'exactitude dans votre service ». A ce moment, l'inspecteur général des Haras était parti pour sa mission en Toscane et ce fut la marquise Philippine de Cavour, alors à Saint-Cloud avec Pauline Borghèse, qui remercia le 27 octobre : « Je suis heureuse d'avoir cette occasion de parler à Votre Excellence de ma reconnaissance, de lui demander la continuation de ses bontés pour mes beaux-frères et la prier de croire... » Hubert Benso remplit ses fonctions à la satisfaction entière de ses chefs ; l'inspecteur général des Haras, Ségur de Boirac, fit sur lui, le 29 juillet 1810, un rapport confidentiel très élogieux². Au début de 1811, il fut décoré de l'ordre de la Réunion ; ses remerciements au ministre sont du 3 avril. Il chercha à s'entourer de compatriotes, MM. Patris et Maur Chabran, et il confia à M. de Lodi des missions d'achats d'étalons dans le royaume d'Italie ; il dirigea le haras jusqu'à la chute de Napoléon.

C'était bien l'âge d'or des Cavour. Le 3 décembre 1809, Philippine de

1. Cf. F. Boyer, *Ibid.*

2. Cf. Arch. nat., F¹⁰ 647. — En voici quelques passages : « J'ai trouvé, Monseigneur, ce haras parfaitement administré par les soins de son directeur M. Bens de Cavour qui joint à l'intelligence qu'il a de bien connaître les chevaux et opérer de bons croisements, la connaissance des localités des départemens que ses étalons ont à desservir. Il commence à obtenir les plus heureux résultats par le degré de confiance qu'il inspire et la grande considération dont il jouit, étant d'une famille des plus distinguées du Piémont. Il joint à ses connaissances celle d'être un des meilleurs agriculteurs (*sic*) du pays ; on peut en juger par toutes les bonifications qu'il a faites dans le haras depuis qu'il en est le directeur, l'amélioration des prairies dont il a déjà renouvelé au moins un grand tiers, les canaux d'irrigation qu'il y a pratiqués, les fumiers et cendres des gazons qu'il fait brûler et qu'il répand, les plantations d'arbres et renouvellement de ceux qui bordent les chemins. M. le Général Alexandre Lameth, préfet de ce département, m'avait bien prévenu de la bonne gestion de ce haras, ainsi que de l'intelligence de M. de Cavour, mais, malgré ce que j'en avais oui dire, je ne me serais pas attendu à le trouver aussi bien administré... »

Cavour était promue comtesse d'Empire et M^{me} de La Turbie baronne. Le 28 décembre, Bartolomeo Benso remplaçait M. de Saluces, décédé, comme gouverneur du Palais impérial de Turin et faisait fonction de grand maréchal auprès du prince Borghèse. Michel de Cavour fut également promu baron de l'Empire par le décret du 3 décembre¹. La situation de la famille s'affermait encore par le mariage, en 1809, d'Henriette de Sellon, belle-sœur de Michel, avec Douhet d'Auzers, directeur général de la Police à Turin². En août 1810, Camille Borghèse témoigna son estime à son premier chambellan, Michel de Cavour, qui venait d'avoir un second fils ; il accepta d'en être le parrain avec la princesse Pauline pour marraine ; aux fonts baptismaux de San Carlo, Bartolomeo Benso et Philippine de Cavour tinrent par procuration la place de Leurs Altesses : l'enfant fut Camille de Cavour. Michel, qui appartenait sans doute à la franc-maçonnerie, où Borghèse occupait un rang élevé³, devint chevalier de l'ordre de la Réunion en 1812. La même année, le comte Valperga de Marzé, beau-frère de Bartolomeo et sa caution aux débuts de la Société pastorale, était nommé préfet du Palais du Prince. Les Cavour semblaient surveiller ainsi toutes les avenues du pouvoir. Encore n'avons-nous relevé que les fonctions des membres de leur famille, mais que dire de celles de leurs amis ? F. Ruffini écrit avec une pointe d'ironie : « Ouvrez un *Annuaire statistique* ou *Almanach du département du Pô* d'une quelconque de ces années et vous y rencontrerez les Cavour et tous leurs parents des deux sexes, et leurs amis et relations cuisinés, si l'expression n'est pas trop vulgaire, à toutes les sauces⁴. »

Ceci ne plaisait pas à tous et il y eut au moins un haut fonctionnaire, Alexandre Lameth, préfet du Pô, pour le dire de très nette façon. Il écrivait, en effet, le 16 mars 1813, à Montalivet, ministre de l'Intérieur : « M^r D'Auzers, directeur général de la police, que j'ai toujours comblé d'honnêtetés et que j'ai défendu de la manière la plus amicale à mon dernier voyage à Paris, a très peu de tête et est conduit par les *Cavour*, dont il est beau-frère, qui voyent avec peine que, malgré tous les égards convenables, je ne suis pas à leur entière disposition comme était le général Menou. L'influence de cette famille qui est très mal vue, mais redoutée en Piémont à raison des nombreux emplois qu'elle occupe, est réellement très nuisible au bien du service de Sa Majesté. »

1. Cf. P. Matter, *Cavour*, p. 12-13. Peut-être les termes du décret impérial (dont l'original manque dans la série AF^{IV} aux Archives nationales) faisant baron « notre cher et aimé Bens de Cavour » concernent-ils Bartolomeo plutôt que son neveu Michel. Celui-ci avait-il besoin d'être anobli alors que sa mère recevait une couronne comtale transmissible ? D'ailleurs, l'*Almanach impérial* pour 1810 cite encore parmi les inspecteurs généraux des Haras M. le Baron Bens de Cavour.

2. Ce personnage mal connu est intéressant ; nous nous réservons de l'étudier bientôt. P. Matter, *Cavour*, p. 19, n'en dit que quelques mots.

3. Cf. F. Ruffini, *I Giansenisti Piemontesi...*, p. 168.

4. Cf. F. Ruffini, *Ibid.*, p. 114.

* * *

Inspecteur général des Haras ou gouverneur du Palais impérial de Turin, Bartolomeo Benso n'oubliait pas la Société pastorale de la Mandria de Chivas ; ses titres donnaient plus de poids à ses requêtes.

En 1809, il s'agissait d'argent. Les 100,000 francs prêtés par l'État à la Société en 1802 auraient dû être remboursés en cinq ans ; le temps passa sans qu'aucune somme fût versée. Conciliant, le ministre des Finances accorda, en août 1808, que la Société se libérât en douze annuités de 8,333 fr. 68. Ce n'était pas tout : le paiement des fermages de la Mandria et du canal de Caluzzo était en retard d'environ deux ans. Le préfet de la Doire, très accommodant lui aussi, autorisa la Société en mars 1809 à régler son dû à raison de 10,000 francs par mois. Ce n'était pas encore tout : en juin 1809, le ministre des Finances recevait de la Société une demande de 80 à 100,000 francs d'avances pour l'aider à remplir ses engagements. On conçoit que Gaudin ait sollicité des éclaircissements du ministre de l'Intérieur¹. Les réponses obtenues firent entendre deux sons de cloche. La Société elle-même argua la stagnation du commerce, le resserrement des capitaux, l'arrêt que l'état de guerre avec l'Autriche imposait aux ventes et l'impossibilité d'exporter. Voulant tenir ses engagements, elle avait cependant livré les draps commandés, mais les rentrées d'argent se faisaient mal : le ministère de la Guerre du royaume d'Italie ne se pressait pas de régler sa dette, près d'un million... D'autre part, les réparations de la Visitation de Turin avaient coûté autant que l'achat, un intérêt de 6 % (un de plus que l'intérêt légal !) s'ajoutait à la portion non remboursée du prêt de 1802. Un prêt nouveau de 100,000 francs nous est nécessaire, disaient les actionnaires ; le capital engagé ne nous a jamais rien rapporté. Le préfet de la Doire reprit peu à peu le même thème : l'entreprise était parfaitement menée, sans aucune spéculation ; son bilan était clair. Du côté des charges, 755,000 francs avancés en numéraire par les dix possesseurs des cinquante actions de la Société, 400,000 francs endossés par eux et 448,000 d'hypothèque, soit 1,603,000 francs en tout. A l'actif s'inscrivait, suivant l'inventaire de 1809, 1,390,686 francs pour les fonds existants et la valeur des bâtiments et autres objets, 400,000 francs de défrichements et réparations que l'État rembourserait en fin de bail, et le prix marchand de 6,000 mérinos et 250 vaches ; l'ensemble dépassait nettement le passif. Les circonstances seules causent les difficultés de la Société et rendent nécessaire un nouvel emprunt, répéta le préfet après la Société elle-même. Ces lettres datent de juillet et d'août 1809. N'ayant aucune réponse à l'époque de ses échéances en novembre, la Société réclama un sursis ; deux mois lui furent accordés.

1. Les lettres échangées sont aux Arch. nat., F¹⁰ 251.

Peu de jours après (9 décembre 1809), Montalivet, ministre de l'Intérieur, recevait de ses bureaux une note confidentielle, paraphrase de la lettre d'un informateur qui tenait fortement à l'anonymat. Il pouvait être dangereux d'attaquer les puissants personnages actionnaires de la Mandria de Chivas. Malgré l'avant-dernier paragraphe, la note n'exprime que méfiance¹. Montalivet fit résumer pour Gaudin ses renseignements. Les finances, semble-t-il, n'accordèrent pas le nouveau prêt sollicité, mais consentirent, en juillet 1810, un délai de trois ans pour se libérer des sommes en retard avec un intérêt de 5 %. Les dossiers des Archives nationales ne contiennent pas de documents postérieurs à 1810, mais il n'est peut-être pas trop aventuré de penser que, les difficultés économiques de l'Empire français s'étant aggravées

1. En voici le texte in extenso :

« La Société Pastorale est à peu près composée des plus riches propriétaires du Piémont; tous jouissent d'une grande influence dans le pays et plusieurs ont des places qui les rapprochent du souverain.

« La plupart se plaignent de l'état de gêne où ils se prétendent, vivent avec une grande économie, même parcimonieusement pour ainsi dire; ils ont supprimé leurs équipages, la plus grande partie de leurs gens et ne tiennent plus de maison.

« On assure que cet état n'est que simulé; qu'ils n'en sont que plus riches et qu'ils thésaurisent davantage; qu'il est aussi la suite ou le résultat de leurs opinions politiques, ce que la manière dont ils vivent entre eux rend très probable.

« Les biens de la société se composent de deux parties, le mobilier et le fonds; la première partie formée par les troupeaux de moutons, de bêtes à cornes, les chevaux, les instruments et les récoltes, est très fugace et peut aisément disparaître ou être spoliée; la seconde partie, composée des bâtiments qu'elle a ajoutés au domaine de la Mandria et de ceux de la Visitation à Turin où est la manufacture, présente plus de solidité; on ignore ici si ces objets sont dégrévés du prix d'achat ou des dépenses de constructions et s'ils présentent une hypothèque libre et suffisante pour le gouvernement ou les créanciers.

« On ignore aussi si la société a des dettes, quelle est la nature de ses dettes et à quelles sommes elles pourraient se monter, mais on croit qu'elle en a.

« On ignore également si elle a des créances, si ces créances sont solides et quel en est le montant; on sait seulement qu'elle a fait répandre que le gouvernement d'Italie lui devait des sommes considérables pour l'habillement des troupes et qu'elle serait obligée de fermer la manufacture si on ne venait à son secours.

« On ne dissimule pas au surplus que cette société a fait un très grand bien dans le pays, soit pour l'amélioration des bêtes à laine et de la culture, soit pour les produits qu'elle fabrique à la Mandria, soit enfin par la manufacture pour la ville de Turin, et on croit que sa dissolution produirait de mauvais effets. On pense que le gouvernement pourrait faire l'avance demandée si les actionnaires présentaient individuellement et pour leur quote part de l'emprunt une hypothèque personnelle.

« Je me borne à transcrire cette note telle que je l'ai reçue, sans y ajouter aucune observation, et, conformément au désir de celui qui me l'a adressée, je jette l'original au feu. »

Bianchi parle d'incompétence commerciale dans sa *Storia della monarchia piemontese*, t. IV, p. 141-142 : « De 1808 à 1813, le développement des races mérinos avait prospéré au point de compter plusieurs dizaines de milliers de brebis de laine fine. Mais à cette production excellente ne correspondait pas une industrie des laines fines du pays. La Société Pastorale qui se consacra à la manufacture, dirigée avec plus de bonne foi que de connaissance des choses commerciales, se trouva réduite en mauvaise posture. »

ensuite, la Société pastorale ne s'était pas acquittée de toutes les sommes dues au gouvernement napoléonien lorsque celui-ci dut abandonner le Piémont en mars 1814.

Ces embarras de trésorerie ne diminuaient pas la valeur de la belle réalisation de technique agricole, œuvre de la Société. On le vit bien lors du concours pour les grands prix décennaux institués par Napoléon suivant le décret d'Aix-la-Chapelle du 24 fructidor XII ; la première distribution était fixée au 18 brumaire XVIII, mais elle fut reportée un an plus tard, au 9 novembre 1810, par le décret du 28 novembre 1809. L'un des prix de première classe, 10,000 francs, devait récompenser le *fondateur de l'établissement le plus avantageux pour l'agriculture*. Un premier examen des candidats fut fait par un jury composé des secrétaires perpétuels des quatre classes de l'Institut et des quatre présidents en fonction dans l'année qui précédait celle de la distribution ; rapport et propositions du jury passèrent ensuite sous les yeux de la classe compétente de l'Institut, en la circonstance celle des Sciences mathématiques et physiques. Le tout fut soumis à l'avis du ministre de l'Intérieur et à l'approbation de l'Empereur. La Société pastorale de la Mandria de Chivas, qui s'était mise sur les rangs, obtint le premier prix devant le Français Yvart, théoricien distingué et propriétaire d'un beau domaine de 300 hectares à Maisons-Alfort. Le rapport du jury et celui de la classe de l'Institut, publiés d'abord dans le *Moniteur universel*, parurent ensuite en un volume avec ceux des autres catégories¹. Retenons la conclusion des académiciens : « S'il fallait comparer ensemble les deux établissements qui ont été placés les premiers dans l'ordre adopté par le jury, on pourrait remarquer que celui de la Mandria l'emporte de beaucoup par l'étendue, l'importance et la masse des capitaux employés ; que celui de M. Yvart l'emporte par les difficultés vaincues et suppose des talents et des efforts extraordinaires dans son fondateur. »

Ce succès éclatant faisait honneur aux animateurs de la Société, à Bartolomeo Benso tout particulièrement, car, lorsque les bureaux de Paris établissaient la liste des actionnaires, son nom était cité le premier ou des premiers sans tenir compte de l'ordre alphabétique. Pour les collaborateurs de Napoléon, la famille de Cavour figurait au premier rang de la noblesse piémontaise ralliée au régime. Michel vint lui-même à Paris, sur les instances de sa mère, à une date ignorée². En 1813, sa cousine germaine Paule-Françoise-

1. Cf. *Rapports et discussions de toutes les classes de l'Institut de France sur les ouvrages admis au Concours pour les Prix décennaux*, in-4°. Paris, novembre 1810. — Ce qui touche à la Mandria de Chivas se trouve aux pages 104 et 112 à 115. Le plus souvent, ces rapports résument les documents inédits utilisés pour cette étude. Quelques détails nouveaux sont à retenir : l'existence à la Mandria d'une fromagerie à la façon de Gruyère et d'une fabrication de beurre pour la vente, l'emploi d'environ 200 paysans, les 60 fileuses et les 12 métiers de la manufacture de Turin.

2. F. Ruffini, *I Giansenisti Piemontesi*..., p. 116, n. 4, cite à ce propos une lettre de Philippine

Joséphine de Sales épousait Félix-Léonard de Roussy, sous-préfet d'Annecy depuis 1810. On pourra dire que le ralliement à l'empire était assez général parmi les grandes familles du Piémont. Il est vrai, et nous pouvons en fournir une preuve inédite¹, l'état nominatif de ceux qui souscrivirent au début de 1813 à l'offre de cavaliers montés à envoyer à l'Empereur. Il y eut des versements de 1,000 et de 500 francs ; Dauzers, qui fit dresser la liste des souscripteurs, remarque qu'il s'agit surtout des grands propriétaires : De Barol, De La Ville, Prié, Solar du Bourg, De Seyssel, Salmatoris, Dalpezzo Cisterna, Doria Cirié, De Luserne, De Masin Valperga, Farigliano Novello, Cavour, Cambiaso, Valperga de Marzé, Tana, Piretti, Alfieri Sostegno, De La Trinité, Balbiano Viale, Lascaris-Vintimille, Balbo, etc. Mais il y eut aussi des résistances voilées de ruse telles que celle de la famille d'Azeglio², qui devait fournir un grand écrivain et un grand ministre à l'Italie du Risorgimento ; en 1813, lors de la souscription pour les cavaliers montés, la bourgeoisie commerçante fit la sourde oreille, à l'exception de MM. Nigra et Vegeszi (actionnaire de la Société pastorale). Ces abstentions donnaient plus de mérite à l'adhésion des autres, de ceux surtout qui avaient été les premiers, et Dauzers ne manqua point de commenter ainsi la souscription des Cavour : « Très ancienne famille et très illustrée ; en outre, celle du pays qui parmi les grands propriétaires s'est prononcée la première pour le gouvernement français. »

Que valait cet attachement ? Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'exiger des Cavour l'âme d'un demi-solde que beaucoup de Français, jugés pour tant bons serviteurs de Napoléon, ne montrèrent pas. La question est autre et se réduit à ceci : obéirent-ils, sans arrière-pensée, à l'Empereur tant que celui-ci régna ? Dans l'état actuel de la documentation, nous tenons pour l'affirmative. Aucun historien n'a publié de lettres ou de souvenirs de Bartolomeo et d'Hubert Bens de Cavour, mais les faits parlent : 1814 fut pour les deux frères l'heure de la retraite ; ils vécurent à Turin, le premier jusqu'en 1830, le second jusqu'en 1831, sans recevoir le moindre honneur des rois restaurés. Michel de Cavour fut nommé en 1819 duc de Turin, ce qui était médiocre, et les biographes de son fils³ disent volontiers que la famille vécut

de Cavour sans donner sa date. Peut-être fut-ce en 1811, lorsque le prince Borghèse vint au baptême du Roi de Rome.

1. Cf. Arch. nat., F⁷ 7018. — Il y eut plus de sincérité encore chez ceux qui servirent dans les armées de Napoléon, les frères Della Marmora par exemple. Cf. Mario degli Alberti, *Piemonte e Piemontesi sotto il Primo Impero. Studio storico su documenti inediti dell'Archivio La Marmora*. Turin, 1908.

2. M. l'abbé Jacquin prépare une étude approfondie sur cette famille. Il a déjà publié quelques documents intéressants : *Sul rimpatrio d'illustri piemontesi fuorusciti sotto l'Impero Napoleonico*, dans la *Rassegna Italiana*, novembre 1936, p. 1-5.

3. Cf. P. Matter, *Cavour*, t. I, p. 23. Alfieri de Sostegno reçut, par contre, de hautes fonctions du roi restauré ; peut-être avait-il eu, pour servir Napoléon, l'autorisation du gouvernement de Cagliari. Les Cavour avaient-ils négligé cela ?

à l'écart de la cour; le souvenir de *Bonaparte* n'y fut-il pas pour quelque chose? Quant à Philippine de Cavour, il semble bien, comme l'assure F. Ruffini¹, qu'elle se laissa gagner par la gloire et le faste de Napoléon; citons encore sa lettre à sa bru à propos du voyage de Michel à Paris: « Nous devons tout à l'Empereur et nous ne pouvons trop lui témoigner notre entier dévouement; enfin, sous tous les rapports, ce voyage était de devoir et indispensable; du côté de l'agrément, c'est un grand bonheur d'être témoin d'une si grande époque. » Tous les biographes sérieux de Pauline Borghèse rendent hommage au bon sens et au commerce agréable de sa dame d'honneur, mais Philippine de Cavour avait aussi du cœur et, aux heures tristes d'avril 1814, elle demeura aux côtés de la sœur de Napoléon qui attendait l'Empereur pour lui offrir de le suivre. Pauline n'oublia pas les Cavour; dans son testament du 9 juin 1825, elle demanda² qu'en souvenir d'elle fussent donnés 1,000 écus romains au petit Camille de Cavour « baptisé par moi à Turin ». Dans le grand palais familial de Turin, le futur homme d'État italien entendit certainement ses grands-oncles, sa grand'mère, son père, sa tante, évoquer les temps où Napoléon essayait, déjà, de construire une Italie à sa façon; leurs jugements n'étaient probablement pas de brutales condamnations... « Marina », disait Camille à sa grand'mère Philippine vers 1848, « nous nous entendons à merveille vous et moi, car vous avez toujours été un peu jacobine³. »

Ferdinand BOYER.

LES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS RELATIFS AUX ORIGINES DE LA GUERRE DE 1914

La guerre à peine terminée, le Gouvernement allemand décidait et faisait immédiatement entreprendre la publication de ses archives diplomatiques de 1871 à 1914: dès 1919, Karl Kautsky donnait d'abord, en quatre volumes in-8°, les pièces relatives à la rupture de 1914⁴; bientôt après paraissait le premier volume d'un recueil documentaire destiné, d'après son titre⁵, à

1. Cf. F. Ruffini, *I Giansenisti Piemontesi...*, p. 116, n. 4.

2. Cf. H. Fleischmann, *Les Napoléonides. Pauline Bonaparte et ses amants*. Paris, 1910, p. 358. Nul n'a dit si Camille Borghèse fit à son filleul un legs semblable.

3. Cf. Berti, *Il conte di Cavour avanti il 1848*, p. 22.

4. Karl Kautsky, *Die deutschen Dokumente zum Kriegausbruch* (1919).

5. *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette (1871-1914) Sammlung der Diplomati-*

éclairer « la grande politique des Cabinets européens » depuis le traité de Francfort, autrement dit les origines du conflit dont l'Allemagne sortait vaincue. En cinq ans (1922-1927), cette dernière publication, qui ne comprenait pas moins de cinquante-trois volumes in-8° et de 15,889 documents, était achevée.

Quel qu'ait été le dessein d'une telle « production », c'est appuyée sur ce massif appareil documentaire que l'Allemagne a cru pouvoir affirmer le caractère pacifique de sa politique d'avant-guerre. Au débat qu'elle entendait ainsi porter devant l'opinion du monde, ses adversaires ne pouvaient manquer de verser eux-mêmes leurs dossiers : en 1925, le Gouvernement britannique, le premier, confiait à deux historiens qualifiés, MM. Gooch et Temperley, le soin de publier les *British Documents on the Origins of the war*, collection qui vient de se clore (1938) en onze volumes et qui embrasse la période de 1898 à 1914. A son tour, par un décret du 20 janvier 1928, le Gouvernement français instituait une Commission chargée de mettre au jour les documents de ses archives.

C'est au président Poincaré que revient l'initiative et l'honneur de cette mesure. Trop longtemps l'opinion française s'était désintéressée des polémiques accidentellement soulevées autour des origines du conflit. Nos historiens, toutefois, mieux avertis des effets de la propagande adverse, avaient compris la nécessité de ne pas laisser à l'Allemagne le soin et l'avantage d'asseoir sur sa propre documentation, largement répandue au dehors, la conviction de l'étranger : au moment où paraissait le dernier volume de la « Grosse Politik », l'un d'entre eux, des plus qualifiés dans le domaine diplomatique, avait cru devoir ici même¹ marquer cette nécessité, en même temps qu'il relevait dans le recueil allemand d'inquiétantes lacunes. A la suite d'un discours où le maréchal Hindenburg, célébrant la victoire de Tannenberg, proclamait l'Allemagne innocente du déclenchement de la guerre, M. Poincaré, alors président du Conseil, n'avait plus hésité : après s'être ouvert de son intention à M. le recteur Charléty, il avait décidé de livrer les archives françaises à l'enquête la plus approfondie et de fournir ainsi à la critique historique la contre-partie de la publication allemande.

Après dix ans écoulés, où en est la publication française? Près de trente volumes grand in-8° sont, à l'heure qu'il est, sortis des presses, renfermant déjà plus de 15,000 documents. Mais, si imposant que puisse déjà paraître un tel monument, on s'étonne parfois dans l'opinion et jusqu'au Parlement qu'il n'ait pas encore reçu son couronnement. Comment la Commission a-t-elle compris et exécuté sa tâche? C'est ce qu'on voudrait brièvement indiquer ici.

schen Akten des Auswärtigen Amtes, herausg. von J. Lepsius, A. Mendelssohn-Bartholdy, F. Thimme.

1. Émile Bourgeois, *Les Archives d'État et l'enquête sur les origines de la guerre mondiale* (*Revue historique*, t. CLV, 1927).

* * *

Il convient peut-être de rappeler d'abord qu'en s'adressant, pour constituer la Commission, à l'élite intellectuelle du pays (historiens, diplomates, membres de l'Institut), sans distinction d'opinions, le Gouvernement n'a pas seulement voulu lui assurer la compétence la plus large et la plus éclairée : en mettant à sa tête la plus haute autorité universitaire et l'éminent historien qu'est M. le recteur S. Charléty, il a tenu à marquer le caractère purement scientifique de l'œuvre entreprise.

A cette garantie d'indépendance il en a, du premier moment, ajouté une autre en s'effaçant complètement devant la Commission après lui avoir indiqué le but, en lui ouvrant sans réserve les rayons les plus secrets de ses archives diplomatiques, coloniales et militaires, en lui laissant, enfin, toute latitude pour déterminer elle-même le cadre de la publication, l'étendue de ses recherches, le choix des documents. Ainsi dégagée de toute préoccupation d'opportunité, préparée sans hâte, dans la sérénité de l'esprit, la publication française devait réunir les meilleures conditions d'objectivité et de sincérité qu'on puisse attendre d'un témoignage de cette nature.

L'exécution en a été confiée à des historiens et à des archivistes, sous le contrôle permanent de la Commission et d'après les directives tracées par elle. Plan et méthode ont été exposés par le Président dans l'introduction du *Recueil*, exposé complété depuis lors en deux articles émanés de membres de la Commission et dont l'un a paru dans cette *Revue*¹. On se contentera donc d'y renvoyer et l'on s'attachera seulement à indiquer ici comment le travail a été délimité et réparti, ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

* * *

Venant à la suite de la publication allemande, la publication française, sans être conçue comme une réplique à sa devancière, a dû, comme elle, prendre pour point de départ le traité de Francfort, date qui, d'ailleurs, se justifiait d'elle-même historiquement. Elle met ainsi l'historien à même de suivre pas à pas dans toute son étendue la documentation allemande, parallélisme précieux du point de vue critique et qui permet, à l'occasion, de vérifier les lacunes. Toutefois, à la présentation méthodique des documents par dossiers, adoptée par les éditeurs allemands, la Commission française a préféré l'ordre chronologique, qui, pour l'historien a l'avantage d'offrir le syn-

1. Camille Bloch, *Les documents officiels sur les origines de la guerre* (*Revue d'histoire de la guerre mondiale*, juillet 1929) ; étude critique comparée de la publication française et des publications allemande et anglaise. — Pierre Renouvin, *La publication des documents diplomatiques français, 1871-1914* (*Revue historique*, t. CLXVI, 1931).

chronisme des faits et de faire ressortir le rapport des diverses affaires, la réaction des unes sur les autres.

L'étendue du travail, d'une part, et, d'autre part, le désir de répondre à l'attente d'une opinion naturellement impatiente de voir éclairer sans retard les origines les plus proches du conflit ont porté la Commission à répartir la tâche entre trois équipes concurrentes : d'où la division du recueil en trois séries chronologiques : 1^o 1871-1900 ; 2^o 1901-1911 ; 3^o 1911-1914, sans que le choix des dates intermédiaires ait d'ailleurs rien d'expressément significatif, l'année 1901 correspondant, toutefois, à l'ébauche de nouveaux accords méditerranéens, l'année 1911 au terme de la crise soulevée entre la France et l'Allemagne par la question marocaine. Dans ces conditions, et compte tenu du temps consacré à l'organisation et à la mise en train du travail, il a été publié en moyenne trois volumes annuels, savoir : neuf dans la première série, huit dans la deuxième série, onze dans la troisième série, dont on trouvera ci-dessous le tableau :

Première série : 1871-1900.

Tome I (10 mai 1871-30 juin 1875).

II (1^{er} juillet 1875-31 décembre 1879).

III (2 janvier 1880-13 mai 1881).

IV (13 mai 1881-20 février 1883).

V (23 février 1883-9 avril 1885).

VI (8 avril 1885-30 décembre 1887).

VI bis (4 mars 1885-29 décembre 1887).

VII (1^{er} janvier 1888-19 mars 1890).

VIII (20 mars 1890-28 août 1891).

Deuxième série : 1901-1911.

Tome I (2 janvier-31 décembre 1901).

II (1^{er} janvier-31 décembre 1902).

III (3 janvier-4 octobre 1903).

IV (5 octobre 1903-8 avril 1904).

V (9 avril-31 décembre 1904).

VI (2 janvier-6 juin 1905).

VII (7 juin-28 septembre 1905).

VIII (29 septembre 1905-15 janvier 1906).

Troisième série : 1911-1914.

Tome I (4 novembre 1911-7 février 1912).

II (8 février-10 mai 1912).

III (11 mai-30 septembre 1912).

IV (1^{er} octobre-4 décembre 1912).

V (5 décembre 1912-14 mars 1913).

VI (15 mars-30 mai 1913).

VII (31 mai-10 août 1913).

VIII (11 août-31 décembre 1913).

IX (1^{er} janvier-16 mars 1914).

X (17 mars-23 juillet 1914).

XI et dernier (24 juillet-4 août 1914).

Trois volumes sont, en outre, sur le point de paraître :

1^{re} série : tome IX (23 août 1891-18 août 1892).

tome X (19 août 1892-31 décembre 1893).

2^e série : tome IX (16 janvier-7 avril 1906).

Deux autres sont en préparation : 1^{re} série, tome XI ; 2^e série, tome X.

Conduite avec une activité particulière, c'est la troisième série qui a été terminée la première, dès 1936, et ce résultat devait être d'autant plus apprécié qu'il correspondait à l'achèvement vers le même temps de la publication britannique et qu'il permettait de mettre en regard, pour les trois années qui ont précédé la guerre, les témoignages émanés de ces quatre sources principales : Berlin, Vienne, Paris, Londres et Moscou¹.

Si l'on considère maintenant la densité de la documentation mise au jour, on voit qu'elle varie sensiblement suivant les périodes : tandis que deux volumes seulement couvrent les huit années de 1871 à 1879, dans les deux décades suivantes un volume n'embrasse le plus souvent qu'une ou deux années au plus ; à partir de 1903, chaque année se répartit sur deux ou trois volumes ; dans la dernière série, enfin, c'est-à-dire depuis 1911, on compte en moyenne quatre volumes par an, le tome XI et dernier, exceptionnellement dense, s'appliquant à la courte période de dix jours qui a précédé l'ouverture des hostilités. Il est à peine besoin d'expliquer de telles différences : comme l'indique l'introduction du Recueil, il a paru suffisant, dans la première période, de retenir les documents propres à dessiner dans ses grandes lignes la position respective des puissances et l'évolution de leur politique ; dans la plus récente, au contraire, à mesure que se constituent les groupements de forces qui vont entrer dans le conflit final, il importait de suivre de près cette évolution, les rivalités d'intérêts politiques, militaires ou économiques qui ont influé sur elle. Ainsi la publication offre-t-elle sous ce rapport un *crescendo* naturel, de manière à éclairer plus pleinement, en avançant, les phases successives de la politique internationale.

* * *

D'après cette conception du travail et la marche suivie jusqu'ici dans son

1. L'Autriche, après l'Allemagne, a publié en 1930 huit volumes de documents : *Diplomatische Aktenstücke des Oesterreichisch-Ungarischen Ministeriums des Aeussern, 13 mazz 1908-1 august 1914*, par L. Bittner et Hans Uebersberger ; les Soviets, diverses parties de correspondances diplomatiques.

exécution, on peut envisager le délai qui serait encore nécessaire pour la mener à terme : quatre volumes paraîtront au cours de la présente année :

- 1^{re} série : tome IX (23 août 1891-18 août 1892).
tome X (19 août 1892-31 décembre 1893).
2^e série : tome IX (16 janvier-7 avril 1906).
tome X (8 avril-décembre 1906).

Les sept années restantes de la première série (1894-1900) fourniront la matière de quatre volumes ; les quatre années et demie de la deuxième série (1907-3 novembre 1911), la matière de sept ou huit autres ; c'est-à-dire que la publication demanderait encore environ quatre ans pour être achevée.

Abel RIGAULT.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Pericle DUCATI. **Le problème étrusque.** Paris, E. Leroux, 1938. In-8°, 208 pages, 8 planches.

J'ai analysé longuement dans cette revue (décembre 1936, p. 502-523) l'ouvrage de M. B. Nogara, *Les Étrusques et leur civilisation*. Tout en rendant hommage à la science éprouvée de l'auteur, j'ai cru pouvoir marquer les réserves que m'inspirait l'opinion qui était la sienne touchant l'origine des Étrusques. Reprenant la théorie de Niebuhr, de Helbig, de De Sanctis, ils les faisait venir, en effet, non moins que les Latins, les Osques, les Ombriens, du continent européen. Cette théorie me paraissait se heurter à bien des difficultés. Le livre de M. Ducati, qui n'est en aucune façon une réponse à celui de M. Nogara — il dut être écrit à peu près en même temps et le manuscrit s'en trouvait dès la fin de 1936 à la librairie Leroux — apporte une confirmation singulièrement forte à la thèse que j'opposais à celle de M. Nogara, à savoir celle de l'origine méditerranéenne des Tyrrhéniens de Toscane. Je crois, néanmoins, que ce n'est pas là la seule raison qui me fait trouver l'ouvrage tout à fait remarquable.

On sait que M. Ducati est l'un des spécialistes de l'archéologie étrusco-italique, qu'il enseigne à Bologne, depuis trente ans, en même temps que l'histoire de l'art gréco-romain. Tous les étruscologues connaissent ses deux gros volumes, *l'Arte etrusca*, parus en 1930, et ses petits volumes, *Gli Etruschi*, publiés quelques années plus tôt. Son nouveau livre, *Le problème étrusque*, n'est pas la traduction d'un ouvrage italien : il a été composé spécialement pour la collection *Études d'archéologie et d'histoire* que dirige M. A. Piganiol. Il est fait pour mettre le public français au courant d'un problème très compliqué et discuté.

L'idée de traiter du problème étrusque plutôt que des Étrusques mêmes est originale. Elle donne à l'exposé un caractère singulièrement vivant. La première partie (50 pages) est un historique de la question : étude des textes et des sources et histoire de leur interprétation, en particulier depuis le xvi^e siècle. M. Ducati a jadis étudié le premier des étruscologues, Thomas Dempster, baron écossais fort instruit, d'humeur difficile et dont la vie fut un véritable roman d'aventure. Il a consacré un article à l'*étruscomanie* du xviii^e et du xix^e siècle, non moins envahissante que, chez nous, la *celtomanie*. Enfin, s'il n'a pas pris part, à la fin du siècle dernier, au renouveau de la querelle entre l'école de Niebuhr, représentée par W. Helbig, et les idées toutes différentes dont Brizio s'était fait le champion, il en a recueilli les échos passionnés de la bouche même de Brizio, son maître. La question étrusque n'est pas pour M. Ducati un problème abstrait ; c'est une chose vécue.

La seconde partie (p. 57-167) expose les données du problème. La maîtrise de

M. Ducati lui permet de le faire complètement et brièvement, parce qu'il sait atteindre directement l'essentiel : les textes d'abord, puis l'archéologie depuis le paléolithique toscan jusqu'au premier âge du fer, appelé en Italie « villanovien ». C'est sur cette civilisation villanovienne que s'exercent les premières influences exotiques, et en première ligne celle de la Grèce archaïque. Il en résulte une civilisation protoétrusque. Est-elle simplement pré-étrusque ou déjà étrusque. Là est le nœud du problème. Helbig insistait sur tout ce qu'elle contient encore de villanovien. Brizio y montrait en germe tout ce qui sera plus tard étrusque. M. Ducati prend son point de départ à Cervetri, dont on soupçonnait à peine avant 1920 l'immense et extraordinaire nécropole. Il nous montre les éléments étrusques s'avancant peu à peu de la côte toscane vers l'intérieur de la péninsule, d'Orvieto à Florence, puis vers le sud, en Campanie, enfin au nord de l'Apennin, de Bologne à l'Adriatique. Ancien collègue et grand ami de l'illustre Trombetti, il nous résume tout ce que l'on sait de la langue, de l'alphabet, des inscriptions étrusques. Sa compétence particulière d'historien de l'art lui inspire un tableau très précis de la civilisation, de la religion, de la vie publique et privée des Étrusques. Les analogies sont nombreuses avec l'Orient asiatique. Elles ne fournissent pas, cependant, une preuve absolue de l'origine orientale du peuple étrusque, car les traits communs ont pu être empruntés tout aussi bien que congénitaux.

Une troisième partie (p. 167-188) est intitulée *Solution du problème*. Il faudrait plutôt *Solutions* au pluriel, car, en toute impartialité, M. Ducati expose les trois hypothèses actuellement encore défendables : les Étrusques autochtones ; les Étrusques descendants des habitants des terramares ou des Villanoviens et, par conséquent, arrivant de l'Europe centrale ; les Étrusques arrivés en Italie par mer : par l'Adriatique ou par la mer Tyrrhénienne ? Il expose les hypothèses, mais note les objections et les difficultés. La plus plausible, conclut-il, est celle qui fait arriver les Étrusques par mer sur la côte tyrrhénienne, venant de la Méditerranée orientale un peu avant les premiers colons grecs, vers 800. Ils ne représentent qu'une aristocratie de colonisateurs et de commerçants qui s'impose vite à la population locale et qui l'assimile. « Ainsi, par l'étincelle animatrice de la race méditerranéenne se forme une Étrurie puissante et redoutable ; mais bientôt elle s'amollit dans le bien-être, dans l'opulence et perd toute sa force d'expansion... » Le problème étrusque, tel que l'expose M. Ducati, c'est en somme toute la préhistoire de l'Italie avant l'extension de la domination romaine.

A. GRENIER.

R. J. MITCHELL. *John Tiptoft, 1427-1470*. Londres, New-York et Toronto, Longmans, Green and Co., 1938. In-8°, XII-263 pages et 14 planches hors texte.

En Angleterre comme ailleurs, le x^ve siècle fut l'âge des contrastes : l'instruction se répandait jusque dans les rangs inférieurs de la bourgeoisie, l'humanisme italien commençait à faire de nombreux adeptes et, cependant, toute la brutalité et la cruauté des âges antérieurs se révélaient au cours de guerres civiles implacables. La vie de Jean Tiptoft, que vient d'écrire M. Mitchell, synérétise bien ces tendances opposées.

La famille anglo-normande des Tibetot ou Tiptoft ne s'éleva que progressivement, grâce à des mariages qui peu à peu augmentaient sa fortune terrienne. Le père de notre héros dut ses succès à la protection des deux premiers Lancastre, qu'il servit à divers postes, et occupa ses vieux jours à la compilation d'une chronique qui porte son nom. Son fils, Jean, né vers 1427, fit ses études à Oxford aux alentours de 1440, épousa en 1449 la sœur du très puissant comte de Warwick et reçut alors lui-même le titre de comte de Worcester. De son premier passage aux affaires publiques (il fut Lord Trésorier de 1452 à 1454), on n'a gardé que peu de traces. Lorsque la guerre civile s'annonça, ce serviteur des Lancastre, apparenté aux plus farouches partisans yorkistes, préféra s'éclipser : il partit au début de 1458 pour les Lieux saints, où le journal de son compagnon Roberto Sanseverino nous permet de suivre son pèlerinage. Au retour, il s'arrêta en Italie, termina ses études à Padoue, puis à Ferrare, se lia d'amitié avec bon nombre d'humanistes, séjourna à Florence, puis à Rome, où il s'acquitta d'une mission officielle auprès de Pie II.

Quand il revint en Angleterre, en 1461, Édouard IV avait usurpé le trône. Tiptoft, comblé de faveurs, soutint désormais la cause yorkiste. Lord Connétable entre 1462 et 1467, il eut à juger et à envoyer à l'échafaud bon nombre de partisans lancastriens ; on lui reprocha d'avoir transformé son tribunal en une cour martiale dépourvue de toute garantie pour l'accusé. Entre temps, il fut une seconde fois trésorier, participa à des missions diplomatiques ou à des opérations militaires dans le Nord. De 1467 à 1470, il séjourna en Irlande en qualité de vice-roi, chargé d'y rétablir l'ordre, et y fit exécuter le puissant comte de Desmond et ses deux fils. Sa rude justice lui valut, chez les historiens Tudors, le surnom de « boucher de l'Angleterre » ; et sans doute l'avait-il mérité, bien que M. Mitchell tente de l'excuser en invoquant la cruauté plus grande encore d'un Louis XI ou d'un Ferrand de Naples. Toujours est-il qu'il fut une des premières victimes de la brève restauration lancastrienne : on l'exécuta pour haute trahison en octobre 1470, alors qu'il était de nouveau Lord Trésorier depuis quelques semaines.

Telle est la rapide carrière de ce grand seigneur humaniste que M. Mitchell raconte en 150 pages. Tout compte fait, on est étonné du peu que nous savons d'un personnage pourtant considérable. Ou bien est-ce la méthode employée par son biographe qui est cause de cette impression décevante ? Car, pour étoffer son récit, M. Mitchell n'hésite pas à se lancer dans de nombreuses digressions : tableaux du milieu où a évolué son héros, notes biographiques parfois assez longues sur les personnages qu'il a fréquentés ou qui même ont pu le rencontrer¹. Dans tout cela, on perd trop facilement de vue le personnage central. Les deux derniers chapitres, pourtant, nous y ramènent, puisqu'ils traitent de la bibliothèque et des œuvres de Tiptoft. Il ne reste que de pauvres épaves des livres somptueux — pour la plupart italiens — qu'avait collectionnés le comte de Worcester ; et, pourtant, il semble étalé qu'il les avait presque tous légués à l'Université d'Oxford, où son mécénat

1. Un exemple nous suffira : le chapitre VIII, intitulé « The Court of Chivalry », signale que Tiptoft, comme Connétable, était président de la cour de chevalerie ; on lui doit la publication de deux règlements sur les préséances et les tournois, dont l'un est encore inédit. On eût aimé en posséder une analyse. Mais M. Mitchell se contente d'en dire : « their interest is merely antiquarian and technical », puis se dépêche de passer au récit détaillé d'un tournoi qui mit aux prises Lord Scales et le Bâtard de Bourgogne, en 1467, et où le rôle de Tiptoft, comme maître des cérémonies, n'apparaît pas clairement (p. 103-111).

apparut comme la continuation de celui du « bon duc Humphrey ». Même pauvreté en ce qui concerne ses œuvres. En dehors des épaves de sa correspondance, on ne peut lui attribuer avec certitude que deux traductions, l'une du *De amicitia* de Cicéron, œuvre de jeunesse, l'autre du *De vera nobilitate* de Buonaccorso, sous le titre *The declamation of noblesse*, opuscule du plus haut intérêt et dont il est heureux que M. Mitchell donne le texte en appendice (p. 213-241), puisqu'il n'avait pas été publié depuis l'édition de 1481 par Caxton.

Édouard PERROY.

Calendar of the patent rolls preserved in the public records, Philip and Mary. Vol. I : A. D. 1553-1554. Londres, His Majesty's Stationery Office, 1937. Prix : £ 1-15 s. — **Vol. II : A. D. 1554-1555.** Ibid., 1936. Prix : £ 1-10 s. — **Vol. III : A. D. 1555-1557.** Ibid., 1938. Prix : £ 2.

La belle collection des *Calendars* britanniques continue à paraître, chaque volume non point à son ordre chronologique, on le voit, mais quand il se trouve prêt — et c'est très bien ainsi. Les trois volumes ci-dessus sont bien loin d'embrasser tout le règne de Marie (6 juillet 1553-28 ou 29 novembre 1558); puisque le premier document qu'on y lit est du 12 septembre 1553 et le dernier, quoique non daté, apparemment de janvier 1557. Chaque volume est divisé en un certain nombre de sections affectées à chaque année de règne : par exemple, volume I, pour l'an premier du règne de Marie, quinze sections, plus le *pardon roll* ou liste des grâces, rémissions, etc., accordées par la couronne; pour l'an deux, deux sections; puis, volume II, le prince Philippe d'Espagne étant devenu co-souverain par son mariage avec la reine, recommence une nouvelle série : pour les années première et seconde de Philippe et Mary, quinze sections, plus la liste des grâces. A la fin de chaque volume, un excellent index nominal permet au lecteur une enquête facile sur les points qui peuvent spécialement l'intéresser. Le complot de Northumberland, l'exécution de Jane Grey, la conspiration de Wyatt, le mariage avec le prince d'Espagne, le bûcher de Latimer et Ridley, tels sont les événements marquants de ces quelques années. Certains laissent leurs traces dans ces archives : grâce à Henry et Robert Dudley, fils de Northumberland (vol. II, p. 157-158), grâce à James Croft, chevalier, un complice de Wyatt (ibid., p. 124), *warrant* aux sheriffs d'Angleterre et de Galles touchant les titres assumés, à son mariage, par le prince époux de la reine (vol. I, p. 503); certains autres, non. En revanche, dans ce régime encore tout patriarcal, la couronne se mêle activement, personnellement, arbitrairement, de questions qui sembleraient, de prime abord, ressortir à la pure routine administrative. Le registre des grâces est interminable, et de grâces aussi bien en faveur des femmes, enfants ou complices de Northumberland ou de Suffolk, lesquels « ont mené cruelle guerre à la reine », qu'en faveur de John Allen, lequel, acculé dans une impasse par son ennemi Robert Page qui le menaçait d'une grosse pierre, en a lui-même ramassé une et lui en a cassé la tête (24 février 1554, vol. I, p. 351). Congé à Jehan Mainfray, marchand bonnetier à Roan (Rouen), de vendre dans le royaume mille grosses de bonnets français à tel prix qu'il pourra marchander, nonobstant l'acte en date de l'an XXI d'Henri VIII (27 juin 1554, vol. I, p. 331). Reconnaissance d'une *corporation* ou municipalité à Sudburye, comté de Suffolk, en loyer de sa vaillante résistance à la rébellion du duc de Nor-

thumberland. Tel *item* nous peint sur le vif le train fastueux, tout féodal encore, des vieilles maisons nobles : congé à Henry, comte d'Arundel, conseiller de la reine, de retenir et garder à son service, sa vie durant, le chiffre de 200 personnes, gentilshommes ou yeomen, en plus et en sus de toutes telles personnes qui soient (déjà) de sa maison ordinaire, et de toutes telles qui soient sous ses ordres en vertu de quelque office qu'il tienne, comme aussi d'octroyer auxdites personnes ses livrée, couleurs et insignes, réservé que ce congé ne s'étende à aucun domestique de la reine couché sur la liste de l'Échiquier, ni à aucun autre, retenu comme domestique de la reine (vol. I, p. 390, 20 novembre 1553). Les documents touchant l'Irlande ne sont pas moins évocateurs : en voici un restituant à Thomas Botiller (Butler), comte d'Ormond, les revenus et privilèges de grand bouteiller d'Irlande, tenus par ses ancêtres depuis Édouard III (11 mars 1557, vol. III, p. 457) ; voici un *warrant* délivré à Thomas, comte de Sussex, lord-député d'Irlande, pour donner l'assentiment royal aux lois que va voter le Parlement par lui convoqué : loi révoquant les statuts d'Henry VIII contre le siège apostolique et qui transféraient des biens ecclésiastiques à des laïques ; loi pour restaurer trois statuts antérieurs qui punissaient l'hérésie ; loi affirmant la naissance légitime de la reine et révoquant tous actes du Parlement à ce contraires ; loi relative à l'immigration de (mercenaires) écossais, à l'entretien d'iceux et aux intermariages avec eux ; loi contre les *corsours* (corsaires) et fainéants ; loi touchant (= interdisant) la fabrication d'*aquavite* (whisky) — alors réservée aux apothicaires — etc., etc. Le dernier document coté comme un gouverneur à Calais menacé : « Vu que le roi et la reine ont déclaré le roi de France leur ennemi, et vu que ses territoires avoisinent les ville et marche de Calais, qu'il a pris récemment les armes pour attaquer, nomination de William, comte de Pembroke, leur conseiller, pour être leur lieutenant et capitaine général de l'armée qu'il y a intention de lever et envoyer au delà des mers pour arrêter toute invasion ou autre entreprise dudit roi, et aussi de (*sic*) ladite ville de Calais, avec pouvoir d'assembler de temps à autre, selon qu'il l'entendra, et d'armer tous officiers, bas-officiers, gens d'armes, archers, soldats, cavaliers, fantassins et autres personnes pouvant être retenus dans ladite armée, de faire capitaines ou officiers, d'élever à la dignité de chevalier et octroyer armes, titres et honneurs à tels de l'armée qui, dans son opinion, les mériteraient, de proclamer la loi martiale, enfin de déboursier l'argent de la couronne et d'en employer artillerie et munitions comme il lui semblera nécessaire, étant bien entendu que ladite ville et marche ne demeurent sous son gouvernement pas plus longtemps qu'il n'y restera avec ladite armée » (sans date, vol. III, p. 556). Douze mois après (car on a des raisons de placer la commission de Pembroke en janvier 1557), l'armée en devenir, faute de décision ou d'argent, n'était encore que sur le papier, et, en huit jours, le duc de Guise emportait Calais.

Roger CHAUVIRÉ.

Calendar of State papers (foreign series) of the reign of Elizabeth, Public Record Office. Vol. XXII : *July-December 1588*, par Richard Bruce WERNHAM. Londres, His Majesty's Stationery office, 1936. Prix : £ 1-15 s.

Ce volume est celui de l'*Armada*. Non qu'on y trouve le récit direct du départ,

de l'échec et de la dispersion, mais, bien plutôt, l'exposé des chocs en retour qu'eut son destin sur la politique extérieure d'Élizabeth, et des partenaires d'Élizabeth, singulièrement dans les Provinces-Unies.

Dès la première moitié de l'année, Élizabeth a renoncé à la politique de Leicester, rappelé, et qui meurt : avec sa prudence et sa cautèle ordinaires, elle décline toute offre de souveraineté sur les Pays-Bas ; elle en veut demeurer seulement l'alliée, conformément au traité de 1585, ce qui limitera ses charges, en hommes et en argent ; elle combattra de leur côté, mais en second. Politique, depuis, devenue traditionnelle... C'est pourquoi elle souhaite que s'unifie l'effort des Pays-Bas sous un gouvernement souverain ; mais dans chaque province les luttes d'influence entre clans ennemis, presque partout la jalousie contre la province de Hollande, de loin la plus puissante et la plus riche, enfin la défiance semée par l'attitude un peu trop prudente d'Élizabeth elle-même, sont autant d'obstacles au processus d'unification. Bien longtemps, elle a prolongé, à Bourbourg, les pseudo-négociations anglo-espagnoles pour une paix que nul ne désire ; mais la seule existence de ces négociations induit les insurgés des Pays-Bas en défiance ; certains, en prévision d'une trahison de Londres, commencent à chercher leur sûreté du côté espagnol ; quand Élizabeth rompt les pourparlers, la rupture arrive trop tard pour rétablir, au moment décisif, la branlante coopération des deux alliés. Au reste, pensent les insurgés, l'Armada arrivera-t-elle jamais ? On leur a tellement écrit, de France, de la Rochelle, qu'elle « se dissipait » ! La voici : les Anglais vont-ils l'attaquer de bon cœur ? Et quant aux Provinces, ne risquent-elles pas de voir fondre sur elles le duc de Parme et ses 35,000 hommes, puisqu'ils n'ont pas de flotte pour forcer le passage en Angleterre ? Aussi gardent-elles leur poudre, leurs vaisseaux, leurs hommes. Élizabeth les appelle à l'aide, elles la contr'appellent à l'aide, nul des deux alliés ne bouge. Le combat naval de Gravelines dissipe la défiance des Provinces, elles congratulent la victorieuse, c'est toute leur contribution à la bataille. Cependant, fuyant devant la tempête, l'Armada court à son désastre... Tous ces documents laissent une impression d'impéritie (aussi bien à Hampton-Court qu'aux Pays-Bas), de lenteur dans la conception ou l'exécution, d'attelage qui tire à hue et à dia. Élizabeth, de toute évidence, a déjà inventé la méthode anglaise du *muddling through*, et ses alliés surenchérisent...

L'Armada liquidée, Parme, déçu dans son espoir de passer l'eau, tombe sur Berg-op-Zoom, place capitale défendue par une trop faible garnison. Il échoue dans l'assaut du Fort du Nord, trahi par un faux traître qui lui tend un piège, s'enlise dans les boues de l'automne, apprend que sir John Norris approche avec un renfort de 2,000 arquebusiers, se résigne à lever le siège : il a perdu 10,000 hommes sur 30. Cependant, non point enflée par son double triomphe, mais prudente, mesquine, invariable, Élizabeth plus que jamais marque son personnage d'alliée, qui refuse d'être souveraine. Elle réclame — en vain — le remboursement des avances consenties pour payer les troupes de Norris ; à défaut, elle demande une aide militaire pour l'expédition qu'elle médite contre le Portugal. Entre temps, favorisé par elle, le progrès vers l'unité politique des Pays-Bas s'accuse ; la Frise, puis Utrecht rejoignent la Hollande, — Utrecht par le moyen d'une révolution bien curieuse. Le comte Maurice est à peu près reconnu comme capitaine général ; en Hollande l'influence d'Oldenbarnevelt l'emporte. Élizabeth enfin règle les menus différends qui laissent des frictions dans le jeu de l'alliance, — notamment le

nombre et l'entretien des troupes anglaises aux Pays-Bas. Les documents, ici, deviennent du plus vif intérêt. On y trouve, au clair, les pingreries d'Élisabeth ; les petites malices des capitaines, mortes-payes, passe-volants, et le reste, pour toucher plus qu'il ne leur est dû ; la garnison d'Ostende se soulève contre le profiteuse Coxe, qui lui vend à 300 % de bénéfice les vivres qu'il importe d'Angleterre, et, comme de juste, à la fin une quinzaine de meneurs sont pendus ; la garnison de Gertruydenberg, elle, s'empare de la place et l'exploite à son compte, jusqu'à ce qu'arrivent les arriérés de solde ! Toutes ces histoires sont d'une vie étonnante.

En ce qui concerne la France, même politique expectante d'Élisabeth. Henri III a signé son adhésion à la Ligue, disgracié d'Épernon, suspect aux Guises ; n'importe, elle refuse de soutenir activement le roi de Navarre. Et elle a raison. Avant la fin de l'année, Henri a fait assassiner les Guises, la Ligue est à demi brisée, l'Espagne et son alliée la Savoie menacées, le triomphe serait en vue pour la politique anglaise, n'était ce moine et son couteau, que nul ne saurait prévoir...

La présentation typographique de ce beau volume, la correction du texte sont admirables, comme il est de règle dans cette collection. Un exemple : p. 464, une indication surajoutée au crayon avertit qu'il faut lire non pas « Gac, François le, merchant, of Morlaix », mais « Le Gac, François », etc. Je ne sais par quel accident d'impression, au milieu du livre, on a la séquence : p. 305, 310, 311, 308, 309, 306, 307, 312. Mince tache.

Roger CHAUVIRÉ.

Calendar of the State papers relating to Scotland and Mary, Queen of Scots, 1547-1603. Vol. XI : 1593-1595, edited by Annie I. CAMERON. Edinburgh, 1936. xxiv-805 pages. Prix : £ 2-5.

C'est M. W. K. Boyd qui avait, comme pour les précédents volumes, préparé nombre des documents ici publiés ; des raisons de santé l'ont contraint à passer le flambeau ; il ne pouvait le faire en de plus dignes mains.

L'Écosse de ces deux ans et demi (janvier 1593-août 1595) est extrêmement peu différente du nid de vipères où, trente ans plus tôt, a succombé Marie. Les féodaux écossais, se dévorant inlassablement les uns les autres, sont d'une étonnante constance. Mais les circonstances ont changé : l'Europe moderne esquisse ses premiers linéaments ; la vieille rivalité entre Élisabeth et Philippe II s'achève, Henri IV va acheter sa couronne de l'abjuration. Quant à Jacques VI, sa politique s'oriente sur une étoile fixe : la succession d'Angleterre ; et pour se l'assurer, il joue un jeu délicat, balancé de caresses et de chantage, soulignant la position stratégique de l'Écosse par rapport à l'Angleterre, temporisant avec les catholiques d'Écosse (que personnellement il hait), pour faire bien sentir à la vieille tante à héritage toute la valeur de son bon vouloir... Elle, pour n'être pas en reste, le cajole pour ne l'induire pas en tentation espagnole et, en même temps, par instructions secrètes à ses agents, l'affaiblit si elle peut...

Les événements eux-mêmes, conjuration des lords papistes Huntley, Errol et Angus, faux rapprochement entre lord Bothwell et le roi Jacques, soulèvement d'O'Donnell et O'Neill en Irlande, etc., etc., laissent dans l'esprit une notion confuse, de par leur fourmillement, leur complication, le double jeu qu'Élisabeth im-

pose à ses ambassadeurs, Burgh, Zouche, l'usage enfin qu'elle fait, à leur insu, d'agents secrets qui travaillent, sur ses ordres, contre la politique officiellement suivie. L'excellent Bowes — le même qui vainement essaya d'acheter à lord Gowrie les manuscrits authentiques des fameuses *Lettres de la Cassette* — est forcé d'avouer qu'il n'y comprend plus rien, « tant les instructions concernant les affaires de l'État cadrent mal avec celles qui touchent aux individus » : à plus forte raison pouvons-nous bien rester perplexes !

Mais si les faits mêmes sont trop nombreux, trop embrouillés, — confus — il en émerge cependant, à la longue, une image nette, et bien intéressante, de l'Écosse contemporaine. Par exemple, on voit clairement l'immense rôle, politique et social, que joue désormais la *kirk*, l'Église presbytérienne organisée par André Melville, expression des bourgeois et des *lairds*, patriote, donnant son argent pour les causes qui lui importent, ayant son franc-parler même avec le prince — par exemple au moment de son différend avec la reine Anne —, imposant en somme les solutions nationales à l'égoïsme des grands ou du roi. Miss Cameron compare la *kirk*, non sans justesse, à ce que représentent, pour les temps modernes, Parlement, presse, opinion publique.

En regard, les vieilles habitudes féodales continuent. Les grands circulent toujours dans Édimbourg avec ces escortes de « domestiques » en armes que Jacques s'efforce (en vain) de limiter, et qui intimident jusqu'aux cours de justice. Épée ou pistolet règlent bien des affaires. L'habitude de la violence émousse le sentiment humain et, par là, certains sont poussés à des extrêmes qui étonnent : le comte de Huntly, ayant querelle avec Atholl et Mac Kintosh, met la main sur leurs cuisiniers et, quand les deux lairds arrivent pour manger leur dîner, ce sont les deux cuisiniers qu'ils trouvent rôtis... La famine est endémique. Au fond, ce qui fait de l'Écosse une fourmilière de soldats de fortune, — les uns, ceux des Iles, allant servir en Irlande, les autres sur le continent, — c'est la faim. Des pays aujourd'hui quasi déserts, les Hautes-Terres, les *dales* ou combes de la frontière, semblent avoir grouillé d'une surpopulation famélique.

Ne croyez pas que la pauvre et lointaine Écosse se replie sur elle-même, se plaise à son isolement. Au contraire, elle prend grand intérêt à l'Europe ; Jacques essaye de faire servir la cérémonie du baptême de son fils, le prince héritier, pour constituer une ligue des princes, protestants ou sympathisants, contre Philippe d'Espagne et Rome. Il cherche, étant cousin des Guise, d'une part, et, de l'autre, à demi fils de France, après tout, par sa mère, à accommoder les querelles de Mayenne et d'Henri IV. Il n'est jamais plus heureux que lorsqu'un messager lui apporte des nouvelles de là-bas... Et le personnage de Jacques, curieux, familier avec les bourgeois de sa bonne ville, ambitieux, tenace, retors, sort de toutes ces pages avec un relief singulier.

Roger CHAUVIRÉ.

H. A. L. FISHER. *A History of Europe*. Vol. II : *Renaissance, Reformation, Reason*. Londres, Eyre and Spottiswoode, 1935. In-8°, x-789 + xxxv pages, 8 cartes, 7 tableaux généalogiques. Prix : 18 s.

On s'excuse de venir si tard parler d'une partie de cette belle œuvre dont on

serait tenté de dire, comme un critique anglais : « la louer est presque une impertinence ». Livre débordant d'idées générales (parfois trop générales) et d'exposés brillants.

La largeur de vues, le goût des grands ensembles s'affirment dans certains titres de chapitres. L'un d'eux consacré (le vii) au péril turc ; le xii^e, sur les querelles et les accords religieux entre luthériens et catholiques, s'annonce joliment : *Germany agrees to differ*, ce qui est bien le sens de l'Intérim. Angleterre et Espagne (xvi), L'ascension de la France (xx), Le météore suédois (xxiii), L'Angleterre devient l'atelier du monde, ces titres en disent long et font penser. Cette façon de concevoir le sujet n'empêche pas l'auteur d'avoir une forte et riche érudition. C'est tout juste si l'on peut trouver la bibliographie un peu vieillie (même en se plaçant en 1935) et noter quelques erreurs ou confusions¹. Les cartes souffrent d'une certaine imprécision.

Mais, chemin faisant, que de vues pénétrantes et originales ! Son explication du cas Marie Stuart (à laquelle ce bon Anglais est peu sympathique) vaut d'être retenue : si, en 1567, Élisabeth avait rendu Marie à ses accusateurs écossais, on n'aurait plus parlé de l'épouse de Bothwell, et l'Angleterre ne serait pour rien dans sa mort. Mais Élisabeth détestait également la rébellion et le puritanisme de Knox ; elle méprisait les *lairds* ; elle voulut garder Marie pour négocier avec elle, de façon à préparer l'avènement de Jacques, l'élever en Angleterre et à l'anglaise. C'est Marie qui, en voulant jouer les grands rôles, en devenant pendant dix-neuf ans le pivot des conspirations espagnoles, a contraint Élisabeth à consentir à l'exécution. Cela dépasse l'horizon des « lettres de la cassette ».

On louera de même le portrait de Wolsey, et on méditera ce jugement sur Henri VIII : il a compris (et il a donné par là un exemple aux hommes d'État anglais des temps ultérieurs) « qu'il n'est rien qui recommande plus effectivement pour un Anglais un changement radical que la croyance qu'il est en réalité une mesure conservatrice ». Il est un peu sommaire de réduire la rivalité entre Charles-Quint et François I^{er} à une « rivalité entre la France et l'Allemagne » ; M. Fisher, qui n'attache pas assez d'importance au caractère « bourguignon » de Charles, montre cependant que les faits ont amené peu à peu cette situation. Mais l'on sera surpris de lire que Charles « n'avait pas d'imagination ». Et admettra-t-on que l'Empereur n'exerce plus d'influence sur l'Allemagne après la fuite d'Innsbruck ?

Verra-t-on autre chose qu'une phrase dans cette explication ibsénienne de la diffusion du luthéranisme en Scandinavie : « une religion adaptée aux longs hivers du rigoureux septentrion » ? Ne trouve-t-on pas qu'il est peu conforme à l'exactitude, dans une histoire qui se veut européenne, d'introduire Calvin et le calvinisme² sans avoir parlé de la Réforme française précalvinienne ?

Mais que de largeur et de finesse tout ensemble dans l'explication de la rivalité anglo-espagnole (p. 600 et suiv.) ! Si elle a aidé à protestantiser l'Angleterre, « elle était, au fond, économique ». Peut-être l'auteur force-t-il un peu le contraste entre

1. Parler, p. 570, de *politiques* à propos d'Anne de Montmorency, c'est le confondre avec Daville. P. 573 : « Catharina and her sister » ; lisez : « daughter ». P. 605 : « the mines of Brazil » dès 1580 ; à ce moment, il y est surtout question du sucre.

2. Il fallait dire que le fameux discours était sous le nom, et dans la bouche, de Cop. — Par ailleurs (p. 614-617), à propos de la Bohême, il n'est question que de l'opposition religieuse, et l'on semble ignorer l'élément tchèque jusqu'au moment de la répression.

l'audacieuse ardeur de la nation et la prudence timorée du gouvernement. Je me demande s'il n'est pas quelque peu injuste pour Cecil, qui, malgré son pacifisme, songeait toujours aux « choses de l'amirauté ». En lisant ces mots : « Le soin peu héroïque (*unheroic*), mais vraiment d'un homme d'État (*statesmanlike*), que met la reine à éviter de précipiter le risque », malgré la colère de puritains comme Walsingham, on se demande si M. Fisher n'a pas songé à d'autres hommes d'État conservateurs d'hier — et même d'aujourd'hui.

Il est, d'ailleurs, parmi les admirateurs de la *Queen Bess*. « Si fort était l'État qu'il pouvait se permettre d'être ménager de ses pénalités. Comparé avec les protestants brûlés pour hérésie sous Marie Tudor, le nombre de catholiques exécutés sous Élisabeth fut peu considérable. La persécution est toujours déplorable, mais ces hommes à l'esprit élevé étaient alliés à une puissance étrangère pour renverser l'État. »

Notons au passage un récit de la Fronde, nuancé, explicatif et très vivant, auquel on ne reprochera que d'être trop exclusivement parisien ; un jugement très équitable, et sans dithyrambes, sur Colbert ; une description de « l'Europe française » au siècle des lumières, enfin une conception juste du régime ottoman, mélange de tyrannie et d'indulgence.

L'ouvrage fourmille de formules heureuses. Celles-ci, par exemple, sur l'Angleterre : 1° elle reçoit son éducation de trois sources : « l'Humanisme, la Bible et la mer » ; 2° celle-ci, qui se réfère à la capitulation de Yorktown et pourrait être dédiée à ceux qui, historiens ou hommes d'État, croient périodiquement à la fin d'Albion : « Il a toujours été trouvé difficile de prendre la mesure de la Grande-Bretagne. *It has always been found difficult to take Britain's measure.* » Et l'auteur de rappeler que cette année 1781, qui semblait marquer la décadence de l'Angleterre, est l'année où James Watt inventait le mouvement rotatif de sa machine.

A ce degré, le talent littéraire devient un procédé supérieur d'intelligence historique¹.

Henri HAUSER.

I. — Gerhard RITTER. *Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein*. Anhang : Josef REST. *Die Erasmusdrucke der Freiburger Universitätsbibliothek*; Freiburger Universitätsreden, Heft 23. Fribourg-en-Brigau, 1937. In-8°, 85 pages.

II. — *Gedenkschrift zum 400 Todestage des Erasmus von Rotterdam*, hg. von der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft zu Basel. Bâle, 1936. In-8°, 326 pages.

III. — *Opus epistolarum Des. Erasmi Roterodami*, denuo recognitum et

1. C'est peut-être la formule pour la formule qui amène à répéter, après tant d'autres, et notamment après Goethe, que la Renaissance devait débiter dans le pays « où les marbres de l'antiquité resplendissaient toujours parmi les cyprès et les oliviers », *im dunkeln Laub...* Et, sans être Courajod, doit-on parler de décadence artistique en France après Charles VII, sous prétexte que Fouquet était de Bruxelles? L'anonymat des œuvres d'art médiévales n'est pas aussi complet que le dit l'auteur, et il ne faut pas exagérer l'influence des manuscrits apportés par Bessarion.

auctum per P. S. ALLEN. Tom. IX, ediderunt H. M. ALLEN et H. W. GARROD. Oxford, Clarendon Press, 1938. In-8°, xxiv-498 pages. Prix : 28 s.

I. — M. Gerhard Ritter, professeur à l'Université de Fribourg, y a prononcé, le 9 décembre 1936, pour commémorer le quatrième centenaire de la mort d'Érasme, un discours qui mérite d'être lu attentivement. Non pas seulement parce que l'auteur y résume, de la façon la plus heureuse, la vie d'Érasme à Fribourg, son activité d'humaniste et de théologien moderne, ses contacts avec l'Université, avec le maître des études juridiques en Allemagne, Ulrich Zäsi, avec les amis restés à Bâle ou venus en Brisgau. M. G. Ritter recherche les causes de l'enthousiasme érasmien dans les hautes régions rhénanes. Les humanistes admirent sans doute la science du philologue ou le talent de l'écrivain ; mais, bien plus encore, ils attendent de lui cette restauration de la vie chrétienne, sur les bases d'un paulinisme réconcilié avec la sagesse ancienne, qu'annonçaient l'*Enchiridion* et l'*Éloge de la Folie*. Quand Luther eut condamné comme un blasphème l'idée même de cette réconciliation, proclamé que saint Paul et saint Augustin exigent la maîtrise des âmes chrétiennes tout entières et sans partage, le destin d'Érasme et la logique interne de son œuvre l'obligeaient à rester parmi les fidèles d'une Église sur laquelle il gardait peu d'illusions : il s'y résigna, sans pourtant se taire ; mais, s'il eut la consolation de se voir suivi par Zäsi, Boniface Amerbach, Beatus Rhennanus, la grande amitié qui avait, quelques années auparavant, uni dans le culte d'Érasme tant d'esprits des régions rhénanes se trouva brisée pour jamais. On y perdait en même temps une autre illusion. Le sentiment national, à la fin du xv^e siècle, s'y était développé avec une extraordinaire intensité. Les humanistes rhénans trouvaient dans l'histoire des invasions et du haut Moyen Âge les titres de gloire de la Germanie et les preuves de sa force. Ils avaient cru saluer en Érasme un grand Allemand : or nul n'était plus étranger à toute idée nationale. On a sans doute exagéré le caractère abstrait, moral et chrétien de ses écrits politiques. Il connaissait par sa propre expérience, par celle de ses amis de Londres, d'Anvers ou de Bâle, les réalités du monde moderne ; l'*Institutio principis christiani* contient autre chose que des lieux communs empruntés aux stoïciens ou aux Pères de l'Église. M. G. Ritter montre fort bien que l'on pourrait y retrouver quelques origines lointaines du libéralisme politique à la manière de Hollande ou d'Angleterre. Sur la question des rapports des États et des peuples entre eux, Érasme, partisan de la paix chrétienne, s'accorde assez bien avec les bourgeois de Brabant, de Flandre et de Hollande, qui, depuis les grandes entreprises de Charles le Téméraire, ne demandaient au gouvernement de Bruxelles que de pratiquer, dans les conflits des grandes puissances occidentales, une neutralité favorable aux intérêts de l'industrie et du commerce. Rien ne séduit moins Érasme que la doctrine médiévale de la magistrature chrétienne et romaine de l'empereur, que le rêve conçu par Charles-Quint de restaurer la monarchie universelle. Mais, par là encore, il ne s'entendait guère avec les humanistes des hautes régions rhénanes, enthousiastes serviteurs de l'Empire, et qui, de son affermissement, attendaient pour la nation allemande une grandeur nouvelle.

L'exposé de M. G. Ritter, soutenu d'une forte documentation¹, est accompagné

1. M. G. Ritter continue d'attribuer, comme P. S. Allen, comme J.-B. Pineau, comme W. K. Ferguson, et contrairement aux conclusions récentes de Carl Stange (*Erasmus und*

d'une étude précise et complète de M. Josef Rest sur les ouvrages d'Érasme et les éditions érasmienne qui se trouvent en grand nombre à la Bibliothèque universitaire de Fribourg.

II. — La Société des historiens et antiquaires de Bâle a publié, en hommage à la mémoire d'Érasme, un recueil important d'articles. Il s'ouvre par une étude critique, due à M. Alfred Hartmann, de la biographie que Beatus Rhenanus dédia, le 1^{er} juin 1540, à Charles-Quint. Suivent quelques pages écrites par P. S. Allen pendant sa dernière maladie ; résumé de la jeunesse d'Érasme en Hollande et à Paris ; introduction d'un livre que nous ne lirons jamais. M. J. Huizinga, professeur à l'Université de Leyde, expose comment Érasme a conçu nation et patrie. Il s'avouait lui-même sujet du gouvernement de Bruxelles, et conservait pour sa Hollande natale, où il n'était pas retourné depuis les premières années du siècle, une fidèle affection. Originaire de ces Pays-Bas sans cesse disputés entre des puissances rivales, bien accueilli en France, fêté en Allemagne, critiqué en Italie, aussi étranger à l'orgueil national des peuples modernes que peu curieux de leur langage, il restait, à la manière des philosophes antiques, citoyen d'un monde que son évangélisme essayait de convertir à la paix universelle. M. Rudolf Pfeiffer, qui publiait en 1931, dans les collections de la Bibliothèque Warburg, une importante monographie sur l'« humanité érasmienne », discute de la composition des *Antibarbari* ; problème presque insoluble, dont la publication, par M. A. Hyma, d'un texte manuscrit antérieur à l'édition princeps de 1520 a renouvelé les données. M. A. Ruegg étudie les rapports de l'*Utopie* de Thomas More avec l'*Éloge de la Folie* ; M^{me} Gertrud Jung suit les rapports, quelquefois difficiles, d'Érasme et de Jean-Louis Vivès. M. Rudolf Liechtenhan nous offre une histoire exacte de ce qu'on peut appeler la politique chrétienne d'Érasme et des désillusions auxquelles, le plus souvent, elle le conduisit. L'étude de M. Ernst Staehelin sur les contacts d'Érasme et d'Écolampade est aussi riche et pénétrante qu'on pouvait l'attendre de l'éditeur des lettres et des actes qui éclairent la vie du réformateur bâlois. M. Paul Scherrer, bibliothécaire de Bâle, examine le témoignage que le franciscain strasbourgeois Thomas Mürner, étroitement engagé dans les querelles de la Réforme, porta sur Érasme, et constate que cet homme passionné, instable, mais d'intelligence vive et souple, pour n'avoir jamais vu Érasme que de loin, l'a parfois mieux compris que d'autres, plus familièrement mêlés à sa vie.

M. Paul Ganz étudie les deux groupes de portraits d'Érasme, peints par Holbein entre 1523 et 1532 ; M. Paul Roth, avec plans à l'appui, les divers logis bâlois d'Érasme ; M. Carl Roth, l'histoire du legs constitué par son testament en faveur de quelques jeunes filles pauvres ou de quelques étudiants sans ressources ; M. Emil Major, la sépulture d'Érasme d'après les fouilles exécutées en novembre 1928 à la cathédrale de Bâle. Érasme avait, en juin 1525, vendu sa bibliothèque au comte polonais Jean Laski, plus tard passé à la Réforme, et contraint à une vie errante et agitée à travers l'Europe centrale ; les livres se dispersèrent ; il n'en subsiste

Julius II, eine Legende, Berlin, 1937, in-8°, le *Julius exclusus* à Érasme. Ce petit dialogue est d'inspiration érasmienne et sort, si l'on peut dire, de l'école érasmienne. Mais, à considérer particulièrement les détails fort précis qu'il donne sur le conciliabule pisan de 1511-1512, on doit sans doute y reconnaître l'œuvre d'un écrivain au service de la politique gallicane.

— Compte-rendu important de Carlo Angeleri dans *La Rinascita*, I, 3, juillet 1938, p. 132-142.

qu'un petit nombre, qu'on peut identifier dans quelques dépôts européens. M. Fritz Husner a pu établir le catalogue exact de la librairie d'Érasme au moment de sa mort ; il annonce un examen critique de ce catalogue ; il retrace brièvement l'histoire de cette dispersion.

Quelques articles nous écartent des pays rhénans. M. Alphonse Roersch identifie le contrefacteur des *Colloques* dont Érasme se plaint en 1524 avec le dominicain allemand Lambertus Campester, commentateur de saint Thomas, sorti quelques années plus tard de son ordre et largement prébendé en France, où il publiait en 1538 un panégyrique de François 1^{er}. M. Ladislav Juhász réédite les diverses poésies que l'humaniste hongrois Nicolas Olah composa lors de la mort d'Érasme. Plus importantes sont quelques études relatives aux rapports d'Érasme et de l'Italie. M. Benedetto Croce constate qu'Érasme, lors de son bref séjour à Naples, en mai-juin 1509, n'est guère entré en contact avec l'humanisme local et n'a jamais senti d'amitié pour les cicéroniens d'Italie, qui le lui ont bien rendu. Pontano demeure pour lui un styliste parfait, mais vide et d'inspiration païenne ; il a longtemps ignoré et n'a jamais goûté les poésies latines de Sannazar. Aversion instinctive et réfléchie ; « antihumanisme essentiel », écrit M. Benedetto Croce¹. Formule qui peut surprendre, et pourtant juste, à condition de définir l'humanisme comme une résurrection totale de l'antiquité, du style antique et païen dans la conduite aussi bien que dans le discours ; et si l'élégance du parler latin n'a jamais été pour Érasme qu'un moyen d'action mis au service d'un effort moral et religieux de restauration évangélique, s'il a toujours cru discerner que les cicéroniens d'Italie, même les plus fidèles au conformisme romain, travaillaient à restaurer le paganisme. Les notes de M. Delio Cantimori sur Érasme et la vie morale et religieuse de l'Italie au xvi^e siècle complètent l'étude de M. Benedetto Croce. Les Italiens, pendant la première moitié du xvi^e siècle, n'ont guère lu les œuvres érasmienne de propagande religieuse et morale. Quelques hommes de vie intérieure, comme Priuli, Contarini, Giberti, Sadolet, ont pu admettre à la fois l'« humanitas » et la « christianitas » d'Érasme : mais ils blâment déjà la hardiesse de quelques-unes de ses pages. Déjà, lire les *Colloques* et s'y plaire est signe d'opinions particulières en théologie. Il suffit de constater que Pietro Lauro de Modène dédie sa traduction, en 1542, à la duchesse de Ferrare, déjà suspecte de calvinisme, Renée de France. C'est Juan de Valdés, le maître des premiers réformés italiens, d'Ochino et de Vermigli, qui se fait le très libre interprète de l'érasmisme. Après le concile de Trente, Érasme est à l'index ; on ne peut le lire que dans des éditions expurgées. Du moins son enseignement continue-t-il d'agir sur les Italiens obligés, pour cause de religion, à chercher refuge en Suisse, en Angleterre ou en Allemagne. Fausto Sozzini comme Giorgio Blandrata sont des érasmien ; Sozzini recueille la tradition érasmienne de Celio Secondo Curione. Mais les uns et les autres ne suivent Érasme que pour le dépasser ; et bientôt, en Italie, il ne subsistera guère que le souvenir de son œuvre littéraire, à laquelle seule a voulu s'arrêter l'attention distraite de Giordano Bruno.

M. Werner Kagi, professeur à l'Université de Bâle, étudie la fortune d'Érasme au xviii^e siècle. Le siècle précédent ne l'avait guère connu que comme maître de style, de latinité, d'humanisme. La crise intellectuelle que traversa l'Europe entre

1. P. 92 : « Sostanziale, antiumanesimo. »

1680 et 1715 fut accompagnée d'une renaissance de l'érasme. L'*Éloge de la Folie*, les *Colloques* retrouvent des lecteurs. L'*Enchiridion* est réédité, en 1699, à Halle, comme pour encourager la propagande piétiste. La grande édition donnée à Leyde, en 1703, par Jean Leclerc, Genevois français devenu Hollandais, est l'œuvre d'un théologien libéral dégagé du strict calvinisme et gagné de bonne heure au libéralisme arminien. Le libéralisme théologique revient de Luther et de Calvin à l'esprit d'Érasme. M. W. Kâgi suit à travers les Universités suisses le progrès de ce renouveau, qui bientôt dépasse les limites de Facultés de théologie et rend insensiblement à Érasme son rôle de conseiller de la société humaine. En même temps que l'exégète du Nouveau Testament renait le moraliste profane, le spectateur ironique de la comédie humaine. Pierre Bayle reconnaît sa maîtrise ; l'auteur de l'article *Rotterdam* dans l'*Encyclopédie*, peut-être Diderot, note, parmi les dons essentiels d'Érasme aux modernes, la critique. Les biographes français restent indifférents à ses hésitations souvent douloureuses. Voltaire voit en lui un rationaliste désabusé, hardi cependant, et qui sait ce qu'il risque à ne pas taire le peu de vérité que les hommes peuvent saisir, et dont la force consiste dans ce qui, pour les biographes allemands d'éducation luthérienne, a toujours été sa faiblesse : le refus de prendre part dans les conflits des théologiens. Herder, en présence d'Érasme, hésite longtemps. Sa conception déjà romantique de l'histoire allemande lui fait reconnaître en Luther un héros national, réhabiliter Ulrich de Hutten, champion brutal du germanisme : elle s'accommoderait mal de la modération érasmiennne. D'autre part, la raison et l'humanité d'Érasme, la raison et l'humanité de Grotius, la raison et l'humanité même de Locke retrouvent à ses yeux leur place et leur rôle dans une Église élargie, où l'humanisme est admis à l'interprétation de l'Évangile. Et peu à peu, dans la pensée de Herder, l'esprit d'Érasme l'emporte sur l'esprit de Luther, la raison classique d'Érasme sur l'enthousiasme et le romantisme de la Réforme. Pareillement, Wieland, à un questionneur indiscret qui lui demande si, du temps de Luther, il eût pris parti pour le pape, répond qu'il aurait pris parti pour Érasme. Et Goethe lui-même sait combien l'œuvre d'Érasme se prête à répandre et à soutenir parmi les hommes les plus authentiques valeurs humaines et la vérité.

III. — Le neuvième volume de la correspondance d'Érasme, publié par M^{me} H. M. Allen et M. H. W. Garrod, contient 277 lettres, datées du 1^{er} août 1530 à la fin de mars 1532 ; contemporaines de la diète d'Augsbourg, de la mort de Zwingli et de la ligne de Smalkalde. Érasme, depuis avril 1529, a quitté Bâle, que le triomphe de la Réforme lui rendait inhospitalière. Mais Fribourg-en-Brisgau n'a rien qui le retienne : la hausse des prix, le danger constant de guerre civile ou religieuse lui conseillent une autre retraite. Les Fuzger l'invitent à Augsbourg ; mais il est las de l'Allemagne ; il pense un moment à s'établir, sous la protection impériale, à Besançon. Marie de Hongrie le rappelle aux Pays-Bas ; il finit, en février 1532, par admettre un projet de retour, que sa prudence et la crainte de retrouver, à Bruxelles et à Louvain, des moines furieux, ne devaient jamais lui permettre de réaliser. Ces vingt mois ne comptent pas parmi les plus féconds de sa carrière. L'imprimerie des successeurs de Jean Froben continue de ne vivre que par lui ; mais il vieillit, et la maladie lui laisse peu de repos. Mécontent de lui-même, il sent diminuer ses forces et son activité. La composition de l'*Ecclesiaste*, commencé depuis 1526, n'avance guère. L'édition latine de saint Jean Chrysostome, depuis qu'il a dû abandonner le projet d'une édition grecque, n'est qu'une œuvre de librairie.

rie à laquelle il a donné son nom. Il écrit la préface de l'*Aristote* latin publié en mai 1531 par Simon Grynaeus ; il surveille une édition de Tite-Live, une de Térence ; mais la seule entreprise à laquelle il ait véritablement consacré ses soins est l'édition grecque de saint Basile, parue en mars 1532. Quelques apologies nouvelles, contre réformés ou romains, n'ajoutent rien aux plaidoyers divers où, depuis plus d'une décade, s'est librement développée la défense de son catholicisme sans dogmes.

Mélancthon aurait souhaité la présence d'Érasme à la diète d'Augsbourg ; mais, une fois encore, il alléguait prudemment sa mauvaise santé ; d'ailleurs, le gouvernement impérial ne l'invitait pas ; théologiens et moines l'auraient jugé importun. Il affirmait, quelques mois plus tard, que, s'il avait pu venir, il aurait travaillé avec Mélancthon à la réconciliation des Églises ; il n'ignorait guère que ses efforts auraient été inutiles, et ne gardait aucune illusion. Il voyait avec regret Charles-Quint s'engager dans une politique de résistance que l'épuisement de ses États ne permettait guère ; politique de complaisance envers le Saint-Siège réconcilié ; désastreuse pour la république de Florence, livrée aux Médicis ; désastreuse sans doute aussi, et dans un bref délai, pour l'Allemagne. A Augsbourg, l'empereur, dont Clément VII guide la conduite, refuse la moindre modification au système catholique romain. Le nom du pape, déjà peu populaire, est plus détesté encore après les excès commis à Florence, et l'on a tout à craindre de l'entente conclue à Bologne entre César et Pierre. Les *comuneros* de Castille sont à peine réduits ; le titre d'empereur, chèrement acheté par Charles-Quint, ne lui vaut que déceptions ; les Turcs ont envahi la Hongrie, menacent l'Autriche. Les discussions d'Augsbourg se poursuivent dans le mystère. Si les Réformés gagnent quelques avantages, ils chanteront victoire et leurs exigences n'auront plus de limites ; si l'autre parti l'emporte, qui tolérera la tyrannie des moines ? Finalement, rien n'aboutit : les princes ont refusé d'assurer la défense de l'Empire contre les Turcs si l'empereur ne rend pas à l'Allemagne la paix religieuse ; catholiques et protestants, après s'être accordés sur de nombreux articles, ont rompu sur une question de mots : les Églises réformées ne veulent pas être officiellement traitées de sectes ; elles ont, en dépit de l'empereur, affirmé qu'elles savent la doctrine de Luther fondée sur l'Évangile. La conclusion du débat sera conforme aux sentiments du pape et des prêtres. Ainsi Mélancthon n'a rien obtenu ; et certains, du plus haut rang, sont qualifiés d'hérétiques, parce qu'on les a vus à la Diète échanger quelques paroles avec lui. Érasme sait, par un ami bien informé de la diplomatie, que ces réunions princières ne sont que vaines parades, et que les questions essentielles se règlent par l'intermédiaire d'agents secrets et conformément aux décisions de Rome. Aussi, invité en septembre 1531 à la Diète de Spire, ne montre-t-il aucun désir de s'y rendre. Charles-Quint, le mois suivant, diffère l'ouverture de l'assemblée, la convoque pour janvier 1532 à Ratisbonne. « La diète », écrit Érasme, « s'est évanouie : sans nul doute sur l'ordre du pape qui veut réunir tous ses cardinaux à Rome pour Noël. » Ainsi l'on travaille à l'apaisement des conflits qui divisent les chrétiens. Il commente le programme établi pour les débats religieux, politiques, économiques de Ratisbonne ; il le juge verbal et décevant¹.

La mort tragique de Zwingli, la mort d'Ecolampade, qui ne survécurent guère au désastre de Kappel, privaient les sacramentaires de leurs chefs. Érasme n'aimait

1. 2465, 2522, 2411, 2366, 2375, 2380, 2403, 2522, 2516, 2555, 2556, 2511, 2573.

guère les prédicants intraitables qu'il avait dû laisser maîtres de Bâle et qu'à Augsbourg luthériens et catholiques avaient également tenus à l'écart. Il crut discerner chez les réformés suisses un profond abattement, et conçut quelques espoirs de pacification. Déjà, il se hâtait d'adresser à Marie de Hongrie un conseil certainement destiné à l'empereur : ne pas arracher le grain avec l'ivraie ; vaincre pour la gloire du Christ et non pour la tyrannie de quelques-uns. Mais le principe d'accord qu'il adoptait, et que, dès le 18 août 1530, il avait conseillé au cardinal Campeggio, eût été de laisser aux diverses Églises une liberté religieuse définie selon certains statuts qui auraient rappelé le pacte d'Ihlava, conclu entre l'empereur Sigismond et les sectes de Bohême. Projet plus libéral, sans doute, que le règlement admis en 1555 à Augsbourg ; chimérique, d'ailleurs, puisque Charles-Quint ne devait traiter que vaincu. Mais Érasme n'espérait plus qu'en une intervention divine. Il répétait la formule virgilienne qui déjà plus d'une fois était venue sous sa plume : « Fata viam invenient. » Du moins ne comptait-il guère sur le concile, dont on commençait, dans l'entourage impérial, à beaucoup parler. Rien ne se ferait du vivant de Clément VII ; le bruit circulait dans les couvents de saint François qu'il préférerait abdiquer. Érasme conclut, en mars 1532 : « Je soupçonne que le concile ne se tiendra pas : les papes n'aiment pas les conciles : on réglera la question religieuse militairement. » Du synode oecuménique il n'eût, d'ailleurs, attendu aucun bien. Parfois, il s'attardait à regretter qu'Adrien VI, tout scolastique, mais capable de comprendre la nécessité de réformer la théologie, n'eût pas vécu plus longtemps¹.

Érasme conservait la certitude d'avoir rendu à l'Église, par son refus d'admettre les négations et les outrances de Luther, par la polémique où il n'avait pas craint de s'engager contre Luther, un service qu'elle méconnaissait. Mais si les théologiens de Sorbonne semblaient observer le silence, les presses parisiennes lui étaient hostiles. Il savait la haine d'Aléandre et croyait le retrouver partout. C'était lui qui avait inspiré les attaques d'Alberto Pio, prince de Carpi. Ce fut encore lui qu'il pensa reconnaître dans les invectives sans esprit et sans style de ce folliculaire ignoré qu'était alors Jules-César Scaliger. « Je sais le véritable auteur », écrit-il, le 20 novembre 1531, au lieutenant du bailliage de Paris : « c'est un bouffon mitré... » Il continue d'affirmer les origines juives d'Aléandre. C'est encore lui qu'il aperçoit derrière les cicéroniens d'Italie, dont le conformisme orthodoxe s'efforce de diminuer, sous prétexte de grammaire latine et de vocabulaire, la portée de son œuvre critique. Devant l'orthodoxie romaine, Érasme a désormais perdu la partie. Il peut, sans doute, mépriser les injures des moines qui, maladroitement et comme pour provoquer l'opinion, s'appliquent à cultiver la bigoterie de leur clientèle. Mais il n'a pas contre lui que des illettrés et des brailleurs. La lettre que le chanoine régulier Agostino Steuco, exégète de l'Ancien Testament, lui adresse, le 25 juillet 1531, de Reggio d'Émilie, résume en un langage à la fois modéré et ferme les griefs d'un scolastique informé des méthodes modernes contre ce que la critique et la doctrine érasmiennes pouvaient admettre d'à-peu-près, de volontaire incertitude, d'indulgence hésitante ; contre certains refus érasmiens de conclure et de prendre parti ; contre le dédain et la réserve d'une prudence trop soucieuse de ne pas livrer son secret².

1. 2559, 2579, 2587, 2403, 2582, 2583, 2366, 2516, 2522, 2620.

2. 2482, 2579, 2600, 2575, 2371, 2564, 2577, 2578, 2600, 2568, 2466, 2513.

Moins que jamais, pourtant, les nouvelles Églises lui paraissent capables de fonder le règne de cet Évangile dont elles répètent sans cesse le nom. Il sait que Bâle, Zurich, Strasbourg et Wittenberg ne lui pardonnent pas d'avoir également déçu les diverses écoles de la Réforme. Il leur a reproché, il leur reproche encore la ruine des études partout où règnent les nouvelles doctrines. Il croit discerner chez les réformateurs, surpris par le débordement des forces qu'ils ont déchaînées, quelque fatigue et quelque ennui. Une lettre inédite à Martin Bucer, en date du 2 mars 1532, et publiée d'après un manuscrit de Copenhague, définit une fois de plus l'attitude d'Érasme vis-à-vis de la Réforme, dissipe, une fois de plus, certaines équivoques, artificieusement entretenues à Strasbourg comme à Bâle ou Wittenberg, sur certains accords inavoués du modernisme érasmien avec la religion des Réformés, leur théologie, leur doctrine des sacrements. Non moins importante la lettre du 25 mai 1532 à Boniface Amerbach, publiée d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Bâle. Le professeur de la Faculté de Droit, sous la pression des autorités bâloises, semble sur le point de se conformer au rite sacramentaire qui réduit la communion à un symbole. « La présence réelle », répond Érasme, « n'est pas douteuse ; seul est incertain le mode selon lequel elle se réalise. » Il le détourne de participer, sous la réserve de son opinion personnelle, à un acte public de foi. Restriction mentale et de mauvais exemple, et qui, en réalité, l'engagerait plus avant. Et, selon sa tactique habituelle, il lui conseille de gagner du temps ; il ne croit pas à l'avenir des Églises sacramentaires¹.

Comme lorsqu'il écrivait à Bâle le *Colloquium religiosum*, Érasme se sent en étroite sympathie avec les grandes âmes de l'antiquité païenne. Il ne retouchera pas ses écrits pour satisfaire les gardiens d'une orthodoxie que les écoles ne sont jamais parvenues à définir. C'est avec Sadolet qu'en ces années de lassitude il semble le plus aisément s'accorder. La lettre du 7 mars 1531 à l'évêque de Carpentras définit, dans les termes les plus heureusement nuancés, l'avis d'Érasme sur l'invocation des saints, la vénération des images, sur la mesure et la prudence qui s'imposent à tout effort de restauration religieuse. Mais, attaqué à la fois par catholiques et réformés, également haï des uns et des autres, il voit se détourner de lui un siècle dont il n'avait pas prévu la violence. Plus que jamais, sans doute, il écrirait que, s'il n'a pas rompu avec Rome, c'est faute d'une troisième Église où il se trouverait mieux à son aise. Mais il supporte péniblement l'ingratitude de celle qu'il n'a pas voulu quitter, et il en arrive à juger que mieux aurait valu peut-être n'écrire jamais un mot contre la Réforme².

Ainsi ce neuvième volume, à peine moins riche que les précédents, malgré la fatigue, l'ennui, la vieillesse qui vient, nous restitue la présence d'Érasme. L'établissement du texte, le commentaire historique et biographique demeurent au-dessus de tout éloge. L'œuvre admirable que P. S. Allen avait préparée dans l'ensemble et le détail, et qu'il a dû trop tôt abandonner, a trouvé des continuateurs dignes d'honorer sa mémoire par une fidélité constante à son esprit.

A. RENAUDET.

1. 2446, 2615, 2631.

2. 2466, 2443, 2365, 2620.

J. DENUCÉ. *L'Afrique au XVI^e siècle et le commerce anversois. Collection de documents pour l'histoire du commerce*, t. II. Anvers, de Sikkel, 1937. In-4^o, 120 pages, illustrations.

Anvers, au XVI^e siècle, fut un des foyers les plus ardents d'un monde qui se transformait ou tentait de se transformer, de toutes parts, de tous les points de vue. « Succursale de Lisbonne et de Séville », en liaison suivie avec Gênes, Venise et les ports italiens, tête de routes vers toute l'Europe continentale, étape des marchands du Nord, il constituait un microcosme où se rejoignaient toutes les formes d'activité. Son histoire ne peut encore être tentée d'ensemble. Parmi les travaux d'approche qui fournissent les matériaux nécessaires à la synthèse dont Pirenne a tracé une esquisse inoubliable, le diligent archiviste d'Anvers, J. Denucé, apporte une contribution de premier ordre par ce travail sur les relations entre Anvers et l'Afrique.

Il a adopté un « plan régional », passant successivement en revue les différentes parties de l'Afrique et les rapports d'Anvers avec chacune d'elles.

Il étudie d'abord l'Afrique du Nord. Parfaitement au courant de l'action des Portugais et des Espagnols dans « le troisième continent », il situe d'abord le cadre où agiront les Flamands. Il rappelle que bon nombre de pirates algériens étaient des Néerlandais renégats, décrit le site et l'activité de « Cabo de Guer » (Agadir), insiste avec raison sur le rôle « africain » du grand marchand, si curieux, que fut Gillis Hooftman, note l'existence, très brève, à Anvers (1580), d'une « nation » de marchands africains — sans doute Marocains, Juifs et Portugais résidant au Maroc — quelques expéditions d'Anvers en Afrique du Nord jusqu'en 1648.

Puis il passe en revue les différentes îles : les Açores, appelées « îles Flamandes » jusqu'aux temps modernes ; Madère, les Canaries, les « îles du sucre », dont des marchands partis d'Anvers devinrent les « seigneurs » et où ils furent suivis par quantité d'émules ; les îles du Cap-Vert ; il insiste sur le trafic du sucre, qui donnait des bénéfices de 90 % et provoqua la traite des nègres.

Pour le commerce avec la Guinée, il remonte au XV^e siècle et aux contrebandiers flamands. Là, de grandes maisons, Portugais établis à Anvers, les de Haro, des Néerlandais, les Schetz, développèrent des entreprises considérables, appuyées sur une organisation commerciale étendue aux Pays-Bas : San Thomé était « le pivot, le centre spirituel et économique de la Guinée ». Importation de cuivre, exportation de sucre. Après la séparation des provinces belges d'avec l'Espagne, le grand marchand anversois Balthasar de Moucheron continua, de Middelbourg et de Vere, une lutte permanente avec l'Espagne.

Avec le Congo et l'Angola, les principaux objets de trafic étaient, à l'importation, le cuivre (au Congo !) et les esclaves — qui se vendaient à la tonne de jauge (trois hommes moyens, trois « pièces », faisant une tonne) : ici, c'étaient les Ximenes d'Anvers qui jouaient, parmi bien d'autres marchands, le rôle principal — et M. Denucé cite de larges et bien curieux extraits de leurs livres de compte.

En Afrique du Sud et surtout en Afrique orientale, où l'on allait chercher en particulier de l'or, B. de Moucheron joua aussi un rôle capital.

Madagascar et l'Abyssinie furent touchés également par les marins du port de l'Escaut.

Après cette étude panoramique, M. Denucé étudie les modalités anversoises du commerce avec l'Afrique, en particulier les monopoles concédés par les princes et les assurances pour le trafic africain. En ce qui concerne les monopoles, il est intéressant de relever comment de grandes entreprises de caractère capitaliste s'encadraient dans un système politique d'État qui annonçait sans doute le mercantilisme, mais se contentait encore, au fond, d'adapter aux nouvelles unités nationales les anciens modes d'action des économies urbaines : il s'agit là d'une manière de « capitalisme dirigé » qui ne s'éloignait du passé que par une lente évolution.

M. Denucé consacre quelques lignes, en passant, à divers auteurs et cartographes qui se sont occupés de l'Afrique et une étude détaillée à une magnifique carte murale éditée à Anvers, en 1644, par G. de Blaeu, le grand cosmographe hollandais, non signalée jusqu'ici parmi ses œuvres et dont un exemplaire seul est connu pour le moment.

Un précieux appendice renferme des listes d'assurances, une description de l'Afrique par Blaeu, une nomenclature comparée de la côte africaine d'après André Homem (1559), Ortelius (1570), Blaeu (1644) et un relevé complet de la nomenclature de la carte de Blaeu.

De belles illustrations reproduisent en feuillets découpés toute la carte, très intéressante, de 1644.

Il faut féliciter M. Denucé pour ce travail neuf et riche et la Chambre de commerce d'Anvers, dont le patronage généreux en a permis la publication.

E. COORNAERT.

RR. PP. H. JOSSON et L. WILLAERT, S. J. *Correspondance de Ferdinand Verbiest, S. J., 1623-1688, directeur de l'Observatoire de Pékin*. Bruxelles, Palais des Académies, 1938. In-8°, xxiv-592 pages.

Il faut se féliciter que, sous les auspices de la Commission royale d'Histoire de la Belgique, les PP. Jossion et Willaert aient eu l'heureuse idée de réunir en un volume la correspondance du P. Verbiest, ou plutôt ce qui en reste ; car il est bien clair qu'une très grande partie a dû en disparaître. Les documents rassemblés ne sont pas tous inédits ; il s'en faut de beaucoup ; mais, dispersés, ils étaient bien difficilement utilisables. Ils ne sont pas tous du P. Verbiest ; un certain nombre lui ont été adressés. Ils ne sont pas tous des lettres à proprement parler ; un certain nombre, de par leur étendue, sont de véritables mémoires. Un morceau assez considérable est extrait de ce qui a dû être un journal de voyage. Il y est raconté en détail comment un navire, sur lequel se trouvaient treize jésuites, dont le P. Verbiest, qui faisaient route pour Lisbonne et l'Orient, a été, en Méditerranée, attaqué par un corsaire ; et comment, d'abord prisonniers, les jésuites parvinrent à s'évader ; épisode curieux qui donne bien l'idée de l'insécurité de la mer au milieu du XVII^e siècle. — Les langues employées par le P. Verbiest et ses correspondants sont très diverses ; bien entendu, très souvent le latin ; mais aussi, à l'occasion, l'espagnol, le portugais, l'italien, le français, le flamand — la langue maternelle du P. Verbiest ; quelques pièces, même, sont en russe.

Dans l'ensemble, le recueil fait très bien apercevoir et comprendre les méthodes par lesquelles les jésuites, non sans beaucoup de protestations de la part d'autres

ordres, ont failli obtenir de si grands résultats. Il est difficile de s'adapter au milieu mieux que ne l'a fait Verbiest. Il semble avoir éprouvé ou voulu éprouver une admiration vive et sympathique pour l'organisation politique et sociale, la civilisation, la littérature chinoises. A ses yeux, dirait-on, rien n'aurait manqué aux Chinois, que le christianisme. Il s'est tout de suite convaincu, étant donné la puissance de la Chine et son prestige dans tout l'Extrême-Orient, que c'était sur elle qu'il fallait avant tout concentrer tous les efforts missionnaires. Sa conversion aurait tout entraîné. Il s'est plaint, presque avec un peu d'amertume, que l'attrait du martyr eût entraîné d'autres missionnaires au Japon. En Chine, il est convaincu que l'essentiel est d'avoir l'empereur pour soi et de lui plaire, en attendant qu'il puisse, un jour, être question de le convertir. Et il a cru, comme son prédécesseur Adam Schall, qu'il a si chaudement défendu, que la façon de plaire était d'en imposer à la science et notamment à l'astronomie chinoise par une incontestable supériorité. Il a l'esprit large. Il veut que l'on respecte le plus possible la civilisation et les mœurs chinoises, et leur langue. Cet astronome a été aussi un philologue ; ses travaux en ce genre, beaucoup moins nombreux que ses travaux astronomiques, ont cependant aidé les Européens à apprendre le chinois. Il est partisan résolu, d'ailleurs, de la liturgie en langue chinoise, de la formation d'un clergé chinois ; il appelle de ses vœux et s'impatiente de n'avoir pas encore des traductions en chinois du bréviaire et du missel. Il va très loin dans son souci de ménager les susceptibilités et les « tabous » locaux : il propose de renoncer à conférer certains sacrements, d'ailleurs non indispensables, comme la confirmation ou l'extrême-onction, plutôt que de froisser gravement la pudeur chinoise en touchant du doigt, sans intermédiaire, le front ou les membres d'une femme. Même prudence quand il s'agit de tenir compte des susceptibilités politiques. Le P. Verbiest s'est débattu longtemps avant de consentir à prêter et à faire prêter par les autres jésuites le serment d'obéissance aux évêques envoyés par la Propagande. Il craignait que l'administration chinoise en eût vent tôt ou tard et ne vît dans ce serment la preuve d'une espèce d'association secrète dangereuse et un prétexte tout trouvé pour une persécution. Peut-être y avait-il une autre raison : la crainte que ses méthodes d'action ne fussent pas toutes approuvées.

Une autre idée chère au P. Verbiest était d'atteindre les Chinois en organisant tout un enseignement de la culture chinoise, notamment la morale, qui aurait été donné par des missionnaires et surtout, bien entendu, par des Chinois convertis.

A l'occasion, le P. Verbiest était capable de donner des descriptions vivantes et colorées ; ainsi le récit d'un voyage, espèce d'immense partie de chasse, dans lequel il avait accompagné l'empereur.

E. JORDAN.

G. D. HENDERSON. *Religious life in Seventeenth century Scotland*. Cambridge University Press. In-8°, 311 pages.

Le nouvel ouvrage de M. G. D. Henderson est constitué, sauf les chapitres II, VIII, IX, de la réunion d'articles publiés antérieurement. Il comprend onze chapitres. Le plan général en est assez simple : la première partie étudie les influences

nationales qui se sont exercées sur l'Écosse du xvii^e siècle par la Bible (ch. 1) et l'évêque Patrick Forbes (ch. 11), la seconde les influences étrangères (ch. 11-14) : anglaises, françaises, hollandaises surtout par le synode de Dort (ch. 14). La troisième partie, de beaucoup la plus importante (ch. v-11), étudie successivement les premiers Indépendants écossais (ch. v), les théologiens et les controversistes (ch. vi), les Covenantaires (ch. viii), les prédicateurs (ch. ix), l'organisation du culte sous Charles II (ch. vii). A part, deux développements sur les influences quétistes en Écosse et la situation religieuse des Highlands (ch. x, xi). Peut-être ce plan est-il quelque peu discutable. Il ne paraît guère défendable d'évoquer les Covenantaires (p. 158-159) après l'organisation du culte sous Charles II (p. 140-157) et sans lien avec les Indépendants d'Écosse (p. 100-116).

Mais, s'il n'est pas ordonné à la française, l'ouvrage de M. G. D. Henderson n'en est pas moins fort utile sur plusieurs points.

De la situation religieuse de l'Écosse au début du xvii^e siècle, si mal connue, il donne une idée concrète encore qu'élémentaire. L'Écosse cultivée de Jacques VI est toute biblique et croit sans hésitation à la valeur nécessaire et suffisante de l'Écriture sainte, que des exégètes et des « scholars », les D. Dickson et les R. Durham, étudient au point de vue critique, qu'un Patrick Forbes, fondateur de l'Université d'Aberdeen, exalte dans son *Book of Revelation* (1613), dans sa *Defence of the lawful calling of the Reform Churches* (1614), dans le dessein hautement affirmé de dénoncer la grande Babylone romaine ou d'assurer l'union des Églises réformées. A cet intéressant exposé, il ne manque qu'une notation : l'indication de ce que l'Écosse de Jacques VI doit à l'Écosse de Knox.

Pauvre, éloignée de l'Europe continentale, surtout de Genève, elle s'imprègne des influences anglaises de Cartwright, françaises de missionnaires itinérants (le paragraphe est trop court), surtout hollandaises.

Ces dernières, dues à une relative proximité, aux contacts entre Leyde et Édimbourg (pourquoi pas à l'action des réfugiés puritains?), se produisent au lendemain du synode de Dort, dont le gomarisme foncier plut aux fils spirituels de Knox. Au moment même où les Articles de Perth (1617-1621), modifiant la liturgie, favorisant l'épiscopat, inquiétaient l'opinion publique. Inquiétude qui déterminait certains Écossais, les John Row, John Seaton, Al. Raffray, à quitter l'Église presbytérienne et le Conseil privé, puis le Parlement à sévir contre les meetings privés (1624-1640), et qui, dans l'Église officielle, fut à l'origine du Covenant de 1638, si remarquablement rédigé par A. Henderson, Argyll et Wariston.

Ici, une lacune. Le rétablissement de l'épiscopat sous Charles II paraît, dans l'ouvrage de M. Henderson, avoir pour cause à peu près exclusive le rappel du roi par Monck? Est-ce bien sûr? et n'y a-t-il pas à ce fait des raisons spécifiquement écossaises?

Quoi qu'il en soit, les caractères de l'Église écossaise au temps de la Restauration, avec la tolérance relative dont bénéficiaient les ministres chassés (lois de 1669, 1687), son épiscopat médiocre, la permanence de sa liturgie, se dégagent nettement de l'exposé.

Surtout, la vie intime de la « Kirk » est heureusement évoquée. Formés dans de nombreuses écoles de paroisses, les quatre bonnes écoles de grammaire, à base latine, d'Édimbourg, Glasgow, Aberdeen, Stirling, à l'Université d'Édimbourg (ici un développement insuffisant), instruits par les travaux des controversistes pure-

ment nationaux comme S. Rutherford ou Rob. Baillie (*Letters and Journals*) ou soumis aux maîtres étrangers comme Leighton et Strang (influence de Jansénius), ou Scougall (saint François de Sales, M. de Renty), les ministres écossais sont essentiellement des prédicateurs ou des mystiques. Dans leurs sermons interminables, tous les pasteurs commentent longuement la Bible. Si Scroggie parvient à toucher ses auditeurs, au cours de ses développements scolastiques, Wm. Cowper emprunte ses exemples au monde de la nature, plus accessible aux paysans écossais, tandis que Wm. Rutherford fait appel au sentiment. Car le pasteur écossais n'est pas qu'un raisonneur pédant, pas plus que le paysan n'est qu'un soldat. Les écrits de Antoinette Bourignon, de R. Poirer, de Mme Guyon, inspirent John Forbes of Corse et Gordon. Quant aux Highlands, ils restent, par leurs *lairds*, favorables à un épiscopat réduit à se cacher, tout comme les prêtres catholiques (ici, il eût été bon de tirer parti des travaux de Miss Ruth Clark (*Strangers and sojourners at Port Royal*, ch. xvi).

Utile, mais incomplet, plus riche de faits que d'idées, ce livre, généralement précis¹, est fort documenté. Mais il ne donne point de bibliographie générale. En fait, l'auteur a tiré parti des sources essentielles : les *Town records*, les *Miscellany* du Spalding Club, les *Acts of General Assembly*, les *Letters and Journals* de Robert Baillie, l'*Autobiographie* de Blair, les *Mémoires d'Episcopius*. Qui plus est, dans le corps des notes (malheureusement rejetées à la fin du livre), les remarques de bibliographie critique abondent (p. 265, n. 120, sur Rutherford ; p. 277, n. 67, sur les défauts du livre de Forbes ; surtout, p. 286, n. 1, sur l'historiographie des Covenanters).

Dans l'ensemble, un livre écrit avec quelque maladresse, incomplet, mais probe et indispensable à tous ceux qui étudient l'histoire des Iles-Britanniques au XVIII^e siècle.

E. PRÉCLIN.

Pierre MÉLÈSE. Le théâtre et le public à Paris sous Louis XIV, 1659-1715.

Paris, E. Droz, 1934. Gr. in-8°, 466 p. — II. Id. *Répertoire analytique des documents contemporains d'information et de critique concernant le théâtre à Paris sous Louis XIV*. Ibid., 1934. Gr. in-8°, 237 p. — III. Id. *Un homme de lettres au temps du Grand Roi. Donneau de Visé, fondateur du « Mercure galant »*. Ibid., 1936. In-8°, 260 p.

I. — L'objet de ce travail est d'étudier « la façon dont le public du XVII^e siècle a connu et apprécié le théâtre de son époque ». Le point de vue n'est pas neut, mais il n'avait jamais donné lieu, tout au moins pour cette période, à une étude aussi poussée. En matière de théâtre, les choses se présentent avec une redoutable complexité. Plusieurs éléments entrent en jeu, qui sont d'égale importance dès lors qu'on exclut la critique subjective, ce qui est ici de règle. Sur les gazettes, sur l'organisation matérielle des théâtres, sur les conditions d'existence des troupes, sur leurs rapports avec les pouvoirs publics, avec la censure ; sur les méthodes

1. P. 68. N'est-ce pas en 1664 et non en 1663 qu'ont pris fin les privilèges commerciaux des Écossais ? — P. 120, lire *Despautière* au lieu de *Despanter*. Quelques lacunes à l'index.

de travail des auteurs, sur leurs gains, sur leurs relations avec les comédiens et les musiciens, avec la cour et la ville ; sur leurs rivalités et leurs polémiques ; sur la vie privée et professionnelle des comédiens ; sur les réactions du public, sur la carrière d'une pièce, depuis l'heure où le poète en donne lecture à ses interprètes jusqu'au jour où elle entre dans l'oubli ou dans la gloire, — on trouvera dans ce gros volume une collection de renseignements dont beaucoup sont inédits et qu'il est précieux, en tout cas, de posséder ainsi réunis, en si grand nombre et parfaitement classés. Les curieux auront là de quoi renouveler leur répertoire d'anecdotes et de petits faits significatifs. Mais, une fois satisfait au plaisir de feuilleter ces pages riches en textes savoureux, il faut bien se demander quelle conclusion se dégage de cette vaste enquête. On l'a vu, le critique littéraire s'efface ici derrière l'historien. D'autre part, les inédits qu'il a versés au dossier des jugements contemporains ne nous ouvrent guère de perspectives nouvelles. C'est cette question de la critique, pourtant, qui, du point de vue de l'histoire littéraire, retient le plus volontiers l'attention, et c'est sur elle qu'il met l'accent dans sa conclusion. Approuvons-le de reconnaître sans ambages que la critique digne de ce nom est l'exception « dans ce siècle de fièvre littéraire ». On le savait et il n'y a pas à revenir là-dessus, du moins pour la critique dramatique, si étroitement liée au destin fragile de son objet, si souvent gâtée par l'envie ou la complaisance. Et cela est vrai au XVIII^e siècle plus encore que de nos jours. L'opinion se forme surtout dans les salons, dans la rue, au parterre ou sur la scène même. Chose curieuse, malgré les fluctuations de la mode, malgré l'Opéra, malgré Quinault et ses successeurs, qui, égarant le goût, le détournent des œuvres de grand style, « le parterre interrompt la représentation des pièces nouvelles pour demander du Corneille, du Racine et du Molière ». C'est le *Mercur* de septembre 1693 qui signale le fait, et cette fidélité nous est confirmée par la statistique des représentations données depuis 1680. Qu'on se reporte au tableau dressé par Eugène Despois pour les deux tragiques et que l'on trouve reproduit dans l'appendice. On regrettera seulement l'omission du tableau correspondant dressé par le même statisticien pour les comédies de Molière. Signalons qu'au tome XVI de l'*Encyclopédie française*, M. P. Abraham a traduit en graphiques les chiffres de ce tableau. De son enquête, qu'il a étendue jusqu'à l'année 1925, se dégage l'impression que, le plus souvent, ce sont des influences extra-théâtrales qui expliquent les variations constatées dans le succès des pièces. Par exemple, pour *Tartuffe*, les périodes de plus grande fréquence des représentations semblent à plusieurs reprises avoir correspondu à des réactions anticléricales de l'opinion publique. M. P. Mélèse a sans doute estimé que de telles recherches débordaient le cadre qu'il s'était assigné. Sachons-lui gré de nous apporter une si riche provision de faits contrôlés tout en nous laissant libres d'en user à notre guise.

II. — La thèse complémentaire de M. Pierre Mélèse consiste en un *Répertoire analytique des documents contemporains d'information et de critique concernant le théâtre à Paris sous Louis XIV*, et c'est un très bel instrument de travail. Y figurent tous les noms sur lesquels existe un document *contemporain*. L'ordre alphabétique a été suivi pour les noms de personnes, énumérés par rubriques séparées : auteurs, musiciens, acteurs, directeurs, metteurs en scène, décorateurs. Les pièces sont mentionnées dans l'ordre chronologique de représentation. On peut ainsi, année par année, se rendre compte de la production dramatique de plus

d'un demi-siècle et des réactions qu'elle a suscitées. Tout ce qui s'est écrit, jusqu'à 1715, sur tous ces hommes et toutes ces œuvres, est mentionné avec précision, souvent même cité.

III. — Visé, à vingt ans, débute comme nouvelliste en dévoilant, dans ses *Nouvelles nouvelles*, les petits secrets du métier. Puis, s'étant fait la main sur d'Aubignac, sur Molière et sur Quinault, ce Scapin de lettres, à qui quelques succès de salon ou de théâtre ne font pas illusion sur la qualité de sa réussite, trouve sa voie le jour (en 1671) où il conçoit l'idée d'une gazette régulière « plus complète et variée, plus amusante aussi que les vers de mirliton de Robinet », moins sèche que la *Gazette* officielle ou le *Journal des Savants*, plus « parisienne », enfin, que la *Gazette d'Amsterdam*. Ce fut le *Mercure galant*. M. Pierre Mélése analyse presque mois par mois cette publication, qui accapara l'activité de son rédacteur en chef jusqu'à sa mort, survenue en 1710. En trente-huit ans, une seule interruption, de 1674 à 1677. Puis Visé remonte l'entreprise sur des bases plus larges, en s'associant Thomas Corneille et Fontenelle. Dès 1677, le *Mercure* a ses abonnés. Comme nos revues et nos magazines, il leur offre, au rythme d'un volume par mois, des vers, des romans, des comptes-rendus, un courrier mondain et littéraire, des articles de publicité, etc..., leur propose des énigmes et accueille volontiers leur collaboration. Mais surtout les mémoires sur les affaires politiques et militaires se voient réserver une place toujours plus importante dans les livraisons mensuelles, et les suppléments trimestriels leur sont presque exclusivement consacrés. De plus en plus officieux, les rédacteurs finissent par assumer, sans en avoir le titre, un véritable rôle d'historiographe. Le pouvoir les contrôle, les protège, les pensionne. Les pires attaques n'ont jamais ébranlé leur situation. A la mort de Visé, c'est Dufresny qui se verra accorder le privilège de lui succéder au *Mercure*. M. P. Mélése a brossé là un remarquable tableau de mœurs littéraires. Il ne fait pas seulement revivre certains « à-côtés » de l'époque, mais le milieu même qui conditionne le développement du génie et la production des grandes œuvres.

Robert PIGNARRE.

G. DELPY. *L'Espagne et l'esprit européen. L'œuvre de Feijoo, 1725-1760.* Paris, Hachette, 1936. In-8°, 390 pages.

Id. *Bibliographie des sources françaises de Feijoo.* Ibid., 1936. In-8°, 95 pages.

Il faut se reporter à la Galice et aux Asturies si l'on veut saisir à sa source, et dans ses cadres permanents, la longue existence de Benito Jerónimo Feijoo. Continuellement, il est resté l'homme de ce coin de terres ibériques. Il y naît en 1676, dans le village galicien de Casdemiro, il fait ses études à deux pas de là, au collège de San Esteban de Rosas, puis à Lugo — en Galice encore — dans ce collège de San Julian de Samos qui lui sera toujours cher, sans doute parce que, d'un même mouvement, s'y dessineront sa vocation religieuse et sa passion intellectuelle. C'est là, en effet, qu'il se décide, en 1690, à recevoir la prêtrise et s'engage dans l'ordre militant des Bénédictins. Plus tard, ses études, le sacerdoce, le professorat l'amèneront à quitter ces régions océaniques et à séjourner, trois an-

nées durant, à Salamanque. Mais, dès 1708, il arrivait à Oviedo, dans les Asturies, au collège de Saint-Vincent, qu'il ne devait plus abandonner, que pour de brèves et très rares absences... Il allait gravir les échelons universitaires, sur place, au fil des années : maître d'étudiants, titulaire successivement des chaires de saint Thomas, d'Écriture, puis des Vêpres de Théologie. Abbé une première fois en 1721, une seconde fois en 1729, il occupait, en 1736, la chaire de Prime, la plus haute de toutes, mais sa santé l'obligeait à abandonner cet enseignement deux ans plus tard. Heureusement, une autre existence avait déjà commencé pour lui depuis une dizaine d'années, avec les succès de sa carrière de publiciste. Il va donc pouvoir, désormais, tout en demeurant dans son collège, consacrer à la littérature les forces d'une existence qui se prolongera longtemps encore, jusqu'en 1760.

M. Delpy n'a pas eu de peine à retracer cette carrière unie. Aussi bien, l'intérêt que suscite Feijoo n'est-il pas là, mais dans son activité d'écrivain.

C'est en 1726 qu'il avait publié à Madrid le premier tome de son *Théâtre critique*. « Cédant à un noble et impérieux besoin », nous dit M. Delpy, « il va répandre à pleines mains toutes les vérités qu'il a la persuasion d'avoir acquises. » Tout y passera, en effet : ses expériences, ses notes de lecture, ses réflexions, ses conversations, peut-être ses feuilles de cours.

Ces semailles abondantes et tardives, représentent pour nous deux ouvrages, ou plutôt deux séries d'ouvrages : le *Teatro Critico* (neuf volumes parus entre 1726 et 1740) et les *Cartas eruditas y curiosas*, dont les cinq tomes occuperont le vieux moine de 1740 jusqu'à sa mort, survenue en 1760. Ces deux collections forment, à elles seules, une encyclopédie, sans plan préconçu et passablement désordonnée. Feijoo s'est abandonné, en écrivant pour les autres, au plaisir et à la passion d'instruire, en un mot, à son talent de vulgarisateur. Sans cesse, avec la facilité de la conversation, il passe d'une question à une question voisine ou lointaine, pour revenir sur ses pas, puis s'égarer encore. Il est, à la fois et successivement, pédagogue, sermonnaire, philosophe, théologien, moraliste, un peu, et même beaucoup, médecin, économiste comme tout le monde, conteur le cas échéant ; ses livres étant finalement à l'image de sa cellule encombrée d'ouvrages rares, d'objets hétéroclites, munie d'une cheminée de sa confection, et animée par la présence de ses amis qu'il réunit pour discuter, à l'occasion, aussi, pour réaliser des expériences de physique...

M. Delpy s'est efforcé de mettre de la clarté et de l'ordre dans cette vaste production, pas toujours cohérente, répétons-le. Son livre, patiemment mené, permet d'en reconnaître, vite et sûrement, les régions diverses. Jamais on ne nous avait aussi bien montré cette œuvre imposante, et tout à la fois, ses faiblesses, ses détours, ses emprunts, ses mérites et son originalité. Cependant il n'a pas échappé à M. Delpy, malgré une vive sympathie à l'égard de son auteur, combien l'essor de la pensée de Feijoo demeurait mesuré. Sans doute fonce-t-il contre les aristotéliens démodés, contre toutes les superstitions, et c'est bien ; mais il n'entend pas, pour autant, gagner le camp des cartésianistes, accepter la philosophie de Malebranche, l'atomisme de Gassendi ou les théories, qui l'attirent, de Leibnitz. Le catholicisme de Feijoo, sa prudence, ses limites expliquent cette attitude, cette retenue ; également, comme le note M. Delpy, le désir qu'il a eu de conserver son public, de rester à sa portée. Assurément, il n'a pas su, ou voulu échapper à certaines contraintes, et peut-être en partie pour avoir trop cru à « la nécessité de jouer un rôle de conseiller ».

On se demandera donc, après avoir mis à profit le travail de M. Delpy, s'il n'y aurait pas eu intérêt à examiner sur un autre plan l'existence et l'œuvre de Feijoo, en dehors d'elles-mêmes, comme des témoignages sur une époque... Ne parlent-elles pas de bien des choses, du monde bénédictin, des terres de Galice et des Asturies, de la vie intellectuelle et sensible du XVIII^e siècle espagnol dans son premier épanouissement? Se contenter de placer des bornes et des points de repère dans ce monde intellectuel de Feijoo, trop rapidement pensé et écrit pour avoir l'ordonnance d'un jardin à la française, c'est peut-être la sagesse; mais n'aurait-il pas fallu se risquer, partir de ces témoignages pour saisir les réalités indiquées ou suggérées, au delà du champ particulier de la pensée de Feijoo?

J'avais espéré, en lisant les pages qui ouvrent ce livre, qu'il nous donnerait une étude poussée sur l'Ouest ibérique, lequel a apporté — comme on nous le dit un peu vite — des leçons à Feijoo, une moisson de souvenirs et aussi de préjugés contre lesquels, plus tard, il s'insurgera. S'il déploie tant d'énergie contre les fausses croyances, n'est-ce pas parce qu'il les a parfois apprises, partagées au temps de son enfance? Le folklore galicien et asturien, les coutumes, l'histoire même de ces régions assez tournées vers le dehors auraient dû prendre leur large place dans ce livre.

Autre question, nous ne trouverons que de brefs détails sur le père Martin Sarmiento, bénédictin lui aussi, ami et un peu secrétaire de Feijoo — pourtant comme on voudrait en savoir davantage et sur lui et sur le monde original des Bénédictins, sur la place réelle qu'il a occupée en Espagne et la politique qu'il a alors suivie!

Enfin, et surtout, j'avoue ne pas me contenter de la rapide cartographie intellectuelle du XVIII^e siècle espagnol qui nous est donnée presque en conclusion. Tout d'abord parce qu'elle est rapide, ensuite parce qu'elle immobilise un peu ce qui fut réalité de mouvement. Feijoo est à juger — M. Delpy nous le dit avec raison — dans le cadre de son siècle, mais justement le cadre présenté paraît trop schématique.

En somme, si fines, si justes que soient les images que nous donne M. Delpy de la vie littéraire et scientifique de l'Espagne d'alors ou de la Galice semée d'abbayes bénédictines, l'encadrement et le prolongement historiques de ce beau livre ne semblent pas avoir été réalisés avec toute l'ampleur désirable, à notre point de vue du moins. On le regrette d'autant plus que ce sont ces promesses et les indications de cet ouvrage (ainsi que celles de la thèse complémentaire sur les sources françaises de Feijoo, appelées à rendre de grands services) qui suggèrent les pages que l'auteur a oublié d'écrire ou dont il n'a pas voulu grossir son livre.

Fernand BRAUDEL.

Louis RÉAU. *L'Europe française au siècle des lumières*. Paris, Albin-Michel, 1938. In-8°, xvii-455 pages, avec 2 cartes et 32 planches hors texte. (*Bibliothèque de Synthèse historique. L'évolution de l'humanité.*) Prix : 45 fr.

Il n'eût pas été possible, il y a seulement vingt ans, de traiter de façon satisfaisante ce grand chapitre de l'histoire de la civilisation : l'hégémonie exercée par la France à la fin de l'Ancien Régime. Si M. Réau a été en mesure d'écrire le livre à la fois érudit et aimable qu'il nous donne aujourd'hui sur le sujet, c'est avant

tout à ses propres travaux qu'il le doit, notamment aux quatre volumes qu'il a fait paraître de 1924 à 1933 sous le titre commun *Histoire de l'expansion de l'art français*. Plusieurs chapitres sont tout nourris de leur substance. Et le tableau qu'on y trouve des victoires et des conquêtes de l'art français à travers l'Europe n'aura pas à être refait de longtemps. M. Réau ne s'est d'ailleurs pas contenté d'y faire figurer les résultats acquis par une pléiade de chercheurs à qui il a montré la voie ; il a glissé ici et là des renseignements inédits, que les spécialistes sauront apprécier à leur juste valeur. Pour les questions linguistiques, le terrain avait été admirablement préparé par l'*Histoire de la langue française* de Ferdinand Brunot, dont deux volumes, parus respectivement en 1927 et 1934, sont consacrés au français hors de France aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles. Quant à l'expansion de la littérature, on ne s'étonnera pas qu'une place relativement moins importante lui soit attribuée. La littérature comparée est une discipline encore jeune, qui n'en est pas à l'âge des grandes synthèses. Il était plus difficile, dans ce domaine, de condenser les résultats de la recherche érudite et d'aboutir à des conclusions solidement étayées.

Qu'il s'agisse de la langue, de la littérature ou des beaux-arts, l'influence française a trouvé dans l'Europe centrale et orientale un terrain d'élection. L'Allemagne, la Russie s'y sont abandonnées sans réserve. C'est surtout chez nos voisins les plus proches, les Anglais ou les Italiens, qu'elle a rencontré des obstacles. Telle est l'une des principales conclusions auxquelles aboutit l'enquête de M. Réau. Les raisons particulières à chaque pays en sont déduites au fur et à mesure, cependant que, dans un chapitre de synthèse, les diverses explications que l'on peut donner des succès de la France sont successivement passées en revue. On ne peut qu'adhérer à la plupart des vues présentées par M. Réau. Elles sont le fruit d'une expérience qu'il est sans doute seul à posséder. Nous lui demanderons cependant s'il ne minimise pas l'influence de la prépondérance politique et militaire que la France a exercée dans la seconde moitié du *xvii^e* siècle. Il n'existe, nous dit-il, aucune connexion entre hégémonie culturelle et hégémonie politique. *Græcia capta...* Sans doute. Mais, parce que la connexion n'a en elle-même aucun caractère de nécessité, devons-nous nous interdire de la signaler quand elle se présente ? Or, dans le cas particulier qui nous occupe, elle ne semble guère pouvoir être niée. Ce qui, au premier abord, peut induire en erreur, c'est que le « siècle des lumières » — et par là on entend très généralement le *xviii^e* siècle — n'a pas été un siècle de prépondérance française. Mais M. Réau lui-même prend soin d'indiquer, dans ses premières pages, qu'en réalité « la période française de la civilisation européenne », celle qu'il va étudier, commence avec l'avènement de Louis XIV, c'est-à-dire au début de l'ère que nous baptisons d'ordinaire « prépondérance française ». Comment, dès lors, se refuser à enregistrer le synchronisme ? Le prestige de la cour de Versailles, une des causes de l'attraction irrésistible exercée par la France sur l'Europe (p. 298), n'est-il pas en rapport direct avec la puissance de Louis XIV ? Plus loin, d'ailleurs, M. Réau reconnaît que les conquêtes de la Révolution et de Napoléon, « en rendant à la France la prépondérance politique et militaire qu'elle avait perdue depuis Louis XIV, vont du même coup prolonger jusqu'à 1815 son hégémonie spirituelle » (p. 368). Par où il nous accorde plus peut-être que nous ne serions tenté de lui demander. Allons au fond du problème. « Prépondérance anglaise », c'est là une étiquette commode, que l'on accroche par habitude

au XVIII^e siècle, comme si c'était le plus sûr moyen de le différencier des précédents, siècle de la prépondérance française et siècle de la prépondérance espagnole. Il y aurait beaucoup à dire contre cette habitude. Contentons-nous de remarquer que, si l'on peut en effet parler de prépondérance anglaise sur les mers et aux colonies, l'expression ne vaut pas pour le continent. Les nations n'ont pas, à cette époque, vécu dans la crainte de l'Angleterre comme elles avaient vécu antérieurement dans la crainte de la France ou de l'Espagne. Le XVIII^e siècle a été plutôt, pour l'Europe, une ère d'équilibre entre les grandes puissances, parmi lesquelles la France a continué à tenir un des tout premiers rangs, sinon même, tant qu'elle fut l'amie de l'Angleterre, le premier. L'éclipse de la puissance française a été beaucoup moins marquée aux yeux des contemporains que ne l'imaginent aujourd'hui nos historiens. Et la continuité de notre hégémonie culturelle en devient moins surprenante.

M. Réau étudie dans la dernière partie de son livre les résistances auxquelles s'est heurtée la domination de la langue française, de l'intelligence et de la sensibilité françaises. Il note que cette « réaction antifrançaise » s'est manifestée plus tôt qu'on ne le croit généralement. Et il la fait commencer au début du XVIII^e siècle. Mais le teutomane Moscherosch, qu'il cite tout aussitôt, appartient à la première moitié du XVII^e ; et Moscherosch n'est pas un isolé. On pourrait être tenté de croire qu'à partir d'un certain moment la gallomanie a fait place chez nos voisins à la gallophobie. En réalité, il y a eu à toutes les époques d'influence française, au XVIII^e comme au XVII^e siècle, des gallomanes et des gallophobes. Les deux courants n'ont cessé de coexister. A la fin du XVIII^e, le courant gallophobe s'est sans doute montré le plus fort, mais il n'a pas fait disparaître complètement l'autre. Pareillement, il ne semble pas qu'on soit autorisé à dire que l'anglomanie succède à la gallomanie (p. 41). L'anglomanie a été essentiellement une mode française ; elle s'est répandue comme un succédané de la gallomanie, et non en opposition avec elle : M. Réau insiste avec raison sur le fait que c'est par l'intermédiaire des Français que la littérature et l'art anglais se sont d'abord fait connaître sur le continent. En tous cas, l'hégémonie culturelle de la France n'a jamais été sérieusement menacée par l'Angleterre. Elle était à peine ébranlée quand survint la Révolution de 1789. Et la crise de gallophobie furibonde que ses excès déclanchèrent un peu partout ne dura pas.

On voit que le livre de M. Réau nous invite à réfléchir sur des problèmes d'influences entre civilisations, qui ne tiennent pas encore dans l'histoire générale, et plus particulièrement dans l'histoire des relations internationales, la place qu'ils méritent. L'ayant lu d'un bout à l'autre avec un intérêt soutenu et y ayant beaucoup appris, je m'excuse de n'avoir pas plus longuement insisté sur ses mérites. Mais il m'a paru plus utile de signaler les points sur lesquels on peut différer d'avis avec l'auteur. J'ajouterai encore, en terminant, quelques remarques de détail. P. 314 : la politique linguistique de la royauté, particulièrement en Alsace, est jugée avec une excessive sévérité ; l'opinion courante, à ce sujet, demanderait à être révisée, à l'aide, notamment, du livre de H. Peyre, *La royauté et les langues provinciales*, 1933. — P. 318 : ce n'est pas l'invasion de la langue, de l'art et des modes de l'Italie qui a suscité dans la France de la seconde moitié du XVI^e siècle un mouvement d'italophobie, mais la faveur dont jouissaient en haut lieu les financiers italiens et les exactions que l'opinion leur reprochait. — P. 425, au cha-

pitre « Littérature » de la *Bibliographie*, ajouter la thèse de A. Fuchs, *Les apports français dans l'œuvre de Wieland*, 1934.

G. ZELLER.

- I. — Jean STERN. **Belle et bonne. Une fervente amie de Voltaire, 1757-1822.** Paris, Hachette, s. d. [1938]. In-8°, 254 pages.
- II. — Jean LUC. **Diderot, l'artiste et le philosophe.** Paris, Éditions sociales internationales, 1938. In-8°, 330 pages. (Collection *Socialisme et culture*, publiée sous la direction de M. G. Friedmann.)
- III. — Franco VENTURI. **Denis Diderot. Pages inédites contre un tyran.** Paris, G. L. M., 6, rue Huyghens, 1937. In-16, non paginé.
- IV. — W. H. WICKWAR. **Baron d'Holbach, a prelude to the French Revolution.** Londres, Allen et Unwin, s. d. [1935]. In-8°, 253 pages.
- V. — Fritz SCHALK. **Einleitung in die Encyclopädie der französischen Aufklärung.** Munich, M. Hueber, 1938. In-8°, 151 pages. (*Münchener Romanistische Arbeiten*, publié par T. Rauhut, H. Rheinfelder et K. Vossler, Heft. 6.)
- VI. — Karl Dietrich ERDMANN. **Das Verhältnis von Staat und Religion, nach der Sozialphilosophie Rousseaus. Der Begriff der « religion civile ».** Berlin, Ebering, 1935. In-8°, 91 pages. (*Historische Studien*, Heft 271.)
- VII. — Charles GUYOT. **De Rousseau à Mirabeau, pèlerins de Môtiers et prophètes de 89.** Neuchâtel, V. Attinger, 1936. In-12, 316 pages.

I. — C'est Reine-Philiberte Roush de Varicourt, d'une vieille famille savoyarde qui émigra au pays de Gex au début du XVII^e siècle, quand Charles-Emmanuel eut pros crit les protestants, mais dont les membres, au service du roi de France, retournèrent successivement au catholicisme. Reine, née en 1757, avait neuf frères et sœurs et se voyait destinée au couvent, d'autant que ses parents n'étaient pas riches. Mais Voltaire était l'ami des de Prez-Crassier, la famille de sa mère ; il la prit en amitié et la plaça chez M^{me} Denis comme demoiselle de compagnie ; à Ferney, le marquis de Villette s'éprit d'elle et l'épousa en 1777. Ce Villette était fils d'un petit gentilhomme normand qui s'était enrichi dans la finance et laissa cinq millions ; il avait une réputation détestable, ayant donné dans tous les dérèglements. Le mariage ne l'améliora qu'imparfaitement. Quand vint la Révolution, il prit parti pour elle et fut député à la Convention ; d'inclination girondine, il mourut opportunément en juillet 1793. D'accord avec sa femme, il avait conservé le culte de Voltaire, qui était mort en 1778 dans la maison qu'il possédait quai des Théatins, au coin de la rue de Beaune. La translation du corps du philosophe au Panthéon fut sans doute la circonstance la plus remarquable de sa vie politique. Belle et Bonne, si attachée qu'elle fût à la mémoire de son bienfaiteur et probablement à ses idées libérales (car elle resta toujours franc-maçonne et, en 1819 encore, fait partie d'une loge), n'en restait pas moins attachée au catholicisme et s'employa à réconcilier Voltaire avec l'Église au cours de son agonie. Un de ses frères

était prêtre et devint évêque concordataire d'Orléans. Un autre était garde du corps et fut massacré le 6 octobre 1789 ; d'autres émigrèrent. On ne sait ce qu'elle pensa au juste de la Révolution, mais on n'est guère surpris de la voir arrêtée en octobre 1793 ; elle fut libérée après thermidor. La fin de sa vie fut attristée par un long conflit avec le fils qui lui restait à propos de la succession fort obérée du père. Elle mourut en 1822 et son fils disparut sans héritier direct en 1854.

Il faut convenir que Belle et Bonne n'apparaît pas au premier plan dans le livre qui lui est consacré. Sa physionomie reste imprécise et probablement n'était-elle pas très accusée. Dans les premiers chapitres, c'est Voltaire qui tient la place principale ; mais on attribuera peut-être plus de prix à l'histoire de la famille Varicourt et à celle du premier marquis de Villette, à raison des faits intéressants qu'elle révèle sur l'évolution sociale. L'intérêt se porte ensuite sur la carrière politique du mari de Belle et Bonne ; ses désordres de jeunesse donnent aussi une idée de la vie de certains éléments de l'aristocratie, mais ceci est moins neuf. M. Stern a pu, sur ces différents points, apporter une utile contribution à nos connaissances grâce aux papiers de famille conservés au château de Moestroff, en Luxembourg, par M. le comte d'Oberndorff, qui descend d'un frère de Belle et Bonne, et aux restes que M^{me} Edgar Stern a recueillis du château de Villette aujourd'hui disparu. Ses indications, très instructives, sont complétées par un certain nombre de documents reproduits en appendice.

II. — Sur Diderot, livre de M. Jean Luc : *Diderot, l'artiste et le philosophe*. Comme le sous-titre l'annonce, l'histoire tient fort peu de place dans ces pages. Même dans le domaine de l'esthétique et de la philosophie, l'étude n'est pas analytique, le lecteur étant renvoyé aux ouvrages antérieurs pour la connaissance détaillée des idées de Diderot. C'est plutôt un essai critique. Il explique, en partie, l'œuvre de Diderot par les conditions sociales du temps et la montée de la bourgeoisie, mais il s'efforce également de soustraire la pensée individuelle à un déterminisme trop sommaire et trop rectiligne et de conserver au génie une certaine marge d'invention. Ce double souci est très vif chez les jeunes marxistes. La sympathie de M. Luc pour Diderot n'atténue jamais la pénétration de son regard. Mais on ne peut dissimuler que son ouvrage n'est pas une initiation à la connaissance de l'encyclopédiste : il la suppose au contraire. La moitié en est, d'ailleurs, attribuée à la reproduction d'extraits des œuvres de Diderot.

III. — Il n'en manque pas d'inédites encore. M. Franco Venturi a publié, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, avec une courte introduction, une lettre de Diderot sur la critique dirigée par Frédéric II contre l'*Essai sur les préjugés* de d'Holbach. Sans nommer le roi de Prusse, le philosophe prend à partie avec une rare vigueur l'assertion, destinée à justifier le principe d'autorité, que l'homme ne peut supporter la vérité et, d'ailleurs, ne l'aime pas.

IV. — Au baron d'Holbach, M. W. H. Wickwar a précisément consacré un intéressant volume, pourvu d'une bibliographie et d'un appareil critique. Il ne s'étend pas longuement sur la vie privée de d'Holbach, bien qu'il apporte des éclaircissements sur les origines de la famille, venue d'Edesheim, en Palatinat, un peu au nord de Landau. La première partie est principalement destinée à retracer l'histoire des publications et des relations philosophiques et littéraires du baron et à

déterminer approximativement l'influence qu'il a exercée après sa mort (p. 109), particulièrement sur la gauche hégélienne. La seconde partie est un exposé méthodique et critique des idées du philosophe sous trois chefs : le rôle social de la religion, les thèses proprement philosophiques, la conception utilitaire de la société et du gouvernement. L'originalité d'Holbach est d'avoir ouvertement séparé la morale de la religion, de manière à rendre possible la séparation radicale de l'État et des Églises et, par conséquent, une liberté de conscience sans réserve. Personnellement, il était athée et, sans doute, était-il historiquement nécessaire qu'il le fût pour concevoir cette séparation de la morale et de la métaphysique. Mais sa laïcité était sincère et il n'avait pas l'intention d'opposer aux Églises, au nom de l'État, un enseignement métaphysique de l'athéisme. M. Wickwar, dans sa conclusion, a très exactement marqué la portée pratique de sa doctrine et montré que, si on peut lui faire une part dans les origines de la pensée révolutionnaire, c'est en se plaçant à ce point de vue et non en établissant une connexion indissoluble entre athéisme et révolution.

V. — M. Fritz Schalk a recherché les origines de l'*Encyclopédie*, afin d'expliquer quelques-uns de ses caractères, dans son *Einleitung in die Encyclopädie der französischen Aufklärung*. Une bonne part de l'ouvrage a donc pour objet de rechercher les antécédents historiques de l'entreprise de Diderot. Plus intéressantes sont la première et la troisième sections. L'origine de l'esprit « encyclopédique » y est attribuée à la formation d'une société de gens de lettres qui laïcise le savoir. Mais, sauf sur ce principe, qui revient à proclamer la liberté de la pensée, ces hommes n'étaient d'accord sur rien. L'*Encyclopédie* n'a pas d'unité philosophique, pas de *Weltanschauung* commune aux différents auteurs. L'idée directrice est l'utilité, la préoccupation d'assurer non le salut de l'individu dans la vie future, mais son bonheur terrestre par la prospérité de la collectivité, au moyen de la réforme des institutions, préparée par la libre discussion. Tel paraît bien avoir été, en effet, l'esprit de la philosophie du XVIII^e siècle et l'absence d'un credo métaphysique, que M. Schalk pourrait bien être disposé à regretter sans qu'il le dise positivement, demeure un de ses titres aux yeux de ses héritiers.

VI. — Deux ouvrages se rapportent à Rousseau. Le premier est celui de M. Karl Dietrich Erdmann, *Das Verhältnis von Staat und Religion nach der Sozialphilosophie Rousseaus (Der Begriff der « religion civile »)*. Bien que l'auteur, dans le quatrième chapitre, suive pas à pas dans les ouvrages de Rousseau l'évolution de sa pensée, bien qu'il entreprenne finalement une incursion dans la période révolutionnaire, son dessein n'est pas à proprement parler d'ordre historique, mais philosophique ou plutôt logique. Rousseau, dit-il, opposait à la religion de l'antiquité polythéiste, qui était une religion de l'État, la religion chrétienne, qui est une religion de l'individu, universelle et cosmopolite, indifférente à l'État, donc inutile pour lui. Cependant, Rousseau pensait que l'État ne pouvait vivre sans l'appui d'une religion ; celle de l'État antique étant périmée, il s'est mis en devoir de créer une religion civile, d'ordre rationnel et justifiée par l'utilité, alors que la religion de l'individu est irrationnelle et, d'ailleurs, tendue vers le salut de la personne et non de l'État. Mais il s'est rendu compte que la religion rationnelle de l'État ne pouvait s'imposer à la conscience individuelle au nom de la seule utilité, du seul intérêt de la communauté ; qu'il fallait la présenter comme « vraie » au sens mys-

tique du terme. Finalement, il a donc fait appel à Dieu comme source du pouvoir de l'État, chargé par lui de faire régner la justice. D'après M. Erdmann, il y avait donc une contradiction logique dans le système de Rousseau, la religion civile étant utilitaire et rationaliste, celle de l'individu mystique. Cela revient à dire, il me semble, qu'on retrouve ici sous une autre forme l'éternelle dualité de l'individu et de la communauté, le premier ne pouvant vivre qu'au sein de la seconde, et la seconde n'offrant de raison d'être que si elle aide le premier à vivre, le premier se trouvant donc appelé à se sacrifier pour assurer l'existence de la seconde et en dernière analyse, à perdre la vie pour sauver la communauté qui devait justement la lui garantir. M. Erdmann retrouve l'opposition, pendant la Révolution, entre les droits de l'homme et du citoyen et le salut public, entre la liberté de conscience et la sécularisation de la religion par la Constitution civile et par les cultes révolutionnaires. On ne s'étonnera pas qu'en conclusion, il affirme qu'une synthèse est maintenant découverte en Allemagne. Mais, pour en revenir à Rousseau, on observera que, sans méconnaître l'utilité d'un éclaircissement dogmatique des contradictions logiques de sa pensée, il eût été plus intéressant encore, du point de vue historique, de montrer pourquoi elles lui ont été peu sensibles. Rousseau aurait, par exemple, commencé à réfléchir sous l'influence de la philosophie rationaliste et utilitaire des lumières, mais il n'aurait jamais cessé, pour autant, d'être, inconsciemment tout au moins, un chrétien fidéiste, en sorte qu'entre l'utilité et le vrai, donc entre la religion civile et celle du salut individuel, il n'y aurait jamais eu au fond l'abîme que M. Erdmann creuse entre elles. Le véritable abîme s'ouvre entre la liberté de conscience et l'intolérance, entre la laïcité et la religion d'État, quelle qu'elle soit.

VII. — A Rousseau se rapporte également le volume de M. Charles Guyot, *De Rousseau à Mirabeau. Pèlerins de Môtiers et prophètes de 89*. Le philosophe habita Môtiers de 1762 à 1765 et ce sont ses visiteurs que l'auteur passe en revue, en citant au fur et à mesure des extraits de leurs lettres ou œuvres qui ne sont pas uniquement relatifs à Rousseau, mais à eux-mêmes et, plus encore peut-être, aux impressions que leur procurèrent la Suisse et le pays de Neuchâtel en particulier : ordinairement, ils opposent la libre Suisse à la France tyrannisée. Les rapports de tels voyageurs comme Brissot, Clavière, Mercier, Mirabeau, avec leurs éditeurs apparaissent également. C'est un agréable panorama des lettres du temps.

Georges LEFEBVRE.

Hans Joachim THEIL. *Die reichsdeutsche Presse und Publizistik und das österreich-ungarische Verfassungs- und Nationalitätenproblem i. d. Jahren 1903-1906*. Rostock, Hinstorffs Hofbuchdruckerei, 1936. In-8°, 133 pages.

La gravité de la crise intérieure qui, vers 1903, affecta les relations mêmes de l'Autriche et de la Hongrie ne pouvait laisser indifférente la Puissance initiatrice de la Triple Alliance. Les circonstances avaient permis aux Magyars d'acquiescer, en 1867, une indépendance administrative si complète qu'on a pu dire que le Dualisme était moins un facteur d'union que de séparation, et, si l'Autriche-Hongrie a pu subsister un demi-siècle, l'auteur en voit l'unique raison dans l'hégémonie de

fait des Magyars (p. 10-11). Mais la séparation des deux couronnes paraissait d'autant plus indispensable aux hommes d'État hongrois qu'ils avaient, en vue de la réalisation de leur rêve d'un « Etat national magyar », le souci d'empêcher toute communication entre les groupes ethniques allogènes de Hongrie avec leurs frères d'Autriche. C'est là l'un des dessous de la lutte violente livrée autour de la loi militaire de 1903, qui donna au parti de l'Indépendance (François Kossuth) l'occasion de réclamer l'achèvement de la magyarisation de l'armée par la suppression de la langue allemande dans le commandement.

L'auteur a eu l'idée d'étudier les réactions de la presse et de l'opinion allemandes devant cette situation critique. Il a dépouillé dix-neuf quotidiens de toutes nuances, ainsi qu'un certain nombre de revues. De son enquête semble résulter que les feuilles conservatrices ont affecté d'ignorer la gravité de ces événements ; que les organes des partis du centre ont eu une attitude très hésitante, encore qu'inquiète et parfois pessimiste ; que les journaux libéraux acceptaient volontiers l'idée d'une refonte générale de la Double Monarchie. Les socialistes paraissent s'être attendus à un prochain écroulement du Dualisme ; les catholiques se sont montrés, en général, hostiles à la Hongrie. L'auteur, nettement favorable à l'opinion conservatrice, établit qu'aucun parti n'a vu vraiment clair.

Plus graves peut-être étaient les problèmes nationaux autres que la question magyare. Ce sont peut-être les troubles de Croatie (1903) qui ont le plus nettement posé la question de l'avenir de l'Autriche-Hongrie et du fédéralisme ; mais l'opinion allemande a, en général, ignoré cet aspect du problème, sauf la *Tägliche Rundschau*, la *Vossische Zeitung* et quelques feuilles catholiques. Les pangermanistes, inquiets de l'affaiblissement progressif de la prépondérance allemande, ont élaboré les projets les plus hardis sur l'organisation future de l'Europe centrale, rêvant d'une vaste Confédération englobant même l'Europe orientale, soumettant les peuples non germains, encore qu'autonomes, à une sorte de protectorat germanique : mais ils ne formaient qu'une minorité, souvent combattue en Allemagne même. La magyarisation, par contre, ne semble guère avoir inquiété les Allemands, même lorsque leurs frères en souffraient ; certains organes catholiques eurent même le courage de déclarer que les Allemands n'étaient pas en droit de protester tant qu'ils appliqueraient la même politique à l'égard des Polonais.

La conclusion de M. Theil est que l'opinion allemande paraît s'être mal rendu compte de la gravité du problème autrichien, et que les pangermanistes ont eu au moins le mérite d'être les pionniers de la pensée nationale allemande, qui ne s'est pleinement réveillée que sous l'aiguillon de la défaite de 1918.

P. HENRY.

J. GAPANOVITCH. *La Russie dans le nord-est de l'Asie*, 1^{re} partie. Pékin, 1933. In-8°, ix-186 pages ; 2^e partie. Ibid., 1934. In-8°, ix-202 pages. (En russe.)

En 1643, Michel Stadoukhin fonda, sur la Kolyma, trois postes. En 1648, de l'embouchure de la Kolyma partit l'expédition frétée par un homme d'affaires du marchand de Kolmogory Ousov et conduite par le Cosaque Siméon Dejnev : après trois mois, elle atteignit un « grand cap de roc » et déboucha dans l'océan : les

douze survivants furent jetés à la côte au sud de l'Anadyr, posèrent un poste et soumièrent au tribut les Koriaks. En 1648 encore, des Cosaques de Iakoutsk fondaient le poste d'Okhotsk. Ainsi la conquête de la Sibérie, commencée en 1580, s'achevait soixante-dix ans après par celle de son extrémité nord-orientale.

En vue du troisième centenaire prochain de cet événement, un Russe que la révolution a conduit dans ces contrées, M. Gapanovitch, a fait imprimer par la typographie de la mission russe à Pékin une sorte d'encyclopédie du Nord-Est asiatique. Il entend par là l'ancien territoire du Kamtchatka, comprenant, avec cette presqu'île, les côtes de la mer d'Okhotsk, le pays de l'Anadyr et la péninsule de Tchouktchi jusqu'à la baie Tchaoum, sur l'Océan glacial : soit une superficie quadruple de celle du Japon pour 40,000 habitants. Le premier volume donne la géographie, l'histoire, l'ethnographie (indigènes ; Russes ; étrangers), avec un chapitre sur l'*Amérique et le Japon dans le Nord* et un sur l'*Administration régionale*. Le second volume est consacré à l'économie : chasse et élevage du renne, pêcheries, mines (l'or ; le naphte au Kamtchatka), communications, avec deux chapitres spéciaux sur les îles Aléoutiennes et Behring, riches encore en fourrures, et sur l'Alaska, puis une conclusion sur *le système colonial dans le Nord*. Chaque volume est suivi d'un résumé en anglais d'une dizaine de pages.

Il y aurait bien des réserves à faire sur un ouvrage d'un plan aussi vaste, visiblement exécuté depuis le début jusqu'à la fin hors des grands centres de la civilisation occidentale : fautes d'impression, documentation de deuxième main, cartes peu lisibles (surtout la carte d'ensemble, I, p. 173 ; celle du Kamtchatka est meilleure). Il sera plus équitable de louer l'effort fourni dans des conditions détectueuses. A ces conditions mêmes l'auteur a dû de profiter de nombreuses publications locales difficilement accessibles autrement et de pouvoir éclairer de son expérience personnelle les données ainsi recueillies. C'est pourquoi les passages où il parle de géographie, de démographie, d'économie, sont singulièrement plus riches et plus précis que ceux où il touche à l'histoire. Il y a là une véritable mine de renseignements vécus ou non, mais toujours concrets, appréciés avec une intelligence véritable de la situation.

En voici quelques exemples. On savait avec quelle facilité les Russes se sont toujours mêlés aux populations qu'ils rencontraient : mais nous apprenons qu'au Kamtchatka, par exemple, ceux qu'on appelle Russes ne sont que des métis parlant un dialecte presque inintelligible aux nouveaux arrivants. Ou bien encore les observations sur le peu de valeur des administrations, sur l'échec de la colonisation russe, sur l'influence considérable des étrangers dans cette région trop éloignée du centre et plus aisée à atteindre par mer que par le continent, corroborées par toutes sortes de précisions.

P. PASCAL.

Samuel Flagg BEMIS. *A diplomatic history of the United States*. New-York, Henry Holt et C^{ie}, s. d. [1936]. In-8°, XII-841 pages, 35 cartes, 18 tables et diagrammes. Prix : 4 dollars.

Cette nouvelle histoire diplomatique des États-Unis, écrite par le spécialiste averti qu'est M. Samuel Flagg Bemis, est de tout premier ordre et le lecteur ne sait

qu'y admirer le plus : l'abondance et l'exactitude générale des faits¹ ou la richesse et l'originalité des idées semées dans les trois parties du livre : *Les origines* (avant 1823), douze chapitres ; *L'expansion* (1823-1898), quatorze chapitres ; le *XX^e siècle*, quinze chapitres. En appendice, le Covenant de la Société des Nations et ses annexes. L'illustration du volume est d'une richesse extrême et le public savant saura gré à M. Flagg Bemis d'avoir mis à sa portée maintes cartes de l'atlas Shepherd, celles de l'atlas Paullin-Knight et d'avoir reproduit des documents difficiles à consulter : un tableau des forces navales mondiales prévues par les traités de Washington et de Londres (p. 701), les cartons des pages 352 (sphères d'influence en Chine), 797 (le Japon et la Russie en Extrême-Orient en 1936), 672 (les routes navales du Pacifique), 750 (deux projections de Mollweide donnent des cartes politiques du monde en 1823 et 1923). Le texte, si complet et si intéressant, est enrichi, ici et là, par des notes neuves ou lumineuses (p. 376, n. 1, sur le blocus en 1861 ; p. 408, n. 1 et 2, etc.) et par des compléments en fin de chapitre qui constituent un véritable état des questions controversées (le *Lusitania*, p. 609 ; les réparations dues aux États-Unis par l'Allemagne, p. 663 ; les rôles respectifs du coton et du blé pendant la guerre de Sécession, p. 383). Et, si l'historien regrette l'absence de bibliographie générale, il ne restera point pour autant sans guides. Car M. Samuel Flagg Bemis n'hésite point, aussi souvent que cela est nécessaire, à poser et à résoudre les problèmes récents de bibliographie diplomatique américaine (p. 182, note, sur la question de Floride ; p. 221, note, sur la politique de Jackson au Texas ; p. 246, note, et 517, sur Cuba et Panama, etc.).

L'exposé lui-même est fort impartial. L'auteur, qui prouve tout l'avantage tiré par les États-Unis des crises survenues en Europe de 1789 à 1815, n'hésite point à critiquer discrètement certaines erreurs de l'impérialisme ou de la politique de la porte ouverte. Certains développements paraissent enfin bien venus : le récit des origines de la guerre d'Indépendance, l'histoire des négociations américano-hollandaises et du traité de 1783, puis de l'imbroglio franco-américain de 1798-1801 (rend-il pourtant complète justice à J. Adams?). Si la politique barbaresque est brièvement exposée, l'histoire des difficultés de l'embargo, des négociations de Gand, de la mission de Trist au temps du traité de Guadalupe Hidalgo sont précis, nuancés et judicieux. Les mêmes remarques pourraient être étendues à la période plus contemporaine (l'affaire du Vénézuéla sous Cleveland, les débuts de la guerre de 1898, l'action de H. Cabot Lodge).

Dans l'ensemble, si le lecteur peut être parfois dérouté par le découpage original et arbitraire des chapitres, s'il regrette l'absence de renseignements sur le rôle des doctrinaires de l'histoire extérieure et des services diplomatiques officiels, il rendra hommage aux mérites de cet excellent ouvrage qui donne aux historiens la première histoire générale, documentée et impartiale de la diplomatie américaine.

E. PRÉCLIN.

1. Signalons pourtant quelques erreurs : p. 120, la date de 1798 n'offre pas pour la révolte de Toussaint-Louverture un grand intérêt. P. 147, Friedland fut livré pendant la quatrième et pas pendant la troisième coalition. P. 341, l'indépendance grecque ne fut pas proclamée en 1837. P. 392, l'auteur exagère la portée de l'échec diplomatique de Napoléon III en 1865. Quelques lacunes dans la documentation du chapitre xx.

Encyclopédie française. T. XVI et XVII : *Arts et littératures dans la Société contemporaine*. Directeur : Pierre ABRAHAM. Comité de l'Encyclopédie française, librairie Larousse, 1935 et 1936. In-4°, 494 et 471 p.

Inventorier les connaissances acquises et les productions du génie humain à telle date, c'est l'objet de toute encyclopédie. Celle-ci se propose plus précisément de saisir l'actuel, d'en épouser le mouvement même : organisme permanent d'information et d'explication plutôt que monument condamné à ne témoigner bientôt que du passé. « L'enquête continue » et, grâce à un jeu de fascicules renouvelables, continuera aussi longtemps que rien ne viendra ébranler la structure de notre civilisation. Le plan de l'ensemble doit recevoir son développement en vingt et un volumes. Aussi les directeurs de la publication ont-ils cherché, dans la présentation au public d'une si ample synthèse, à suivre « le rythme de la vie actuelle », s'inspirant là du même esprit qui préside au dessein général. Or, après les problèmes de l'État (objet du tome X, qui a ouvert la marche), « quoi de plus intimement mêlé aux formes, aux gestes et aux préoccupations quotidiennes que les arts et les lettres d'aujourd'hui » ? Et voici les tomes XVI et XVII, que suivent les volumes consacrés à l'espèce humaine et à l'être humain. Il serait peut-être imprudent de voir dans cet ordre de parution autre chose qu'une formule de lancement (d'autant qu'un tome sur l'État moderne reste, croyons-nous, à paraître). Mais la hâte apportée à satisfaire les curiosités dans le domaine de l'activité artistique, et qui répond sans doute à une demande exprimée ou pressentie, peut s'interpréter comme un signe des temps. M. Lucien Febvre semble nous y inviter, quand, aux dernières pages du tome XVII, il s'interroge sur le rôle que l'art assume dans l'humanité, « dès maintenant, et sans préjuger de ce qu'elle sera demain ». A l'heure où les savants, écrit-il, « nous montrent la recherche expérimentale et la recherche mathématique se relayant pour mieux capter l'univers dans les mailles du filet humain », l'art apparaît comme un « contrepoids », un « relai » dans le cycle des deux recherches, un moyen de connaissance, capable de « présenter à certains hommes, qui ne sauraient l'accepter que de lui, cette interprétation générale des choses que la science propose et que l'art suggère ». Bien entendu, de telles vues expliquent l'importance attribuée au problème et en indiquent les prolongements ; elles ne servent pas à déterminer l'économie de l'exposé. Car il s'agit d'exposer non pas « une théorie psychologique ou esthétique de la création », mais « la situation actuelle des arts et les moyens grâce auxquels on y est parvenu ». C'est M. Pierre Abraham, le maître d'œuvre, qui définit ainsi sa tâche. Le plan qu'il a suivi développe le thème indiqué par M. Paul Valéry, au § 14 de l'avant-propos : « L'Art, considéré comme activité dans l'époque actuelle, a dû se soumettre aux conditions de la vie sociale généralisée de cette époque. Il a pris rang dans l'économie universelle. La production et la consommation des œuvres d'art ne sont plus du tout indépendantes l'une de l'autre. Elles tendent à s'organiser. » Dans cet esprit, M. Pierre Abraham s'est placé tour à tour au point de vue de « l'ouvrier » et à celui de « l'usager ». (Comment, sur quoi, avec quoi travaille l'artiste ; que demandons-nous à l'œuvre d'art ?) Puis, il institue un « dialogue entre l'ouvrier et l'usager » — entendez qu'il étudie : 1° l'œuvre elle-même ; 2° ses interprètes ; 3° les questions professionnelles relatives à la vie de l'artiste et à la vie de l'œuvre.

Terminologie un peu lourde, comme paraissent laborieuses les transitions chargées de rendre sensible, à chaque étape, l'unité du dessin. Pourtant, cette unité apparaît très suffisamment, ainsi que l'unité de ton. En effet, les collaborateurs de M. Abraham ont fait preuve d'un parfait esprit d'équipe, et il les en loue à juste titre. Tout n'est pas d'égale valeur, peut-être ; mais l'ensemble a de la tenue. Et de la vie, aussi, et cette chaleur propre à l'artisan parlant de son métier. Enfin, le format, la reliure, la typographie, les planches témoignent qu'on n'a pas négligé les plaisirs de l'œil et même de la main. Et puis, à feuilleter ces albums, à y musser, on retire l'impression agréable (révélation pour les uns, confirmation pour les autres) que, pour menacée que soit, la culture, dans le monde actuel, nos lettres et nos arts ont de quoi faire figure honorable, et peut-être feront époque. La présente encyclopédie aurait-elle trouvé il y a trente ans un climat aussi favorable, un public aussi ouvert aux formes nouvelles ? Aurait-elle eu à enregistrer une somme aussi considérable d'efforts et de résultats, une collaboration aussi harmonieuse des arts et des techniques, ainsi que des divers arts entre eux ? Le succès qui a accueilli l'Exposition de 1937, sorte d'illustration à grande échelle de ces deux volumes, montre que ceux-ci ont su, pour paraître, choisir leur moment.

Robert PIGNARRE.

P. RENOUVIN, Ed. PRÉCLIN, G. HARDY. *L'époque contemporaine*. T. II : *La paix armée et la Grande Guerre, 1871-1919*. Paris, Les Presses universitaires, 1939. In-16, xxviii-684 pages. (Collection *Clio*.) Prix : 75 fr.

Les trois collaborateurs se sont partagé le travail de façon inégale. M. Renouvin a pris la plus large part, l'Introduction, les livres I, IV et V, en tout 338 pages. Suivant le principe adopté pour cette collection, chaque chapitre comprend un résumé en grand texte, suivi, en petit texte, d'une *bibliographie* détaillée et d'un *État des questions*.

L'Introduction sur « les sources de l'histoire contemporaine », qui est un modèle de classement et de critique, décrit les différentes espèces de documents inédits (des archives) et imprimés et les instruments de travail, bibliographies, annuaires, encyclopédies, histoires générales, revues.

Le livre I, *L'évolution du monde contemporain*, commence par un tableau de la vie économique dominée par « l'essor énorme de l'industrie », les progrès techniques de la production et leurs conséquences sur la richesse, la concentration des entreprises, l'épargne, les rivalités coloniales et financières. Il continue par « la vie sociale », le mouvement de la population, la croissance de la population ouvrière, l'importance accrue du commerce, la diffusion du syndicalisme et du socialisme. Il se termine sur une esquisse de « la vie politique », le progrès des institutions libérales et démocratiques, la disparition du régime autocratique, les conflits entre l'État et l'Église catholique, les mouvements des minorités nationales, les relations internationales et les « tendances dominantes » dans cette période. Il y est dit que les relations entre les peuples dépendent à la fois des conditions géographiques et de leurs sentiments, leurs rancunes, leur disposition à accepter l'idée de la guerre, d'où il résulte que « l'étude de la politique extérieure d'un État est inséparable de l'étude de sa politique intérieure » et de sa mentalité, mais avec cette réserve

qu'elle est parfois déterminée par l'action personnelle d'un homme, comme dans le cas de Bismarck.

Les livres IV (*Relations internationales de 1871 à 1914*) et V (*La guerre mondiale*) sont employés à raconter en 252 pages, dans l'ordre chronologique, les opérations diplomatiques et militaires, en intercalant à quelques moments décisifs (1871, 1883, 1914) un tableau des conditions de la politique européenne. Ainsi se succèdent les conséquences du traité de Francfort, l'Entente des trois empereurs, l'alerte de 1875, la crise orientale de 1875 à 1878, la Triple Alliance, le conflit anglo-russe en Asie, la transformation du système bismarckien, la chute de Bismarck, l'alliance franco-russe, les rivalités hors d'Europe, la conclusion des ententes, la guerre russo-japonaise, les crises du Maroc, la crise de Bosnie, la rivalité navale entre l'Angleterre et l'Allemagne, les alliances et les guerres balkaniques, la crise de juillet 1914 et (après un chapitre sur « les forces morales » et économiques et les efforts diplomatiques d'intervention) la campagne de 1914, la « guerre de positions (1915-1917), la campagne de 1918, les armistices, les conférences et les traités de paix.

C'est la partie la plus développée, grâce à l'appoint considérable du petit texte, qui a permis (sous la rubrique d'*État des questions*) de pénétrer jusqu'au menu détail non seulement dans les actes des chefs d'État, des généraux et des diplomates, mais jusque dans leurs intentions, même pour Bismarck, « qui les laissait ignorer même à ses collaborateurs intimes ». On y trouve des remarques d'une grande portée critique au sujet de « l'art de la guerre », dont l'étude nécessite « une initiation technique », mais risque d'être faussée par « les partis pris des écrivains militaires ». La conclusion fait apparaître le bouleversement profond de la vie politique, morale et économique des peuples de l'Europe.

M. Renouvin avait pris nettement conscience des difficultés exceptionnelles que présentent « les problèmes infiniment complexes de l'histoire contemporaine » et il a atteint en plein le but indiqué dans la préface, « mettre en relief les idées générales et les étapes de l'évolution et l'état des principales controverses ». Il sait se servir du français, cet excellent instrument pour l'analyse des faits humains quand on évite de le fausser par des métaphores, des hyperboles ou des ornements littéraires et qu'on prend soin de penser avec précision chaque détail. Aussi l'exposé en grand texte, qui est la partie la plus faible de tous les autres auteurs de cette collection, est-il ici d'une qualité supérieure. M. Renouvin est parvenu à faire le départ si difficile entre l'exposé en grand texte et « l'état des questions » en petit texte destiné à « orienter les étudiants et à aider les chercheurs » ; il n'a pas réservé au petit texte toutes les remarques intéressantes.

La bibliographie, très abondante, sans être jamais encombrée, est admirablement classée ; chaque ouvrage est d'ordinaire accompagné d'une note critique qui en indique la valeur et la portée et les précautions à prendre pour en faire usage.

J'ai lu deux fois ce travail dans un esprit critique. Je n'y ai découvert ni un fait inexact¹, ni une affirmation contestable, ni une expression impropre, vague ou obscure ; je ne vois rien qui gagnerait à être conçu ou exprimé autrement. L'ensemble me paraît parfaitement ordonné et proportionné, laissant toujours la place

1. P. 418, un lapsus : les massacres de Bulgarie sont antérieurs à l'avènement d'Abdul Hamid.

nécessaire à l'étude des conditions et tenant compte des différences entre les pays et les moments. Le détail est toujours exact ; la forme est partout aisée, précise et claire.

En aucun passage, aucun indice ne révèle les préférences personnelles de l'auteur ; on ne voit jamais que le souci constant de présenter exactement les faits. Mais, puisque ce livre est destiné à l'éducation des étudiants en histoire, je crois devoir signaler à M. Renouvin un passage (p. 552) qui risque de leur inspirer un scepticisme illégitime. A propos des théories opposées sur la *responsabilité* de la guerre, il écrit : « La confrontation de ces thèses, toutes fondées sur une étude attentive des documents, est une occasion... de constater combien l'expression « vérité historique » est décevante. » Ses études personnelles, faites dans des conditions exceptionnellement favorables, l'ont rendu trop exigeant ; il s'est habitué à opérer sur des documents confidentiels rédigés au moment même pour renseigner exactement leurs destinataires et, le plus souvent, faciles à contrôler par d'autres documents de provenance différente, ce qui lui a permis souvent de connaître sûrement jusqu'aux intentions des gouvernants. Pour presque toutes les époques et dans presque tous les cas, les procédés du travail historique ne permettent que de constater des actes, des conditions, des résultats. Ce n'est pas une raison suffisante pour nier la « vérité historique ». La vérité en histoire, comme en toute autre science, ne consiste pas à savoir tout ce que nous voudrions connaître, elle exige seulement de n'affirmer que des propositions conformes à la réalité.

M. Préclin était chargé de la tâche la plus difficile, je crois même d'une tâche impossible : il a traité en 235 pages l'histoire intérieure (politique, économique, intellectuelle) de tous les États du monde entier. Il s'en est acquitté d'une manière très honorable. Il a rempli presque entièrement ce cadre gigantesque qui comprend la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, les trois États scandinaves, la Russie, l'Autriche, les États balkaniques, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Chine, le Japon, les États-Unis, le Mexique, les États de l'Amérique, le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, la Bolivie, le Pérou, le Chili, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay, la République Argentine, en y ajoutant l'Empire britannique détaché des colonies, les religions et les partis internationaux détachés de l'évolution du monde. Il ne manque que des États de très faible vie politique, les pays musulmans de l'Asie, l'Afghanistan, la Perse (dont le nom n'est pas même dans l'Index), l'Empire ottoman, rangé sous le nom impropre de Turquie parmi les États balkaniques, en un temps où presque tout son territoire était en Asie. Le Luxembourg n'est représenté à l'Index que par Rosa Luxembourg. Par contre, le cadre est débordé dans le chapitre *Les partis internationaux* ; il est légitime d'y placer le socialisme, organisé officiellement en parti international, et l'Église catholique, internationale par l'autorité d'un chef unique ; mais le terme ne peut convenir ni au protestantisme, ni aux Églises orthodoxes, dont M. Préclin lui-même dit qu'elles « conservent jalousement leur autonomie », ni à l'Islam, ni même au judaïsme.

Naturellement, les différentes parties de cette revue universelle ne sont pas toutes d'égale valeur ; les plus solides portent sur les pays qui ont été l'objet des études personnelles de l'auteur, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Empire britannique. C'est l'exposé en grand texte qui a le plus souffert des difficultés inhérentes à un plan de trop grandes dimensions. M. Préclin ne disposait pas d'un ins-

trument d'expression aussi parfait que M. Renouvin ; son grand texte est parfois alourdi par des phrases longues où il a essayé de réunir trop de faits. Il paraît avoir été obsédé par la crainte de « compartimenter » l'étude d'une société ; influencé peut-être par la mode de la synthèse, au lieu d'expliquer séparément les faits d'espèce différente, il tend à les réunir. Le souci de maintenir ce qu'il appelle « les liaisons nécessaires » l'a même entraîné à attribuer à un chef de gouvernement la prospérité économique d'un peuple (Ferdinand en Bulgarie), à attribuer à Jules Ferry la liberté de réunion et la liberté de la presse (qui étaient réclamées par tous les républicains), à expliquer par « une activité économique intense » la séparation de la Norvège, qui a été l'effet d'une crise du sentiment national.

M. Préclin se trouvait plus à l'aise dans les parties en petit texte, qui sont, d'ailleurs, les plus considérables et les plus utiles. La bibliographie, très complète autant que j'en puis juger, bien classée et suffisamment pourvue d'indications critiques, rendra de très grands services non seulement aux étudiants, mais à tous ceux qui voudront faire un travail original sur cette période. L'état des questions est parsemé de remarques judicieuses, parfois très fines, qui éclairent le caractère d'un peuple et font comprendre les conditions de sa vie politique, économique ou religieuse.

Je ne voudrais pas, en faisant jusqu'au bout mon métier de critique, risquer de déprécier aux yeux des lecteurs une œuvre d'une incontestable valeur. Mais, puisque le tirage de cette édition est réglé de façon à rendre certaine une revision, je me permets de signaler à M. Préclin les passages qu'il pourrait modifier¹.

1. P. 61. Les commerçants parisiens, bien qu'atteints par la décision sur les effets de commerce, n'ont joué aucun rôle dans la résistance au gouvernement. — P. 63. C'est préjuger une question très controversée de dire que l'Assemblée ne fût pas Constituante. — P. 65. On ne voit pas comment le krach de l'Union générale aurait contribué à la crise agricole, probablement due à la concurrence des pays hors d'Europe. Ce n'est pas « au lendemain des difficultés coloniales au Tonkin » que Ferry fut renversé, c'est directement à cause d'un échec au Tonkin. — P. 66. Boulanger ne s'est pas enfui en Belgique ; il y est allé longtemps après pour se suicider sur la tombe d'une dame. La coalition entre les conservateurs et le parti « national » boulangiste ne doit pas être appelée « conservatrice-radical » ; le parti radical la combattait. — Si les radicaux, en 1894, ont refusé les lois de répression, ce n'est pas parce qu'ils étaient « inquiets des progrès des socialistes », mais, au contraire, pour empêcher d'utiliser contre les socialistes les lois contre les anarchistes. — Les « dreyfusards » accusaient l'État-major non pas de « partialité antisémite », mais de vouloir, pour des motifs de prestige, maintenir un jugement reposant sur une erreur de fait. Les radicaux n'ont pas pris nettement parti dans l'affaire et les socialistes guesdistes se sont séparés de Jaurès et sont restés neutres. — Le ministère Bourgeois, qui a consommé la rupture entre radicaux et opportunistes, — fait capital dans les relations entre les partis, — n'est pas mentionné du tout et le nom de L. Bourgeois, chef du parti radical, ne se trouve à l'Index que comme auteur d'une théorie, sur le même plan que le philosophe H. Michel. — P. 67. Combes n'a pas voulu « appliquer le programme de Belleville », qui se rapportait aux conditions de la politique sous l'Empire. Il était, au contraire, opposé à la séparation entre l'Église et l'État et ne s'y est résigné qu'en réponse à la décision prise par Pie X contre deux évêques français. — P. 68. Au lieu d'une formule générale sur les « droits des deux pouvoirs séparés », on pourrait préciser que l'usage et la police des églises fut laissé au curé en qualité « d'occupant sans titre ». — P. 68. La majorité n'est pas restée aux radicaux après les élections de 1910, puisque le président de la Chambre, le président de la République et même un président du Conseil ont été pris dans le groupe progressiste, qui, depuis 1899, combattait la politique du Bloc. — P. 71. Peut-on dire que

M. Hardy, que ses connaissances spéciales désignaient pour cette tâche, a traité en 90 pages *L'expansion coloniale*, sans tenir compte de la différence entre le résumé en grand texte et l'état des questions. Cet expédient lui a permis d'étudier plus

ce sont les syndicats qui ont fait voter les « lois protégeant le travail »? — P. 72. Le déséquilibre financier n'a pas été accru, le déficit a été diminué et le « dérèglement des interpellations » a été arrêté, précisément à cette époque, par la pratique de les renvoyer à la suite et d'ajouter la clause « repoussant toute addition ». C'est entre 1900 et 1910 que les crises ministérielles ont été le plus rares. « La bonne marche des affaires ne peut être « gênée par le vote des absents », qui diminue, au contraire, le nombre des discours inutiles. — P. 73. Il serait bon de réviser la liste de « l'élite qui dirige la vie française ». On est un peu étouffé, au temps des découvertes de Pasteur et des Curie, de ne voir citer comme « penseurs et savants dont la pensée rayonne dans le monde entier » que Bergson et G. Claude. — P. 75. Si on peut attribuer à Disraeli une « mystique », c'est peut-être celle de l'impérialisme, mais pas celle des « réformes sociales ». — P. 77. « Les centaines (*sic*) de lois votées par les unionistes » ne leur valurent pas « une grande popularité », puisqu'ils perdirent la majorité aux élections de 1892. — P. 81. Le Sinn Féin n'est même pas mentionné dans le paragraphe sur l'Irlande; il n'apparaît qu'en 1914 et sans explication. — P. 82. Le programme des Fabians propose non pas des « réformes analogues à celles de Bismarck », mais un « socialisme municipal ». — P. 104. Le reproche fait au parti du centre en Allemagne d'avoir « manqué de clairvoyance en faisant une politique conservatrice au lieu de se porter à gauche » méconnaît le caractère essentiellement conservateur de tous les partis catholiques, liés par la doctrine au maintien des traditions. — P. 107. Guillaume II est défini « jeune, intelligent, autoritaire et versatile »; n'y a-t-il pas une épithète de trop? — P. 113. Nietzsche, en vantant le surhomme, n'affirmait pas « la supériorité de la race germanique »; il ne pensait qu'à l'individu. — P. 141 (petit texte). Il est inutile de se demander pourquoi les libéraux ont été battus aux élections de 1884; c'est à cause de l'augmentation des impôts. — P. 127. On a oublié d'expliquer que le suffrage universel a été obtenu par une agitation violente des ouvriers. — P. 129. Il faut écrire Douwe-Dekker. — P. 130. On a omis de mentionner que la Suisse a fait la première expérience de la représentation proportionnelle comme moyen d'apaiser un conflit violent dans le Tessin. — P. 137. Le conflit entre le roi et la majorité paysanne en Danemark ne peut être expliqué comme un « contraste entre l'élite qui veut acquérir les libertés politiques et les masses qui visent à posséder la terre »; ce que la majorité réclamait, c'était un régime parlementaire. — P. 151. Les terroristes russes n'avaient pas « le désir de détruire le régime par la terreur » et « l'épidémie d'attentats » était une réponse aux violences des agents du gouvernement, dont Alexandre s'était déclaré solidaire. — P. 152. La création des « préfets ruraux » n'avait pas pour motif et n'eut pas pour effet de faire « gouverner la campagne » par la noblesse; c'était une mesure de police. La Banque foncière était surtout conçue comme favorable aux propriétaires. Il est impossible de comprendre à qui fait allusion la phrase : « On leur vint en aide (aux paysans) en exaltant leur conscience de classe. » — P. 153. Il est imprudent « d'expliquer toute l'histoire russe jusqu'en 1917 » par l'augmentation du nombre des paysans, trop serrés sur la terre, puisque les paysans n'ont eu aucun moyen d'action et que toutes les décisions ont été prises sans tenir compte d'eux. — P. 153. Ce n'est pas aux « doctrines de Pobiedonotsov » qu'on peut attribuer « le développement économique de la Russie »; il vaudrait mieux parler de Witte (qui n'est cité que pour la stabilisation du rouble). Les idées de Marx avaient pénétré en Russie avant le développement de l'industrie, avant Alexandre III. — P. 154. Les socialistes révolutionnaires commencent dès le règne d'Alexandre II. L'histoire des origines du parti est très bien exposée dans l'excellent ouvrage de Thun, que M. Préclin semble n'avoir pas connu; il manque dans la bibliographie. — Les bolcheviks ont rompu en 1903 non pas avec les socialistes révolutionnaires, qui avaient toujours formé un parti différent et hostile, mais avec les *mencheviks* (qui ne sont pas mentionnés). La manifestation de janvier dirigée par Gapone n'a pas été « un cortège de gré-

complètement le sujet en mettant dans le petit texte ce qu'il avait de plus intéressant à dire.

Le chapitre 1, *L'essor des impérialismes coloniaux*, donne un tableau très clair et très complet de chacun des États (Grande-Bretagne, France, Russie, Belgique,

vistes ». Le mouvement ne s'est pas fait « à l'appel de Milioukov ». — P. 155. Les « jacqueries paysannes » étaient réprimées avant Stolypine. Le régime établi par la 3^e Douma ne mérite pas le nom de « représentatif ». La Russie n'a pas attendu la 4^e Douma pour revenir « à la réaction et à la routine ». — P. 165. Les Slovaques, cités parmi les peuples qui résistent à Tisza, n'avaient aucun moyen de résister. Les jeunes Tchèques réclamaient non « l'indépendance », mais l'autonomie. La « pleine industrialisation de la Hongrie » n'a joué aucun rôle dans l'agitation du parti de Kossuth, dont le programme, déjà ancien, ne comportait pas d'affaires économiques. — P. 166. Le terme « expériences et marchandages » ne précise pas le caractère du gouvernement par le § 14 substitué au régime légal du vote du budget. Et l'obstruction était faite non par les Allemands, mais par les Tchèques. Les Croates n'ont pas attendu l'annexion de la Bosnie, en 1908, pour « se tourner vers la Serbie », comme le prouvent les résolutions de Fiume, citées ici comme de 1910. — P. 167. Le terme « peu mystique » appliqué au bas clergé d'Autriche serait avantageusement remplacé par un autre; peut-être a-t-on voulu dire peu zélé. — P. 175. Les comitadjis, créés pour soulever les Slaves de Macédoine, n'ont pas eu à « éduquer le lourd paysan bulgare », encore moins « les officiers russes » ont-ils travaillé à cette éducation. Ce n'est pas « la populace turque » qui a fait les massacres de Bulgares; ce sont les milices des bachi-bouzouks. L'expression « sous le joug » ne peut être appliquée aux Albanais, qui, en qualité de Musulmans, dominaient les chrétiens serbes. — P. 177. Aucun parti bulgare n'était pro-russe, pas même le parti conservateur; Stamboulov a été chef d'un parti radical plutôt que paysan (c'est Stamboulisky qui a créé le parti paysan). — P. 178. Est-ce « le ver à soie » ou la soie qu'exporte la Bulgarie? — P. 194. Dans le règne du jeune Manoel, aucune allusion n'est faite à l'influence de sa mère, Amélie d'Orléans. — P. 195. L'indication sur la « majorité des membres présents aux assemblées » que « ceux du Nord trouvaient Rome trop éloignée » devrait être complétée par l'absence d'indemnité parlementaire. « L'élargissement du suffrage » en 1882 a-t-il « appelé le Sud à la vie politique »? Une explication serait nécessaire, si le fait est exact, ce qui me paraît très douteux. — P. 205. Tanzimat est une expression turque qui ne peut s'appliquer à la Chine; il s'agit de réformes imitées de l'Europe. — P. 209. Le bouddhisme n'était pas au Japon « une religion d'État » et ce n'est pas lui qui empêchait la tolérance du christianisme, interdit pour un motif politique depuis le xvi^e siècle. — P. 221. Le terme « Mugwumps » n'est pas expliqué; il était appliqué aux neutres entre les deux partis. Le Civil Service s'est recruté au concours (ce n'est pas synonyme de « valeur professionnelle »). — P. 222. Ce n'est pas la « recherche de débouchés » qui a décidé la guerre contre l'Espagne; elle s'est faite à propos de l'explosion du *Maine*; les colonies espagnoles n'offraient pas de débouché important. A la bibliographie manque le grand livre de Bryce. — P. 232. Le San-Salvador n'a pas, comme Costa-Rica, une population de « fond espagnol »; il est peuplé surtout d'Indiens plus civilisés et plus modernes (voir la description dans H. H. Bancroft, qui n'est pas un « manuel d'ensemble », comme il est dit p. 243, mais un recueil de documents). — P. 236. La population araucane du Chili est-elle bien caractérisée par le terme « travailleuse »? — P. 239. Il vaudrait mieux ne pas ranger avec l'Uruguay et l'Argentine, dont la population a reçu un très fort appoint de l'Europe, le Paraguay, peuplé presque uniquement de métis guaranis. — P. 277. L'opposition des évêques au Kulturkampf en Suisse s'est produite non dans le canton protestant de Bâle, mais dans le Jura bernois, partie du canton de Berne depuis 1815. Il est un peu exagéré de dire que « le Kulturkampf n'épargna que la France et l'Équateur ». Ce n'est pas seulement « dans la dernière partie du xix^e siècle » que l'Église a eu pour adversaires Huxley, Haeckel et Littré. M. Prêclin fait souvent usage du mot « élite », notion mal définie et équivoque.

Allemagne, Italie, Hollande, Portugal, Espagne, États-Unis, Japon) au temps où, dans l'œuvre de colonisation encore très imparfaite, « l'Angleterre tenait la tête » ; malgré le libre-échange, « elle n'a abandonné aucune de ses positions ». Dans un excellent passage en petit texte, il est montré que la colonisation a résulté de deux forces très souvent en désaccord : d'une part, le gouvernement de la métropole, de l'autre « les coloniaux qui sont sur place » et, souvent « par une indiscipline féconde », ont profité de la « large part d'initiative » que leur laisse la lenteur des communications pour « dépasser le but assigné » par la métropole. Même pour l'Angleterre, il ne faut pas attribuer la création de l'Empire à un « dessein fidèlement suivi ». — Les nations ne sont pas volontairement « entrées dans la mêlée coloniale, où elles voyaient des menaces pour la paix » ; c'est surtout pour empêcher un autre État « d'augmenter son pouvoir et de compromettre l'équilibre », et le plus souvent sous l'action d'une personnalité. L'impérialisme colonial est dû à « la création d'une mystique ».

Le chapitre II, *Les partages*, raconte dans un ordre géographique les luttes dans les États musulmans de l'Afrique du Nord, l'Afrique intertropicale (y compris Madagascar), l'Afrique australe, l'Asie occidentale et centrale, la Chine et l'Indo-Chine, l'Océanie, le mer des Antilles. Il se termine sur une revue des domaines coloniaux en 1914.

M. Hardy fait ressortir clairement les sentiments en jeu, « appétits violents » de conquête, « nationalismes exaspérés », tentatives d'expansion présentées... comme des nécessités vitales ». Il rappelle « l'atmosphère de passion qui fausse l'histoire coloniale internationale » et explique pourquoi cette histoire est « restée étroitement nationale ». Il insiste sur « le rôle éminent des individus » (Cecil Rhodes, Lyautey). Il signale comme le principal adversaire des Européens l'Islam, qui « tient lieu de patriotisme » à tous les peuples musulmans, même ceux qui ne le sont qu'en surface. Pour l'Afrique, il fait remarquer que la prise de possession a commencé sur le littoral ; mais c'est autour du cours des fleuves que la colonie s'est constituée en réunissant « les maigres établissements du rivage aux grands territoires de l'intérieur ». Quant aux opérations de la Russie en Asie centrale, elles avaient été entreprises pour « forcer les portes de l'Inde » et n'y ont pas réussi. En Extrême-Orient aussi, l'expansion en Chine a abouti à un échec par la résistance des Chinois.

Le chapitre III, *Les problèmes d'organisation coloniale*, discute les doctrines, donne un classement des types de régime politique, énumère les procédés de mise en valeur pratiqués dans l'intérêt de la métropole et montre comment ils servent à améliorer la vie des indigènes. Il explique comment les expériences ont abouti à faire préférer au gouvernement direct par la métropole soit « l'administration indirecte » par les chefs indigènes, soit le protectorat sur un État souverain local. Il examine les différents modes d'exploitation, l'entreprise agricole par une population d'origine européenne dans « les colonies d'enracinement » (surtout britanniques), dans les colonies à population indigène par « l'éducation agricole » de l'indigène, qui augmente le rendement. La colonisation, commencée par l'exploitation du travail de l'indigène, aboutit à améliorer sa vie par « la paix, l'hygiène l'assistance médicale, la création des écoles, la suppression des abus de pouvoir et de l'esclavage », à condition de « ménager les religions locales en limitant leurs méfaits ». Le progrès s'est fait en renonçant à la centralisation absolue et à la tentative d'assimilation pour établir le libéralisme et l'autonomie. Il reste encore de

grosses difficultés : le partage des terres entre colons et indigènes, la concurrence entre les produits de la colonie et ceux de la métropole, la protection des indigènes contre l'usure, les abus des compagnies concessionnaires, l'adaptation de la justice aux coutumes locales, l'enseignement d'une langue européenne, la querelle entre les partisans et les adversaires de la conversion à l'Islam.

La bibliographie, classée pour le chapitre 1 par États coloniaux, pour le chapitre II par régions, est très abondante et bien ordonnée ; elle n'est pas complétée par des indications critiques¹.

Ce livre est assurément le meilleur de tous ceux qui ont paru dans la collection *Clio*.

Ch. SEIGNOBOS.

1. Quelques remarques pour servir à une révision. P. 323. Ce n'est pas la colonie, c'est la question d'Orient qui « ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien ». — P. 326. Les Japonais émigrent si peu qu'il n'est guère probable que le Japon ait cherché l'expansion pour donner « des espaces nouveaux » à « une classe agricole à l'étroit ». — P. 321. Il ne paraît guère possible d'affirmer que le parti républicain a entrepris de « rendre au pays, avec sa foi en lui-même, le goût de l'action ». Ce serait peut-être exagéré d'attribuer cette pensée même à J. Ferry. M. Hardy lui-même a très bien dit, p. 331, que « l'impérialisme conquérant d'une minorité » a eu sans cesse à « remonter le courant » ; la masse des électeurs était hostile aux expéditions ; c'est même ce qui a fait suivre la méthode des « petits paquets ».

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Le n° 41, octobre 1938, du *Bulletin of the international committee of historical sciences* est presque tout entier consacré à des analyses (en allemand) des principaux travaux historiques norvégiens pour 1926-1932, et un bulletin, rédigé par M. R. LILJEDAHN (en anglais), des travaux suédois pour 1926-1929. La masse des renseignements accumulés dans cette double publication rend ce numéro du *Bulletin* indispensable aux historiens « généraux ». — G. BN.

— Le dernier numéro du *Bolletino periodico* de l'ancienne Commission nationale de coopération intellectuelle (*Cooperazione intellettuale*, VII-VIII, janv.-déc. 1937) renferme deux groupes de contributions. Les unes sont consacrées au régime de fouilles, et l'on notera essentiellement : AMEDEO MAJURI, *Principi generali sul metodo dello scavo archeologico* ; GUIDO UCELLI, *Sulla tecnica dei lavori di ricupero delle navi di Nemi*. Les autres se rattachent à l'activité du « Comité pour les papiers des humanistes » et comprennent : la liste des correspondants italiens d'Érasme, et deux articles : ROBERTO VALENTINI, *Erasmus di Rotterdam e Pietro Corsi* ; GABRIELE STEYNMAYER, *I rapporti fra Erasmo da Rotterdam e Bernardo Clesio*. — G. BN.

— La vaste culture de M. CORRADO BARBAGALLO, l'animateur de la *Nuova Rivista Storica*, fait mon émerveillement et ma joie. Elle s'affirme une fois encore dans le recueil d'études qu'il vient de publier sous le titre d'*Attraverso i secoli* (« Cultura contemporanea, biblioteca di letteratura, storia e filosofia », Milano, Edizioni Corbaccio, 1939, in-18, 257 p. ; prix : 15 l.). On y trouve d'abord, en effet, un très beau chapitre de méthodologie historique, sous le titre : « Che cosa è il materialismo storico », où M. C. Barbagallo précise un concept mal connu, ou mal compris, et montre comment les erreurs d'application par Marx et Engels d'un principe juste ne doivent pas détourner de celui-ci. À l'histoire ancienne appartiennent une quinzaine de pages sur les Étrusques. « Émile Ollivier inconnu » rappelle tout un côté de l'œuvre, — de l'intelligence et de la sensibilité du ministre de Napoléon III, à propos de son *Michel-Ange inconnu* et d'autres écrits qui, de fait, révèlent un tout autre homme que celui qu'illustra un rôle joué au Corps législatif. L'Italie est représentée par trois contributions consacrées à Ruggero Bonghi, G. Giolitti et N. Colajanni, et, en particulier, dans les pages consacrées au second de ces personnages, M. Barbagallo fait preuve d'un sens aigu des réalités politiques et de l'évolution générale des sociétés humaines. Le volume se clôt par quelques pages remarquablement écrites — mais le livre ne l'est-il pas tout entier ? — sur « Lourdes, pays de Marie ». — G. BN.

— OTTO VOSSLER, *Der Nationalgedanke, von Rousseau bis Ranke* (Munich et Berlin, Oldenbourg, 1937, in-8°, 187 p.). — Ce livre est moins d'un historien que d'un philosophe. L'auteur ne s'est pas proposé de rechercher comment l'idée nationale

a peu à peu gagné les différents peuples, mais de suivre la constitution progressive et l'enrichissement de la notion d'état national chez un certain nombre de penseurs, de Rousseau à Ranke, en passant par Burke, Jefferson, Fichte, Humboldt, Mazzini et Hegel. M. Vossler a fait toutefois une exception pour l'Italie au temps de la Révolution française : il y décrit l'éveil du sentiment unitaire ; il est d'autant plus singulier que le rôle de cette même révolution dans l'histoire des nationalités soit passé sous silence ; c'est pourtant la France qui a réuni la première « Assemblée nationale », et il est difficile de supposer que l'exemple n'a exercé aucune influence sur les écrivains ici étudiés. Mais l'auteur répondra sans doute qu'il a voulu étudier leurs systèmes en soi et qu'il ne prétendait pas les expliquer — comme il se pourrait, au moins en partie — en les mettant en rapport avec la condition sociale et la vie de leurs auteurs. Il s'agit d'une « histoire des idées », du type traditionnel.

Le dessein a été de montrer que, pour les rationalistes du XVIII^e siècle, l'État national ne possédait pas d'existence propre, étant créé par contrat entre individus autonomes, n'étant que leur mandataire et ne pouvant rien leur demander que dans leur propre intérêt. A cette conception que, visiblement, il attribue spécialement aux Français, il oppose celle de Rousseau, qu'il prend grand soin de représenter comme un patriote genevois, étranger à la France. Rousseau exige l'abdication totale de l'individu devant la volonté générale de la communauté qui devient ainsi un super-individu capable d'imposer sa loi à l'individu concret : ainsi apparaît l'État national conçu comme État totalitaire. La notion en est peu à peu précisée et enrichie pour recevoir enfin, chez Hegel, sa justification métaphysique.

On se bornera à observer que M. Vossler se représente le rationalisme sous l'aspect qu'il a revêtu en Allemagne d'un *Aufklärung* platement utilitaire et qu'il le transporte sous cette forme dans la France cartésienne, sans plus de cérémonie. Le rationalisme de tradition cartésienne, même quand il s'est détaché de la métaphysique de la doctrine, ne se fonde pas uniquement sur la considération de l'utilité, mais sur la dignité de la personne humaine qu'il ne conçoit que dans la liberté et l'égalité. Il est tout aussi capable que le mysticisme d'inspirer pour les défendre une vie héroïque et il a eu ses combattants et ses martyrs. De cette façon, il n'y a pas entre lui et Rousseau l'abîme qu'on prétend creuser. Rousseau présente aussi la communauté comme destinée à assurer la dignité et le bonheur de l'individu : elle n'a pas sa fin en soi ; elle n'est pas non plus un super-individu au fond parce que la volonté générale n'est que la collection de volontés individuelles. Cette volonté générale n'existe que si les individus se déterminent exclusivement par la considération de l'intérêt général, en faisant abstraction de leur intérêt particulier ; autrement dit, il n'y a pas d'État national ni de démocratie sans vertu civique, sans patriotisme, sans esprit de sacrifice au bien de la communauté, sans morale en définitive. Mais c'est aussi ce que pense le rationaliste cartésien. La seule différence est que Rousseau mettait la morale sous la garantie d'un Dieu révélé par le sentiment, tandis que Descartes le démontrait par la raison et que, d'autre part, les rationalistes devenus positivistes ont laïcisé la morale pour ne lui laisser comme support que la conscience de la dignité de l'être humain. Ils n'en sont pas moins d'accord pour ne voir dans l'État national que le moyen d'assurer le salut de l'individu et non pas une fin étrangère à ce dernier.

G. LEFEBVRE.

— J. W. GOUGH. *The social contract. A critical study of its development* (Oxford, The Clarendon Press, 1936, in-8°, 234 p. ; prix : 12 s. 6 d.). — M. Gough a écrit un livre clair et de lecture attachante, où il retrace depuis l'antiquité la germination et le développement de la théorie du contrat. Il conclut que c'est au ^{xvi}^e siècle que l'idée a vraiment pris forme et que, notamment, on en est venu à distinguer entre le contrat de gouvernement, qui laisse intacte la question de savoir quelle est l'origine de la société, et le contrat social proprement dit, qui crée cette dernière ; c'était le premier qui avait le plus d'intérêt, au point de vue pratique, pour les confessions religieuses opprimées. L'apparition du second est rapportée à Althusius, le plus célèbre des monarchomaques. L'étude de l'opinion anglaise aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles est de particulière importance. On y voit bien comment, le régime constitutionnel consolidé, les whigs rejetèrent dans l'ombre l'idée de contrat social ou même l'abandonnèrent parce qu'il pouvait servir de point d'appui aux démocrates. Au fond, personne n'a sans doute jamais soutenu sérieusement la conception historique du contrat ; il n'a jamais été qu'un procédé idéologique pour contester l'absolutisme et revendiquer les droits de l'individu. M. Gough pense visiblement que ce procédé est aujourd'hui périmé. Les droits de l'individu et ses devoirs envers la communauté sans laquelle il ne peut vivre sont affaire de conscience morale et résultent d'une réciprocité d'obligations que la raison a érigée en loi, après que la « nature des choses » l'a fait peu à peu apparaître au cours d'un long conflit, qui, d'ailleurs, ne prendra jamais fin, entre les gouvernants et les gouvernés.

G. L.

— Henri TRONCHON. *Études (France, Allemagne, Italie, Hongrie, Pays baltiques)* (Paris, librairie Honoré Champion, 1935, in-8°, 238 p.). — Dans cette mosaïque d'études, qui nous acheminent du ^{xviii}^e siècle à nos jours, on aperçoit des courants qui en indiquent, sous la diversité de surface l'unité réelle. Comme le sous-titre l'annonce, elles se proposent à peu près toutes de montrer quels échanges intellectuels provoqua ou activa le Romantisme entre la France et le centre de l'Europe. A cet égard, l'actualité nous invite à signaler particulièrement les chapitres consacrés à la Hongrie : 1° le portrait d'un Hongrois, Jean Fekete de Galantha, correspondant et disciple de Voltaire, et qui tenta d'acclimater en pays magyar la philosophie des Encyclopédistes ; 2° le tableau des relations littéraires entre la France et la Hongrie au ^{xix}^e siècle. Les agents de cette liaison, ce sont des Français qui voyagent en Hongrie : Montalembert, Saint-Marc Girardin, Xavier Marmier, Gerardo, Philarète Chasles ; ce sont des réfugiés hongrois, comme Boldenyi ; c'est surtout la musique : *Marche hongroise* de Berlioz et *Rhapsodies* de Liszt.

R. PIGNARRE.

— Egon HEYMANN. *Balkan Kriege, Bündnisse, Revolutionen, 150 Jahre Politik und Schicksal* (Berlin, Junker und Dünhaupt, 1938, in-8°, 440 p.). — Après avoir séjourné sept ans à Belgrade et parcouru tous les Balkans, M. Heymann a écrit un gros livre, orné de nombreuses photographies, sur un siècle et demi d'histoire de la balkanique péninsule. C'est surtout la Yougoslavie et l'après-guerre qui l'intéressent. Il tient à souligner les relations amicales qui se sont établies entre les pays balkaniques et l'Allemagne hitlérienne et à montrer que désormais la Petite-Entente n'est plus que « le gendarme en retraite » de la France. Les pages les plus attachantes de son ouvrage, toujours facile à lire, éclairent l'évolution « réaliste »

de M. Stoiadinovitch. Pour comprendre les événements tragiques de septembre 1938, il n'est pas inutile de parcourir ce livre écrit en février 1938, où un journaliste averti, souvent tendancieux, parle, sans grande méthode, de toute l'Europe centrale et orientale.

Maurice BAUMONT.

— Kleo PLEYER. *Die Kräfte des Grenzkampfes in Ost-Mitteleuropa* (Hambourg, Hanseatische Verlags-Anstalt, 1937, in-8°, 42 p.). — Dans une conférence prononcée devant le congrès historique d'Erfurt en juillet 1937, M. Kleo Pleyer, professeur à l'Université de Königsberg, prétend caractériser les forces que suscite le « combat de frontières » mené par le germanisme dans l'Est européen. Il voit dans de tels combats, aussi vieux que les peuples eux-mêmes, une fonction naturelle et nécessaire de tout peuple créant l'histoire. Seules les masses sans histoire n'ont pas besoin de les mener.

Au point de vue culturel, le combat de frontières est avant tout un combat pour l'école, c'est-à-dire pour la langue ; parfois une lutte religieuse — et souvent le catholicisme a fait obstacle au germanisme.

M. Pleyer affirme que les réformes agraires ont enlevé au germanisme, dans les pays baltes, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, plus de six millions d'hectares, deux fois plus que la Belgique.

M. B.

— Les *Cahiers d'informations françaises* ont commencé leur publication par une brochure sur *La crise internationale de septembre 1938. L'enchaînement des faits* (Paris, Jouve et C^{ie}, 1938, in-8°, 77 p.). — M. André Mazon, professeur au Collège de France, la présente, dans une courte préface où il explique comment des historiens — dont les noms, on ne sait pour quelle raison, ne sont pas donnés — ont préparé le recueil actuellement offert au public. Il s'agit d'analyses objectives ou d'extraits de textes « officiels », précédés d'un tableau chronologique, et répartis en quatre parties chronologiques, où se révèle un souci très poussé des horaires : les origines du conflit, jusqu'au 13 septembre 1938, la crise germano-tchécoslovaque, la crise internationale du 22 au 28 septembre ; enfin, l'accord de Munich. On a fait suivre ces textes de six annexes complémentaires fort utiles (formation de l'État tchécoslovaque en 1918 ; statut des minorités en Tchécoslovaquie ; engagements de la France, de l'U. R. S. S. et de la Grande-Bretagne ; texte de l'accord de Munich ; hypothèse exprimée par M. Patijn sur les dessous de la crise ; tableau synoptique du plan britannique du 19 septembre, du memorandum allemand de Godesberg, de l'accord de Munich, de l'exécution par la Commission internationale). Je ne sais quand le gouvernement français mettra à la disposition des citoyens un *Livre jaune* fournissant des données complètes (le sont-elles jamais dans cette espèce de publications ?) ; en attendant, le premier numéro des *Cahiers d'informations françaises* permettra à ses lecteurs d'apprécier les textes, où se réfléchit l'un des instants les plus tragiques de la plus récente histoire internationale. Sans doute, les sympathies des auteurs des *Cahiers* sont visibles, et peut-être l'usage des passages en italique n'est-il pas recommandable. Tout cela n'empêche pas que les faits et les textes sont là : au lecteur d'en tirer les leçons qui s'imposent.

G. Bn.

— *Septembre 38* (Crapouillot, numéro spécial, janvier 1939. Paris). — Un numéro qui veut être retentissant, selon la formule habituelle de ce périodique, et qui emprunte à l'épisode de Munich l'intérêt de sa publication. Il comprend six études

de valeur inégale et d'inspiration assez contradictoire. On lira avec curiosité le procès que L. ÉMERY fait de la politique française : *De l'Armistice à l'Anschluss* ; le *Panorama de la presse et anthologie du bourrage* 38, dressé par J. GALTIER-BOISSIÈRE, sous forme d'extraits significatifs des journaux de Paris durant la crise, et la *Vérité* sur septembre 38, telle que la conçoit J. BERNIER. S. M.

— Sous le titre de *Problèmes contemporains de Banque et de Bourse* ont paru les *Rapports et discussions* du VI^e Congrès international de science et de technique bancaires (Paris, Éditions techniques et professionnelles de banque, [1937], in-4^o, 267 p., illustr.). — En dehors des exposés techniques que renferme ce volume, il y a lieu de noter ici les communications et discussions de la 1^{re} section, consacrée à l'histoire internationale de la Banque (MM. Georges BOURGIN, *Centralisation et dépouillement des archives des banques* ; Jean BOISSEAU, *L'action des banques dans l'évolution économique des peuples* ; Gonzague DE VRAGILLE, *Un problème particulier de l'histoire bancaire, les essais de banque d'échange*, étude particulièrement curieuse sur les tentatives bancaires de Robert Owen en Angleterre, Benjamin Mazel à Marseille, Fulcrand Mazel et Bonnard à Paris). G. BN.

— Le fascicule 3 de la série D, *Sociologie économique*, des *Annales sociologiques* (Paris, Félix Alcan, 1938, in-8^o, 126 p.), contient une importante étude, par M. R. MARJOLIN, des problèmes que F. Simiand avait abordés et que d'autres économistes, Akermann, Kondratieff avaient repris, c'est, en somme, la critique de la position philosophique et sociologique de Simiand en matière de mouvements économiques de longue durée. M. R. Marjolin estime que ces mouvements sont provoqués par des facteurs dont l'étude ne relève pas de l'économie politique et qui ne peuvent d'aucune façon être ramenés à la série causale économique. G. BN.

— Le t. I du *Rapport général* de l'Exposition internationale des arts et techniques, Paris, 1937, publié par le ministère du Commerce et de l'Industrie et présenté par M. Edmond LABBÉ, commissaire général (Paris, 1938, in-4^o, xx p.), fournit, dans sa première partie, un historique sommaire des expositions universelles et internationales et de l'exposition de 1937 elle-même. En appendice sont publiés les textes essentiels. G. BN.

— L'un des cours professés à l'Université ouvrière de Paris a porté sur « les grands problèmes de la politique contemporaine ». C'est à ce cours que se rattache l'étude de M. Étienne FAJON, député de la Seine, sur *Le rôle de l'action humaine dans l'histoire* (Paris, Bureau d'éditions, 1938, in-8^o, p. 169 à 192). L'auteur y définit sobrement le matérialisme historique et tente de préciser le rôle des masses, des facteurs économiques et des grandes individualités dans l'évolution historique.

Rapprochons de cette brochure celle qui, sous le titre de : J. STALINE, *Le marxisme et l'histoire* (Paris, Bureau d'éditions, 1938, in-18, 31 p.), reproduit simplement l'entretien que le dictateur soviétique a eu, le 13 décembre 1931, avec l'écrivain allemand Émile Ludwig. Staline y insiste sur la signification des grandes individualités au cours de l'histoire humaine et fournit quelques considérations sur le développement du mouvement révolutionnaire en Russie. G. BN.

— Le texte célèbre qu'est le Manifeste communiste est commenté dans deux contributions de MM. Marcel CACHIN et V. ADORATSKI (*Ce qu'est le Manifeste du*

parti communiste de Marx et Engels. « Pour l'étude du marxisme. » Paris, Bureau d'éditions, 1938, in-8°, 44 p. ; prix : 2 fr. 50). G. BN.

— La collection « Les grands textes du marxisme » s'est enrichie d'un nouveau recueil *Sur la famille*, établi par M. Jean FRÉVILLE (Paris, Éditions sociales internationales, 1938, in-8°, 134 p.). Il s'agit de textes de Marx, Engels et Lénine, choisis et commentés par l'éditeur et groupés dans quatre chapitres. On y a joint divers appendices, en particulier les pages de Jenny Marx, W. Liebknecht et F. Mehring sur la mort des enfants et de la femme de Marx, où se révèlent les sentiments propres de l'auteur du *Capital*. G. BN.

— Dans la « Bibliothèque marxiste » a été publié le t. I de l'ouvrage fameux de J. STALINE, *Les questions du léninisme* (Paris, Éditions sociales internationales, 1938, 409 p. ; prix : 25 fr.). Ce volume constitue un document précieux sur l'histoire de la révolution bolchevik, car il est formé d'un recueil de textes nombreux, écrits à des instants variés, touchant les objets, la tactique et les adversaires du bolchevisme. G. BN.

Orient ancien. — Edward ROBERTSON. *Notes and Extracts from the Semitic Manuscripts in the John Rylands Library. IV : Zainab as-Safawiyah : A Samaritan Poetess* (Manchester, University Press, gr. in-8°, 22 p.). — Les poétesses arabes sont chose rare ; elles se montrent surtout inspirées par la religion. Tel est le cas de Zainab ; sur trois poèmes conservés dans un recueil de la bibliothèque John Rylands, où sont réunies de petites pièces que les Samaritains récitaient dans les pèlerinages à la tombe des patriarches, aux environs de Sichem, deux sont des hymnes de supplication, le troisième une louange à Moïse. Nous en avons une transcription arabe datant de 1723, sans doute peu après la mort de l'auteur, et le tout fut recopié en 1834. M. Ed. Robertson donne de la version arabe une traduction anglaise qui tend à rendre le rythme des poèmes. Zainab était jusqu'ici inconnue ; la notice, probe et soigneuse, de vingt-deux pages, que consacre M. Ed. Robertson à ses poésies, ne peut la sauver que momentanément de l'oubli, malgré les mérites du traducteur. G. CONTENAU.

— Robin MARCELIN. *Aegyptus. Histoire de l'Ancienne Égypte* (Avignon, Aubanel, 1 vol. petit in-8°, 201 p.). — M. Robin Marcelin, frappé de l'aridité de la plupart des livres que nous possédons sur l'Égypte, a pensé que l'initiation nécessaire pouvait résulter de « l'étude préalable d'un ouvrage agréable, facile à lire, clair, concis, exact et bien informé des plus récentes découvertes ». Cet ouvrage, dit-il, « nous l'avons entrepris sans hésitation ».

Le plan consiste, en suivant l'ordre chronologique, à donner l'essentiel concernant les souverains principaux de chaque dynastie. Une large parenthèse est consacrée aux événements d'importance mondiale qui se sont déroulés à certaines époques. M. Marcelin se défend des solutions hasardées ; il expose le plus souvent, pour chaque thèse, les arguments des diverses parties et laisse au lecteur le soin de faire son choix. Après quelques pages d'introduction sur la population de l'Égypte primitive, mélange d'Asiatiques et d'autochtones, et l'exposé dubitatif du totémisme primitif des Éléans (combien je suis de l'avis de M. Marcelin !), commence le véritable récit. À l'épisode de l'exode d'Abraham, on pourra ajouter, soit qu'on l'accepte, soit qu'on la rejette, la donnée nouvelle fournie par le poème dit de

Kéret, qui figure parmi les textes de Ras-Shamra (on sait que, d'après ce poème, le clan des Térahités aurait été en compétition avec les Phéniciens). Vient ensuite la période hyksos, où, très justement à mon sens, M. Marcelin voit un mouvement d'origine ethnique fort complexe. Au chapitre consacré à Aménophis IV, il souligne le progrès accompli du point de vue religieux, dans l'adoration du disque solaire. La question de l'exode, tant de fois débattue, a été résolue de diverses façons; pour les uns, le départ des Hébreux hors d'Égypte eut lieu sous Ménéphthah, successeur de Ramsès II; pour d'autres, bien auparavant, sous Aménophis II. Cette hypothèse a pour elle la présence des Habiri en Canaan sous les successeurs d'Aménophis; mais il ne s'ensuit pas que les Habiri, assez analogues à nos Grandes Compagnies du Moyen Age, soient les Hébreux. Pour l'hypothèse rameside plus traditionnelle, citons le nom de la ville « Ramsès », que la Bible met au compte de celles bâties par les Hébreux. On objectera une stèle de Menephtah, qui déclare « qu'Israël est déraciné et n'a plus de graine »; elle peut s'appliquer à une tribu, soit non entrée en Égypte, soit sortie depuis peu et non encore fixée. Ajoutons que les deux dates s'accordent avec le comput biblique, selon la source qui rappelle l'événement. Ce livre utilise des mises au point récentes. Peut-être la nomenclature des pharaons, dont le règne n'a pas donné lieu à un événement marquant, pouvait-elle être allégée de quelques noms; c'est une bonne initiation qui répond au but que s'est proposé M. Marcelin.

G. C.

— Knut TALLQUIST. *Akkadische Götterepitheta* (Helsinki et Leipzig, O. Harrassowitz, gr. in-8°, xvi-521 p.). — Les qualités de précision et d'érudition dont font montre, d'ordinaire, les travaux de M. Tallquist, se retrouvent dans ses *Akkadische Götterepitheta*. Si nombre de qualités générales sont attribuées aux dieux, dans les textes religieux, de sorte qu'il n'y ait là rien de caractéristique, d'autres épithètes de sens moins vaste sont attachées à tel ou tel dieu de préférence, de façon à nous donner le signalement de ses qualités physiques et morales; c'est ainsi qu'on peut procéder à de véritables reconstitutions des types divins.

Le travail de M. Tallquist, qui suppose un dépouillement de toute la littérature, se divise en trois parties. D'abord, une liste des épithètes accolées aux noms divins avec références des endroits où on les trouve. Soit *rimtu*, vache sauvage : Ningal, Ninlil, Ishtar et Ninsun ont été ainsi nommées; *namru*, brillant, convient à Enlil, Nabû, dieu des lettres, Nannar (la lune), Shamash (le soleil), Ishtar, déesse de fertilité, et sa variété Inninna.

La deuxième partie est une liste des dieux accompagnée des épithètes qui les caractérisent d'ordinaire; lorsqu'il s'agit d'un plus grand dieu, nous voyons ces épithètes rangées en divers paragraphes qui font mieux ressortir sa physionomie; soit Marduk, dieu de Babylone, nous trouvons sa généalogie et ses relations de famille, les lieux qu'il protège particulièrement; puis il est considéré comme père, seigneur, juge, dieu astral, dieu des destins, ennemi des méchants, source de vie et médecin, exorciste, dieu de végétation, etc. Un supplément donne la liste des éléments qui entrent dans la composition des noms sumériens de divinité.

Ce plan fournit une « biographie » complète de chaque dieu ou, si l'on accède au volume par la voie d'épithètes connues, permet d'envisager les restitutions possibles dans un texte lacuneux et d'instituer de fructueuses comparaisons pour la détermination du caractère des divinités. Ce travail de M. Tallquist, pour son

utilité, prendra rang à côté de ceux qu'il a consacrés aux noms propres néo-babyloniens et aux noms propres assyriens.

G. C.

— Sir Leonard Woolley. *Ur en Chaldée*. Traduction par J. ROGIER (Paris, Payot, 1938, in-8°, 202 p., VIII pl. et illustrations dans le texte). — A côté des grandes publications scientifiques enregistrant en détail les découvertes effectuées à Ur, Sir L. Woolley, qui dirigeait la mission archéologique, a donné, pour ceux qui ne sont pas spécialistes, un résumé des résultats de ses fouilles. M^{lle} Jeanne Rogier en publie la traduction : Ur, « en Chaldée », comme l'appelle la Bible, qui désigne cette ville comme patrie d'Abraham, est située en Basse-Mésopotamie, à courte distance de la grande ligne de chemin de fer qui relie le golfe Persique à Bagdad. Le site, autrefois une des grandes métropoles de Mésopotamie, a été l'objet de fouilles systématiques ; elles ont déjà permis à l'auteur de donner un livre sur les Sumériens, à qui l'on doit la civilisation de l'Asie Occidentale ancienne. Dans Ur en Chaldée, Sir Leonard expose l'histoire des fouilles et une synthèse de leurs résultats.

Le premier chapitre est consacré aux origines d'Ur et au « Déluge ». En contact avec le sol vierge s'élève une couche de débris correspondant à la première civilisation du site ; elle est simple, fait usage d'instruments d'os et de pierre, de huttes en guise de demeures, mais se sert d'une céramique assez fine peinte d'un décor monochrome, le plus souvent géométrique. Vers la fin de la période, le métal, le cuivre, fait son apparition. Cependant, à peu près au milieu de ce strate de décombres, une coupure apparaît, constituée par une couche de sable stérile ayant tous les caractères d'un dépôt d'inondation. Il s'agit d'une trace de ce qu'on a appelé le Déluge, et qui est simplement la conséquence d'une des multiples inondations dues à la crue désordonnée du Tigre et de l'Euphrate, et dont on constate maints témoignages en Mésopotamie à des dates différentes. La découverte des tombes royales a été le point capital des fouilles ; dans un terrain constitué par les décombres de la ville primitive furent creusées des tombes où l'on ensevelit les rois et les grands personnages. Ces tombes, véritables tranchées comblées ensuite, contiennent, avec le défunt, toute sa maisonnée sacrifiée pour lui tenir compagnie dans l'au-delà. De magnifiques offrandes y étaient déposées, vases d'or, bijoux, armes d'apparat, harpes d'un travail délicat. Sur la date de ces tombes, les avis diffèrent de presque un millénaire (3500-2500 avant notre ère) ; il nous semble que la période d'activité du cimetière royal débuta peu avant 3000 avant notre ère pour durer jusqu'à la dynastie d'Accad, environ vers 2600.

En relation avec le cimetière d'Ur, qui ne le précéda que de peu, nous pouvons citer le tell d'Obeid, très voisin d'Ur, où ont été découverts, parmi les vestiges d'un temple datant de la I^{re} dynastie d'Ur, de nombreux monuments qui ornaient le sanctuaire ; bas-reliefs de pierre ou de cuivre, restes de colonnes en mosaïque. Cette dynastie fut sans doute supplantée par celle des princes de la ville voisine de Lagash, mais la ville d'Ur connut de beaux jours avec les souverains dits d'Accad, et notamment sous la III^e dynastie d'Ur.

De cette époque date la *ziggurat* ou tour à étages restaurée plusieurs fois au cours des siècles, ainsi que les temples qui l'accompagnaient. Ce quartier sacré, augmenté de nouveaux sanctuaires ou réparé, notamment sous la dynastie kassite, au II^e millénaire, fut encore l'objet de la sollicitude du roi Nabuchodonosor (VI^e siècle av. J.-C.).

La ville même a été l'objet de recherches et, pour une époque qu'on peut évaluer à environ 2000 avant notre ère, la date qu'on assigne à Abraham, on a mis au jour un quartier de la ville avec ses maisons bien semblables à celles d'aujourd'hui en Orient, à balcons de bois donnant sur une cour intérieure. Le souci de l'exactitude a conduit M. Woolley à développer considérablement le récit des découvertes ayant trait aux époques moyenne et basse, pendant lesquelles Ur a continué d'exister ; ceci s'adresserait plutôt au spécialiste qu'à un public étendu en raison de la difficulté à soutenir l'intérêt, après l'exposé du chapitre sur les tombes royales et le temple d'Obeid. C'est d'ailleurs le point véritablement nouveau de ces fouilles qui conserveront dans l'avenir une importance historique. G. CONTENAU.

Canada. — Firmin Roz. *Vue générale de l'histoire du Canada, 1534-1934* (Paris, Hartmann, 1934, in-8°, xii-337 p., 17 ill.). — Alors que le public anglais disposait, pour étudier l'histoire canadienne, du livre de Sir G. Bourinot et de celui, plus court, de Bradley, le public français ne pouvait recourir qu'à la monumentale *Histoire du Canada* de F. X. Garneau, en six volumes. Depuis quelques années, il peut utiliser l'ouvrage écrit par M. F. Roz, à l'occasion de la mission Jacques Cartier. Clair, exact¹, documenté, il fera connaître à nos compatriotes la passionnante histoire du Canada depuis trois siècles. Les nombreuses illustrations, bien choisies, ajoutent à l'intérêt de ce livre de dix-neuf chapitres, divisés en trois parties : 1534-1760 ; 1760-1867 ; depuis 1867. L'exposé, fort vivant, dresse, sous la domination française, le palmarès des prouesses de nos explorateurs, de nos missionnaires, de nos soldats, tout en se gardant de prendre parti sur les points contestés (La Tour et d'Aulnay, Joliet et Cavalier de la Salle, Vaudreuil et Montcalm). Mais, si les héros : les Saint-Castin, les Subercaze, Madeleine de Verchères, la Verendrye, sont en haut relief, la vie économique de la Nouvelle France n'en est pas, pour autant, négligée.

Fort neuves sont les seconde et troisième parties de l'ouvrage. Pour la première fois, le grand public et les historiens liront l'histoire du Canada anglais sous Murray, sous Carleton, l'évolution des crises qui conduisirent à l'octroi du régime parlementaire et à la constitution du Dominion. Il semble, d'ailleurs, que l'importance du problème des voies de communication ait été quelque peu sous-estimée. De la période du Dominion, M. Firmin Roz donne une idée claire, juste, peut-être un peu superficielle : sur la Constitution, le rôle de Sir Wilfrid Laurier.

Ces légères réserves ne diminuent point le mérite de M. F. Roz, qui a su donner une interprétation judicieuse et impartiale de l'histoire canadienne. — E. PRÉCLIN.

— T. R. GLOVER et D. D. CALVIN. *A corner of Empire. The Old Ontario Strand* (Cambridge, University Press, 1937, in-8°, xi-176 p., 12 hors-texte ; prix : 8 s. 6 d.).

— Le livre de MM. Glover et Calvin n'est ni un livre d'histoire — il ne contient aucun chapitre de caractère historique — ni un livre de sociologie ou de voyages. Plus qu'un ouvrage composé, c'est la réunion en huit chapitres de nombreux renseignements sur Garden Island, île située à quelques milles de Kingston, à l'angle est du lac Ontario.

1. Jacques II est le beau-père, non le gendre de Guillaume III (100), lire à la page 105 (1689-1697, au lieu de 1668-1697). Page 151 : Machault fut secrétaire à la Marine, pas à la Guerre.

Capricieux dans ses développements, le présent travail n'en donne pas moins une idée infiniment concrète de cette cellule sociale de Canadiens-Français et de loyalistes d'ascendance écossaise, bûcherons et navigateurs émérites, incomparables guides de radeaux de bois de Kingston à Montréal (ici des notations vivantes et précises). Les deux derniers chapitres évoquent le curieux Queen College à Kingston.

Deux personnalités originales résument les vertus et les travers de ce peuple robuste et intraitable, Aimé Guérin, le conducteur de radeaux, Grant, le principal de Queen College.

Ni bibliographie générale ni index.

E. P.

— A. S. P. WODEHOUSE. *Letters in Canada* (tirage à part de l'*University of Toronto Quarterly*, vol. VI, avril-juillet 1937, p. 338-587). — Cette brochure comprend deux parties : une succession de notices littéraires sur le roman, la poésie, le drame, les études sociales, les lettres canadiennes françaises, et une liste fort complète des publications du Dominion (401-587).

E. P.

— Parmi les publications de dossiers des Archives canadiennes, il faut faire une place à *La collection Elgin-Grey, 1846-1872*, publiée par M. A. G. DOUGHTY, archiviste honoraire du Dominion (Ottawa, Patenaude, 1937, 4 vol. in-8°, xx-1,663 p.). On y trouve la correspondance échangée entre Lord Elgin, gouverneur général du Canada, et le comte Grey, secrétaire d'État pour les colonies, oncle, par alliance, du précédent, et cette correspondance, complétée par des documents variés qui figurent au t. IV, concerne exclusivement la vie du Canada pendant quelques années du milieu du XIX^e siècle. Sur la colonisation, en particulier, les documents en question nous renseignent d'une façon particulièrement précise.

G. Bn.

France. — *Archives.* — La « Direction des Archives de France » a publié le bilan du travail des archivistes français depuis qu'il existe un service organisé d'archives publiques. Sous le titre d'*État des inventaires des archives nationales, départementales, communales et hospitalières au 1^{er} janvier 1937* (Paris, Henri Didier, 1938, in-8°, xv-703 p.), sont, en effet, enregistrés les inventaires élaborés tant par les archivistes nationaux que départementaux, communaux et hospitaliers, et tous les historiens seront ravis d'avoir à leur disposition ce magnifique instrument de travail, qui leur permettra de s'orienter dans les dépôts, les séries et les fonds où ils ont à opérer des investigations. Un grand nombre d'indications bibliographiques complémentaires, portant particulièrement sur les fonds au moyen desquels telles ou telles études ont pu être entreprises, ajoutent encore à l'intérêt scientifique et à la valeur pratique de l'ouvrage. M. Henri Courteault avait commencé d'élaborer, pour la publication dont il avait eu personnellement l'idée, une courte introduction, dans laquelle devait être exposée l'histoire du service. La mort l'a empêché de mettre à exécution son projet ; mais le successeur de M. Courteault, M. Pierre Caron, a fait mettre à l'impression, en vue d'une publication complémentaire, les notes et les parties rédigées du travail entrepris par l'ancien directeur des Archives, et cette publication, dont la parution est imminente, portera le titre de : *Les Archives nationales de 1902 à 1936*.

En 1923, M. Ch.-V. Langlois, directeur des Archives, avait décidé de faire

établir, par les archivistes départementaux, l'état des anciens inventaires, qui, pour les recherches ou pour l'histoire même des institutions, offraient quelque intérêt. Un certain nombre de ces états ont paru, mais le rythme de leur parution, qui fut lent, paraissait totalement mort. Erreur, puisque, par les soins de MM. Auguste ECKEL et Lucien METZGER, est publié le *Répertoire critique des anciens inventaires des archives du Bas-Rhin* (Strasbourg, impr. Alsacienne, 1938, in-8°, 52 p.) : c'est un instrument de travail de premier ordre pour l'histoire des institutions, des familles et des localités alsaciennes.

Depuis 1886, où fut publié le *Catalogue des manuscrits conservés dans les dépôts d'archives départementales, communales et hospitalières*, les dépôts communaux se sont fortement enrichis. C'est ce qui est démontré par la publication de M. Xavier VÉDÈRE pour Bordeaux (*Archives municipales de Bordeaux. Catalogue des manuscrits*. Bordeaux, impr. Castera, 1938, in-8°, xxii-317 p.; sans indic. de prix). L'auteur du catalogue précise, dans son introduction, les fonds nouveaux qui ont enrichi, sur le plan indiqué, les dépôts qu'il gère. Il s'agit essentiellement de papiers provenant d'érudits locaux, de collections d'autographes et de chartes originales concernant l'histoire de la Guyenne. Les descriptions de M. Védère, portant sur 830 articles, sont précises, et sa table générale est assez détaillée pour permettre toutes les investigations souhaitables.

M. Oudot de Dainville, archiviste de l'Hérault, continue diligemment son inventaire du fonds de la Cour des Comptes de Montpellier. Le volume qu'il vient de faire paraître (*Inventaire sommaire..., série B, t. IV, 1^{re} partie*. Montpellier, Laffitte-Lauriol, 1938, in-4°, iv p.-638 col.) est consacré aux « productions devant la Cour », c'est-à-dire aux procédures, extrêmement nombreuses qui relevaient de cette Cour. Dans son avertissement, l'érudit archiviste explique la méthode qu'il a suivie pour l'orthographe des noms de personnes, aux formes extrêmement ductiles, soit en latin, soit en français. Nous attendrons l'achèvement de l'inventaire pour apprécier le classement adopté pour les « productions », classement dont M. Oudot de Dainville reconnaît qu'il présente une certaine dose d'arbitraire. Du moins, sommes-nous dès maintenant avisés qu'au regard de l'histoire locale, de l'histoire du droit, de l'histoire des familles, ces dossiers offrent un très grand intérêt, et c'est en fonction de ces catégories que l'inventaire a été dressé.

Le t. VII de l'*Inventaire sommaire des archives départementales des Ardennes*, établi par M. MASSIET DU BIEST (Charleville, Association ouvrière de l'imprimerie, 1937, in-4°, vi-251 p.), s'applique aux nouvelles acquisitions des séries E et F (archives civiles : familles). De la seconde de ces séries fait partie le fonds Coulon, qui, donné aux archives départementales par M. Max Fidry, en 1913, est constitué par les archives d'une famille dont les chefs ont été grands maîtres des eaux et forêts du département de Metz et des frontières de Champagne. Il s'en faut que tout le fonds Coulon soit inventorié ici, et M. Massiet du Biest nous renvoie dès maintenant à un second volume en préparation ; mais, par les seules mentions qui figurent dans ce premier, on peut se rendre compte de l'intérêt de ces documents pour l'histoire des forêts françaises. Ils ne sont d'ailleurs pas sans valeur en ce qui touche l'histoire de l'industrie (forges ou bois) et le folklore meusien.

Le t. I de la *Table générale des séries des archives départementales antérieures à 1790*, du Lot, vient de paraître, sans nom d'auteur (Cahors, impr. A. Dhiver, 1938, in-4°, 480 p.). Cette publication a été évidemment élaborée par les divers

archivistes départementaux qui se sont succédé à Cahors et constitue un instrument de travail de la première importance.

Le *Répertoire numérique de la série N (administration et comptabilité départementales)*, pour le département de la Haute-Vienne, a été dressé par M. Jean LEBLANC, chef de bureau aux archives (Limoges, impr. de la Société des journaux et publications du Centre, 1938, in-4°, 15 p.). On y trouve les éléments essentiels de la documentation utile pour l'étude de l'administration départementale et, en appendice, une liste alphabétique — qui a été difficile à dresser — des conseillers généraux de la Haute-Vienne de l'an VIII à 1938.

M. Pierre BAYAUD, archiviste départemental du Tarn, a dressé le *Répertoire numérique des séries Q (Domaines nationaux, supplément), 1 à 32 Q (Domaines, Enregistrement et Timbre), 11 C et 33 à 294 Q (Registres de formalité)* (Albi, impr. des Orphelins apprentis, 1938, in-4°, 65 p.). Rien à dire de ce nouvel instrument de travail mis à la disposition des historiens, et qui paraît particulièrement soigné; mais une note introductive eût été la bienvenue sur le mode de cotation, qui, pour les non-initiés, ne peut manquer de paraître tant soit peu hermétique.

M. Bernard JARRY a dressé et publié en ronéo un utile *Répertoire numérique des archives de la ville de Tonnerre* (Tonnerre, 1937, in-8°, 105 p.).

Nous signalons, avec un retard qui n'est dû, sans doute, qu'à une distribution différée, le *Répertoire numérique de la série L (Période révolutionnaire)* des archives départementales de la Côte-d'Or, fascicule I des *Fonds des administrations du département et des districts*, établi par M. E. NOLIN, chef de bureau à ces archives (Dijon, impr. Jobard, 1935, in-4°, 180 p.). M. F. CLAUDON a donné, en tête du t. I de l'*Inventaire sommaire* de la même série, publié en 1913, les indications indispensables sur la constitution de celle-ci. Les tables établies par M. Nolin pour les pièces de 3,000 articles qu'il a inventoriés permettent de se reporter commodément à ceux-ci. Une tabulation par matière n'aurait pas rendu de moindres services.

L'une des dernières tâches de M. Max FAZY avant de quitter le département dont il gérât les archives a été de préparer le t. III de l'*Inventaire sommaire des archives départementales postérieures à 1790, Allier, série L* (Moulins, impr. du *Progrès de l'Allier*, in-4°, vi-132 p.). L'Introduction de M. Fazy, consacrée au cours de l'évolution particulière de la Révolution en Bourbonnais, et établie par des documents qui proviennent non seulement de Moulins, mais de Paris, met l'accent sur le caractère en général modéré de la Révolution dans cette région. Les questions électorales et politiques y ont eu peu d'influence; la plupart des troubles ont procédé de la rareté des denrées, de la haine antireligieuse, du recrutement. En ce qui concerne la Terreur, l'impulsion est venue du dehors et non du dedans. Quant à l'explication de cet état de choses, M. Fazy en donne une explication de l'ordre de la psychologie collective, — explication curieuse, mais qui suscite bien des réserves. L'inventaire lui-même porte sur les documents qui se réfèrent aux municipalités cantonales, comités de surveillance, sociétés populaires, tribunaux, et aux fonds communaux et divers: c'est en dire la richesse, et les analyses assez développées de M. Fazy pour une bonne partie des articles recensés en indiquent l'intérêt.

On vient seulement de distribuer pour les archives départementales de la Lozère, postérieures à 1790, par les soins de M. Raymond DOUCET, un *Répertoire numérique* consacré aux séries II L (*Papiers judiciaires, période révolutionnaire*),

II U (*Papiers judiciaires, période moderne*), II Y (*Registres d'écrou, période moderne*) (Mende, impr. typogr. G. Paul, 1934, in-4°, IV-75 p.). Dans son introduction, M. Doucet se contente de rappeler les traits essentiels de l'organisation judiciaire criminelle de la Révolution et de l'ère moderne. L'indication, même sommaire, des procédures de l'époque révolutionnaire, présente, en particulier, beaucoup d'intérêt.

G. BN.

— M. John NEF, professeur à l'Université de Chicago, continue ses investigations et ses réflexions sur l'histoire économique comparée de l'Angleterre et de la France avant 1789. D'une publication américaine parue récemment (*The Constitution reconsidered*, par Conyers Read, New-York, 1938) est ainsi extrait un curieux article qui, sous le titre : *English and french industrial history after 1540 in relation to the Constitution*, insiste sur quelques-uns des leitmotivs du système de M. Nef — à savoir que l'économie industrielle de l'Angleterre était incontestablement en avance sur celle de la France, et que, parmi les causes qui expliquent ce décalage, figure sans nul doute le régime de relative liberté économique et politique du premier de ces pays. Mais, entre 1735 et 1775, s'affirme pour la France un progrès remarquable, et le gouvernement élabore toute une doctrine, réalise toute une pratique d'intervention dans toutes les branches de l'économie nationale. La connaissance de ces divers phénomènes européens n'a pas manqué d'agir, estime M. Nef, sur les auteurs de la Constitution américaine, et M. Nef résume les principales caractéristiques de celle-ci en matière économique. Les idées de Madison, d'Hamilton, d'autres encore, se rattachent exactement aux connaissances qu'on possédait en Amérique sur la marche des affaires en Europe, et la Constitution nouvelle, si elle devait guider les pas des citoyens du Nouveau Monde, s'inspire directement des expériences multiples et contradictoires de l'Ancien. — G. BN.

— MM. LÉON MIROT et ANDRÉ BOSSUAT ont publié sur *Les limites et la réunion du Nivernais et du Donziais* une intéressante étude (Nevers, impr. de la Nièvre, 1938, in-8°, 18 p.), d'où il résulte que Donziais et Nivernais, réunis au XIII^e siècle, se trouvèrent administrativement séparés à partir de 1323 et jusqu'en 1425. De cette situation devaient résulter des difficultés de la part des comtes de Nevers, vassaux de l'évêque d'Auxerre pour la baronnie de Donzy. Les auteurs nous donnent une idée de ces difficultés en étudiant les procès qui mirent aux prises ces deux autorités du XV^e au XVII^e siècle, et sur lesquels ils ont trouvé aux archives de l'Yonne et dans les fonds du Parlement de Paris des Archives nationales de nombreux documents.

G. BN.

— Œuvres complètes d'Alfred de Vigny. *Correspondance*. Première série : 1816-1835. Notes et éclaircissements de M. Fernand BALDENSPERGER (Paris, Conard, 1933, in-8°, 429 p.). — Pour réunir ces « feuillets éparpillés aux hasards des héritages, des dispersions de bibliothèques, des dons et des ventes », M. F. Baldensperger a dépensé des trésors de méthode et de patience qui doivent lui mériter de notre part autant de gratitude qu'il en témoigne aux quelque quarante éditeurs, collectionneurs ou historiens des lettres qui l'ont aidé en lui fournissant des pièces nouvelles ou en lui permettant de vérifier la carence de lettres de Vigny qui ont certainement existé. Dans l'avant-propos, il dresse un état de ces lacunes : lettres de Vigny à Henri de Latouche, détruites en 1871 par les garnisaires prussiens à l'ermitage de

la Vallée-aux-Loups et qui devaient contenir des poèmes ou des fragments inédits d'André Chénier ; lettres écrites par Vigny à sa mère en 1817, soit au moment de son départ pour la garnison de Rouen, soit aux approches de son mariage, et dans lesquelles le conflit « entre la dévotion d'un fils unique et une maternité passionnée devait prendre... le plus grave, le plus bel accent » ; lettres de la vingtième année enfin, car, de mars 1816 à septembre 1820, ce n'est que par recoupement que l'existence de quelques-unes d'entre elles a pu être conjecturée. Chaque fois qu'il l'a pu, l'éditeur a joint à ses éclaircissements sur chaque pièce un extrait de la réponse. Il a étendu le procédé aux lettres que nous n'avons pas et qu'il mentionne à leur place, lorsqu'un indice quelconque lui permet d'en inférer la probabilité.

Dans le recueil de ces vingt années apparaît surtout le combattant de la bataille romantique, le champion de Shakespeare, et l'homme de lettres fort attentif à ce qu'il estime lui être dû.

R. P.

— Hubert GILLOT. *Chateaubriand. Ses idées, son action, son œuvre* (Paris, Les Belles-Lettres, 1934, in-16, 393 p.). — L'auteur se défend d'avoir voulu composer une biographie. Mais la pensée de Chateaubriand reçoit trop des circonstances et leur donne trop pour qu'on en puisse dégager l'unité si on la détache de la vie même dont elle se nourrit. C'est donc une biographie intellectuelle qui nous est ici offerte, au moins dans les deux premières parties. Après avoir retracé la lente crise qui aboutit à la « conversion » de René, M. H. Gillot suit jusqu'au terme de sa carrière le restaurateur de la Religion et du Trône, le serviteur sans illusions de la « Légitimité », le prophète morose dont la voix se perd dans le bruit du siècle. Une troisième partie, s'appliquant à situer Chateaubriand dans les perspectives de l'histoire littéraire, s'efforce de retrouver à travers son œuvre et dans ses théories sur l'art les mêmes thèmes, les mêmes contrastes que dans sa pensée politique. Ici le cadre biographique gênerait : on y renonce, mais non sans qu'il en résulte quelque flottement dans la composition, ce qui rend plus sensible une certaine dispersion de l'intérêt. Des trois sujets (non pas, comme pourrait le suggérer le triple sous-titre : idées, action, œuvre, mais : religion, politique, esthétique), mieux eût valu s'en tenir au second et nous donner une « Politique de Chateaubriand », essai de synthèse critique dont la place était marquée après la thèse de M. Beau de Loménie, qui porte sur la période 1814-1830, et celle de M^{me} M.-J. Durry, qui a pour objet les dix-huit années de la retraite. Mais ce dernier et important travail était sous presse quand M. H. Gillot a entrepris le sien, et il n'a pu en utiliser que des études de détail publiées antérieurement dans des revues.

R. P.

— A. BRUN. *Chateaubriand et la Provence* (Aix-en-Provence, impr. universitaire E. Fourcine, s. d., in-8°, 77 p.). — Trois brefs séjours — en 1802, pour saisir, à Avignon, une contrefaçon du *Génie* ; en 1838, à Marseille et au golfe Juan, voyage de prestige et d'étude ; en 1845, simple étape au retour de Venise — ne marquent guère dans la vie et dans l'œuvre de Chateaubriand. Il ne s'y montre ni sensible aux beautés naturelles ni curieux de l'âme locale. « Cette terre privilégiée de la lumière et des poètes n'est guère pour son imagination qu'un lieu de rêveries historiques : Rome, les origines chrétiennes, les papes, Napoléon... » Ces deux ou trois chapitres apportent quelques précisions biographiques et contribuent à éclairer la psychologie parfois déroutante du grand artiste.

R. P.

— Albéric CAHUET. *Un Werther féminin : Lucile de Chateaubriand* (Paris, Fasquelle, 1935, in-8°, 288 p.). — Un maladroit y eût perdu sa science et la partie. M. Albéric Cahuet s'en tire brillamment, grâce à sa double expérience d'historien et de romancier. Après les femmes qui furent dans la vie Elvire et Laurence, il tente de « rejoindre » celle qui, pour René, fut Amélie. « Entre ces héroïnes et nous », remarque-t-il, « il y aura toujours l'œuvre qui les créa symboles. » Et c'est l'œuvre qui nous livre sans doute leur vérité profonde, leur raison d'avoir été. Saint-Malo ; Combours (sous de tout autres couleurs, beaucoup plus gaies, que dans les Mémoires) ; la famille de l'ancien armateur réunie autour de son blason, puis dispersée, réunie encore — c'est la saison de l'ardente et romantique intimité fraternelle — de nouveau la famille dispersée, cette fois pour toujours ; la Terreur à Fougères, la Chouannerie ; enfin, la société du Consulat et le salon de Pauline de Beaumont : tous ces tableaux s'animent successivement autour de la pathétique figure centrale, puis s'effacent, la laissant se détacher sur le mur de la solitude, au couvent des dames Saint-Michel, rue Neuve-Saint-Étienne. C'est l'époque où elle écrit à son frère des lettres si belles, si poignantes, que M. Cahuet reproduit, et qui lui donnent raison lorsqu'il s'élève contre l'hypothèse de la folie et du suicide de Lucile. Son dénuement sa misère morale, son isolement, ses efforts tout chrétiens de résistance au désespoir font de ses derniers mois une tragédie moins mélodramatique, mais plus profonde. Outre l'intérêt qui s'attache à la figure de Lucile, l'étude de M. Albéric Cahuet apporte à René et au premier livre des *Mémoires* un commentaire sûr et pénétrant.

R. P.

— Louis ALLARD, professeur à l'Université Harvard. *La comédie de mœurs en France au XIX^e siècle. T. II : La vie, les théâtres, les auteurs, 1815-1830* (Paris, Hachette, 1933, in-8°, 491 p.). — Dès l'avant-propos, nous sommes prévenus : la comédie de mœurs de la Restauration apparaît, et pas seulement à première vue, « singulièrement pauvre en qualité », sinon « à peu près dénuée de sens ». Il semblait pourtant que la société de ce temps dût offrir aux observateurs des mœurs « un monde de passions, de ridicules et de vices », le monde précisément que peignit Balzac avec quelques années de recul. S'il n'en fut rien, c'est surtout qu'une triple tyrannie pesa sur les auteurs : celle de la censure, celle des grands théâtres (Comédie-Française et Odéon), celle du public, enfin, dont les passions politiques troublaient le goût littéraire. Malgré tout, le genre a la vie dure. Sur les traces de Picard et de Duval, ces vétérans de l'Empire, quelques talents — citons, à côté de Scribe et de Casimir Delavigne, un Casimir Bonjour, un Delaville de Mirmont, un Mazères — sauvent une tradition qui devra patienter trente ou quarante ans pour connaître la consécration d'œuvres éclatantes.

R. P.

— Howard LEE NOSTRAND. *Le théâtre antique et à l'antique en France, de 1840 à 1900* (Paris, librairie E. Droz, 1934, in-8°, 331 p.). — Quelles conceptions et quels tableaux de l'antiquité grecque et romaine nous offre la scène française entre 1840 et 1900, du déclin du romantisme au déclin du Parnasse ? En soixante ans, 600 pièces... On comprend que M. H. Lee Nostrand ait limité son sujet au genre dramatique, et aussi qu'il ait choisi « l'époque à laquelle les découvertes de l'archéologie sont passées dans le fonds intellectuel de tous les littérateurs ». Mais on regrette qu'il n'ait pas retracé, si sommairement que ce fût, le développement des études gréco-latines dans la période considérée. Ses scrupules et sa modestie d'érudit lui ont fait

une loi de circonscrire étroitement le champ de sa recherche, de se défier des vues panoramiques, de faire, enfin, un dénombrement entier de toutes les œuvres susceptibles de fournir un élément d'appréciation. « Il faut à la critique une méthode qui ne prétende pas approfondir chaque personnalité tour à tour, mais qui se rende compte de l'étendue de la production littéraire et de chaque courant. » Cette enquête aboutit à constituer une bibliographie annotée des 600 pièces, classées par genres et par années : étonnant cimetière littéraire, document mélancolique, et qui prendrait toute sa valeur si le corps même de l'exposé ne se présentait déjà comme une revue des œuvres les plus marquantes. Mais, à ne demander à ce travail que ce qu'il prétend nous donner : des analyses bien faites, un répertoire complet, un classement judicieux, on l'appréciera comme une contribution sérieuse à l'histoire 1^o du théâtre en France, 2^o de l'influence antique sur notre littérature au XIX^e siècle.

R. P.

— Le t. II de l'étude consacrée par M. Henri GOUHIER à *La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme* (Bibliothèque d'histoire de la philosophie, Paris, J. Vrin, 1936, in-8°, 388 p. ; prix : 36 fr.) offre le plus grand intérêt non seulement pour l'histoire de la pensée comtiste, mais pour l'étude du saint-simonisme. En effet, le volume tout entier est consacré à la biographie et la formation du système de Saint-Simon. En outre, en appendice, M. Gouhier résume l'histoire des rapports de Saint-Simon et du comte de Redern et donne l'analyse de deux dossiers des Archives nationales qui concernent Saint-Simon. On ne saurait trop louer la richesse d'information de cet historien des systèmes philosophiques, qui sait renouveler les problèmes ou préciser leurs solutions par des recherches diligentes. M. Gouhier abandonne ici Saint-Simon à la Restauration : souhaitons qu'il reprenne bientôt la suite de cette biographie intellectuelle, et qu'on voie enfin se réaliser la liaison entre Saint-Simon et Auguste Comte.

G. Bv.

— M. Marcel BLANCHARD s'affirme comme le grand — comme le seul — spécialiste de l'histoire des chemins de fer en France, et nous attendons de lui le grand travail de synthèse où il versera les éléments d'un dossier qu'il ne cesse d'accroître. En attendant ce jour, ce nous est un devoir de signaler — un peu tard — une série de contributions utiles dues à la plume diligente et élégante de M. M. Blanchard. La *Revue* a déjà signalé son article publié dans les *Annales d'histoire économique et sociale* de mars 1938, et intitulé : *Aux origines de nos chemins de fer, saint-simoniens et banquiers*. La *Revue d'économie politique*, n° 6 de 1937, avait publié auparavant : *Financiers français et chemins de fer suisses*. Sous le titre d'*Essais historiques sur les chemins de fer du midi languedocien et de la vallée du Rhône* (Montpellier, s. a. i., 1936, in-8°, vi-251 p.) ont été groupées toute une série d'études à la fois nuancées et fortes, où s'aperçoivent, à côté des grands facteurs géographiques et collectifs, l'action des individus et le rôle des intérêts privés dans les transformations du système « circulatoire », la naissance et le développement des chemins de fer. Nous avons eu plaisir à relire dans ce volume les pages si remarquables sur *La politique ferroviaire du Second Empire*, chapitre de grande histoire politique et économique. Enfin, sous le titre : *Une bataille de réseaux, Besançon, l'Est et le P. L. M., 1842-1860* (Montpellier, 1937, in-8°, 56 p.), M. M. Blanchard apporte de nouvelles données, empruntées à des sources singulièrement disparates, mais où l'auteur a su butiner un miel abondant et savoureux.

G. B.

— H. SERRANT. *Le service du recrutement de 1789 à nos jours. Son organisation, son cadre, son rôle* (Paris, Lavauzelle, 1935, in-8°, xvi-242 p.). — M. le commandant Serrant n'a pas négligé les origines de l'administration à laquelle il appartient ; ses deux premiers chapitres concernent la manière dont on choisissait et rassemblait les recrues dans l'Ancien Régime, puis sous la Révolution et l'Empire. Mais, jusqu'en 1815, il n'y eut pas de corps spécial qui fût chargé de ces opérations ; l'Empire créa seulement un directeur de la conscription ; le Consulat avait antérieurement institué le conseil de revision, mais pas davantage. C'est donc la période contemporaine postérieure à 1815 qui fait l'objet essentiel du travail. Après avoir confié l'organisation des légions départementales, qui remplacèrent un moment les régiments, à des sous-intendants militaires, la Restauration fit un premier pas en instituant les dépôts de recrutement, en 1820 ; la monarchie de Juillet développa l'institution en 1836. Mais, jusqu'en 1870, les dépôts de recrutement et de réserve, s'ils avaient un personnel propre, ne devinrent pas tout à fait autonomes. C'est la loi de 1875 qui, en créant les bureaux de recrutement et le cadre spécial des officiers d'administration, a enfin constitué l'administration dont il s'agit. En 1909 et en 1914, on acheva de la séparer du reste de l'armée, quand on lui attribua sa part dans un contingent particulier de soldats isolés sous le nom de secrétaires d'état-major et de recrutement, puis un corps indépendant de sous-officiers. Apparurent aussi avant la guerre les agents civils. A partir de 1919, des transformations profondes ont été opérées dans l'organisation de cette administration pour la mettre en rapport avec celles qu'adoptait l'armée et avec les nécessités de la mobilisation : elles remplissent deux des sept chapitres. Parmi les annexes, on notera un historique sommaire de l'Intendance et une étude sur l'Administration centrale du recrutement.

Il n'entrait pas dans le propos de l'auteur d'aller au delà. Mais l'histoire administrative tirerait sans doute profit d'une étude des méthodes élaborées par les officiers de recrutement et graduellement perfectionnées depuis un siècle. C'est un sujet difficile, mais on souhaite qu'il soit à son tour abordé. G. LEFEBVRE.

Grande-Bretagne. — E. J. DRAKE-CARNELL. *Old english customs and ceremonies* (Londres, Batsford, 1938, viii-120 p., nombreuses illustrations et 107 images ; prix : 7 s. 6 d.). — Les usages et les cérémonies observés en Angleterre au temps jadis concernant les Chambres du Parlement, les cérémonies royales, le couronnement du roi George VI (12 mai 1937), etc. Ajoutons le banquet donné par le lord-maire de la Cité et la procession qui suivit. Notons, enfin, les usages observés dans les cérémonies religieuses, à l'armée, aux écoles et à la mer. Les illustrations sont nombreuses et l'on recourt avec fruit à l'index. Ch. B.

— Dans ses *Studien über das Rittersium in England, vornehmlich während des 14. Jahrhunderts* (Berlin, E. Ebering, 1937, in-8°, 248 p. ; fasc. 310 des « Historische Studien »), M. Dietrich SANDBERGER apporte une nouvelle contribution à l'histoire de l'idée de chevalerie. Il n'a pu sans doute épuiser un aussi vaste sujet et s'est contenté d'en étudier certains aspects dans l'Angleterre du xiv^e siècle, non sans s'interdire de remonter plus d'une fois aux époques antérieures. Il traite successivement des tournois, dont l'apogée se place pendant le règne d'Édouard III, des combats singuliers, si nombreux au début de la guerre de Cent ans (il n'est que de lire Froissart), des duels judiciaires encore très en vogue dans l'aristocratie, puis

de l'influence des idées chevaleresques sur la tactique militaire dans les guerres d'Écosse et de France. Les deux derniers chapitres retracent les règles suivies dans le traitement des prisonniers et la persistance de l'idée de croisade dans la société chevaleresque. L'information de l'auteur est fort étendue et il a su condenser en un volume maniable grand nombre de faits curieux. On notera, chemin faisant, quelques lacunes. Il eût fallu mieux marquer les transformations que subit au ^{xiv}^e siècle, l'idéal chevaleresque, donner une place plus éminente aux Tables rondes d'Édouard III, à l'Ordre de la Jarretière, lier ces faits à l'extension si grande des ordres de chevalerie, des emblèmes et devises, des « livrées », mouvement dont les conséquences devaient se faire sentir au siècle suivant. Enfin, la base sociologique fait défaut : car la race chevaleresque, la classe nobiliaire où fleurissaient ces coutumes et se perpétuait cet idéal n'a pas été sans se renouveler profondément, en Angleterre comme ailleurs, tout au long de la période étudiée.

E. PERROY.

— Henry GUPPY. *The Royal injunctions of 1536 and 1538 and « The great Bible », 1539 to 1541* (Manchester University Press, 1938, in-8°, 43 p., 8 fac-similés). — On ne saurait méconnaître l'importance et l'intérêt de cette plaquette (extrait du *Bulletin of the John Rylands Library*, avril 1938, t. XXII, n° 1). Elle traite de l'« injonction » de Thomas Cromwell, vieille de quatre cents ans, qui rendit obligatoire et universelle en Angleterre la lecture de la Bible. Elle est riche de détails sur la genèse et la formation du livre qui va prendre la place qu'on sait dans la vie intérieure et même la façon de penser des Anglo-Saxons. Elle expose le rôle de W. Tindale dès les années 1524, où son Nouveau Testament commence à être connu en Angleterre — véritable héros de l'esprit, dont l'influence continue à s'exercer malgré la persécution de 1530. Il est, en somme, l'inspirateur de Miles Coverdale, qui, avec une science moins sûre, donne la Bible anglaise de 1535 (peut-être imprimée à Zurich), pénétrée, d'ailleurs, d'esprit zwinglien. Il est probable que la traduction partielle du Vieux Testament faite par Tindale dans sa prison se retrouve dans une autre Bible, celle dite de Thomas Matthew (1537), en vérité de John Rogers. C'est bien à Tindale que la Bible anglaise doit sa forme littéraire. Mais elle revêt son aspect définitif grâce à Coverdale, qui, en 1538, travaille en France et fait imprimer, en utilisant ses prédécesseurs, sa « Great Bible » par Francis Regnault. M. Guppy nous apprend que François I^{er} avait donné l'autorisation de l'envoyer en Angleterre, à l'imprimeur Richard Grafton. Mais, en décembre 1538, l'Inquisition arrêta ce travail, les deux Anglais s'enfuirent et Regnault fut incarcéré. Curieux et nouvel exemple des hésitations de François I^{er} et de ses faiblesses devant l'Église. C'est ainsi, Cromwell ayant donné à l'ambassadeur Bonner l'ordre de faire passer en Angleterre les caractères, les presses et les ouvriers, que la *Bible of the largest size* parut à Londres, chez Grafton et son associé Edward Whitchurch, en avril 1539. Sept éditions se succédèrent avant décembre 1541. La disgrâce de Cromwell faillit en compromettre le succès, et Coverdale fut obligé de s'enfuir, « Michael Anglus », en terre luthérienne. En 1546, ses œuvres, y compris sa Bible, sont prohibées. Mais la mort de Henry VIII amena le triomphe de la *Great Bible*. Cette histoire, réellement passionnante, est magnifiquement illustrée, notamment avec le texte imprimé du Nouveau Testament de 1525 et les frontispices des Bibles de 1535, 1537, 1539, 1541 (où les armes de Cromwell ont

été effacées). Ainsi naquit le livre qui « s'enfonça dans la conscience du peuple et donna au mouvement réformé une force d'appel permanent, parce qu'il mettait à la portée du membre le plus humble de la communauté une littérature sacrée d'une grande beauté et d'une grande richesse ».

Henri HAUSER.

Italie. — En publiant son inventaire des archives de l'Université de Bologne (*Gli archivi dello Studio bolognese*. Pubblicazioni del R. Archivio di Stato in Bologna, III. Bologne, Zanichelli, 1938, in-8°, 131 p. ; sans indication de prix), M. Giorgio CENCETTI fournit plus qu'un guide pour l'utilisation d'un des plus riches fonds des archives de Bologne, car le distingué archiviste a compris la nécessité d'étudier à fond l'institution dont les archives ne sont qu'une émanation, et son introduction constitue ainsi une importante contribution à l'histoire du haut enseignement en Italie : archidiaconé, collèges de lois, collèges de médecine et d'arts, Université des étudiants, Université de Bologne, Université pontificale, ministère de l'Instruction publique du gouvernement des Romagnes, telles sont les principales divisions de cet inventaire et les principales institutions qui s'y réfèrent — toutes antérieures à 1859 : les papiers postérieurs à 1860 sont, en effet, conservés à l'Université royale.

G. BN.

— Le souvenir du regretté Roberto Michels, qui a collaboré à cette *Revue* et dont on a eu l'occasion d'y recenser plusieurs travaux, sera maintenu grâce à la publication, assurée par la Faculté de jurisprudence de l'Université de Pérouse, de *Studi in memoria di Roberto Michels* (t. XLIX des *Annali della Facoltà di giurisprudenza*. Padova, Cedam, 1937, in-8°). La seule bibliographie des livres et articles de Roberto Michels — depuis le temps où, socialiste et syndicaliste, il publiait surtout en allemand, à celui où il est mort fasciste d'une observance peut-être point totale — monte à 701 articles.

G. BN.

— Karl Julius BELOCH. *Bevölkerungsgeschichte Italiens. I : Grundlagen, Sizilien und das Königreich Neapel* (Berlin-Leipzig, Walter de Gruyter, 1937, in-8°, VIII-284 p.). — A sa mort, en 1929, Karl Julius Beloch avait laissé presque achevé un ouvrage considérable sur la démographie de l'Italie médiévale et moderne — ouvrage qui, dans l'intention de l'auteur, devait inaugurer une série d'études analogues sur l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

M. Gaetano de Sanctis s'est chargé de cette publication importante et vient d'en faire paraître le premier tome : un exposé général des méthodes à suivre dans ce domaine délicat de statistique historique et des recherches poussées, minutieuses, sur la population de la Sicile et de Naples du XIII^e au XVIII^e siècle. Ce premier volume — mine de matériaux utiles, mériterait à lui seul un assez long compte-rendu. Il nous a pourtant semblé plus sage, pour en parler vraiment, d'attendre sa suite et ses conclusions. Puissent-elles ne pas trop tarder !

F. BRAUDEL.

— Docteur Jules SOTTAS. *Les messageries maritimes de Venise aux XIV^e et XV^e siècles* (Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, in-8°, 1938). — Après un exposé chronologique, très général, de l'expansion de Venise, l'auteur passe en revue le commerce, les bâtiments, armements, lignes marchandes, voyageurs, traversée et pèlerinages à Jérusalem et mont-Sinaï, puis le retour à Venise des voyageurs. Technicien très au fait de la construction navale, de l'armement,

il décrit avec précision toutes les parties des différents types de navires, raconte avec force détails vivants et pittoresques le mode de vie des passagers, suit les navires dans leurs voyages périodiques soit en Orient, soit jusqu'en Flandre, et en particulier les pèlerins qui s'en allaient aux Lieux saints. Il résulte de l'exposé que le gouvernement de Venise intervenait dans tous les détails de la vie maritime : le patron d'un navire ne jouissait que d'une « possession dirigée ». L'ouvrage, manifestement renseigné avec une grande minutie, et qui ne s'écarte jamais des faits, ne comporte aucun appareil critique.

E. COORNAERT.

— ARSENIO FRUGONI. *Alessandro Luzzago e la sua opera nella controriforma bresciana* (Brescia, 1937, in-8°, 101 p.). — On a déjà beaucoup écrit sur Alessandro Luzzago (1551-1602), grand personnage de la Contre-Réforme italienne, sur la scène, évidemment assez petite, de Brescia. Lié aux Jésuites, mais resté, sur leur conseil même, en dehors de leur ordre combattif, lié aussi à saint Charles Borromée et au cardinal Federico Borromeo, Alessandro Luzzago — « apôtre laïc » — aura été, avant tout, l'animateur des œuvres de bienfaisance de Brescia. C'est par là qu'il est représentatif du mouvement de la Contre-Réforme à la fin du xvi^e siècle, très préoccupé de questions sociales. M. A. Frugoni, dans des pages rapides et érudites, sait bien résumer cette importante biographie — la compléter aussi par d'assez nombreuses pièces inédites. La simplicité voulue du récit, objectif, en dehors de toute hagiographie, ne fait que mieux ressortir la beauté de cette vie généreuse.

Aussi bien cette excellente contribution est-elle à retenir pour toute étude d'ensemble de l'histoire religieuse italienne au xvi^e siècle.

F. B.

— D'une collection de lettres qu'il possède et de documents complémentaires abondants, M. Bruno BRUNELLI a tiré les matériaux pour un livre assez curieux sur les mœurs italiennes et particulièrement padouanes au début du xviii^e siècle (*Figurine e costumi nella corrispondenza d'un medico del 1700* (Antonio Vallisnieri). Coll. Settecentista, de J. di Giacomo, n° 7. Milano, Mondadori, 1938, in-18, 252 p., illustr. ; prix : 16 fr.). Né en 1661, mort en 1730, le médecin Vallisnieri, élève de Malpighi et professeur à l'Université de Padoue, a eu une grande réputation, au point d'avoir été sollicité pour devenir le médecin du pape Clément XI et du roi Victor-Amédée II. C'est à ses idées, à ses correspondants, aux mœurs des médecins, du clergé, des cours, à la thérapeutique du temps et à quelques sujets plus ou moins connexes qu'est consacré l'ouvrage de M. Brunelli, qui est solidement étayé. Mais il est mal construit et, en dépit de toute sa documentation, n'apporte qu'une contribution difficilement exploitable à l'histoire de l'Italie « settecentista ».

G. BN.

Extrême-Orient. — MAURICE LACHIN. *La Chine capitaliste* (collection « Problèmes et documents ». Paris, Gallimard, 1938, in-8°, 304 p.). — M. Maurice Lachin nous avait déjà donné deux études substantielles sur le « Japon 1934 » et sur la « IV^e Italie ». Poursuivant son tour du monde nouveau, il entreprend de nous faire comprendre la Chine de 1937. Comprendre plutôt que connaître : études, rapports, articles de revues nous ont fourni, ces dernières années, sur les problèmes d'Extrême-Orient, une information si abondante que le volume de M. Lachin, pourtant copieux, ne saurait guère apporter une matière neuve. Par contre, il nous pré-

sente un essai d'explication qu'il est permis de trouver intéressant et, par certains côtés, séduisant.

La première partie de *La Chine capitaliste* nous rappelle l'œuvre d'unification nationale entreprise par Sun-yat-Sen, le Kuomintang et Tchang-Kaï-Chek. Nous trouvons dans la deuxième partie un tableau de la transformation économique de la Chine actuelle. La troisième partie est une histoire des relations sino-japonaises de 1932 à 1936 et de l'occupation par les Japonais de la Mandchourie et des provinces de la Chine du Nord. Le récit de la guerre présente jusqu'à la prise de Nankin remplit la quatrième et dernière partie.

Le titre *La Chine capitaliste* laissait déjà entendre que la thèse de l'auteur serait d'un ordre d'explication plutôt économique que politique. La lecture de l'ouvrage le confirme. Pour M. Lachin, la Chine nouvelle s'est depuis quelques années engagée dans la voie du capitalisme, capitalisme à la fois bancaire et industriel. Cette évolution s'accomplit rapidement sous l'énergique impulsion d'un petit groupe d'hommes, le « clan » des Soong, dont faisait déjà partie Sun-yat-Sen, dont fait partie Tchang-Kaï-Chek. « Sun-yat-Sen et Tchang-Kaï-Chek n'ont pu s'imposer que parce que le clan des Soong les a appuyés, tout en se les attachant par des liens de parenté, liens qui ont en Chine une valeur presque sacrée. Sun-yat-Sen a épousé une Soong ; Tchang-Kaï-Chek a épousé une Soong. M^{me} H. H. Kung est une Soong. Or, M. T. V. Soong et H. H. Kung représentent le clan des banquiers et des industriels chinois du Kiangsu et du Chekiang... » Pour assurer le succès d'une entreprise qui les intéresse personnellement, les chefs du trust capitaliste soutiennent résolument un gouvernement « qui a proclamé vouloir faire triompher le nationalisme (unification du pays) et la démocratie (avènement de la bourgeoisie capitaliste au pouvoir), car ces deux principes figurent tout naturellement en tête des revendications de la banque moderne ». Ce gouvernement doit, en outre, réaliser l'indépendance économique de la Chine, libérer le pays du régime « d'hypocolonialisme » auquel l'avaient soumis les puissances étrangères. Les résultats sont déjà évidents à l'intérieur : le peuple des villes, les masses paysannes, les armées rouges elles-mêmes, se sont éveillés à l'idée nationale, appuient le gouvernement de Nankin. A l'extérieur, les États-Unis et l'Angleterre ont compris qu'il valait mieux négocier avec le capitalisme chinois : au lieu de lutter contre lui en adversaires, ils préfèrent devenir des alliés et partager avec la Chine les bénéfices de sa mise en valeur économique. Seul le Japon refuse de renoncer aux positions économiques qu'il a conquises dans ce pays et, puisque la Chine ne consent plus à être une « hypocolonie », le Japon entreprend d'en faire sa colonie : de là la guerre actuelle. « Le Japon... sait que, sur le terrain de la concurrence capitaliste, il se trouvera en état d'infériorité par rapport au capitalisme chinois, s'il doit lutter contre ce dernier sur un pied d'égalité... La fin de l'hypocolonialisme ne peut, aux yeux du Japon, que signifier l'avènement d'un régime colonial à son profit, et non pas l'indépendance de la Chine. Le plan de colonisation de la Chine, attribué au général Tanaka, président du Conseil japonais en 1927, ne fait que traduire cette nécessité pour le Japon... Les hostilités qui ont éclaté le 7 juillet 1937 ne sont que de nouvelles manifestations de la guerre qui se poursuit depuis le 18 novembre 1931 entre la Chine capitaliste et nationaliste... et le Japon qui ne veut pas renoncer à ses privilèges coloniaux en Chine, privilèges qu'il entend même étendre. »

La thèse de M. Lachin est séduisante et les arguments ne lui font pas défaut pour la justifier. Mais elle est aussi déplaisante en ce qu'elle nous demande d'admettre que les exigences des capitalistes — en Chine et ailleurs, hier comme aujourd'hui — sont à l'origine du sentiment national et du patriotisme. Elle peut même nous faire horreur, si nous devons croire que les héroïques défenseurs de Shanghai et de Nankin sont morts pour les futurs superdividendes du clan Soong. Elle sera, en tout cas, favorablement accueillie par tous ceux qui, pour des raisons diverses, dénoncent les méfaits de l'organisation capitaliste dans le monde.

S. MOLINIER.

— Maréchal et M^{me} TCHANG-KAI-CHEK. *Les origines du drame chinois*. Traduction de l'anglais par Robert DELLE DONNE ; préface de Maurice PERNOT (Paris, Gallimard, 1938, in-12, xv-205 p.). — Ce drame chinois est l'épisode fameux qui se déroula à Sian, capitale du Chensi, du 12 au 26 décembre 1936 : Tchang-Kai-Chek fait prisonnier par le général Chang-Sue-Liang, commandant en chef des forces du Nord-Ouest, puis libéré après de longues négociations menées par sa femme et son beau-frère, T. V. Soong.

La préface de M. Maurice Pernet nous fait connaître les trois acteurs du drame, le généralissime, sa femme, le général rebelle ; elle fournit surtout une biographie complète de Tchang-Kai-Chek.

La première étude, *Ce que la Chine a dû surmonter*, présente une analyse de la situation chinoise en 1936, telle que la voyait M^{me} Tchang-Kai-Chek. A vrai dire, c'est l'exposé de l'entreprise d'unification et de rénovation de la Chine tentée par le chef actuel de la Chine et sa femme.

Les deux documents qui suivent sont essentiels : ils nous donnent les récits du drame rédigés l'un par M^{me} Tchang-Kai-Chek, *Le coup d'État de Sian*, l'autre par Tchang-Kai-Chek lui-même, *Quinze jours à Sian*. Sur un plan généralement humain, mais aussi particulièrement chinois, ce sont deux documents étonnants que l'historien et le psychologue estimeront à leur juste valeur. Celui de Tchang-Kai-Chek est présenté par l'auteur en ces termes : « J'extrait ici de mon journal les faits les plus saillants concernant mon expérience personnelle et les pensées qui m'habiterent pendant ces jours troublés, avec la crainte que ces pages ne révèlent mon peu d'habileté tant comme homme d'État que comme chef militaire. » Mais la lecture du journal ne laisse aucun doute sur les capacités du chef politique et les qualités du soldat philosophe. Quant à M^{me} Tchang-Kai-Chek, elle apparaît à coup sûr comme la digne épouse et le lieutenant courageux du généralissime : le succès de son insistance auprès des généraux de Nankin pour écarter toute solution de force, puis auprès des rebelles de Sian pour imposer la libération de son mari ne peut que renforcer les espoirs que la jeunesse chinoise a mis dans son action personnelle.

L'historien regrettera que M. T. V. Soong, beau-frère de Tchang-Kai-Chek et président de la Banque de Chine, qui obtint des généraux rebelles la libération du chef, n'ait pas raconté depuis les conditions de son succès. En écrivant, Tchang-Kai-Chek avait sauvé la face ; en se taisant, M. T. V. Soong n'a sans doute pas voulu la perdre.

S. M.

— H. CHASSAGNE. *Le Japon contre le monde* (Paris, Éditions sociales internationales, 1938, in-12, 276 p.). — On apprend beaucoup à lire le volume consacré

au Japon par H. Chassagne. Il s'agit d'une « monographie marxiste ». C'est dire que tout ce qui touche aux questions économiques et sociales est particulièrement développé : une centaine de pages décrivent le développement économique et social du Japon contemporain. C'est dire aussi que le récit est parfois tendancieux, en tout cas qu'il est exempt d'une bienveillance systématique envers le royaume du Soleil-Levant, notamment envers les militaires qui ont attaqué la Chine et qui bravent l'U. R. S. S. Néanmoins, l'étude est très utilisable, et elle met parfaitement en relief les appétits de l'impérialisme nippon. Une cinquantaine de pages sont consacrées à l'histoire du Japon jusqu'en 1868. C'est l'histoire contemporaine surtout qui est traitée : évolution intérieure de 1868 à 1936, rapports avec les autres États.

Maurice BAUMONT.

— Albert E. HINDMARSH. *The Basis of Japanese Foreign Policy* (Cambridge, Harvard University Press, 1936, in-8°, 266 p.). — L'ouvrage qu'Albert E. Hindmarsh consacre aux « bases de la politique extérieure du Japon » n'est pas le livre auquel on est habitué quand l'Extrême-Orient est en jeu et qu'a écrit un publiciste pressé. Il renferme une série d'études précises sur la densité de la population nipponne, ses conditions d'alimentation et d'existence, sur les migrations et l'émigration, sur une agriculture qui garde maints caractères de la féodalité, sur une industrie qu'entraîne, au contraire, le capitalisme le plus moderne, sur l'expansion commerciale qui, depuis quelques années, a ému le monde. Une cinquantaine de pages exposent la politique extérieure suivie par le Japon, notamment l'effort tenté en Mandchourie de 1931 à 1935, politique qui résulte en grande partie de l'évolution économique et sociale dont l'ouvrage a retracé un tableau impartial depuis la guerre mondiale.

M. B.

Pays scandinaves. — Aage GREGERSEN. *L'Islande. Son statut à travers les âges* (Paris, Recueil Sirey, 1937, in-8°, 462 p.). — Dispersés sur un vaste territoire, les 115,000 Islandais, dont la nationalité était restée intacte au cours des âges, réclamaient depuis un siècle leur indépendance collective. Le Danemark avait toujours respecté leur culture, leur langue et leur histoire, et ils avaient obtenu une indépendance politique presque complète. Le 30 novembre 1918, l'Islande a reçu du Danemark la reconnaissance de sa souveraineté ; depuis lors, le Danemark et l'Islande sont des États libres et souverains, unis par un roi commun. C'est cette évolution que retrace depuis les origines M. Aage Gregersen.

M. B.

— On trouvera un bref résumé de l'histoire de la Suède et de nombreux renseignements sur la vie sociale, intellectuelle et économique dans un livre aimable, fort bien illustré, *La Suède ancienne et moderne*, par Rolf GRAUERS, publié par l'Office national du Tourisme suédois (Stockholm, 1937, 242 p.).

U. R. S. S. — Édouard PETIT. *Histoire de la Russie. L'U. R. S. S.* Préface d'Édouard HERRIOT (Lyon, E. Petit, éditeur, 1937, in-8°, xv-425 p.). — Ayant été délégué en Russie par le Conseil municipal de Lyon, M. E. Petit a écrit à son retour un livre épais et touffu dont voici le contenu : La vieille Russie ; La rafale ; L'ordre nouveau ; U. R. S. S. 1936 ; Impressions de voyage ; La nouvelle humanité ; Dictature, communisme ou démocratie ? De la partie politique, nous n'avons rien à dire ici. Les impressions de voyage sont l'amalgame ordinaire de vérités et

d'erreurs. La partie historique n'est qu'un mauvais résumé de l'*Histoire de Russie* de Rambaud.

A. BASCHMAKOFF. *Cinquante siècles d'évolution ethnique autour de la mer Noire* (Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1937, in-8°, x-177 p.). — Les linguistes connaissent le système bâti par le professeur N. Marr sous le nom de japhétidologie. Sous des hypothèses étymologiques souvent risquées jusqu'à l'étrangeté, le noyau fécond est le suivant : bien avant l'arrivée des Sémites et surtout des Indo-Européens, le bassin méditerranéen était occupé par une certaine population ou race dite japhétique, représentée dans l'antiquité par les Étrusques, les Iapyges, les Pélasges, les Cimmériens, les Cariens, Lyciens et autres asianiques, les Ligures et les Ibères, et dont les derniers restes seraient encore aujourd'hui les Berbères, les Basques et, au Caucase, les Géorgiens et en particulier les Abkhazes.

M. Baschmakoff, chargé à l'École d'anthropologie du cours de paléothnologie pontique, examine dans le même esprit le peuplement présent et ancien du Caucase, de l'Asie Mineure et de la Russie méridionale, mais en joignant à la toponymie les données ethnologiques. Il est ainsi conduit à diverses conclusions. Les Cimmériens, antérieurs aux Scythes, seraient représentés non seulement par les Circassiens, mais aussi par les Criméens (les Karaimes juifs et les Pseudo-Tatars); c'est à eux qu'il faudrait attribuer les « tombes des steppes » du sud de la Russie, à squelettes accroupis et teints en ocre rouge, et les gisements de Fatianovo, sur la Volga, et ceux d'Unetice en Bohême. Les Khazares seraient frères des Abkhazes ou « Basques de l'Anatolie ».

Ces conclusions, que l'auteur formule avec assurance, paraîtront à bien des lecteurs des hypothèses d'inégale valeur. Bien des rapprochements de noms sont discutables. L'authenticité des documents invoqués à propos des Khazares est fort douteuse. On s'étonne que les Sarmates ne soient même pas mentionnés. Mais le livre sera lu avec intérêt à cause de l'abondance de renseignements de toutes sortes qu'il contient, statistiques, cartes, planches, annexes, autour et à l'occasion du sujet.

Maurice PALÉOLOGUE. *Alexandre 1^{er}* (Paris, Plon, 1937, in-8°, 315 p.). — L'*Alexandre 1^{er}* de M. Paléologue se lit, comme d'ordinaire les ouvrages de l'ambassadeur-académicien, avec un intérêt soutenu. La matière lui est éminemment favorable : un tsar énigmatique et tourmenté, des intrigues amoureuses, une diplomatie déliée. Toute sa finesse s'est appliquée à construire, avec des pièces historiques, des personnages vivants et vraisemblables. A ce genre psychologique on ne doit pas demander plus. L'auteur a utilisé à juste titre une source trop souvent oubliée : la correspondance de Joseph de Maistre ; le très pénétrant Savoyard connaissait si bien sa cour et sa société de Saint-Petersbourg ! Il reste qu'au sortir du livre nous savons peu de chose d'Alexandre empereur, administrateur, réformateur ; faut-il entendre que le titre promettait l'homme, et non le règne ? Signalons à M. Paléologue qu'il n'a pas épuisé toutes les ressources romanesques de son sujet : il consacre son dernier chapitre à l'hypothèse de la survie d'Alexandre en la personne de l'anachorète sibérien Théodore Kouzmitch ; mais, selon une légende analogue, la tsarine aussi ne serait morte qu'en apparence en 1826 à Biellev, mais aurait mystérieusement trouvé la paix sous le voile d'une nonne inconnue.

FR. STEINMANN et E. HURWICZ. *Konstantin Petrowitsch Pobjedonoszew, der Staatsmann der Reaktion unter Alexander III* (Königsberg-Berlin, Ost-Europa

Verlag, 1933, in-8°, VIII-281 p. *Quellen und Aufsätze zur russischen Geschichte*, herausgegeben von K. Stählin, n° 11). — Pobiedonostsev (1827-1907), haut-procureur du Saint-Synode de 1880 à 1905, fut le véritable inspirateur de la politique intérieure russe jusqu'en 1890 et ensuite encore exerça sur la conduite d'Alexandre III et de Nicolas II, ses anciens élèves, une influence intermittente, mais souvent décisive, toujours dans le sens ultra-conservateur. De ce personnage, dont le rôle fut probablement néfaste non seulement à l'État, mais aussi à l'Église orthodoxe, mais dont la rigide figure intellectuelle et morale impose, il n'existe pas encore de biographie scientifique. La courte esquisse (100 pages) tracée par M. Steinmann d'après les meilleures sources, avec précision et objectivité, sera donc d'une grande utilité aux lecteurs occidentaux. Elle est suivie de textes empruntés à la correspondance de Pobiedonostsev (publiée en 1923 et 1925 à Moscou), traduits, présentés et annotés par M. E. Hurwicz. Ce choix donne une suffisante idée de Pobiedonostsev éducateur, publiciste, théoricien politique et penseur religieux. Le portrait qui ouvre le volume est par lui-même très expressif.

Pierre PASCAL.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Vallaux (Camille). Deux précurseurs de la géographie humaine : Volney et Charles Darwin. [*Rev. synth.*, juin 1938.] — Pear (T. H.). The modern study of personality (d'après les psychologues contemporains). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — Dumézil (Georges). Jeunesse, éternité aube : linguistique comparée et mythologie comparée indo-européennes. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.]

Bossuat (Robert). Leçon d'ouverture du cours de sources narratives et littéraires de l'histoire de France à l'École des chartes, 3 novembre 1937. [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.] — Mallon (Jean). Remarques sur les diverses formes de la lettre B dans l'écriture latine (rectifie la lecture des papyrus et des graffites. Un seul type ancien de b, à panse à gauche, dérive de la capitale. Le type à panse à droite, plus tardif, dérive de la minuscule primitive). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.] — Van Moé (Émile-A.). Les manuscrits à peinture à la Bibliothèque nationale. [*Archives et Bibliothèques*, 1937-1938, n° 3.]

Caron (Pierre). L'International bibliography of historical sciences. [*Archives et Bibliothèques*, 1937-1938, n° 4.] — Stefano (Guido di). Rassegna bibliografica de storia dell' arte siciliana per il 1935. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — Vitale (Vito). Gli studi di storia ligure nell' ultimo ventennio (« Bulletin critique » sur l'histoire ligure, d'une extrême richesse). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. I, II et III.] — Bock (Friedrich). L'opera dell' Istituto storico germanico in Roma (signale les travaux de cet Institut, fondé à Rome, en 1888, sous le nom d'*Istituto storico prussiano*. Importantes publications de documents). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. I.]

Bornhak (C.). Römisches und deutsches Recht. [*Hist. Zschrift*, Bd. 159, Heft 1.] — Hartung (F.). Die Entwicklung der Konstitutionellen Monarchie in Europa, I (à suivre). [*Ibid.*, Bd 159, Heft 2.] — Strzykowski (J.). Nordeinstellung und volksdeutsche Bewegung. [*Ibid.*, Bd 159, Heft 1.] — Haller (J.). Zur Geschichte der deutschen Universitäten (à propos de l'histoire de l'Université d'Heidelberg par Gerhard Ritter). [*Ibid.*, Bd 159, Heft 1.] — Hoberg (C.-A.). Historische Logik. Ein Beitrag zu Mörsers Geschichtsauffassung. [*Ibid.*, Bd 158, Heft 3.] — Pleyer (K.). Ein Standbild aller Deutschen. Das Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums (en cours de publication). [*Ibid.*, Bd 158, Heft 3.]

Ercole (F.). Il contributo del pensiero italiano alla evoluzione dell' idea di stato nella storia moderna d'Europa (sec. XIV-XIX). [*Riv. stor. italiana* 1938, fasc. III.] — Battaglia (F.). Oggetto e metodo della storia delle dottrine politiche. [*Ibid.* 1938, fasc. III.]

Callini (lieutenant-colonel). La région rhénane, théâtre d'opérations. [*Revue d'histoire rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1938, nos 164, 165, 168, 169, 170.]

II. ANTIQUITÉ

Fleure (H. J.). Ritual and ethic : a study of a change in ancient religions about 800-500 B. C. (vue d'ensemble assez sommaire tendant à relier les mouvements religieux de Chine, d'Inde, d'Iran, de Palestine et de Grèce aux rituels des civilisations agraires, aux invasions et aux modifications climatiques). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.]

Béguignon (Y.). Corcyre et le chameau (critique l'identification par le chanoine Bayard de la ville d'Alkinous avec la Corcyre historique). [*Rev. Ét. anc.*, 1938, n° 3.] — Boyancé (P.). « Sur les oracles de la Pythie » (à propos de l'édition par R. Flacelière de l'ouvrage de Plutarque). [*Ibid.*, 1938, n° 3.] — Webster (T. B. L.). Rylands Greek papyri, no. 482. Fragment of a tragedy (second century) (fragment d'une vingtaine de vers, probablement de l'« Assemblée des Achéens » de Sophocle). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — Ascari (M. C.). La Corsica nelle carte geografiche di Tolomeo (étudie et explique les erreurs de Ptolémée. Longue bibliographie). [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 2, 3, 4.] — Piganiol (A.). Diplomatie hellénistique et romaine. [*Ann. hist. écon. et soc.*, novembre 1938.]

Costa (G.). Studi su Roma, dalla preistoria al basso impero (Revue bibliographique). [*Nuova riv. stor.*, 1938, fasc. 5-6.] — Niccolini (G.). Questioni sul tribunato della plebe. [*Ibid.*, 1938, fasc. 3-4.] — Levi (Mario Attilio). Le provincie romane sotto Augusto (Revue bibliographique). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. II.] — Id. Culto imperiale e genesi della monarchia augustea (A proposito di alcuni studi recenti). [*Ibid.*, 1938, fasc. I.] — Palanque (J.-R.). Chronologie constantinienne (dates de naissance de Constantin, de Crispus et des fils de Fausta). [*Rev. Ét. anc.*, 1938, n° 3.]

Grenier (A.). Chronique gallo-romaine. [*Rev. Ét. anc.*, 1938, nos 3 et 4.] — Carot (Henry). Au temple de la Dea Sequana en 1936-1937. La grande piscine (résultat des fouilles). [*Ann. Bourgogne*, septembre 1938.] — Chenet (G.). L'industrie céramique gallo-belge et gallo-romaine en Argonne. [*Rev. Ét. anc.*, 1938, n° 3.]

Robertson (Edward). The Bible and mankind (brèves remarques sur l'Ancien Testament). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — Atkinson (Donald). The Sator-formula and the beginnings of Christianity (la formule magique représente probablement « Pater Noster » répété deux fois en croix. Comme on l'a trouvée à Pompéi, l'auteur en tire des déductions assez audacieuses sur la chrétienté primitive). [*Ibid.*, 1938, t. XXII, n° 2.] — Dannenbauer (H.). Nochmals die Römische Petruslegende. [*Hist. Zschrift*, Bd 159, Heft 1.]

III. MOYEN AGE

Müller (William). Recent works on medieval, turkish and modern Greece. [*Camb. hist. Journal*, 1938, t. VI, n° 1.] — Bloch (Marc). La dernière œuvre d'Henri Pirenne (il s'agit de Mahomet et Charlemagne). [*Ann. hist. écon. et soc.*,

juillet 1938.]. — *Sapori (A.)*. Il commercio internazionale nel medioevo (remarquable vue d'ensemble. Bibliographie sélective). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. III.] — *Holtzmann (R.)*. Der Weltherrschaftsgedanke des mittelalterlichen Kaisertums und die Souveranität der europäischen Staaten. [*Hist. Zschrift*, Bd 159, Heft 2.] — *Lapsley (Gaillard)*. Mr. Jalliffe's construction of early constitutional history (l'ouvrage est médiocre, la bibliographie insuffisante). [*History*, juin 1938.] — *Espinas (Georges)*. Métiers et confréries. [*Ann. hist. écon. et soc.*, septembre 1938.] — *Pollard (A. F.)*. The authorship and value of the *Anonimale* chronicle. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938.] — *Heimpel (H.)*. Das deutsche Spätmittelalter. Character einer Zeit. [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 2.]

Ricolfi (A.). Il problema del servizio d'amore provenzale studiato nelle rime di Folchetto da Marsiglia (I suoi amici, la sua conversione, il catarismo). [*Nuova riv. stor.*, 1938, fasc. 3-4 et 5-6.] — *Casella (Mario)*. Poesia e storia. I : Il piu antico trovatore (à propos de Guillaume IX, comte de Poitiers). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. III.] — *Smalley (Beryl)*. A collection of Paris lectures of the late twelfth century, in the M. S. Pembroke College Cambridge, 7. [*Camb. hist. Journal*, 1938, t. VI, n° 1.]

Pérez de Urbel (J.). La Règle du Maître (cette règle monastique est d'origine espagnole). [*Rev. hist. ecclési.*, octobre 1938.] — *Alamo (M.)*. La règle de saint Benoît éclairée par sa source : la Règle du Maître. [*Ibid.*, octobre 1938.] — *Newdigate (C. A.)*, S. J. Quelques notes sur les catalogues de martyrs anglais dits de Chalcédoine et de Paris. [*Analecta Bollandiana*, t. LVI, fasc. 3-4.] — *Fliche (A.)*. Les origines de l'action de la papauté en vue de la croisade (à partir du pontificat de Jean X, 914-928, la papauté passe de la défensive à l'offensive contre les Musulmans). [*Rev. hist. ecclési.*, octobre 1938.] — *Little (A. G.)*. Three sermons of Friar Jordan of Saxony, the successor of St Dominic, preached in England A. D. 1229. [*Engl. hist. Rev.*, janvier 1939.] — *Durand (Georges)*. Richard de Gerberoy, évêque d'Amiens. Ce qu'on peut savoir de ses œuvres littéraires (né vers 1130, évêque de 1205 à 1210 ; on peut lui attribuer avec vraisemblance un poème sur la décollation de saint Jean, un sermon sur la vie de saint Firmin et peut-être un récit d'invention de reliques à Constantinople en 1206). [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.] — *Pickering (F. C.)*. A German mystic miscellany of the late fifteenth century in the John Rylands Library (pot-pourri d'écrits mystiques composé en Bavière. Plusieurs sont inédits et l'auteur en publie le texte ou l'analyse). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — *Jacob (E. F.)*. The Imitatio Christi (conférence de vulgarisation, reliant l'Imitation au mouvement mystique et scolaire de l'époque et acceptant Thomas Kempis comme auteur presque certain). [*Ibid.*, 1938, t. XXII, n° 2.]

Perrenet (Pierre). Droit romain et droit barbare dans le canton de Fribourg (traces tardives et rares de la personnalité des lois). [*Mém. Soc. pour l'histoire du droit des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1938, fasc. 5.] — *Barni (Gianluigi)*. Alamanni nel territorio lombardo (avec une liste des localités qui ont compté des Alamans ou ont eu des rapports avec eux). [*Archivio storico lombardo*, 1938, fasc. 1-2.] — *Le Bras (Gabriel)*. L'organisation du diocèse d'Auxerre à l'époque mérovingienne (analyse surtout les canons des deux synodes diocésains qui nous sont connus, de 585 et 695). [*Mém. Soc. pour l'histoire du droit des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1938, fasc. 5.] — *Lot (Ferdinand)*.

Quels sont les dialectes romans que pouvaient connaître les Carolingiens? [*Romania*, octobre 1938.] — *Levillain (Léon)*, *Viellard (Jeanne)*, *Jusselin (Maurice)*. Charte du comte Eberhard pour l'abbaye de Murbach, 1^{er} février 731-732 (cette charte, conservée aux archives du Haut-Rhin, est bien un original authentique; les auteurs en font l'étude historique (identification des témoins et des lieux), diplomatique et linguistique. A ajouter aux quarante-neuf documents originaux que nous possédons pour les temps mérovingiens). [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.] — *Levillain (Léon)* et *Samaran (Charles)*. Sur le lieu et la date de la bataille dite de Poitiers de 732 (une note à la pointe sèche en écriture anglo-saxonne sur un manuscrit d'Echternach : « pugna in Nerac », permettrait de dater la bataille du 14 octobre et de la placer à Niré, près de Loudun. Attribution vraisemblable, quoique hypothétique). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.]

Dölger (F.). Die Kaiserurkunde der Byzantiner als Ausdruck ihrer politischen Anschauungen. [*Hist. Zeitschrift*, Bd 159, Heft 2.] — *Mayer (L. A.)*. A propos du blason sous les Mamluks circassiens. [*Syria*, 1937, fasc. 4.] — *Sakisian (Arménag)*. Le paysage dans la miniature persane. [*Ibid.*, 1938, fasc. 3.]

Petit-Dutaillis (Charles). Études sur le « Registrum veterius » et la date de quelques actes de Philippe-Auguste (les circonstances ont amené la couronne à faire enregistrer certains actes de chancellerie, mais le travail resta incomplet et peu satisfaisant. On peut préciser certaines dates : charte de la commune de Roye (juin 1196), confiscation des terres normandes des barons anglais (avril 1205, etc.). [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.] — *Gaudemet (Jean)*. Les origines de la régle réciproque entre Lyon et Autun (chaque prélat administrait l'autre diocèse en cas de vacance. Le système se précise au XIII^e siècle, malgré l'opposition du chapitre de Lyon. Il fut, pour les légistes de la couronne, une arme pour acquérir la souveraineté sur Lyon). [*Mém. Soc. pour l'histoire du droit des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1938, fasc. 5.] — *Chaume (abbé)*. Vigerius Burgundiae (les personnages qui, au XIII^e siècle, portent ce titre sont en réalité *vigerii* de Châtillon ou d'Autun : prévôts ducaux, avec une compétence étendue, analogue à celle des *vicarii* carolingiens ou des baillis de l'âge suivant). [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Moranvillé (H.)*. Lettres privées adressées à un trésorier de France au XIV^e siècle (suppliques et sollicitations adressées par des parents ou compatriotes au Poitevin Philippe Gilier, fonctionnaire de Jean II et Charles V, semblant dater de 1356-1357). [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.] — *Mirot (Léon)*. Études lucquoises. L'origine des Spifame. Barthélemi Spifame (d'une famille lucquoise, Barthélemi Spifame († 1385), marchand et banquier des trois premiers Valois, du duc de Bourgogne, des papes d'Avignon, fit souche de bourgeois et de fonctionnaires francisés). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.] — *Carrez (H.)*. Le vocabulaire de l'alimentation et les noms de personnes dans la région dijonnaise, du XII^e au XV^e siècle. [*Ann. Bourgogne*, septembre 1938.] — *Kirkland (Dorothy)*. The Growth of national sentiment in France before the fifteenth century. [*History*, juin 1938.] — *Déprez (Eugène)*. Un essai d'union nationale à la veille du traité de Troyes, 1419 (correspondance inédite du dauphin et de son entourage avec la reine Isabeau, fin décembre 1419 : suprême effort de conciliation avant le traité de Troyes). [*Bibl. École des chartes*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.] — *Coville (Alfred)*. Raymond-Bernard Flamenc, dit « Sac de lois », conseiller des ducs d'Anjou, rois de Sicile, et juge-mage de Provence, seconde moitié

du xiv^e siècle (originaire du Quercy, est, en 1364, au service de Jacques III de Majorque et, en 1365, d'Urbain V. Conseiller de Louis d'Anjou, négocie pour lui avec l'Aragon, puis avec Charles VI pour décider la conquête de Naples; à suivre). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 4^e-6^e livraisons.] — *Samaran (Charles)*. Mathieu Levrien, chroniqueur de Saint-Denis à la fin du règne de Louis XI (appelé à tort jusqu'ici Le Brun. On connaît sa carrière monastique, mais non ses œuvres historiques). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.] — *Bossuat (Robert)*. Jean Miélot, traducteur de Cicéron (traducteur attitré des ducs de Bourgogne, Miélot a écrit la première traduction française de la *Lettre à Quintus* en 1468, pour l'éducation politique du Téméraire, dont il craignait, comme Chastellain, l'emportement). [*Ibid.*, 1938, t. XCIX, 1^{re}-3^e livraisons.]

Wilkinson (Bertie). Freeman and the crisis of 1051 (Freeman a expliqué la crise politique anglaise de 1051 en combinant trois récits contradictoires. Seule la version de Worcester serait la bonne. L'exil du comte Godwin par le roi Édouard se justifierait comme la victoire du roi et de la nation sur un grand révolté). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — *Harmer (Miss F. E.)*. Anglo-Saxon charters and the historian (critique l'authenticité de certaines chartes anglo-saxonnes et la traduction d'autres sur lesquelles M. Joliffe, dans sa récente *Constitutional history of medieval England*, s'était appuyé pour faire remonter à l'époque saxonne des institutions normandes). [*Ibid.*, 1938, t. XXII, n° 2.] — *Steel (Anthony)*. The receipt of the Exchequer, 1413-1432. [*Camb. hist. Journal*, 1938, t. VI, n° 1.] — *Pronger (Miss Winifred A.)*. Thomas Gascoigne (né en 1404, chancelier de la cathédrale d'York, théologien, prédicateur). [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938 et janvier 1939.] — *Myers (A. R.)*. A parliamentary debate of the mid-fifteenth century (publie, d'après une copie du xv^e siècle, un compte-rendu d'une discussion à la Chambre des lords, au Parlement tenu à Winchester (juin 1449), au moment où Charles VII faisait envahir la Normandie). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.]

Carlsson (Einar). L'élection royale de 1319 et ses précédents au point de vue de l'histoire des institutions (cette élection ne constitue pas une rupture avec la coutume antérieure. On s'acheminait depuis longtemps vers les formes codifiées vers 1359 dans le Code général des lois de Magnus Eriksson). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1937, fasc. 3.] — *Gottfried (Carlsson)*. L'assemblée d'Arboga, 1435 (établit le caractère de cette assemblée par une critique serrée de la situation du roi de Danemark et des rebelles suédois et par une interprétation nouvelle des documents. Ce n'est pas le premier Riksdag, car des assemblées antérieures ont présenté le même caractère). [*Ibid.*, 1936, fasc. 3.] — *Kraft (Salomon)*. La date de la Chronique de Karl Knutsson (Chronique relatant les événements qui se déroulèrent depuis l'union de Kalmar jusqu'en 1452. A dû être composée vers 1453, dans un but de propagande en faveur du roi Karl Knutsson). [*Ibid.*, 1937, fasc. 1.] — *Rörig (F.)*. Unternehmerkräfte im flandrisch-hansischen Raum. [*Hist. Zschr.*, Bd 159, Haft 2.]

Braudel (F.). Dans les Espagnes d'avant la Reconquête. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.]

Besta (E.). I diplomi regi ed imperiali per la chiesa di Como. [*Arch. stor. lombardo*, 1937, fasc. 3-4.] — *Mazzoni (G.)*. Dante e il Polifemo Bolognese. [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. I.] — *Epifanio (V.)*. Le origini del regno di

Napoli. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Wieruszowski (Helene)*. La corte di Pietro d'Aragona e i precedenti dell' impresa siciliana. [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. II.] — *La Mantia (G.)*. Il testamento di Federico II Aragonese, Re di Sicilia. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Bouard (Michel de)*. Problèmes des subsistances dans un État médiéval : le marché et les prix des céréales au royaume angevin de Sicile, 1266-1282. [*Ann. hist. écon. et soc.*, novembre 1938.] — *Cassandro (G. I.)*. La curia de petizioni (suite) (étude exhaustive sur cette importante institution vénitienne. Nombreux documents en appendice). [*Archivio Veneto*, 1937, n° 39-40.] — *Vianello (Carlo Antonio)*. Alcuni documenti sul consolato dei Lombardi à Palermo (précieuses indications sur l'émigration lombarde en direction de la Sicile, et, en général, p. 186-187). [*Archivio storico lombardo*, XVI, 1938, fasc. 1-2.] — *Caracciolo (E.)*. La chiesa e il convento di Baida presso Palermo. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Sapori (A.)*. Il libro di amministrazione dell' eredità di Baldovino Iacopi Riccomanni, 1272-1274 (publie ce texte déjà signalé par A. Schiaffini et qui apporte un important complément au « Libro della Tavola di Ricomano »). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. III.]

Sandri (L.). Notizie di documenti pontifici relativi alla Corsica nei secoli XIII-XV. [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 3.] — *Esposito (M.)*. Un procès contre les Juifs de la Savoie en 1329. [*Rev. hist. ecclés.*, octobre 1938.] — *Renouard (Y.)*. Le compagni commerciali fiorentine del Trecento (Dai documenti dell' Archivio vaticano). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. I et II.] — *Brezzi (P.)*. Chieri alla discesa di Ludovico il Bavaro, 1328-1329. [*Bol. stor. bibl. subalpino*, XXXIX, 1937, n° 2, 3, 4.] — *Mira (G.)*. Provvedimenti viscontei e sforzeschi sull' arte della lana in Como, 1335-1535. [*Arch. stor. lombardo*, 1937, fasc. 3-4.] — *Franceschini (Gino)*. Ancora alcune notizie su Angelo Galli, 1385-1459 (pour servir à rédiger les trois ou quatre lignes que mérite tout de même ce poète dans un éventuel dictionnaire biographique italien). [*Ibid.*, 1938, fasc. 1-2.] — *Marletta*. I Siciliani nello studio di Padova nel quattrocento. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Bornate (C.)*. Clero corso e caccia ai benefici alla fine del quattrocento. [*Arch. stor. di Corsica*, 1937, fasc. 3.] — *Cusin (Fabio)*. Le relazioni tra l'Impero ed il ducato di Milano dalla pace di Lodi alla morte di Francesco Sforza, 1454-1466 (étude d'histoire politique suivie de documents inédits). [*Arch. stor. lombardo*, 1938, fasc. 1-2.] — *Zimolo (G. C.)*. Le relazioni tra Milano e Napoli e la politica italiana in due lettere de 1478 (une lettre des ducs de Milan — Bona et son fils — à Ferdinand de Naples et réponse de ce dernier). [*Arch. stor. lombardo*, 1937, fasc. 3-4.] — *Daviso (M. C.)*. Un' ambasciata sabauda in Austria e l'omaggio di Carlo I all' Imperatore Federico III, 1482. [*Bol. stor. bibl. subalpino*, XXXIX, 1937, n° 2, 3, 4.] — *Bornate (C.)*. I benefici effetti di un buon governo nella Corsica del Quattrocento (il s'agit de Niccolò Lomellino, nommé gouverneur de l'île en 1497). [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 2.] — *Vianello (C. A.)*. Del dominio Sforzesco in Corsica (documento inedito), 1464-1483. [*Ibid.*, 1938, fasc. 2.] — *Bornate (Carlo)*. Due piaghe della Corsica alla fine del quattrocento : banditi e pirati. [*Ibid.*, 1937, fasc. 4.] — *Cecconi (M. Roselli)*. Relazioni fra Corsica e Toscana alla fine del cinquecento. [*Ibid.*, 1938, fasc. 3.]

IV. XVI^e SIÈCLE

Pontieri (Ernesto). Il papato e la sua funzione morale e politica in Italia durante la preponderanza spagnola (intéressantes considérations générales présentées rapidement en dehors de tout appareil d'érudition. Conclusion : « A la Papauté revient l'incontestable mérite d'avoir sauvé l'unité religieuse de la nation italienne... »). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, fasc. III.] — *Gai (G. B.)*. S. Alessandro Sauli vescovo d'Aleria e di Pavia (deuxième moitié du XVI^e siècle). [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 4.] — *Nicolini (F.)*. Cosimo III de' Medici e Antonio Carafa (en sous-titre : « Lettere, documenti e notizie a illustrazione degli ultimi capitoli del « De Rebus gestis Antonii Caraphei » di Giambattista Vico »). [*Arch. stor. italiano*, XCVI, 1938, disp. I et II.] — *Naldoni-Centenari (N.)*. Un veneziano capitano perpetuo della regina Giovanna la Pazza (Vianello, qui meurt à Djerba en février 1511). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. III.] — *Pasero (Carlo)*. Aspetti dell'ordinamento militare del territorio bresciano durante il dominio veneto, sec. XVI (le caractère défensif des mesures militaires vénitiennes sont le signe, dit l'auteur, que Venise, depuis la paix de Noyon, a renoncé aux expansions territoriales et inauguré une politique de neutralité). [*Commentari del Ateneo di Brescia*, 1937, A.]

Evans (E.). Of the antiquity of Parliaments in England : some Elizabethan and early Stuarts opinions. [*History*, décembre 1938.] — *Devos (J.)*. La poste au service des diplomates accrédités auprès des cours d'Angleterre et de France, 1555-1598. [*Acad. roy. Belgique. Bull. classe des Lettres*, 5^e série, t. XXIV.]

Bainton (Roland-H.). Servet et les Libertins de Genève. [*Bull. Soc. hist. protest. franç.*, juillet-septembre 1938.] — *Reymond (Maxime)*. L'organisation municipale de Lausanne, II (depuis la conquête bernoise de 1536 jusqu'à la Révolution française : complication des juridictions ; caractère de plus en plus aristocratique des conseils de ville ; soumission complète aux autorités bernoises). [*Mém. Soc. pour l'histoire du droit des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1938, fasc. 5.]

Zeller (G.). Charles-Quint à Strasbourg, 19 septembre 1552. [*Rev. Alsace*, juillet-septembre 1938.] — *Waas (A.)*. Die grosse Wendung im deutschen Bauernkrieg. [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 3, et Bd 159, Heft 1.]

Mickwitz (G.). La Suède aux XVI^e et XVII^e siècles (d'après un ouvrage récent de E. F. Heckscher). [*Ann. hist. écon. et soc.*, septembre 1938.] — *Lönngvist (Runar)*. Le nonce G. Malaspina et les plans pour réintroduire le catholicisme en Suède, 1593-1594 (étude des intrigues de Malaspina pour obtenir de Sigismond, petit-fils de G. Vasa, roi de Pologne depuis 1587 et de Suède depuis 1592, qu'il refuse de reconnaître par une déclaration solennelle, au moment de son couronnement, le caractère exclusivement protestant de la Suède). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1937, fasc. 4.] — *Bergström (Rudolf)*. L'expédition suédoise contre la Scanie dans l'hiver 1523 (l'initiative fut prise par Lubeck, alliée de Gustave Vasa, contre Christian II. L'échec est dû à une mutinerie des troupes allemandes). [*Ibid.*, 1937, fasc. 2.]

V. L'ANCIEN RÉGIME

Beuzart (P.). La religion de Marc Lescarbot, de Vervins, explorateur du Canada (venu en 1606 et mort en 1629). [*Bull. Soc. hist. protest. franç.*, juillet-septembre

- 1938.] — *Debien (G.)*. Les archives privées et l'histoire. Pour connaître un type de fortunes : les archives de quelques planteurs antillais. [*Ann. hist. écon. et soc.*, septembre 1938.] — *Cheney (C.-R.)*. A propos des registres de marguilliers (complète l'article de l'abbé Constant paru au fascicule précédent). [*Rev. hist. ecclés.*, octobre 1938.] — *Gras (P.) et Rigault (J.)*. Ce qu'on peut trouver dans un terrier : la seigneurie et le village d'Hauterive à la veille de la Révolution. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.] — *Petrow (E.)*. Les communaux et les servitudes rurales au XVIII^e siècle (résumé de travaux russes). [*Ann. hist. Révol. franç.*, septembre-octobre 1938.] — *Forestier (H.) et Rouger (G.)*. En marge de *Monsieur Nicolas*. Documents d'histoire sociale (commentaire de l'œuvre de Rétif de la Bretonne : enseignements précieux touchant l'intérieur des paysans bourguignons aisés au XVIII^e siècle, la condition des apprentis et des compagnons dans un atelier d'imprimeur en province). [*Ann. Bourgogne*, septembre 1938.] — *Bongrand* (capitaine R.). Les institutions militaires françaises sous l'Ancien Régime (résumé rapide). [*Sciences politiques*, août 1938.] — *Perrenet (Pierre), Pichot* (colonel), *Dumont (François)* et *Guillois (André)*. Notes pour servir à l'histoire de l'ancienne Faculté de droit de Dijon (I : Gabriel Davot, premier professeur de droit français de l'Université de Dijon, 1723-1743 ; II : Les Davot ; III : Davot et l'ancienne Faculté de droit de Dijon ; IV : Les étudiants de l'ancienne Faculté de droit de Dijon, originaires d'Auxerre, 1723-1791). [*Mém. Soc. pour l'histoire du droit des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1938, fasc. 5.] — *Souriau (Robert)*. Étude sur quelques points de la compétence de la Chambre des comptes de Dijon au XVIII^e siècle. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Rousseau (Jean)*. Les États du Mâconnais aux XVII^e et XVIII^e siècles (résumé d'une thèse de droit). [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Regnier* (abbé E.). Procès entre les curés de Lainsiecq et de Sainpuits au sujet des dîmes et droits curiaux sur une maison et ses dépendances au XVIII^e siècle [devant le Parlement de Dijon]. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Laurain (André)*. Les arrêts de règlement du Parlement de Dijon. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Menneghier (Françoise)*. Les ordonnances de Joly de Fleury, intendant de la généralité de Dijon, 1750-1756. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Lisberney (Jean)*. La justice de Fontaine-lès-Dijon au XVIII^e siècle. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Birr (Georges)*. La compagnie des secrétaires du roi à Dijon. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Blin (Léon)*. Les secours aux incendiés de Bourgogne à la fin de l'Ancien Régime (les États de Bourgogne votent à partir de 1785 une subvention annuelle aux incendiés). [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Bolley (Félix)*. La session de 1787 des États de Bourgogne. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Dumont (François)*. Mgr de Caylus [évêque d'Auxerre], élu du clergé aux États généraux de Bourgogne. [*Ibid.*, 1938, fasc. 5.] — *Wentzcke (P.)*. Die alte Universität Strassburg und das Reich, 1621-1793. [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 2.]
- Dodd (A. H.)*. The Spanish treason, the Gunpowder Plot and the catholic refugees. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938.] — *Lees (R. M.)*. Parliament and the proposal for a Council of Trade, 1695-1696. [*Ibid.*, janvier 1939.] — *Spear (Percival)*. Bentineck and education. [*Camb. hist. Journal*, 1938, t. VI, n° 1.] — *McLachlan (Jean)*. The uneasy neutrality. A study of anglo-spanish disputes over spanish ships prized, 1756-1759. [*Ibid.*, 1938, t. VI, n° 1.]
- Andreas (W.)*. Friedrich der Grosse, der siebenjährige Krieg und der Hubertsburger Friede. [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 2.]
- Lefèvre (R. P.)*, O. Praem. Le recrutement de l'épiscopat dans les Pays-Bas pen-

dant le régime autrichien (procédure des nominations, au XVIII^e siècle; ce sont surtout des Flamands). [*Acad. roy. Belgique. Bull. classe des Lettres*, 5^e série, t. XXIV.]

Almqvist (Helge). Contribution à la connaissance des écrits de propagande politique à l'époque caroline (analyse un certain nombre de ces écrits, destinés soit aux Suédois, soit aux étrangers, parus sous Charles X Gustave et Charles XI, les attribue à divers auteurs). [*Hist. Tidskrift, Stockholm*, 1936, fasc. 2.] — *Munthe (Arne)*. A propos de l'histoire du procès intenté aux tuteurs de Charles XI (rappelle les travaux sur le sujet, étudie les documents relatifs aux rapports de la commission de réduction instituée en 1655 avec la commission d'enquête sur le gouvernement de tutelle). [*Ibid.*, 1936, fasc. 3.] — *Doroschenko (D.)* (Varsovie). Relations entre la Suède et l'Ukraine aux XVII^e et XVIII^e siècles, à la lumière des dernières recherches sur l'histoire ukrainienne (intéressante revue des travaux consacrés à Mazeppa. La possibilité de créer une Ukraine indépendante et les efforts accomplis par Mazeppa dans ce dessein). [*Ibid.*, 1937, fasc. 2.]

Evola (N. D.). Giornalismo siciliano del sei e settecento. [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Elia (Pasquale M. d')*. Daniele Bartoli e Nicola Trigault (il faut mettre en doute avec Bartoli que le P. Nicolas Trigault, S. J., soit l'auteur du *De Christiana expeditione apud Sinas...*, 1615). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. II.] — *Collobi (L.)*. Carlo di Castellamonte, primo ingegnere del duca di Savoia (Castellamonte occupa cette charge de 1615 à 1640). [*Bol. stor. bibl. subalpino*, XXXIX, 1937, nos 2, 3, 4.] — *Bonifacio (G.)*. Notizie storico-geografiche della Corsica in un manoscritto inedito del Seicento (premier quart du XVII^e siècle. Extrait d'une œuvre manuscrite plus importante, intitulée : « Idrografia nautica mediterranea »). [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 1.] — *Vito Vitale*. La Corsica e la « patetica alleanza » (c.-r. d'E. Broche : « La République de Gênes et la France pendant la guerre de Succession d'Autriche, 1740-1748. » Paris, 3 vol., 1936). [*Ibid.*, 1937, fasc. 4.] — *Id.* Une lettera-protesta del commissario D. Invrea della politica Genovese in Corsica (daté de 1760). [*Ibid.*, 1937, fasc. 3.] — *Lorenzi (Giacomo Santo)*. L'uccisione di Giampetro Gaffori (sur l'assassinat de Gaffori en 1753 et sur le mouvement nationaliste et antigénois qu'il déclencha en Corse). [*Ibid.*, 1938, fasc. 3.] — *Id.* Il generale Paoli in Capo Corso (sur la rébellion corse, 1758-1767). [*Ibid.*, 1938, fasc. 2.] — *Cecchini (G.)*. Il duca di Choiseul e la conquista della Corsica (d'après un document des Archives nationales de Paris). [*Ibid.*, 1938, fasc. 2.] — *Sassi (F.)*. Le campagne di Dalmazia durante la guerra di Candia, 1645-1648, I. [*Archivio Veneto*, 1937, nos 39-40.] — *Camera (A.)*. La polemica del dominio sull' Adriatico nel sec. XVII (polémiques de Venise avec les États pontificaux, l'Autriche, l'Espagne au sujet du monopole qu'elle prétendait exercer dans « son golfe »). [*Ibid.*, 1937, nos 39-40.] — *Brunetti (M.)*. Il dissidio diplomatico cesareo-papale alla vigilia della successione di Spagna. [*Nuova riv. stor.*, 1938, fasc. 3-4.] — *Pieri (Piero)*. Le riflessioni critiche sull' arte della guerra di Giuseppe Palmieri (à propos d'un traité de 1761 d'un officier napolitain et de la crise traversée par l'art militaire dans la première moitié du XVIII^e siècle). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. II.] — *Vianello (C. P.)*. L'abate Longo, successore del Beccaria nella cattedra di economia pubblica (la succession a lieu le 16 février 1773). [*Arch. stor. lombardo*, 1937, fasc. 3-4.] — *Martinetto (G.)*. La mediazione del cardinale Bentivoglio e la politica ecclesiastica di Carlo Emanuele III (se place en 1732, ne réussit pas à établir de bonnes relations entre le pape Clément XII et le roi). [*Bol.*

stor. bibl. subalpino, XXXIX, 1937, nos 2, 3, 4.] — *Agnello (Giuseppe)*. Pompeo Picherli architetto siracusano del sec. XVIII alla luce di nuovi documenti. [*Arch. storico per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Chinae (E.)*. La riforma scolastica Teresio-Giuseppina nello stato di Milano e le prime scuole elementari italiane. II : Periodo Giuseppino, 1786-1790 (la première partie de cet article — qui se poursuivra dans de prochains numéros — a paru en 1934, dans la même revue). [*Arch. stor. lombardo*, 1937, fasc. 3-4.] — *Vianello (C. A.)*. I lanifici comaschi in un documento veneto (document de 1768). Un' inchiesta sui lanifici bergamaschi (doc. de 1755). [*Ibid.*, 1937, fasc. 3-4.]

VI. RÉVOLUTION ET PREMIER EMPIRE

Lenôtre (G.). Sous le bonnet rouge (compte-rendu d'un ouvrage posthume de cet auteur, qui vante « ... cette couleur et cette force qui rendent tout ce qu'il écrit beaucoup plus vrai que la vérité » (sic). [*La Révolution française*, 1938, 1^{er} trimestre.] — *Mirkine-Guetzevitch (B.)*. Édouard Herriot, historien de la Révolution (louange dithyrambique du dernier ouvrage d'Herriot, consacré à Lyon sous la Révolution ; aucun rapport avec une étude critique). [*Ibid.*, 1938, 1^{er} trimestre.] — *Alengry (F.)*. La philosophie politique de la Révolution française dans son expression la plus élevée : Condorcet (conférence sous les auspices de l'Institut international d'histoire de la Révolution française). [*Ibid.*, 1938, 2^e trimestre.] — *Duhem (E.-B.)*. Boislandry, député aux États-Généraux de 1789. [*Ann. hist. Révol. franç.*, juillet-août 1938.] — *Hill (Henry Bertram)*. Gouverneur Morris, témoin de la Révolution française (utilise surtout la correspondance officielle ou semi-officielle de l'ambassadeur américain). [*La Révolution française*, 1938, 2^e trimestre.] — *Crawford (Emma)*. Un ami de la France : Quentin Craufurd, gentilhomme écossais (article intéressant qui retrace la vie d'un ami de Fersen et de Sénac de Meilhan). [*Ibid.*, 1938, 2^e trimestre.] — *Froidcourt (G. de)*. Fabre d'Églantine, plaideur (d'après un mémoire inédit de 1781, pour un procès intenté par Fabre à un sieur Devos dont il devait faire le portrait). [*Ibid.*, 1938, 1^{er} trimestre.] — *Williams (David)*. The missions of David Williams and James Tilly Matthews to England, 1793. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938.] — *Aubert (G.)*. La Révolution à Douai (suite). La défense nationale. [*Ann. hist. Révol. franç.*, septembre-octobre 1938.] — *Williams (David)*. Un document inédit sur la Gironde (manuscrit de David Williams qui éclaire la politique étrangère de la Gironde). [*Ibid.*, septembre-octobre 1938.] — *Nicolle (P.)*. Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793. [*Ibid.*, juillet-août et septembre-octobre 1938.] — *Roufflandis (médecin général)*. Les hôpitaux de l'armée des Pyrénées-Orientales (suite et fin). [*La Révolution française* 1938, 1^{er} et 2^e trimestre.] — *Cardenal (L. de)*. Robespierre et terrorisme après Thermidor. [*Ann. hist. Révol. franç.*, juillet-août 1938.] — *Ferrero (G.)*. Bonaparte et l'Italie (réponse à la critique de P. Muret parue dans le numéro précédent). [*La Révolution française*, 1938, 1^{er} trimestre.] — *Muret (P.)*. Encore quelques remarques sur l'Aventure de M. Guglielmo Ferrero (réplique à l'auteur susdit. Sur la grande majorité des points soulevés dans ce débat, les arguments de Muret paraissent décisifs). [*Ibid.*, 1938, 1^{er} trimestre.]

L'Huilier (F.). Strasbourg et la « Grande Flottille » (1803-1805 ; destinée à l'expédition d'Angleterre). [*Rev. Alsace*, juillet-septembre 1938.] — *Dard (Émile)*.

Évasion d'une armée espagnole en 1808 (celle de La Romana, placée sous les ordres de Bernadotte sur la Baltique et qui déserte quand arrive la nouvelle de Bailen). [*Rev. Paris*, 1^{er} octobre 1938.] — *Strauss (Gérard)*. Les chansons royalistes pendant les Cent Jours. [*Révol. 1848*, juin-août 1937.]

Valjavec (Fritz). Das älteste Zeugnis für das völkische Erwachen des Donauschwabentums (date de 1809). [*Hist. Zschrift*, Bd 159, Heft 2.]

Simonetti (G.). Cristoforo Saliceti e la Repubblica di Lucca, 1799-1805. [*Arch. stor. di Corsica*, 1937, fasc. 3.] — *Cortese (N.)*. Il reggimento corso al servizio Napoletano, 1806-1814. [*Ibid.*, 1938, fasc. 4.] — *Valente (U.)*. Documenti sulle relazioni sardo-corse, 1810 (quelques indications sur la piraterie méditerranéenne. Échange de prisonniers entre les deux îles). [*Ibid.*, 1938, fasc. 1.] — *Ersilio (Michel)*. La Corsica durante i cento giorni (documenti inediti). [*Ibid.*, 1937, fasc. 3.]

VII. XIX^e SIÈCLE

Maturi (W.). Il congresso di Vienna e la restaurazione dei Borboni a Napoli (à suivre). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. III.]

Uzureau (chanoine). La conspiration Berton à Saumur, 1822. [*Anjou hist.*, octobre 1938.] — *Mazoyer (L.)*. La jeunesse villageoise du Bas-Languedoc et des Cévennes en 1830. [*Ann. hist. écon. et soc.*, novembre 1938.] — *Id.* Catégories d'âges et groupes sociaux : les jeunes générations françaises de 1830 (très suggestif). [*Ibid.*, septembre 1938.] — *Rude (F.)*. L'insurrection ouvrière de Lyon en 1831 et le rôle de Pierre Charnier (suite et fin). [*Révol. 1848*, juin-août et septembre-novembre 1938.] — *Vermorel (Jean)*. Les idées sociales du Dr Terme, maire de Lyon, 1840-1847 (partisan de l'impôt progressif sur le revenu). [*Ibid.*, septembre-novembre 1938.] — *Kahan-Rabecq (M^{me} M. M.)*. La crise des subsistances dans le Haut-Rhin à la veille de la Révolution de 1848. [*Ibid.*, mars-mai 1937.] — *Friedieff (M.)*. Le Parlement et l'opinion publique française devant la question de l'intervention russe en Hongrie, en 1849. [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.] — *Barthélemy (Joseph)*. Le centenaire de Gambetta (brève étude sur la politique du grand tribun, qui permet à son auteur quelques critiques qui relèvent des problèmes actuels (rôle du Sénat, du parti radical, représentation proportionnelle)). [*Ibid.*, 1938, avril-juin, n° 2.]

Romano (Aldo). Aspetti e problemi della storia del Risorgimento nell'Italia meridionale. [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. II.] — *Porzio (G.)*. Studi albertini e alterazioni programmatiche nella storia del Risorgimento. [*Nuova riv. stor.*, 1938, fasc. 3-4.] — *Petronio (Giuseppe)*. Rassegna di Storia Letteraria Leopardiana. [*Ibid.*, 1938, fasc. 3-4.] — *Garino-Canina (A.)*. Principi ed indirizzi finanziari di Camillo Cavour. [*Rendiconti d. R. Accad. naz. dei Lincei*, 1937, fasc. 11-12.] — *Mordini (L.)*. Il carteggio privato Cipriani-Ricasoli nel 1859. [*Arch. stor. di Corsica*, 1938, fasc. 1.] — *Maternini (M.)*. Cento anni dal progetto della ferrovia Milano-Venezia. [*Commentari dell' Ateneo di Brescia*, 1937, A.] — *Sciuti (Pinella)*. Giuseppe Sciuti pittore (peintre sicilien, 1834-1911 : reproductions). [*Arch. stor. per la Sicilia*, a. II-III (1936-1937).] — *Lemoine (H.)*. Journaux de 1848-1850 aux archives de Seine-et-Oise. [*Révol. 1848*, juin-août 1937.] — *Wright (Gordon)*. Les journaux politiques en province, 1860-1870 (liste avec indication de la nuance politique et du tirage). [*Ibid.*, septembre-novembre 1938.] — *Laurent (Édouard)*. Un correspondant et un ami de P.-J. Proudhon : P.-F.-Eugène Neveu, 1812-1874

(à suivre). [*Ibid.*, juin-août 1937.] — Harlor (M^{me}). Un ouvrier poète : Gabriel Gauny, 1806-1889. [*Ibid.*, juin-août 1937.]

Temperley (Harold). British secret diplomacy from Canning to Grey. [*Camb. hist. Journal*, 1938, t. VI, n° 1.] — Parry (E. Jones). A review of the relations between Guizot and Lord Aberdeen, 1840-1852. [*History*, juin 1938.] — Hughes (Edward). The development of Cobden's economic doctrines and his methods of propaganda : some unpublished correspondence (publie cinq lettres de Cobden, la plus ancienne de 1838, la plus récente de 1861, et d'intérêt assez inégal). [*Bull. of the John Rylands Library*, 1938, t. XXII, n° 2.] — Wittig (H.). Das innere Gefüge der Gedankenwelt Thomas Carlyles. [*Hist. Zschrift*, Bd 159, Heft 1.] — Pinto (R.). Le gouvernement de Sa Majesté (intelligente et précise étude de l'évolution du gouvernement anglais aux XIX^e et XX^e siècles, d'après le livre de Jennings (Cambridge, 1936). [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.]

Gihl (Torsten). La caisse du cabinet (étude sur l'endettement de cette caisse, exploité par l'opposition au cours du Riksdag de 1840-1841. Interprétation nouvelle : la plus grande partie de ces dettes a pour origine un déficit de la caisse coloniale). [*Hist. Tidskrift Stockholm*, 1936, fasc. 4.]

Torre (Augusto). La politica francese dal 1871 al 1890 (d'après les « Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914 » (1871-1914), dont les sept volumes parus entre 1929 et 1937 couvrent la période indiquée : 1871-1890). [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. I.] — Morandi (Carlo). Storia diplomatica e manuali storici (sul significato del trattato italo-tedesco del 1887) (critique un peu floue de l'interprétation de P. Renouvin, *L'histoire cont. dans les manuels scolaires allemands* (Rev. d'hist. de la guerre mondiale), avril 1938). [*Ibid.*, 1938, fasc. III.]

Buchfink (E.). Moltke und Schlieffen. [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 2.]

Medlicott (W. N.). The Powers and the unification of the Two Bulgarias, 1885. Part I. [*Engl. hist. Rev.*, janvier 1939.] — Stainov (P.). L'effort du tsarisme russe pour l'élaboration d'une Constitution démocratique en Bulgarie, 1878-1879. [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.] — Treue (W.). Russland und die Eisenbahnen im Fernen Osten (depuis 1894). [*Hist. Zschrift*, Bd 158, Heft 3.] — Tassie (G.). L'histoire constitutionnelle de la Serbie. [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.]

Hauser (H.). Naissance, vie et mort d'une institution : le travail servile au Brésil. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.]

VIII. LE MONDE CONTEMPORAIN

Houdaille (J.). La conjoncture : aujourd'hui et hier. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.] — Feis (Herbert). Raw materials and foreign policy. [*Foreign Aff.*, juillet 1938.] — Politis (Nicolas). L'avenir de la Société des Nations. [*Esprit intern.*, octobre 1938.] — Rossi (Mario M.). Il movimento per l'unificazione delle chiese cristiane (met en cause le passé lointain, le passé proche (conférence missionnaire mondiale de 1910) et les conférences mondiales des églises chrétiennes d'Oxford, juillet 1937, et d'Édimbourg, août 1937). [*Nuova riv. stor.*, 1938, fasc. 5-6.] — Thompson (Dorothy). Refugees. A world problem. [*Foreign Aff.*, avril 1938.]

Febvre (Lucien). Le corporatisme, le XX^e siècle et l'évolution constitutionnelle

de la France contemporaine. [*Ann. hist. écon. et soc.*, juillet 1938.] — *Schneerb (R.)*. Interprétation économique des faits sociaux. Les atlas fiscaux français comme documents de l'histoire économique. [*Ibid.*, juillet 1938.]

Auld (George P.). The british war-debt : retrospect and prospect. [*Foreign Aff.*, juillet 1938.] — *Nicholson (Harold)* et *Geraud (André)*. What France means to England. What England means to France. [*Ibid.*, janvier 1939.] — *Lennox (Victor Gordon)*. Anthony Eden. [*Ibid.*, juillet 1938.] — *Hodson (H. V.)*. Eire and the British commonwealth. [*Ibid.*, avril 1938.] — *Moye (M.)*. Le droit public de l'Irlande. [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.]

Fodor (M. W.). Finis Austriae. [*Foreign Aff.*, juillet 1938.] — *Bethlen (comte Étienne)*. La politique étrangère de la Hongrie après la guerre. [*Esprit intern.*, avril 1938.] — *Seton-Watson (R. W.)*. The german minority in Czechoslovakia. [*Foreign Aff.*, juillet 1938.] — *Lubenoff (Georg)*. La situation internationale dans les Balkans. [*Esprit intern.*, juillet 1938.] — *Gusti (D.)*. La politique extérieure de la Roumanie à l'heure actuelle. [*Ibid.*, octobre 1938.] — *Géraud (André)*. Eastern Europe : vassal or free? [*Foreign Aff.*, avril 1938.]

Dennett (Tyler). Alternative American policies in the Far East. [*Foreign Aff.*, avril 1938.] — *Stevenson (J. A.)*. Sectional factors in Canadian foreign policy. [*Ibid.*, juillet 1938.] — *S. Embryo* fascism in Quebec. [*Ibid.*, avril 1938.] — *Hutton (D. Graham)*. The New-Old crisis in Mexico. [*Ibid.*, juillet 1938.]

Febvre (Lucien). De la Sainte-Russie à l'U. R. S. S. (à propos du livre de G. Friedmann qui porte ce titre). [*Ann. hist. écon. et soc.*, septembre 1938.] — *Scheffer (Paul)*. From Lenin to Stalin. [*Foreign Aff.*, avril 1938.] — *Wheeler-Bennett (John W.)*. The meaning of Brest-Litowsk today. [*Ibid.*, octobre 1938.]

Maddisoo (E.). Les traits généraux de l'histoire constitutionnelle estonienne jusqu'à l'Assemblée nationale de 1937. [*Rev. d'histoire politique et constitutionnelle*, 1938, avril-juin, n° 2.] — *Mirkine-Guetzevitch (B.)*. Chronique d'histoire constitutionnelle (porte sur les événements d'Espagne depuis 1936. Montre la disparition de la Constitution de 1932 dans les deux camps : républicain et nationaliste. [*Ibid.* 1938, avril-juin, n° 2.]

Labruyère (René). L'état actuel du problème naval en Méditerranée. [*Esprit intern.*, juillet 1938.] — *Wollemborg (Leo)*. Una fase ignorata della questione adriatica, juin-septembre 1915. [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. I.] — *Villari (Luigi)*. Le problème colonial italien. [*Esprit intern.*, juillet 1938.] — *Ciasca (Raffaele)*. La moderna espansione italiana nella storiografia (longue bibliographie commentée sur le mouvement colonial italien. [*Riv. stor. italiana*, 1938, fasc. I.]

Clerget (M.). L'évolution du Proche-Orient. [*Ann. hist. écon. et soc.*, septembre 1938.] — *Azan (général Paul)*. Le nationalisme arabe. [*Esprit intern.*, avril 1938.]

Braudel (F.). En Algérie : problèmes généraux et problèmes d'Oranie. [*Ann. hist. écon. et soc.*, novembre 1938.]

CHRONIQUE

— Le 7 février 1939 est mort à Paris le vicomte Georges d'AVENEL. Né le 2 juin 1855, M. d'Avenel, après d'excellentes études au collège de Vaugirard et un passage dans l'administration, s'était adonné à l'histoire, particulièrement à l'histoire économique et sociale. En effet, à côté de son livre sur *Richelieu et la monarchie absolue* (1884-1900, 4 vol. in-8°), et qui lui valut le grand prix Gobert de l'Académie française, on sait qu'il publia un grand recueil sur *l'Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général de l'an 1200 à l'an 1800* (1894-1898, 4 vol. in-4°). Ce recueil, où se trouvaient accumulées des données numériques nombreuses, devait susciter d'assez graves réserves de la part des économistes comme des historiens ; cependant, dans ces dernières années, certains savants étaient revenus sur un jugement un peu trop sévère, et François Simiand ne craignait pas de lui emprunter quelques éléments de fait. C'est, en tout cas, à cet ordre d'investigations que se rattachent tant d'autres publications du même auteur : *Payans et ouvriers* (1899, in-16), *Le mécanisme de la vie moderne* (1898-1900, 3 vol. in-16), *Les revenus d'un intellectuel de 1200 à 1913* (1922), *L'évolution des moyens de transport* (1920), etc.

G. BN.

— Ce ne sont que quelques pages, mais elles sont écrites par un ami sur un disparu qui lui fut cher, et ces deux intelligences, ces deux consciences, ces deux sciences qui se mêlent ainsi l'une à l'autre y apparaissent en leur intimité infiniment touchante. Le *Joseph Bédier, 1864-1938*, de M. Ferdinand Lot (Paris, Droz, 1939, in-16, 53 p., sans indication de prix) rappelle la carrière et l'œuvre du grand romaniste, espèce de troubadour qui déteste le style troubadour, et du grand administrateur d'une maison dont M. Lot ne cèle aucune des erreurs. M. Lot souligne la caractéristique essentielle de Bédier : le scrupule, qui l'amène à douter, à examiner les hypothèses classiques afférentes aux grands problèmes littéraires — et ainsi s'explique avant tout *Les légendes épiques* — et puis aussi cette activité optimiste qui le faisait se désintéresser, en quelque sorte, des œuvres qu'il avait publiées, son style travaillé et pur. M. Lot essaie aussi d'expliquer le caractère de son ami, son conformisme social et national, son traditionalisme basé sur l'honneur. Une lettre de Bédier à M. Lot, en date du 2 avril 1906, est publiée en appendice : c'est une contribution utile à la théorie de l'épopée.

G. BN.

— M. Léopold-Lacour, qui vient de mourir (31 avril 1939), à l'âge de quarante-trois ans, était fort connu comme conférencier, et un peu de l'oubli qui entoure, déjà, les vieillards s'était légèrement dissipé lorsque, tout récemment, parurent ses mémoires, sous le titre de *Une longue vie. Histoire d'un homme* (1939), fort intéressants pour la période contemporaine. Mais M. Léopold-Lacour mérite, comme historien, de n'être pas totalement oublié. Né le 2 septembre 1856, il avait

fait de bonnes études à Nancy, à Versailles et à Paris, était entré à l'École normale supérieure, et sorti agrégé des lettres, avait enseigné dans divers lycées de province et à Paris. Il fut attiré par certains aspects féminins ou littéraires de l'histoire, et c'est ainsi qu'on notera de lui : *Trois femmes de la Révolution* (1900), *La Révolution française et ses détracteurs* (1909), *Les maîtresses et la femme de Molière* (1914).

G. Bx.

LES JOURNÉES FRANCO-BRITANNIQUES DE CAMBRIDGE (AVRIL 1939)

Les réunions désormais périodiques des historiens anglais et français deviennent une heureuse tradition. La dernière s'est tenue à Cambridge (au collège de Peterhouse) du 14 au 16 avril. Des présidents des deux Comités nationaux, l'un, M. Coville, n'avait pu quitter la France, l'autre, M. Temperley, était empêché par la maladie de présider à nos travaux. Cette charge a été assumée par MM. Webster et Clapham, et des présidences de séances ont été déléguées à MM. Henri Hauser, Olivier-Martin, Walker. Ajoutons que le *management* intellectuel, aussi bien que matériel, a été assuré avec autant de compétence que de bonne grâce par M. Patrick Bury.

Le *meeting* était divisé en deux sections : l'une consacrée à l'histoire économique et sociale, l'autre réunissant l'histoire parlementaire et l'histoire coloniale. Cette organisation bipartite a ses avantages : elle permet de grouper en un temps relativement court un grand nombre de communications. Elle présente aussi des inconvénients : il est souvent bien difficile d'établir une ligne de démarcation entre les deux domaines, inconvénient aggravé cette fois par le fait que les problèmes économiques dominaient même dans les contributions classées dans le cadre institutionnel. D'autre part, les historiens ne possédant point le don d'ubiquité, ceux qui étaient inscrits à une section pouvaient difficilement la quitter pour prendre part aux discussions de la section voisine. Or, ces discussions, particulièrement vivantes et nourries, se sont révélées un des éléments essentiels du succès de ces réunions. — Nous nous permettons donc de soumettre ces réflexions aux organisateurs des rencontres futures.

Dans la section économique ont figuré MM. Marc BLOCH, avec une étude comparative de l'évolution des classes en Angleterre et en France au Moyen Age (type des communications souhaitables dans ces réunions où il s'agit de montrer ce qu'il y a de commun et de différent entre les deux nations) ; POSTAN, sur le *Village labourer* (aux XIII^e et XIV^e siècles) ; MOLLAT, qui présentait une esquisse et un plan de recherches sur le commerce des ports normands avec les ports anglais aux XV^e-XVI^e siècles, de Newcastle au nord-est (avec prolongement en Écosse) jusqu'à Bristol à l'ouest (avec prolongement en Irlande). M. BLANCHARD a exposé les aspects financiers, économiques et aussi politiques de la doctrine et de la pratique du cabinet des Tuileries dans l'affaire des chemins de fer des deux Luxembourgs, grand-ducal et belge, après l'échec des négociations d'annexion de 1866-1867, compte tenu des répercussions de cette « pratique » sur la politique anglaise. M. COURT étudia, en se plaçant dans des cadres régionaux, les transformations insensibles qui, par une suite de progressions, mènent à ce que nous pouvons continuer de nommer (ce fut aussi la conclusion de M. Mantoux) la « révolution industrielle ». M. MORAZÉ

traitait des relations économiques entre le département du Nord, spécialement le port de Dunkerque, et l'Angleterre de 1850 à 1870, soit autour du traité franco-anglais, ainsi que de l'incidence de ce traité sur la structure interne du capitalisme dans cette région française. M. HABBAKUK nous a entretenus d'un sujet bien spécifiquement britannique, les transformations de la propriété terrienne (*land ownership*) c'est-à-dire de la distinction croissante entre le *landlord* et le *squire*, de la guerre civile à l'établissement définitif de la monarchie hanovrienne (1640-1740).

Dans l'autre section, les circonstances politiques avaient malheureusement retenu à leurs postes respectifs deux de nos compatriotes, ce qui nous a privés des communications de M. HARDY, sur la France et l'Islam en Afrique occidentale au XIX^e siècle, et de M. JULIEN, sur la colonisation ouvrière en Algérie après les journées de Juin. Des retards de transmission n'ont pas permis de lire ces exposés. Mais M. OLIVIER-MARTIN a montré « comment certaines villes françaises au Moyen Âge ont renoncé à leurs privilèges ». Miss CAM a parlé des salaires des représentants au parlement, avec exemple pris dans les comté et bourg de Cambridge. M. COORNAERT a étudié les origines et premiers développements des corporations dans la France du Nord, M. WALKER les relations franco-anglaises en Afrique du Sud à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle : encore une de ces communications mixtes qui sont éminemment désirables. — Sortirons-nous des limites d'un compte-rendu scientifique en rappelant la cordiale courtoisie, la charmante hospitalité dont les participants français furent l'objet? Assurément non, puisqu'il leur a été donné de vivre dans le cadre historique des collèges cantabrigiens, qu'ils se sont assis à table dans ces halls vénérables aux murs ornés de portraits dont quelques-uns sont signés de grands noms. Ils y rencontraient le souvenir de Henry VIII, d'Érasme, d'Élisabeth, des Walpole, etc. Non, puisque les excursions aussi étaient d'intérêt historique : l'abbaye d'Anglesey, transformée en castel par le goût éclairé de lord Fairhaven ; cette étonnante création de l'art anglo-normand qu'est la cathédrale d'Ely, inattendu prélude en partie roman au style vertical de la Renaissance anglaise. Nous avons vu la petite chapelle qui fut, à Huntingdon, la *Grammar School* d'Olivier Cromwell ; nous avons traversé les prairies où le jeune *squire* chevauchait en méditant les versets de la Bible, visité le château de Hinchinbrooke dont les parties anciennes abritèrent la famille du futur protecteur et que le propriétaire actuel, héritier de la famille historique des Sandwich, a rempli de souvenirs et d'œuvres d'art. Tout un côté de la vieille vie de l'aristocratie anglaise nous apparaissait dans cette campagne verdoyante, semée de narcisses et de jonquilles.

Un mot encore. Tandis que nos collègues anglais nous invitent chaque fois dans une ville différente, continuerons-nous à leur laisser croire que nous ne possédons, en dehors de Paris, ni centres intellectuels ni vieilles villes universitaires? Il en est qui ne sont pas plus loin de la mer qu'Oxford ou Cambridge¹. — Henri HAUSER.

SIXIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL D'ÉTUDES BYZANTINES

(Alger, 2-7 octobre 1939).

Conformément à la décision du cinquième Congrès, prise à Rome en septembre

1. Un article, dû à l'un des Français présents à Cambridge, M. Y.-M. Goblet, a paru dans le *Temps* du 18 avril.

1936, sur l'invitation du gouvernement français, et modifiée récemment avec le consentement du Comité permanent, le sixième Congrès international d'Études byzantines se tiendra à Alger du 2 au 7 octobre 1939.

Les Académies et Sociétés savantes, les Universités et grandes Écoles, les Instituts scientifiques, les Bibliothèques et les Musées sont respectueusement invités à se faire représenter.

Toutes ces hautes autorités voudront ainsi honorer Byzance, gardienne de la culture grecque et du droit romain, encourager les études byzantines, consacrer cette discipline nouvelle qui atteint aujourd'hui un développement remarquable, soutenir les savants de tous pays qui viennent à nos Congrès, chaque fois plus nombreux, et se proposent, en celui-ci, de coordonner leurs efforts pour en tirer un meilleur fruit.

Nous invitons aussi les savants mêmes qui se sont consacrés à ces études et ceux des disciplines voisines qui ont pénétré dans le domaine de Byzance, en ont considéré les rapports avec les autres nations, en ont observé le rayonnement.

Nous donnerons prochainement le programme détaillé des travaux et des excursions qui les suivront. Nous spécifierons tous les avantages, organisation et réductions, dont bénéficieront les membres du Congrès. Prière d'envoyer d'urgence les adhésions à M. Gabriel MILLET, membre de l'Institut, 6, avenue Paul-Appell, Paris, XIV^e.

— On trouvera dans le n° 1, 2^e année, de la *Revue française d'héraldique et de sigillographie*, 1939, des comptes-rendus du 1^{er} Congrès d'études généalogiques et héraldiques, tenu à Bruxelles le 7 mai 1939, et de la journée d'études héraldiques et généalogiques de Tournai, tenue le 17 décembre 1938. En passant, signalons, avec regret, l'absence de tout enseignement organique en France de ces deux disciplines auxiliaires de l'histoire : M. Meurgey a bien fait, en 1939, quelques conférences sur l'héraldique à l'École des chartes ; mais il ne s'agit pas, en l'espèce, d'un véritable enseignement.

— Du 21 au 24 mai 1939 s'est tenue à Luxembourg une réunion du Bureau du Comité international des Sciences historiques. Il a réglé un certain nombre de questions administratives, touchant ses activités diverses et celles des Commissions dépendantes, réglé l'accession du grand-duché de Luxembourg au Comité et mis au point la tenue du Congrès international des Sciences historiques à Rome en 1942.

G. BN.

France. — Les *Positions de thèses* de l'École des chartes pour la promotion de 1939 sont les suivantes : Yvonne AUBERT, *L'abbaye de Notre-Dame de Montivilliers au diocèse de Rouen, des origines au XVI^e siècle* ; — J. BÉNET, *Jean d'Anjou, duc de Calabre et de Lorraine, 1426-1470* ; — Simone BERBAIN, *Les relations économiques de la France avec la Guinée de 1664 à 1757* ; — Marguerite BOULET, « *Questiones Johannis Galli* » ; — Alice DEMARTRES, *Histoire et organisation de la confrérie parisienne de la Passion, 1402-1677* ; — J. DE DIANOUS, *Les Juifs d'Avignon et du Comtat-Venaissin de 1640 à 1790* ; — Marie-Victoire DUVAL, *La communauté d'habitants de Monein en Béarn, des origines à la Révolution* ; — P. DE FERRY, *La commanderie*

et le prieuré de Saint-Jean-de-Jérusalem à Aix-en-Provence, de la fin du XII^e siècle à 1792 ; — Madeleine FOURNIÉ, *Les rapports de la royauté et de la commune de Lille pendant la domination française, de 1297 à 1369* ; — Alice GARRIGOUX, *Les franchises des communautés d'habitants de Haute-Auvergne, du XIII^e à la fin du XVI^e siècle* ; — F. GRAS, *La vie rurale dans la région de Chalon-sur-Saône, du XIII^e au XV^e siècle* ; — F. HIMLY, *Études critiques sur l'Alsace à l'époque mérovingienne* ; — Thérèse KLEINDIENST, *La topographie et l'exploitation des « marais de Paris », du XII^e au XVIII^e siècle* ; — Anne-Marie LANFRY, *Les églises romanes dans les anciens archidiaconés du grand et du petit Caux au diocèse de Rouen* ; — E. LEFORT, *L'avouerie ecclésiastique en Luxembourg du X^e au XIII^e siècle* ; — Georgette MARIE-SAINT-GERMAIN, *Les corps de métiers toulousains au XIII^e et au XIV^e siècle* ; — Y. METNAN, *La vie économique à Paris pendant le siège de 1590* ; — Madeleine PARENT, *Les assemblées royales en France au temps de saint Louis* ; — Nicole PIEDANNA, *L'architecture religieuse en Forez à l'époque romane* ; — J. RIGAULT, *La ville de Mézières et les guerres de Religion, 1560-1598* ; — P. ROBERT, *L'armée et les institutions militaires en Normandie sous la régence de Bedford, 1422-1435*. — Il est difficile, d'après les résumés qui nous sont ainsi offerts, d'apprécier les résultats et la méthode de ces travaux. On remarquera, toutefois, la faible importance qu'y représente la discipline philologique, et, par contre, l'intérêt grandissant pour les recherches d'histoire économique. Notons, en passant, que sur vingt et une thèses présentées, douze le sont par des jeunes filles ou jeunes femmes, et cette observation a peut-être quelque intérêt au point de vue social et administratif.

— Beaucoup de nos lecteurs connaissent déjà le *Centre international de documentation* des périodiques spécialisés : antiquité classique et études anciennes, qui fonctionne à Bois-Colombes, 14, rue Paul-Déroulède, et qui rend déjà de si grands services. Le Centre publie un *Bulletin des sommaires et comptes-rendus des périodiques français et étrangers* relatifs à l'antiquité classique et aux études anciennes, qui recense actuellement plus de 300 revues de 38 nations différentes. Comme le sommaire des revues est en général fort incomplet ou très mal établi, il est ajouté un texte donnant notamment le détail complet de la rubrique « comptes-rendus », « book-reviews », « Rezensionen » pour les revues groupant sous ce terme générique tous les titres des ouvrages recensés, sans les détailler.

Cette publication est complétée par l'organisation du prêt des revues à domicile.

L'abonné, à chaque Bulletin reçu, peut, en moins d'une heure, savoir très exactement ce que contiennent les dernières revues reçues au Centre international de documentation. S'il voit un article présentant un intérêt particulier pour lui, il lui suffit d'aviser par simple carte postale le centre documentaire de Bois-Colombes qu'il désire lire cet article. La revue contenant cet article lui est alors prêtée gratuitement par retour du courrier pour quatre jours pleins, c'est-à-dire non comptés le jour de l'arrivée chez lui et de la remise à la poste par lui, ni le temps du trajet postal.

Aucune limitation du nombre de revues demandées n'est imposé.

Cette organisation comble donc une lacune importante dans la documentation moderne, jusqu'à présent inaccessible aux étudiants et savants éloignés de Paris ou des capitales. Elle permet même aux Parisiens, et à domicile, donc sans perte de temps et sans s'inquiéter des jours et heures d'ouverture des bibliothèques, la lec-

ture de revues parfois impossibles à trouver dans les plus grands établissements : Bibliothèque nationale, Institut, Sorbonne. Le périodique, même le plus rare, vient au-devant du lecteur et non l'inverse.

Les prêts ne sont d'ailleurs pas limités à la France, mais consentis à tous les savants du monde entier. Actuellement, les prêts à l'étranger faits par le centre documentaire de Bois-Colombes atteignent plus de 50 % de l'ensemble des prêts.

Quelques chiffres permettront d'apprécier l'extension rapide de ce service de documentation : en 1936, plus de 4,000 revues ont pu être ainsi prêtées à 12 nations. En 1937, en 6 mois seulement, le nombre des envois dépassait déjà ce chiffre de 4,000, et chaque envoi comportant maintenant 2 à 3 revues en moyenne au lieu d'une seule en 1936, c'est donc plus de 10,000 revues qui ont été ainsi prêtées à 20 nations.

De plus, il a été répondu à environ 3,000 demandes de références sur les sujets les plus variés, grâce aux 35,000 fiches environ qui ont pu être établies au centre documentaire, rien que pour 1936, par recension de tous les mots-clés des titres d'ouvrages ou articles cités dans le *Bulletin des sommaires*. Il est fourni par retour du courrier toutes les références sur un sujet donné. Ce service est également gratuit : il évite d'attendre la publication de renseignements les plus récents, dont souvent les plus importants sont en retard dans les *Annuaire*s bibliographiques.

— *Publications de l'École roumaine en France.* — En 1921, répondant à l'initiative de M. le professeur Iorga, le gouvernement roumain a décidé la création d'une École roumaine en France, institut d'études supérieures, similaire aux Écoles françaises de Rome et d'Athènes. Cette École a été placée dès le commencement sous la direction de son créateur, M. le professeur Iorga, membre du Conseil de la Couronne, ancien président du Conseil de Roumanie, ancien recteur de l'Université de Bucarest, membre associé de l'Institut de France et professeur agrégé à la Sorbonne.

En seize ans d'existence, l'École a rendu d'importants services à la culture roumaine ; elle a contribué à resserrer les relations spirituelles franco-roumaines. Elle possède déjà une collection de publications, intitulée « Mélanges de l'École roumaine en France », qui compte treize volumes, et qui est destinée à recueillir les études et les travaux élaborés par les membres de cette institution, pendant leur séjour à l'École. Cependant, la Direction a estimé qu'elle devait entreprendre une nouvelle série de publications. Celles-ci ne feront pas double emploi avec les « Mélanges » consacrés uniquement aux travaux des membres actifs.

Le but de ces nouvelles publications est de mettre à la disposition des anciens membres de l'École, et des savants roumains en général, un moyen de publier en français leurs travaux historiques, archéologiques et littéraires. Cet organe permettra en même temps de coordonner en quelque sorte les travaux des érudits roumains qui ont fait leurs études en France, et qui doivent à la France la meilleure partie de leur culture. Il publiera les thèses de doctorat soutenues en France par les anciens membres de l'École, des monographies sur des sujets intéressant la Roumanie aussi bien que la France, et en général toute sorte de travaux historiques en même temps que des ouvrages purement littéraires.

Les publications de l'École roumaine comprendront trois séries distinctes :

1. — Une *série historique*, qui publiera dans de grands volumes in-octavo, à raison de deux par an, des travaux sur l'histoire roumaine et universelle, l'histoire litté-

raire, la littérature comparée et la philosophie. Le premier volume de cette série se compose d'extraits de l'œuvre de M. Iorga concernant l'histoire et la littérature française. Il a été suivi de près par l'ouvrage de M. Cioranescu, ancien membre de l'École, sur *L'Arioste en France*, comprenant, en deux volumes, l'histoire de la fortune de l'Arioste en France, du XVI^e siècle à la Révolution française.

2. — En même temps, et parallèlement à cette collection strictement scientifique, la Direction de l'École roumaine se propose de publier une *série littéraire*, qui doit comprendre surtout des traductions de poésies, de pièces de théâtre et de romans de la littérature roumaine moderne. Cette série commencera par la traduction du roman *Mathieu Damian (La Vie à la campagne)* de Duiliu Zamfirescu. Pour les volumes suivants de cette collection, nous pouvons déjà annoncer une anthologie de la poésie roumaine contemporaine, contenant des traductions, faites par M^{lle} Văcărescu, des écrivains roumains les plus représentatifs ; une traduction des œuvres du grand poète Eminescu, par M^{lle} Holban ; une traduction de quelques ouvrages dramatiques de M. Iorga, la plupart traduits déjà en d'autres langues.

3. — La Direction de l'École roumaine a accepté aussi de soutenir, à côté de ces deux séries, une nouvelle collection, intitulée *Études roumaines*, et entièrement rédigée par trois anciens membres de l'École, MM. Cioranescu, Gollner et Turdeanu. Cette série comprendra dans chaque livraison une plaquette contenant trois études sur des problèmes intéressant la Roumanie. C'est ainsi que le premier numéro, qui vient de paraître, est consacré à Michel le Brave, et étudie ses rapports avec l'Espagne et avec Raguse, et l'écho de ses exploits dans la littérature française contemporaine. La brochure suivante étudiera trois problèmes d'art et d'illustration documentaire intéressant aussi la Roumanie.

Les soins de l'impression sont assurés par l'établissement des « Presses modernes » (96, galerie Beaujolais, Paris, I^{er}), qui ont aussi l'édition des deux premières publications. Les « Études roumaines » sont imprimées en double tirage, l'édition pour la France étant confiée aux « Presses universitaires », et pour la Roumanie à la « Cartea Românească » de Bucarest. La Direction et la Rédaction se trouvent à l'École roumaine, 50, rue des Châtaigniers, à Fontenay-aux-Roses (Seine), où toute correspondance relative à ces publications devra être adressée au nom de M. Victor Iancoulescu.

— L'imprimeur Arrault et C^{ie}, de Tours, prépare la publication d'un ouvrage de M. TOURNEUR-AUMONT, professeur à la Faculté des lettres de Poitiers, *La bataille de Poitiers et la construction de la France*. Le volume, de 560 pages, illustré de 8 photographies dont 4 vues aériennes, est en souscription au prix de 95 francs. Il paraîtra dès que l'éditeur aura recueilli un nombre suffisant de souscriptions.

— Le 25 mars 1939, au château de Montreau, à Montreuil-sous-Bois (Seine), a été inauguré un Musée de l'Histoire. M. Jean Bruhat et la Société qui a collaboré à cette création y ont groupé 5,000 documents sur l'histoire du vieux Montreuil, les précurseurs de la Révolution, la période de ladite Révolution et de l'Empire, la Restauration et les deux révolutions de 1830 et 1848, la guerre de 1870 (notons une précieuse collection de caricatures anglaises) et la Commune (photographies étonnamment conservées), l'histoire du socialisme, etc. La bibliothèque de Jean Jaurès y a été déposée, et une salle conserve des papiers du grand tribun. Il s'agit donc d'une création qui obéit à des préoccupations politiques visibles, mais qui sera très

utile aux chercheurs, et il convient de saluer l'apparition, dans cette commune suburbaine, de ce petit foyer de science historique.

— Du nouveau sur Castellion... Dans cette même bibliothèque des « Remonstrants » de Rotterdam où M^{lle} Elisabeth Feist (Mrs. Felix E. Hirsch) avait copié le *De Arte dubitandi* de Sébastien Castellion, M. le professeur B. Becker, de l'Université d'Amsterdam, a découvert un autre manuscrit inédit du grand précurseur, à savoir sa réponse à l'*Antibellius* de Théodore de Bèze. Découverte due à l'ingéniosité d'un chercheur qui a su ouvrir un manuscrit que d'autres avaient vu, mais avaient confondu avec le traité sur les hérétiques auquel précisément Bèze avait répondu. Cette riposte, *De haereticis a civili magistratu non puniendis... adversus libellum Theodori Bezae... auctore Basilio Montfortis* (achevée le 11 mars 1555), est sans conteste possible l'œuvre de Sébastien (*Basilius*) Castelleio (*Montfortis*); elle est écrite de sa main. M. Giran a publié quelques parties de la préface dans *L'Esprit et la Vie*, numéros de novembre et décembre 1938, janvier 1939. — Henri HAUSER.

Autographes. — On trouve dans le catalogue de la bibliothèque du château de Vertcœur (succession de M. le comte Philipon), mise en vente les 30 et 31 janvier et 1^{er} février 1939, une quantité de pièces autographes truffant les éditions d'auteurs français du XIX^e siècle, accumulés dans cette bibliothèque. Ajoutons-y une collection de lettres adressées au maréchal de Castries de 1789 à 1798, particulièrement par le baron de Breteuil, l'ex-contrôleur des finances, Calonne, le duc de Brunswick, le duc de la Vauguyon, le comte de Saint-Priest, le comte Esterhazy, etc., qui paraissent présenter un certain intérêt pour l'histoire de l'émigration et les négociations secrètes des adversaires de la Révolution. G. Bn.

— Sous le titre de *Manuscrits et correspondance de Montesquieu*, M. Pierre CORNUAU, libraire-expert, a établi un catalogue remarquable en vue de la vente qui a eu lieu le 23 février 1939, des papiers conservés au château de la Brède et que les descendants de Montesquieu ont décidé, pour sortir de l'indivision, de mettre en vente (Paris, 49 p., illustré). A ce sujet, il nous est permis de revenir à une de nos antennes : quand donc fonctionnera en France un régime juridique capable de s'opposer à l'anéantissement de ces richesses morales qu'on appelle un fonds d'archives familiales du type de celui dont il est ici question? Un avant-propos de M. Cornuau à son catalogue résume l'histoire des papiers de Montesquieu, qui comprennent des textes inédits (*Voyages, réflexions et pensées*), un dossier des *Lettres persanes*, le manuscrit de *L'Esprit des lois* et une vaste correspondance (lettres envoyées et reçues), dont le catalogue fournit de nombreux extraits et analyses. Y aura-t-il acheteur de cet ensemble, dont la mise à prix est naturellement considérable? Cet acheteur sera-t-il l'État? Souhaitons-le, encore que, dans d'autres circonstances, on ait constaté la carence de l'État (papiers du prince Eugène; papiers Mollien). A ce sujet, l'idée nous est suggérée d'une Caisse centrale des achats par l'État, nantie de crédits, à la gestion desquels pourraient être appliquées les règles en usage à la Caisse nationale des Recherches, laquelle, on le sait, est soustraite à l'obligation de l'annualité. G. Bn.

Irlande. — L'école historique indépendante dont notre dernière chronique de l'histoire d'Irlande saluait l'existence s'affirme aujourd'hui par la publication des

*Études historiques irlandaises*¹. Les deux Irlandes, séparées par une frontière religieuse, raciale et politique, fusionnent ici sans heurt ; les « joint editors », égaux en prérogatives, sont l'auteur de *Church and State in Tudor Ireland*, le Dr Robert Dudley Edwards, et l'auteur de *Londonderry Plantations*, le Dr T. W. Moody. La revue paraît en mars et en septembre en fascicules de 120 pages environ, au prix de 5 sh. 6 d. chacun ; tandis que l'abonnement annuel coûte seulement 10 shillings. Elle vise, en somme, à jouer le rôle que joue en France la *Revue historique* (expressément nommée dans la Préface des directeurs associés), en établissant une liaison, jusqu'ici incertaine, entre la recherche historique et le corps des professeurs. De là deux types d'articles : les uns consacrés aux recherches originales et aux interprétations nouvelles indiquées par ces travaux ; les autres destinés à faciliter l'enseignement en tenant à jour une bibliographie critique et en traitant des problèmes de méthode.

La revue, dont les débuts seuls ont été subventionnés par toutes les Universités d'Irlande sans exception, a le plus urgent besoin d'encouragement matériel non moins que moral. Il serait bien regrettable que la France ne contribuât pas de toutes ses forces, par l'intermédiaire des bibliothèques, des sociétés historiques, des corps savants, à la vitalité d'un effort si méritoire, dont les dévoués animateurs seraient peinés de notre indifférence quand ils ont droit à toute notre active sympathie.

A. R.

1. *Irish Historical Studies*, the joint journal of the *Irish Historical Society* and the *Ulster Society for Irish Historical Studies*. (Hodges, Figgis and Co, 20, Nassau Street, Dublin.)

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Adoratski (V.)*. Voir *Cachin (M.)*.
- Albitreccia (Antoine)*. La formation du département de la Corse, 201.
- Allard (Louis)*. La comédie de mœurs en France au XIX^e siècle, t. II, 409.
- Allen (P. S.)*. Voir *Opus epistolarum Des. Erasmi Roterodami*.
- Annales sociologiques. Série D, fascicule 3 : Sociologie économique*, 399.
- Armstrong (Hamilton Fish)*. « We or they », two worlds in conflict, 185.
- Audiffret-Pasquier (duc d')*. La Maison de France et l'Assemblée nationale. Souvenirs, 1871-1873, 198.
- Baldensperger (Fernand)*. Voir *Vigny (Alfred de)*.
- Barbagallo (Corrado)*. Attraverso i secoli, 395.
- Baschmakoff (A.)*. Cinquante siècles d'évolution ethnique autour de la mer Noire, 418.
- Bayaud (Pierre)*. Répertoire numérique de la série Q du département du Tarn, 406.
- Beloch (Karl Julius)*. Bevölkerungsgeschichte Italiens, I, 413.
- Bemis (Samuel Flagg)*. A diplomatic history of the United States, 384.
- Benda (Julien)*. Un régulier dans le siècle, 178.
- Bittner (L.)*. Gesamtinventar des Wiener Haus- Hof- und Staatsarchivs, Bd. I, 142.
- Blanchard (Marcel)*. Essais historiques sur les chemins de fer du Midi languedocien et de la vallée du Rhône, 410.
- Une bataille de réseaux, Besançon, l'Est et le P. L. M., 1842-1860, 410.
- Blum (André)*. La gravure française en couleur. Londres au XVIII^e siècle, 222.
- Bossuat (André)*. Voir *Mirot (Léon)*.
- Brun (A.)*. Chateaubriand et la Provence, 408.
- Brunelli (Bruno)*. Figurine e costumi nella corrispondenza d'un medico del 1700, 414.
- Cachin (M.) et Adoratski (V.)*. Ce qu'est le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, 399.
- Cahen (Léon), Ronze (Raymond) et Folinais (Émile)*. Histoire du monde, de 1919 à 1937, 184.
- Cahuet (Albéric)*. Un Werther féminin : Lucile de Chateaubriand, 409.
- Calendar of State papers of the reign of Elizabeth*; vol. XXII : July-december 1588, 355.
- Calendar of State papers relating to Scotland and Mary Queen of Scots*, 1547-1603; vol. XI : 1593-1595, 357.
- Calendar of the patent rolls preserved in the Public Records. Philip and Mary*; vol. I : 1553-1554; vol. II : 1554-1555; vol. III : 1556-1557, 354.
- Calvin (D. D.)*. Voir *Glover (T. R.)*.
- Cencetti (Giorgio)*. Gli archivi dello studio bolognese, 413.
- Cénival (Pierre de)*. Voir *Monod (Th.)*.
- Chafik Pacha (Ahmed)*. L'Égypte moderne et les influences étrangères, 187.
- Chassagne (H.)*. Le Japon contre le monde, 416.
- Chaumeil (Louis)*. L'industrie ardoisière de Basse-Bretagne, 194.
- Ciasca (Raffaele)*. Storia coloniale dell'Italia contemporanea. Da Assab all'Impero, 172.
- Clark (Ch. W.)*. Franz Joseph and Bismarck. The diplomacy of Austria before the war of 1866, 170.
- Classical and mediaeval studies in honour of Edward Kennard Rand*; publ. par *Leslie Webber Jones*, 181.
- Claudon (F.)*. Voir *Nolin (E.)*.
- Cornea (Victor)*. What next in Central Europe? 190.
- Cornet (E.)*. Voir *Vedel (Valdemar)*.
- Creveaux (Eugène)*. Évolution de l'industrie papetière au XVIII^e siècle, 194.
- Crise internationale de septembre 1938 (la)*, 398.
- Cruchet (R.)*. En Louisiane. Légendes et réalités, 189.
- Delpy (G.)*. Bibliographie des sources françaises de Feijoo, 374.
- L'Espagne et l'esprit européen. L'œuvre de Feijoo, 1725-1760, 374.
- Denucé (J.)*. L'Afrique au XVI^e siècle et le commerce anversois, t. II, 368.
- Deslandres (Maurice)*. Histoire constitutionnelle de la France. L'avènement de la

- III^e République. La Constitution de 1875, 196.
- Doll (Gustav)*. Recherches sur la Chambre des étrangers à Genève, 1830-1840, 195.
- Donat (Jean)*. Séditions et répressions en Haute-Guyenne, sous Louis XIII, 201.
- Doucet (Raymond)*. Répertoire numérique des archives de la Lozère. Séries II L, II U, II Y, 406.
- Doughty (A. G.)*. La collection Elgin-Grey, 1846-1872, 404.
- Drake-Carnell (E. J.)*. Old english customs and ceremonies, 411.
- Driault (Edouard)*. La question d'Orient, 1918-1937. La paix de la Méditerranée, 184.
- Ducati (Pericle)*. Le problème étrusque, 351.
- Durand (Ch.)*. Les auditeurs au Conseil d'État sous le Consulat et le Premier Empire, 195.
- Durbec (J.-A.)*. Les Templiers dans les Alpes-Maritimes, 200.
- Monographie de Biot, 200.
- Durkheim (Émile)*. L'évolution pédagogique en France, 201.
- Eckel (Auguste) et Metzger (Lucien)*. Répertoire critique des anciens inventaires des archives du Bas-Rhin, 405.
- Encyclopédie française; t. XVI et XVII : Arts et littératures, 386.
- Erbt (Wilhelm)*. Weltgeschichte auf rassischer Grundlage. Urzeit, Morgenland, Ostasien, Mittelmeer, Abendland und Nordland, 144.
- Erdmann (Karl Dietrich)*. Das Verhältnis von Staat und Religion nach der Sozialphilosophie, Rousseaus, 379.
- État des inventaires des Archives nationales, départementales, communales et hospitalières au 1^{er} janvier 1937, 404.
- Études d'archéologie grecque, 186.
- Études d'histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne, 181.
- Fajon (Étienne)*. Le rôle de l'action humaine dans l'histoire, 399.
- Favone (Maurice)*. Histoire de la Marche, 199.
- Favre de Vaugelas (Claude)*. Remarques sur la langue française; publ. par Jeanne Streicher, 192.
- Fazy (Max)*. Inventaire sommaire des archives départementales postérieures à 1790. Allier. Série L, 406.
- Festschrift Friedrich Emil Welti, 183.
- Fisher (H. A. L.)*. History of Europe; vol. II : Renaissance, Reformation, Reason, 358.
- Fliche (Augustin) et Martin (Victor)*. Histoire de l'Église, depuis les origines jusqu'à nos jours, t. IV, VI, 145.
- Folinais (Émile)*. Voir *Cahen (Léon)*.
- Fouw (A. de)*. Philips van Kleef, 188.
- Fraenkel (H.)*. Storia di una nazione proletaria. La politica finanziaria italiana da Cavour a Mussolini, 174.
- Fréville (Jean)*. Sur la famille, 400.
- Freyer (Hans)*. Das geschichtliche Selbstbewusstsein des 20. Jahrhunderts, 180.
- Frugoni (Arsenio)*. Alessandro Luzzago e la sua opera nella controriforma bresciana, 414.
- Gapanovitch (J.)*. La Russie dans le nord-est de l'Asie, 383.
- Garrod (H. W.)*. Voir *Opus epistolarum Des. Erasmi Roterdami*.
- Gautheron (E.)*. Les loges maçonniques dans la Haute-Loire, 196.
- Gedenkschrift zum 400 Todestag des Erasmus von Rotterdam, 360.
- Gendarme de Bévotte (G.)*. Souvenirs d'un universitaire, 202.
- George (Pierre)*. Géographie économique et sociale de la France, 191.
- Gianturco (Elio)*. Joseph de Maistre and Giambattista Vico, 180.
- Gillot (Hubert)*. Chateaubriand, ses idées, son action, son œuvre, 408.
- Giraud (Victor)*. La vie tragique de Lamennais, 194.
- Glover (T. R.) et Calvin (D. D.)*. A corner of Empire : The Old Ontario Strand, 403.
- Goodman (Nathan)*. Benjamin Franklin's own history, 189.
- Gough (J. W.)*. The social contract. A critical study of its development, 397.
- Gouhier (Henri)*. La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme, t. II, 410.
- Grauers (Rolf)*. La Suède ancienne et moderne, 417.
- Gregersen (Aage)*. L'Islande, 407.
- Guinard (P.)*. Voir *Petit-Dutaillis (Ch.)*.
- Guppy (Henry)*. The royal injunctions of 1536 and 1538 and « the great Bible », 1539 to 1541, 412.
- Guyot (Charles)*. De Rousseau à Mirabeau, pèlerins de Môtiers et prophètes de 89, 379.
- Hanotaux (G.)*. Mon temps; t. II : La III^e République, 197.
- Hardy (G.)*. Voir *Renouvin (P.)*.
- Heimsoeth (Heinz)*. Nietzsches Idee der Geschichte, 181.
- Henderson (G. D.)*. Religious life in Seventeenth century Scotland, 370.
- Heymann (Egon)*. Balkan Kriege, Bündnisse, Revolutionen, 150 Jahre Politik und Schicksal, 397.

- Hindmarsch (Albert E.)*. The basis of Japanese foreign policy, 417.
- Hoe (Yung Chi)*. The origin of parliamentary sovereignty or « mixed monarchy », 179.
- Hurwicz (E.)*. Voir *Steinmann (Fr.)*.
- Iorga (N.)*. Histoire des Roumains et de la romanité orientale, t. I à IV, 151.
- Janneau (Guillaume)*. Les tapisseries de la cathédrale de Strasbourg, 222.
- Jones (Leslie Webber)*. Voir *Classical and mediaeval studies*.
- Josson (R. P. H.) et Willaert (R. P. L.)*. Correspondance de Ferdinand Verbiest, S. J., 1623-1688, directeur de l'Observatoire de Pékin, 369.
- Jusselin (Maurice)*. Vues de Bordeaux sous la Restauration, d'après les tableaux de compagnonnage, 195.
- Krainikowsky (A. I.)*. La question de Macédoine et la diplomatie européenne, 190.
- Labarthe (Émile)*. Gambetta et ses amis, 198.
- Labbé (Edmond)*. Rapport général de l'Exposition internationale de 1937, t. I, 399.
- Lachin (Maurice)*. La Chine capitaliste, 414.
- Leblanc (Jean)*. Répertoire numérique de la série N. Département de la Haute-Vienne, 406.
- Lee Nostrand (Howard)*. Le théâtre antique et à l'antique en France, de 1840 à 1900, 409.
- Lesne (Émile)*. Histoire de la propriété ecclésiastique en France, t. III et IV, 156.
- Levene (Ricardo)*. Les origines de Buenos-Aires et le sens de son évolution historique, 188.
- Lhéritier (Michel)*. L'Europe orientale à l'époque contemporaine, 189.
- Lopez (Roberto)*. Studi sull'economia genovese nel medio evo, 162.
- Luc (Jean)*. Diderot, l'artiste et le philosophe, 379.
- Ludwig (Émil)*. Le Nil, 186.
- Mac Elwee (W. L.)*. The reign of Charles V, 178.
- Marcelin (Robin)*. Aegyptus. Histoire de l'ancienne Égypte, 400.
- Martin (Victor)*. Voir *Fliche (Augustin)*.
- Massiet du Biest (M.)*. Inventaire sommaire des archives départementales des Ardennes, t. VII, 405.
- Medieval and historiographical essays in honour of James Westfall Thompson, 181.
- Mélèse (Pierre)*. Le théâtre et le public à Paris sous Louis XIV, 1659-1715, 372.
- Répertoire analytique des documents contemporains d'information et de critique concernant le théâtre à Paris sous Louis XIV, 372.
- Un homme de lettres au temps du Grand Roi. Donneau de Visé, fondateur du « Mercure galant », 372.
- Metzger (Hélène)*. Attraction universelle et religion naturelle chez quelques commentateurs anglais de Newton, 165.
- (*Lucien*). Voir *Eckel (Auguste)*.
- Mirot (Léon) et Bossuat (André)*. Les limites et la réunion du Nivernais et du Donziais, 407.
- Mitchell (R. J.)*. John Tiptoft, 1427-1470, 352.
- Monod (Th.) et Cenival (Pierre de)*. Description de la côte d'Afrique, de Ceuta au Sénégal, par Valentim Fernandes, 1506-1507, 187.
- Nef (John)*. English and French industrial history after 1540, in relation to the Constitution, 407.
- Nolin (E.) et Claudon (F.)*. Répertoire numérique de la série L, fasc. I, des Archives de la Côte-d'Or, 406.
- Omodeo (Adolfo)*. Un reazionario. Il conte J. de Maistre, 179.
- Omodeo Zona (Eva)*. Una rivoluzione fallita, 195.
- Opus epistolarum Des. Erasmi Roterodami; édité par P. S. Allen; t. IX publ. par H. M. Allen et H. W. Garrod, 361.
- Oudot de Dainville (M.)*. Inventaire sommaire des archives de l'Hérault. Série B, t. IV¹, 405.
- Oulmont (Charles)*. Voltaire en robe de chambre, 193.
- Paléologue (Maurice)*. Alexandre I^{er}, 418.
- Perceau (Louis)*. Le cabinet secret du Par-nasse, 193.
- Pérez (Angel Gabriel)*. El patronato español en el virreyno del Perú durante el siglo xviii, 188.
- Petit (Édouard)*. Histoire de la Russie. L'U. R. S. S., 417.
- Petit-Dutaillis (Ch.) et Guinard (P.)*. L'essor des États d'Occident : France, Angleterre, Péninsule ibérique, 160.
- Piobetta (J.-B.)*. Le baccalauréat, 202.
- Pirenne (Henri)*. Mahomet et Charlemagne, 149.
- Pleyer (Kleo)*. Die Kräfte des Grenzkampfes in Ost-Mittleuropa, 398.
- Préclin (Ed.)*. Voir *Renouwin (P.)*.
- Problèmes contemporains de Banque et de Bourse, 399.
- Réau (Louis)*. L'Europe française au siècle des lumières, 376.
- Renouwin (P.)*, *Préclin (Ed.) et Hardy (G.)*. L'époque contemporaine; t. II : La paix

- armée et la Grande Guerre, 1871-1919, 387.
- Rest (Josef)*. Die Erasmusdrucke der Freiburger Universitätsbibliothek, 360.
- Ricard (Robert)*. Contribution à l'étude du commerce génois au Maroc durant la période portugaise, 1415-1550, 186.
- *Damião de Gois* : les Portugais au Maroc, de 1415 à 1521, 186.
- Ritter (Gerhard)*. Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein, 360.
- Robertson (Edward)*. Notes and extracts from the Semitic Manuscripts in the John Rylands Library. Zainab as-Safawiyah, 400.
- Ronan (Myles C.)*. Erasmus Smith endowment, 163.
- Ronze (Raymond)*. Voir *Cahen (Léon)*.
- Raz (Firmin)*. Vue générale de l'histoire du Canada, 1534-1934, 403.
- Sandberger (Dietrich)*. Studien über das Rittertum in England, vornehmlich während des 14. Jhts, 411.
- Skalk (Fritz)*. Einleitung in die Encyclopädie der französischen Aufklärung, 379.
- Schmölders (Günter)*. Frankreichs Aufstieg zur Weltmachtpolitik, 191.
- Schomerus (Hans)*. Kaiser und Bürger, 187.
- Semonsous (J.)*. Basse-Auvergne, Puy-de-Dôme. Pages d'histoire, 199.
- Septembre 38, 398.
- Serrant (H.)*. Le service de recrutement, de 1789 à nos jours, 411.
- Simonsen (Roberto C.)*. Historia economica da Brasil, 1500-1820, 168.
- Sotus (Jules)*. Les messageries maritimes de Venise aux XIV^e et XV^e siècles, 413.
- Sova (Pierre)*. Le passé d'Oujhorod, 190.
- Srbik (Heinrich von)*. Mitteleuropa, 187.
- Staline (J.)*. Le marxisme et l'histoire, 399.
- Les questions du léninisme, 400.
- Steinmann (Fr.)* et *Hurwicz (E.)*. Konstantin Petrowitsch Pobjedonoszew, der Staatsmann der Reaktion, unter Alexander III, 418.
- Stern (Jean)*. Belle et bonne. Une fervente amie de Voltaire, 1757-1822, 379.
- Stock (P.-V.)*. Mémoire d'un éditeur : l'affaire Dreyfus anecdotique, 198.
- Streicher (Jeanne)*. Voir *Favre de Vaugelas (Claude)*.
- Studi in memoria di Roberto Michels*, 413.
- Suarez (Georges)*. Briand. Sa vie, son œuvre, t. I et II, 175.
- Table générale des séries des archives départementales antérieures à 1790. Lot, t. I, 405.
- Tallquist (Knut)*. Akkadische Götterepitheta, 401.
- Tchang-Kai-Chek* (Maréchal et M^{me}). Les origines du drame chinois, 416.
- Theil (Hans Joachim)*. Die reichsdeutsche Presse und Publizistik und das österreichungarische Verfassungs- und Nationalitätenproblem i. d. Jahren 1903-1906, 382.
- Thézan Saint-Geniez* (marquis de). Le fonds Thézan aux archives du château de l'Hermitage (Hérault), 198.
- Thibaudet (Albert)*. Histoire de la littérature française, de 1789 à nos jours, 191.
- Tronchon (Henri)*. Études (France, Allemagne, Italie, Hongrie, Pays baltiques), 397.
- Vedel (Valdemar)*. Deux classiques français vus par la critique étrangère : Corneille et son temps, Molière ; trad. par E. Cornet, 193.
- Védère (Xavier)*. Archives municipales de Bordeaux. Catalogue des manuscrits, 405.
- Venturi (Franco)*. Denis Diderot. Pages inédites contre un tyran, 379.
- Vielliard (Jeanne)*. Le guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle, 459.
- Vigny (Alfred)*. Correspondance. 1^{re} série : 1816-1835 ; publ. par Fernand Baldensperger, 407.
- Vossler (Otto)*. Der Nationalgedanke, von Rousseau bis Ranke, 395.
- Wickwar (W. H.)*. Baron d'Holbach. A prelude to the French Revolution, 379.
- Willaert (R. P. L.)*. Voir *Josson (R. P. H.)*.
- Woolley (Sir Leonard)*. Ur en Chaldée, 402.
- Woodhouse (A. S. P.)*. Letters in Canada, 404.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

	Pages
BOHATEC (Josef). Calvin et l'humanisme (fin)	71
CAHEN (Léon). Une nouvelle interprétation du traité franco-anglais de 1786-1787	257
HALPHEN (Louis). L'idée d'État sous les Carolingiens	59
L'HUILLIER (Fernand). La doctrine et la conduite d'un évêque concordataire ci-devant assermenté : Saurine	286
PERRET (Jacques). Calchas, dieu et conquérant	23
VIROLLEAUD (Ch.). Les poèmes de Ras-Shamra	1
ZELLER (Gaston). Gouverneurs de provinces au xvi ^e siècle.	225

MÉLANGES

BOYER (Ferdinand). La famille Bens de Cavour et le régime napoléonien . . .	326
COYECQUE (Ernest). Ce qu'on trouve sans le chercher dans les archives notariales	318
LÉVY (Isidore). L'inscription triomphale de Xerxès	105
MÉTHIVIER (Henri). Richelieu et le Front de mer de Provence.	123
RIGAULT (Abel). Les documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914.	345

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

BEMIS (Samuel Flagg). A diplomatic history of the United States (E. Précllin). 364	364
BITTNER (L.). Gesamtinventar des Wiener Haus- Hof- und Staatsarchivs. Bd. I (G. Zeller).	142
Calendar of the patent rolls preserved in the Public Records. Philip and Mary. Vol. I à III (Roger Chauviré).	354
Calendar of State papers of the reign of Elizabeth. Vol. XXII (Id.).	355
Calendar of State papers relating to Scotland and Mary Queen of Scots. Vol. XI : 1593-1595 (Id.).	357
CIASCA (Raffaele). Storia coloniale dell'Italia contemporanea. Da Assab all'Impero (Henri Hauser)	172
CLARK (Ch. W.). Franz Joseph and Bismarck. The diplomacy of Austria before the war of 1866 (Paul Henry).	170
DELPY (G.). L'Espagne et l'esprit européen. L'œuvre de Feijoo, 1725-1760 (Fernand Braudel).	374
Id. Bibliographie des sources françaises de Feijoo (Id.).	374

TABLE DES MATIÈRES

447

Pages

DENUCÉ (J.). L'Afrique au xvi ^e siècle et le commerce anversoïis (E. Coornaert)	368
DUCATI (Pericle). Le problème étrusque (A. Grenier)	351
Encyclopédie française. T. XVI et XVII : Arts et littératures (Robert Pignarre)	386
ERBT (Wilhelm). Weltgeschichte auf rassischer Grundlage (Henri Hauser)	144
ERDMANN (Karl Dietrich). Das Verhältnis von Staat und Religion nach der Sozialphilosophie Rousseaus (G. Lefebvre)	379
FISCHER (H. A. L.). History of Europe. Vol. II : Renaissance, Reformation, Reason (Henri Hauser)	358
FLICHE (Augustin) et MARTIN (Victor). Histoire de l'Eglise, des origines à nos jours. T. IV, VI (Charles Guignebert)	145
FRAENKEL (H.). Storia di una nazione proletaria. La politica finanziaria italiana da Cavour a Mussolini (Henri Hauser)	174
GAPANOVITCH (J.). La Russie dans le nord-est de l'Asie (Pierre Pascal)	383
Gedenkschrift zum 400 Todestag des Erasmus von Rotterdam (Aug. Renaudet)	360
GUYOT (Charles). De Rousseau à Mirabeau, pèlerins de Môtiers et prophètes de 89 (G. Lefebvre)	379
HENDERSON (G. D.). Religious life in seventeenth century Scotland (E. Préclin)	370
IORGA (N.). Histoire des Roumains et de la romanité orientale. T. I à IV (Paul Henry)	151
JOSSEON (R. P. H.) et WILLAERT (R. P. L.). Correspondance de Ferdinand Verbiest, S. J., 1623-1688, directeur de l'Observatoire de Pékin (E. Jordan)	369
LESNE (Émile). Histoire de la propriété ecclésiastique en France. T. III et IV (Louis Halphen)	156
LOPEZ (Roberto). Studi nell'economia genovese nel medio evo (E. Coornaert)	162
LUC (Jean). Diderot, l'artiste et le philosophe (G. Lefebvre)	379
MÉLÈZE (Pierre). Un homme de lettres au temps du Grand Roi : Donneau de Visé (Robert Pignarre)	372
Id. Le théâtre et le public à Paris sous Louis XIV (Id.)	372
Id. Répertoire analytique des documents contemporains d'information et de critique concernant le théâtre à Paris sous Louis XIV (Id.)	372
METZGER (Hélène). Attraction universelle et religion naturelle chez quelques commentateurs anglais de Newton (Pierre Poumier)	165
MITCHELL (R. J.). John Tiptoft, 1427-1470 (Ed. Perroy)	352
Opus epistolarum Des. Erasmi Roterodami, édité par P. S. ALLEN. T. IX publié par H. M. ALLEN et H. W. GARROD (A. Renaudet)	361
PETIT-DUTAILLIS (Ch.) et GUINARD (P.). L'essor des États d'Occident. France, Angleterre, Péninsule ibérique (Louis Halphen)	160
PIRENNE (Henri). Mahomet et Charlemagne (Id.)	149
RÉAU (Louis). L'Europe française au siècle des lumières (G. Zeller)	376
RENOUVIN (P.), PRÉCLIN (Ed.) et HARDY (G.). L'époque contemporaine. T. II : La paix armée et la Grande Guerre, 1871-1919 (Ch. Seignobos)	387
REST (Josef). Die Erasmusdrucke der Freiburger Universitätsbibliothek (Aug. Renaudet)	360
RITTER (Gerhard). Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein (Id.)	360
RONAN (Myles C.). Erasmus Smith Endowment (Roger Chauviré)	163

Pages
71257
59286
23
1
225

326

318
105
123

345

384

142

354
355

357

72

70

74
74

SCHALK (Fritz). Einleitung in die Encyklopädie der französischen Aufklärung (G. Lefebvre)	379
SIMONSEN (Roberts C.). Historia economica do Brasil, 1500-1820 (Henri Hauser)	160
STERN (Jean). Belle et bonne. Une fervente amie de Voltaire, 1757-1822 (G. Lefebvre)	379
SUAREZ (Georges). Briand, sa vie, son œuvre. T. I et II (Jean Maurain)	175
THEIL (Hans Joachim). Die reichsdeutsche Presse und Publizistik und das österreich-ungarische Verfassungs- und Nationalitätenproblem i. d. Jahren 1903-1906 (Paul Henry)	383
VENTURI (Franco). Denis Diderot. Pages inédites contre un tyran (G. Lefebvre)	379
VIELLIARD (Jeanne). Le guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle (E. Jordan)	159
WICKWAR (W. H.). Baron d'Holbach. A prelude to the French revolution (G. Lefebvre)	379
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. Histoire générale, 178, 395; Antiquité, 185; Afrique, 186; Allemagne, 187; Amérique latine, 188; Belgique, 188; Canada, 408; États-Unis, 189; Europe centrale et balkanique, 189; Extrême-Orient, 411; France, 190, 404; Grande-Bretagne, 411; Italie, 413; Orient ancien, 406; Pays Scandinaves, 417; U. R. S. S., 417.	

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- I. Histoire générale et instruments de travail, 200, 420.
- II. Orient classique, 205.
- III. Préhistoire, antiquité, 206, 421.
- IV. Le Moyen Age, 207, 421.
- V. Le xvi^e siècle, 209, 426.
- VI. L'Ancien Régime, 210, 426.
- VII. La Révolution française et le Premier Empire, 211, 429.
- VIII. Le xix^e et le xx^e siècle, 212, 430.
- IX. Le monde contemporain, 431.
- X. Histoire économique et sociale, 214.
- XI. Histoire religieuse, 214.

CORRESPONDANCE. Lettres de M. P. Cloché et réponse de M. A. Aymard, 216.

CHRONIQUE. Nécrologie : Paul Collinet (Louis BRÉHIER), 218; Léon Levy-Schnelder (André LATREILLE), 219; Jean Maurain (G. PACÈS), 220; Jean Lemoine, 221. — Congrès, 434. — France, 221, 436. — Allemagne, 224. — Irlande, 440.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 442.

TABLE DES MATIÈRES, 446.

Le gérant : R. LISBONNE.

Page

279

168

279

175

381

279

159

279

rique,

400 ;

414 ;

400 ;

chnel-

noins,

, 440.